

Progrès en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène des ménages | 2000-2017

Gros plan sur les inégalités



Progrès en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène des ménages 2000-2017 : gros plan sur les inégalités

ISBN: 978-924-251-623-4

© Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et Organisation mondiale de la Santé (OMS), 2019

Tous droits réservés. La reproduction de tout ou partie de cette publication est sujette à autorisation. Veuillez adresser votre demande d'autorisation à l'adresse suivante : UNICEF, Division de la communication, 3 United Nations Plaza, New York 10017, États-Unis (e-mail : nyhqdoc.permit@unicef.org).

Pour citer ce document : Progrès en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène des ménages 2000-2017. Gros plan sur les inégalités. New York, Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et Organisation mondiale de la Santé (OMS), 2019.

Photographies :

Couverture : © UNICEF/UN0282190/Pirozzi ; table des matières : © UNICEF/UN0290924/Llaurado ; Quatrième de couverture : © UNICEF/UN073097/Dicko ; p. 6 : © UNICEF/UNI189314/Gilbertson VII ; p. 13 : © UNICEF/UN0304111/Arcos ; p. 16 : © UNICEF/UN0271298/Tremeau ; p. 19 : © UNICEF/UN0267916/Akhbar Latif ; p. 23 : © UNICEF/UN011915/Singh ; p. 24 : © UNICEF/UN0199491/Noorani ; p. 27 : © UNICEF/UN057870/Chudeau ; p. 30 : © UNICEF/UN052143/Brazier ; p. 33 : © UNICEF/UNI79561/Sampson ; p. 36 : © UNICEF/UN0291768/Frank Dejongh ; p. 41 : © UNICEF/UN0268445/Brown ; p. 43 : © UNICEF/UN0215371/Vishwanathan ; p. 46 : © UNICEF/UN0260388/Cherry ; p. 53 : © UNICEF/UNI189338/Gilbertson VII Photo ; p. 59 : © UNICEF/UN048103/Nader ; p. 62 : © UNICEF/UN0267936/Akhbar Latif ; p. 66 : © UNICEF/UN047279/Bradley ; p. 71 : © UNICEF/UN0139474/Prinsloo ; p. 73 : © UNICEF/UN0306322/Abdul ; p. 79 : © UNICEF/UNI187091/Noorani ; p. 80 : © UNICEF/UN0267929/Akhbar Latif ; p. 85 : © UNICEF/UN0211984/Noorani.

Limite de responsabilité : Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'OMS ou de l'UNICEF aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Les lignes en pointillés ou tirets sur les cartes représentent des frontières approximatives dont le tracé peut ne pas avoir fait l'objet d'un accord définitif.

La mention de firmes et de produits commerciaux ne signifie pas que ces firmes et produits commerciaux soient agréés ou recommandés par l'OMS ou l'UNICEF de préférence à d'autres de nature analogue. Sauf erreur ou omission, une majuscule initiale indique qu'il s'agit d'un nom déposé.

Les chiffres cités dans ce rapport correspondent à des estimations du Programme commun OMS/UNICEF de suivi de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène (<https://washdata.org>) établies pour garantir leur compatibilité. Il ne s'agit donc pas nécessairement des statistiques officielles des pays, zones ou territoires concernés, lesquelles peuvent être fondées sur d'autres méthodes rigoureuses.

L'OMS et l'UNICEF ont pris toutes les précautions raisonnables pour vérifier les informations contenues dans la présente publication. Toutefois, le contenu publié est diffusé sans aucune garantie expresse ou implicite. La responsabilité de son interprétation et de son utilisation incombe au lecteur. En aucun cas, l'OMS ou l'UNICEF ne sauraient être tenus responsables des préjudices subis du fait de son utilisation.

Édition (version anglaise) : Richard Steele. Conception graphique,
Mise en page et réalisation : Cecilia Silva Venturini.
Printed in Switzerland.

Progrès en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène des ménages | 2000-2017

Gros plan sur les inégalités



Table des matières

1	Points essentiels	6
	Ne pas faire de laissés-pour-compte	6
	Eau de boisson	7
	Assainissement	8
	Hygiène	9
2	Introduction	10
	Programme 2030 : Ne pas faire de laissés-pour-compte	10
	Mettre en œuvre les ODD à l'échelle locale : établir des cibles nationales	11
	Réduire les inégalités : indicateurs d'évaluation des progrès	12
3	Éliminer la défécation en plein air	14
4	Réduire les inégalités relatives aux services de base	24
	Eau de boisson	24
	Assainissement	30
	Hygiène	36
	Ne pas faire de laissés-pour-compte : combler l'écart entre les plus riches et les plus pauvres	44
5	Réduire les inégalités d'accès aux services gérés en toute sécurité	46
	Services d'approvisionnement en eau de boisson gérés en toute sécurité	46
	Types d'installations améliorées	49
	Accessible à domicile	52
	Disponible au besoin	54
	Qualité de l'eau	56
	Assainissement géré en toute sécurité	60
	Types d'installations améliorées	63
	Gestion en toute sécurité des excréta tout au long de la chaîne d'assainissement	66
	Systèmes d'assainissement non raccordés à un réseau d'égouts	67
	Systèmes d'assainissement raccordés à un réseau d'égouts	71
	Évolution de la part de la population mondiale ayant accès aux services WASH	75
6	Renforcer le suivi	76
	Questions essentielles destinées aux ménages, aux écoles et aux établissements de santé	76
	Qualité de l'eau de boisson	77
	Assainissement sur site géré en toute sécurité	78
	Accessibilité financière des services WASH	80
7	Annexes	82
	Annexe 1 : Méthodes	82
	Annexe 2 : Regroupements régionaux	86
	Annexe 3 : Estimations nationales relatives à l'approvisionnement en eau de boisson	88
	Annexe 4 : Estimations nationales relatives à l'assainissement	106
	Annexe 5 : Estimations nationales relatives à l'hygiène	126
	Annexe 6 : Inégalités relatives aux services de base	128
	Annexe 7 : Estimations régionales et mondiales relatives à l'approvisionnement en eau de boisson	134
	Annexe 8 : Estimations régionales et mondiales relatives à l'assainissement	136
	Annexe 9 : Estimations régionales et mondiales relatives à l'hygiène	138

1. Points essentiels

Ne pas faire de laissés-pour-compte

Le programme commun OMS/UNICEF de suivi de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène (JMP) fournit des estimations comparables à l'échelle internationale quant aux progrès réalisés en matière d'eau de boisson, d'assainissement et d'hygiène (WASH) et assume la responsabilité du suivi mondial des cibles des objectifs de développement durable (ODD) liées à ce secteur. Le JMP a publié récemment des rapports mondiaux de référence sur les services WASH dans les écoles (2018) et les services WASH dans les établissements de santé (2019). Le présent rapport fournit des estimations nationales, régionales et mondiales sur la situation des services WASH au sein des ménages, au cours de la période 2000-2017.

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 engage les États membres à prendre des mesures audacieuses et porteuses de transformation pour « engager le monde sur une voie durable, marquée par la résilience », « réaliser les droits de l'homme pour tous », « éliminer la pauvreté sous toutes ses formes » et veiller « à ne laisser personne de côté ». L'Assemblée générale des Nations Unies mènera son premier examen quadriennal des progrès accomplis en septembre 2019. Le présent rapport évalue les progrès mondiaux accomplis quant à la réduction des inégalités liées aux services WASH au sein des ménages et identifie les populations présentant le risque le plus élevé d'être « laissées pour compte ».



EAU DE BOISSON

2000-2017

- La part de la population ayant recours à des services gérés en toute sécurité est passée de 61 à 71 %.
- Sur la base des estimations disponibles, on constate que la couverture des services gérés en toute sécurité a augmenté dans toutes les régions ODD. Dans les pays les moins avancés, elle est passée de 25 à 35 %.
- La couverture des services gérés en toute sécurité dans les zones rurales est passée de 39 à 53 %. L'écart entre les zones urbaines et rurales a diminué, passant d'une différence de 47 points de pourcentage à 32 points.
- 1,8 milliard de personnes ont obtenu un accès à au moins des services de base. La population n'ayant pas accès aux services de base a diminué, passant de 1,1 milliard à 785 millions, et le nombre de personnes puisant de l'eau directement dans les points d'eau de surface est passé de 256 millions à 144 millions.
- Sur les 86 pays qui disposaient de données ventilées, 20 ont réussi à diminuer de moitié l'écart entre le quintile des plus riches et celui des plus pauvres, pour ce qui est de la couverture des services de base.

2017

- 117 pays (et quatre des huit régions ODD), représentant 38 % de la population mondiale, disposaient d'estimations sur les services gérés en toute sécurité.
- 5,3 milliards de personnes avaient recours à des services gérés en toute sécurité. 1,4 milliard de personnes supplémentaires utilisaient au moins des services de base. 206 millions avaient recours à des services limités, 435 millions à des points d'eau non améliorés et 144 millions à des sources d'eaux de surface.
- Huit personnes sur dix ne disposant même pas d'un accès à des services de base vivaient en zone rurale. Près de la moitié d'entre elles vivait dans les pays les moins avancés.
- Sur les 90 pays qui possédaient des données ventilées, 24 présentaient une couverture des services de base d'approvisionnement en eau au moins deux fois supérieure pour le quintile des plus riches que pour celui des plus pauvres.
- 80 pays affichaient une couverture des services de base d'approvisionnement en eau supérieure à 99 %. Un pays sur trois présentant une couverture inférieure à 99 % était en bonne voie pour atteindre une couverture « quasi universelle » d'ici à 2030.

En 2017, sept personnes sur dix avaient recours à des services d'approvisionnement en eau de boisson gérés en toute sécurité

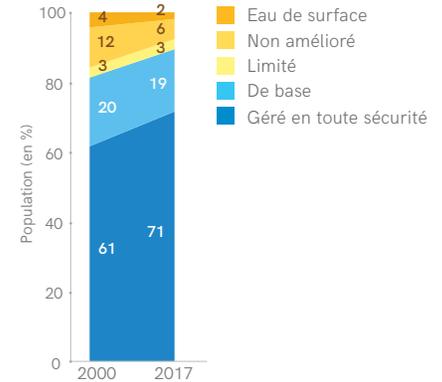


FIGURE 1 Couverture mondiale des services d'approvisionnement en eau de boisson, 2000-2017 (en %)

En 2017, quatre régions ODD disposaient d'estimations sur l'approvisionnement en eau de boisson géré en toute sécurité

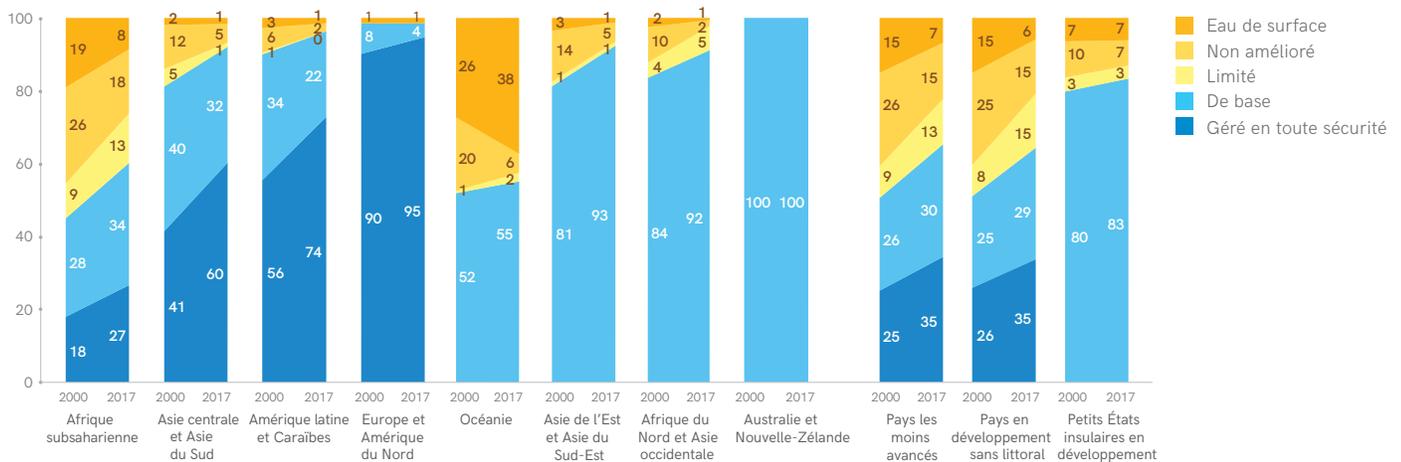


FIGURE 2 Couverture régionale des services d'approvisionnement en eau de boisson, 2000-2017 (en %)

En 2017, 109 pays¹ disposaient d'estimations sur l'approvisionnement en eau de boisson géré en toute sécurité

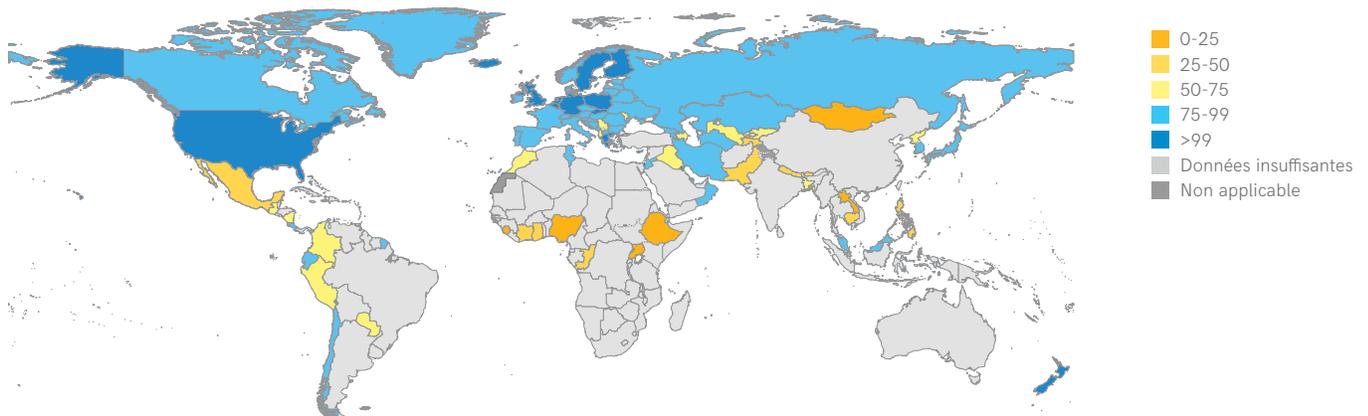


FIGURE 3 Pourcentage de la population ayant recours à des services d'approvisionnement en eau de boisson gérés en toute sécurité, 2017

¹ Le JMP suit les avancées de 232 pays, régions et territoires, y compris l'ensemble des États membres des Nations Unies. Les statistiques qui figurent dans le présent rapport font référence aux pays, régions ou territoires.

ASSAINISSEMENT

2000-2017

- La part de la population ayant recours à des services gérés en toute sécurité est passée de 28 à 45 %.
- Sur la base des estimations disponibles, on constate que la couverture des services gérés en toute sécurité a augmenté dans toutes les régions ODD. Elle est passée de 25 à 35% dans les pays les moins avancés.
- La couverture des services gérés en toute sécurité dans les zones rurales est passée de 22 à 43 %, tandis que l'écart entre les zones urbaines et rurales a diminué de 14 à 5 points de pourcentage.
- 2,1 milliards de personnes ont obtenu un accès au moins à des services de base et la population n'ayant pas accès à ces services est passée de 2,7 à 2 milliards.
- La population pratiquant la défécation en plein air a diminué de moitié, passant de 1,3 milliard à 673 millions. 23 pays ont réduit leur taux de défécation en plein air à moins de 1 %, se rapprochant ainsi d'une « quasi-élimination » selon les classements.
- Sur les 86 pays qui disposaient de données ventilées, neuf ont réussi à diminuer de moitié l'écart entre le quintile des plus riches et celui des plus pauvres, pour ce qui est de la couverture des services de base.

2017

- 94 pays (et six des huit régions ODD), représentant 54 % de la population mondiale, disposaient d'estimations sur les services gérés en toute sécurité.
- 3,4 milliards de personnes avaient recours à des services gérés en toute sécurité. 2,2 milliards de personnes supplémentaires utilisaient au moins des services de base. 627 millions de personnes avaient recours à des services limités, 701 millions utilisaient des installations non améliorées et 673 millions pratiquaient encore la défécation en plein air.
- Sept personnes sur dix n'ayant même pas accès à des services de base vivaient en zone rurale. Un tiers d'entre elles vivait dans les pays les moins avancés.
- Sur les 90 pays qui disposaient de données ventilées, 48 présentaient une couverture des services de base au moins deux fois plus étendue pour le quintile des plus riches que pour celui des plus pauvres.
- 51 pays affichaient une couverture des services de base d'assainissement supérieure à 99 %. Un pays sur quatre présentant une couverture inférieure à 99 % était en bonne voie pour atteindre une couverture « quasi universelle » à l'horizon 2030.
- Moins d'un pays sur trois lourdement touchés par la défécation en plein air et présentant un taux supérieur à 5 % était en bonne voie pour l'éliminer presque totalement (< 1 %) d'ici à 2030.
- Seul un pays sur cinq affichant un taux de défécation en plein air supérieur à 1 % était en bonne voie pour éliminer presque totalement cette pratique au sein du quintile des plus pauvres de la population rurale d'ici à 2030.

En 2017, quatre personnes sur dix avaient recours à des services d'assainissement gérés en toute sécurité

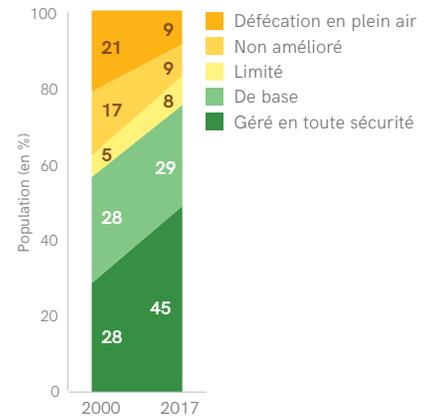


FIGURE 4 Couverture mondiale des services d'assainissement, 2000-2017 (%)

En 2017, six régions ODD disposaient d'estimations sur les services d'assainissement gérés en toute sécurité

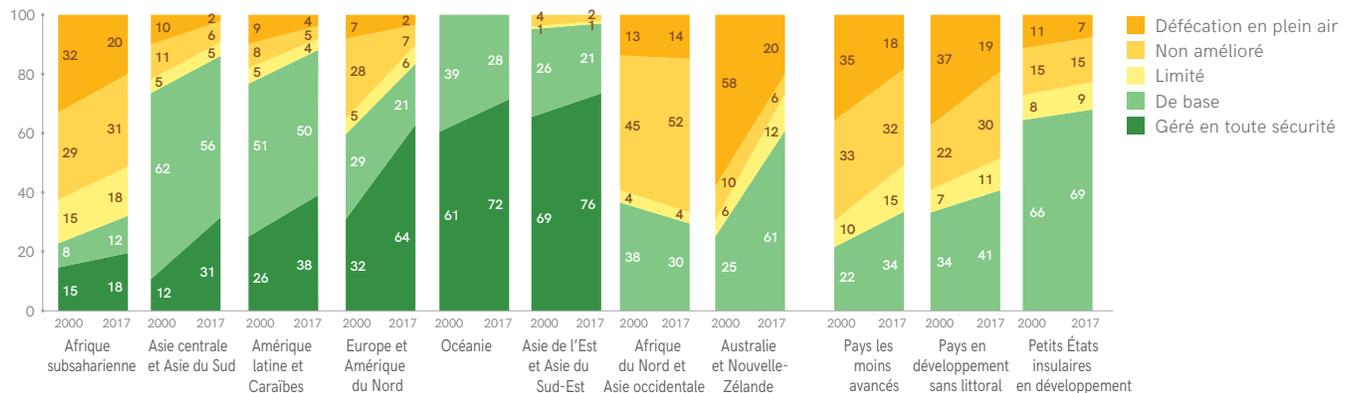


FIGURE 5 Couverture régionale des services d'assainissement, 2000-2017 (%)

En 2017, 94 pays possédaient des estimations sur les services d'assainissement gérés en toute sécurité

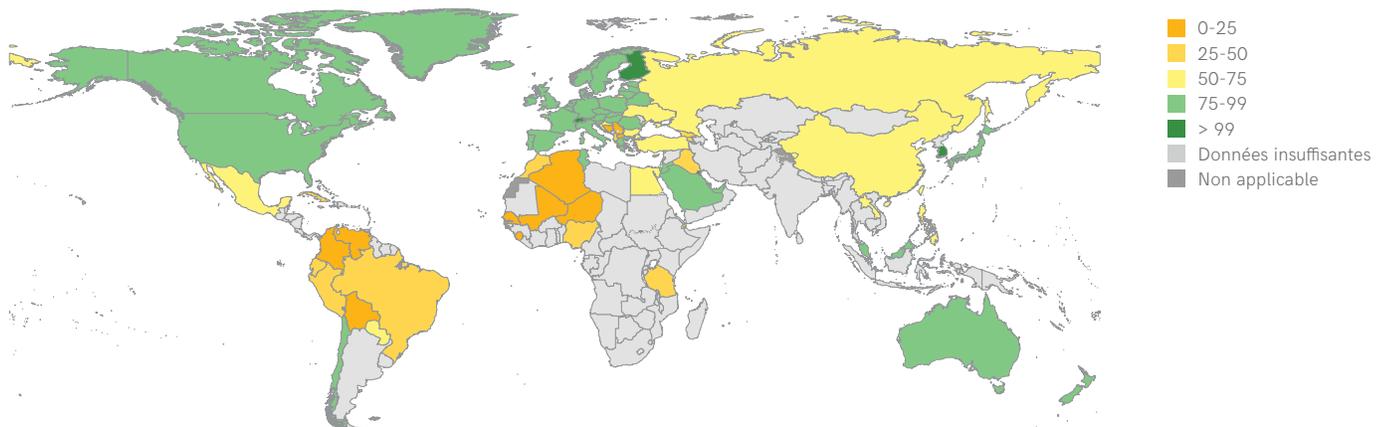


FIGURE 6 Pourcentage de la population ayant recours à des services d'assainissement gérés en toute sécurité, 2017

HYGIÈNE

2017²

- 60 % de la population mondiale disposait d'installations de base à domicile destinées au lavage des mains avec de l'eau et du savon.
- 78 pays (et trois des huit régions ODD), représentant 52 % de la population mondiale, disposaient d'estimations sur les installations de base destinées au lavage des mains. Un grand nombre de pays à revenu élevé ne disposaient que de peu de données sur l'hygiène.
- 3 milliards de personnes étaient encore privées d'installations de base à domicile destinées au lavage des mains : 1,6 milliard d'individus disposaient d'installations limitées non équipées d'eau ou de savon et 1,4 milliard ne disposaient d'aucune installation.
- Près des trois quarts de la population des pays les moins avancés ne disposaient d'aucune installation destinée au lavage des mains avec de l'eau et du savon.
- Sur les 82 pays qui disposaient de données ventilées, 51 présentaient une couverture des installations de base destinées au lavage des mains au moins deux fois plus étendue pour le quintile des plus riches que pour celui des plus pauvres.

² Les données disponibles étaient insuffisantes pour pouvoir estimer les tendances régionales et mondiales en matière d'hygiène.

En 2017, trois personnes sur cinq avaient accès à une installation de base destinée au lavage des mains

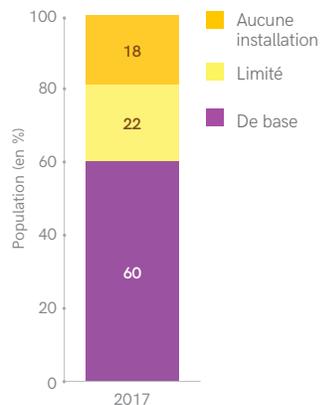


FIGURE 7 Couverture mondiale des installations destinées au lavage des mains, 2017 (en %)

En 2017, trois régions ODD disposaient d'estimations concernant les installations de base destinées au lavage des mains

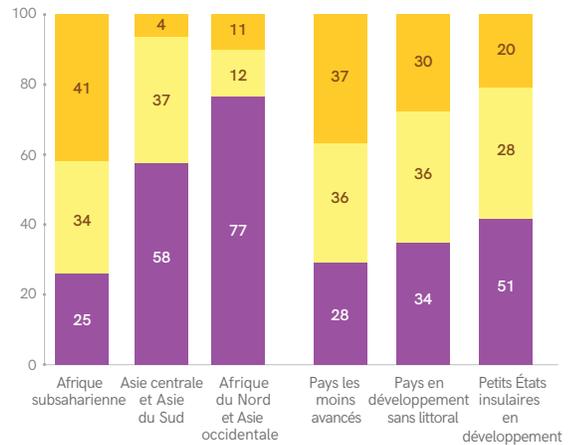


FIGURE 8 Couverture régionale des installations destinées au lavage des mains, 2017 (en %)

En 2017, 78 pays disposaient d'estimations concernant les installations de base destinées au lavage des mains

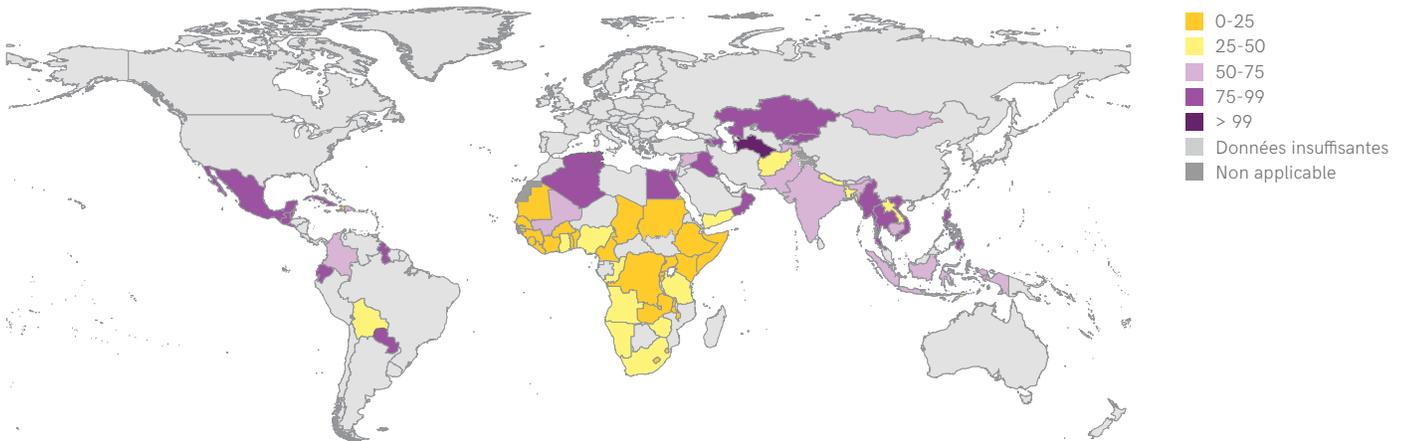


FIGURE 9 Pourcentage de la population disposant d'une installation de base à domicile destinée au lavage des mains, 2017

L'Asie centrale et du Sud a enregistré la plus forte baisse du taux de défécation en plein air depuis 2000

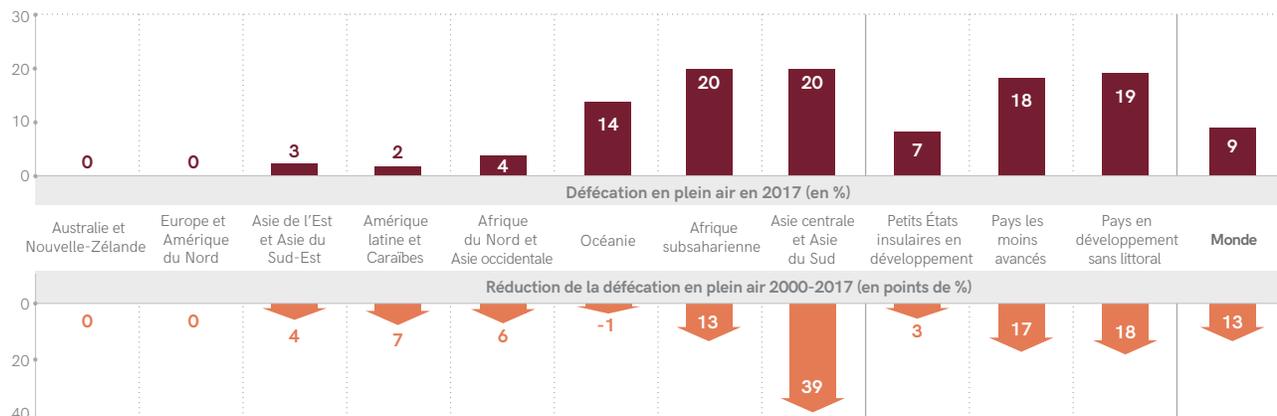


FIGURE 10 Pourcentage de la population qui pratiquait la défécation en plein air en 2017 et variation en points de % sur la période 2000-2017

2. Introduction

Le programme commun OMS/UNICEF de suivi de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène (JMP) fournit des estimations comparables aux échelles nationale, régionale et internationale quant aux progrès réalisés en matière d'eau de boisson, d'assainissement et d'hygiène (WASH) et assume la responsabilité du suivi mondial des cibles des objectifs de développement durable (ODD) liées à ce secteur. Le JMP s'appuie sur des échelles de services pour suivre la réduction progressive des inégalités liées aux niveaux de services au sein des pays et entre les pays. Le présent rapport fournit des estimations nationales, régionales et mondiales sur la situation des services WASH au sein des ménages, au cours de la période 2000-2017.

Programme 2030 : Ne pas faire de laissés-pour-compte

*Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030*³ est décrit comme un plan d'action pour l'humanité, la planète et la prospérité. Il énonce 17 objectifs de développement durable et 169 cibles mondiales. Intégrés et

indissociables, ces derniers concilient les dimensions sociales, économiques et environnementales du développement durable. Le Programme 2030 engage les États membres des Nations Unies à prendre des mesures audacieuses et porteuses de transformation pour « engager le monde sur une voie durable, marquée par la résilience ». Il vise à réaliser les droits de l'homme pour tous, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles, et à veiller « à ne laisser personne de côté ». Tous les pays et parties prenantes d'un partenariat se doivent d'appliquer ce programme universel ambitieux.

Les objectifs de développement durable comprennent plusieurs cibles qui aspirent à réduire progressivement les inégalités liées à l'eau, l'assainissement et l'hygiène (Tableau 1). L'objectif 1 vise à « éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde » et définit une cible d'accès universel aux services de base (1.4). L'objectif 6 vise à « garantir l'accès de tous à des services d'alimentation en eau et d'assainissement gérés de façon durable » et comprend des cibles d'accès universel à l'eau potable (6.1) et aux services d'assainissement et d'hygiène (6.2). L'objectif 4 vise à « assurer à tous une éducation équitable, inclusive et de qualité et des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie ». Il définit des cibles cherchant à adapter les établissements scolaires existants pour fournir à tous un cadre

³ Nations Unies, *Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030*, résolution A/RES/70/1 de l'Assemblée générale des Nations Unies, 21 octobre 2015 (paragraphe 55) <<https://sustainabledevelopment.un.org/post2015/Transformingourworld>>.

	Cibles mondiales des ODD	Indicateurs mondiaux des ODD
 <p>6 EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT</p>	<p>6.1 D'ici à 2030, assurer l'accès universel et équitable à l'eau potable, à un coût abordable</p>	<p>6.1.1 Proportion de la population utilisant des services d'approvisionnement en eau de boisson gérés en toute sécurité</p>
	<p>6.2 D'ici à 2030, assurer l'accès de tous, dans des conditions équitables, à des services d'assainissement et d'hygiène adéquats et mettre fin à la défécation en plein air, en accordant une attention particulière aux besoins des femmes et des filles et des personnes en situation vulnérable</p>	<p>6.2.1 Proportion de la population utilisant : a) des installations d'assainissement gérées en toute sécurité, et b) une installation destinée au lavage des mains avec eau et savon</p>
 <p>1 PAS DE PAUVRETÉ</p>	<p>1.4 D'ici à 2030, faire en sorte que tous les hommes et les femmes, en particulier les pauvres et les personnes vulnérables, aient les mêmes droits aux ressources économiques et qu'ils aient accès aux services de base...</p>	<p>1.4.1 Proportion de la population vivant dans des ménages ayant accès à des services de base (y compris à des installations de base d'approvisionnement en eau de boisson, d'assainissement et de lavage des mains)</p>
	 <p>4 ÉDUCATION DE QUALITÉ</p>	<p>4.a Construire des établissements scolaires qui soient adaptés aux enfants, aux personnes handicapées et aux deux sexes ou adapter les établissements existants à cette fin et fournir à tous un cadre d'apprentissage sûr, non violent, inclusif et efficace</p>
 <p>3 BOMME SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</p>	<p>3.8 Faire en sorte que chacun bénéficie d'une couverture sanitaire universelle, comprenant une protection contre les risques financiers et donnant accès à des services de santé essentiels de qualité et à des médicaments et vaccins essentiels sûrs, efficaces, de qualité et d'un coût abordable</p>	<p>[Pourcentage des établissements de santé disposant de services WASH de base]</p>

TABLEAU 1 Cibles et indicateurs mondiaux des ODD liés au secteur WASH

d'apprentissage sûr et inclusif, en incluant notamment des services de base d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène (4. a). L'objectif 3 consiste à « permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge ». Il comprend une cible visant à atteindre une couverture sanitaire universelle (3.8) qui se concentre sur l'accès à des services de santé essentiels de qualité et qui implique l'intégration de services WASH de base dans chaque établissement de santé.

Le JMP a récemment publié des estimations mondiales de référence sur les services WASH dans les écoles et les établissements de santé (Encadré 1). Le présent rapport rend compte des progrès accomplis dans la réduction des inégalités d'accès aux services WASH à l'échelle des ménages entre 2000 et 2017. Il fait suite et se substitue au rapport de 2017 intitulé *Progrès en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène : mise à jour 2017 et évaluation des ODD*⁴.

Mettre en œuvre les ODD à l'échelle locale : établir des cibles nationales

Le Programme 2030 énonce que les « objectifs et les cibles de développement durable sont intégrés et indissociables ; ils sont par essence globaux et applicables universellement, compte tenu des réalités, des capacités et des niveaux de développement des différents pays et dans le respect des priorités et politiques nationales ». Si des cibles idéales sont définies à l'échelle mondiale, il revient à chaque État i) de fixer ses propres cibles au niveau national pour répondre aux ambitions mondiales tout en tenant compte de ses spécificités³ et ii) de s'appuyer sur les engagements existants, en vertu de normes internationales relatives au droit de l'homme, au profit de tous⁵. Les gouvernements sont tenus de mettre en œuvre à l'échelle locale les cibles mondiales de développement durable liées au secteur WASH et de définir leurs propres cibles nationales en vue de réduire progressivement les inégalités d'accès aux services.

⁴ Organisation mondiale de la Santé et Fonds des Nations Unies pour l'enfance, *Progrès en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène : mise à jour 2017 et évaluation des ODD*, OMS et UNICEF, Genève, 2017 <<https://apps.who.int/iris/bitstream/handle/10665/260290/9789242512892-fre.pdf;jsessionid=D628F9104262F221D0788FD2A34B5D3F?sequence=1>>.

⁵ Groupe des Nations Unies pour le développement durable, *Mainstreaming the 2030 Agenda for Sustainable Development*, consulté en juin 2019 <<https://undg.org/2030-agenda/mainstreaming-2030-agenda/>>.

Afin de suivre les progrès accomplis dans la réduction des inégalités, le Programme 2030 précise que les indicateurs des ODD doivent être ventilés, le cas échéant, par niveau de revenu, sexe, âge, race, appartenance ethnique, statut migratoire, situation au regard du handicap, lieu de résidence ou autres caractéristiques. Les gouvernements sont tenus de déterminer les dimensions des inégalités d'accès aux services WASH les plus pertinentes et d'élaborer des mécanismes pour identifier et suivre la situation des groupes défavorisés. Pour respecter leur engagement de « ne pas faire de laissés-pour-compte », les gouvernements doivent non seulement suivre la progression globale des services WASH, mais aussi veiller à combler l'écart d'accès aux services entre les groupes défavorisés et le reste de la population (Figure 11).

Le présent rapport évalue les progrès nationaux, régionaux et mondiaux accomplis en matière de réduction des inégalités d'accès aux services WASH à l'échelle des ménages. Il se concentre sur les objectifs à long terme liés au secteur WASH suivants, lesquels se reflètent dans les cibles et indicateurs mondiaux de développement durable en la matière :

1. Éliminer la défécation en plein air
2. Réduire les inégalités d'accès aux services de base d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène
3. Réduire les inégalités d'accès aux services d'approvisionnement en eau et d'assainissement gérés en toute sécurité

Pour atteindre les cibles universelles, les progrès accomplis en faveur des groupes défavorisés doivent s'accélérer

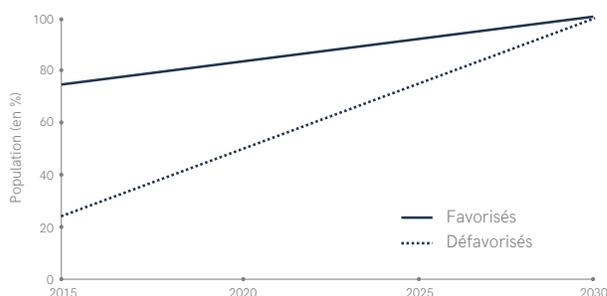


FIGURE 11 Illustration de la réduction progressive des inégalités entre les groupes favorisés et défavorisés

Encadré 1: Estimations mondiales de référence du JMP relatives aux services WASH dans les écoles et les établissements de santé



En 2016

- 69 % des écoles disposaient de **services de base d'approvisionnement en eau de boisson**
- 66 % des écoles avaient accès à des **services de base d'assainissement**
- 53 % des écoles fournissaient des **services de base d'hygiène**



En 2016

- 74 % des établissements de santé disposaient de **services de base d'approvisionnement en eau**
- 21 % des établissements de santé n'avaient accès à aucun **service d'assainissement**
- 16 % des établissements de santé n'avaient accès à aucun **service d'hygiène**
- 27 % des établissements de santé dans les pays les moins avancés disposaient de **services de base de gestion des déchets biomédicaux**
- Seuls **quatre pays** possédaient suffisamment de données pour estimer les **services de base de nettoyage de l'environnement** dans les établissements de santé

Réduire les inégalités : indicateurs d'évaluation des progrès

Le JMP a défini plusieurs indicateurs pour évaluer les progrès accomplis en matière de réduction des inégalités d'accès aux services WASH ; ceux-ci sont utilisés tout au long du présent rapport (Encadré 2). Depuis le rapport de 2017 sur la mise à jour des progrès accomplis en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène, le JMP a considérablement enrichi sa base de données mondiale sur les inégalités. Cette dernière inclut à présent des estimations sur le niveau de services et le type d'installations, ventilées par quintiles de richesse⁶ et par régions infranationales pour près de 100 pays, ce qui permet une analyse plus approfondie de l'évolution des inégalités à l'échelle nationale. L'Encadré 3 résume les principales dimensions de l'inégalité à intégrer dans les systèmes de suivi nationaux ou infranationaux du secteur WASH.

Par ailleurs, le JMP est chargé d'évaluer le degré de réalisation des cibles internationales aux échelles nationale, régionale et mondiale.

⁶ Les estimations du JMP fondées sur les quintiles de richesse sont calculées à l'aide d'un indice de richesse sur mesure qui, pour des raisons d'indépendance statistique, ne prend pas en compte les variables WASH.

La pleine réalisation des cibles de développement durable, qui visent à « éliminer » la défécation en plein air et à atteindre « l'accès universel » aux services WASH « pour tous », est un défi pour tous les pays. Bien que les estimations du JMP se fondent sur les meilleures données nationales disponibles, toutes les statistiques nationales comportent des imprécisions. Pour cette raison, le JMP classe désormais les pays considérés comme ayant atteint une couverture des services supérieure à 99 % dans la catégorie « quasi universelle » et les pays affichant un taux de défécation en plein air inférieur à 1 % dans la catégorie « quasi-élimination ». En outre, le JMP reconnaît que les statistiques nationales ventilées ne reflètent pas toujours la situation des petits groupes de population, tels que les minorités ethniques et les groupes autochtones. Il recommande donc à tous les pays de prendre des mesures pour identifier les groupes défavorisés à l'échelle locale et de mettre en œuvre d'autres mécanismes de collecte de données pour s'assurer qu'ils ne sont pas laissés pour compte.

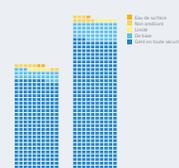
Encadré 2 : Indicateurs du JMP pour évaluer les progrès accomplis en matière de réduction des inégalités d'accès aux services WASH

Niveaux de services : Le JMP utilise des échelles pour suivre les inégalités liées aux niveaux de services à l'échelle mondiale. Ces échelles de services ont été mises à jour en vue du suivi des ODD et comprennent des informations à la fois sur les types d'installations que les personnes utilisent et sur les niveaux de services fournis. Elles sont utilisées dans le présent rapport pour illustrer la situation et les tendances des inégalités relatives aux niveaux de services, aux échelles mondiale, régionale et infranationale. Par exemple, le Graphique A illustre les tendances mondiales de l'assainissement en milieu rural entre 2000 et 2017.



GRAPHIQUE A

Couverture par rapport à la population : Les estimations peuvent être exprimées en pourcentage de la population ou en nombre de personnes ayant accès aux services WASH et ces indicateurs sont utilisés indifféremment dans les rapports du JMP. Même si le taux de couverture des services s'avère un indicateur utile pour comparer les progrès accomplis au sein des pays et entre les pays, il est tout aussi important d'examiner le nombre total de personnes ayant accès à ces services. Le nombre total de personnes est une variable cruciale dans les pays qui connaissent une forte croissance démographique avec un grand nombre de personnes à même d'accéder aux services, tandis que le taux de couverture desdits services est susceptible de stagner, voire décroître. À titre d'exemple, le Graphique B montre l'évolution du nombre absolu de personnes ayant accès à chaque niveau de services d'approvisionnement en eau en milieu urbain, en 2000 et 2017.



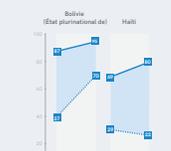
GRAPHIQUE B

Écarts de couverture : Le JMP s'appuie sur différents graphiques pour illustrer les inégalités en matière de couverture des services au sein des pays et entre les pays. Des « graphiques d'équité » sont utilisés dans le présent rapport pour illustrer les inégalités en matière de défécation en plein air et d'accès aux services WASH de base qui sous-tendent les moyennes mondiales, régionales et nationales. Un nombre restreint de pays possèdent également des données ventilées sur les inégalités au niveau des services. Le plus fréquemment, les pays ventilent leurs données nationales par lieu de résidence (rural/urbain), division infranationale (État/province/district) et quintiles de richesse (les plus pauvres, pauvres, intermédiaires, riches, les plus riches). Par exemple, le Graphique C montre les couvertures mondiale, régionale et nationale des installations d'hygiène de base ainsi que les inégalités infranationales au Yémen.



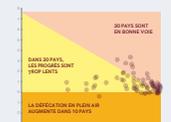
GRAPHIQUE C

Tendances des écarts de couverture : Les bases de données du JMP sur les inégalités incluent à présent une estimation des tendances des niveaux de services et des types d'installations par quintiles de richesse, ce qui permet de comparer les taux relatifs de progression des différents groupes de population classés selon leur richesse au fil du temps. Le présent rapport intègre une analyse des taux de variation des quintiles des plus riches et des plus pauvres et examine si l'écart de couverture des services se creuse ou diminue dans les pays qui possèdent des données infranationales ventilées. À ce titre, le Graphique D illustre l'évolution des écarts de couverture des services de base d'approvisionnement en eau entre le quintile des plus riches et celui des plus pauvres dans les zones rurales de Bolivie et d'Haïti, entre 2000 et 2017.



GRAPHIQUE D

Progrès accomplis pour atteindre le taux de couverture visé : Par ailleurs, le JMP est chargé d'évaluer le degré de réalisation des cibles internationales aux échelles nationale, régionale et mondiale. Les cibles mondiales de développement durable visent à « éliminer » la défécation en plein air et à atteindre « l'accès universel » aux services WASH « pour tous ». En s'appuyant sur le taux de couverture actuel et le taux de variation annuel depuis 2000, le JMP classe les pays comme étant en bonne voie ou non pour atteindre un taux de couverture des services supérieur à 99 % ou un taux de défécation en plein air inférieur à 1 % d'ici à 2030. Par exemple, le Graphique E illustre les taux de progression actuels et requis pour atteindre la « quasi-élimination » de la défécation en plein air d'ici à 2030.



GRAPHIQUE E

Encadré 3 : Dimensions des inégalités d'accès aux services WASH

Les droits de l'homme liés à l'accès à l'eau potable et l'assainissement interdisent la discrimination fondée sur « la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion, l'opinion politique ou toute autre opinion, l'origine nationale ou sociale, la fortune, la naissance, le handicap ou toute autre situation ». Lorsque des données ventilées sont disponibles, il est possible de mettre en évidence les discriminations fondées sur les caractéristiques géographiques, socioéconomiques ou individuelles, mais la combinaison de facteurs qui empêche les personnes d'accéder aux services WASH est souvent étroitement liée au contexte.

Situation géographique

La plupart des sources de données qui alimentent la base de données mondiale du JMP ventilent les données par zone urbaine et zone rurale. Toutefois, les définitions nationales varient, ce qui peut compromettre la comparaison directe des données. Certaines sources ventilent également les données par régions infranationales, au premier ou au second niveau administratif, mais les changements de frontières compliquent l'analyse des tendances. Très peu de sources distinguent systématiquement les zones périurbaines ou les implantations sauvages. Certaines zones géographiques peuvent être considérées comme reculées ou frappées par des conflits/catastrophes/maladies, mais les définitions varient et les données sont moins susceptibles d'être disponibles pour ces zones.

Groupes socioéconomiques

Les enquêtes menées auprès des ménages scindent souvent la population en quintiles de richesse en se fondant sur les revenus ou les actifs, mais les variables sur l'approvisionnement en eau et l'assainissement devraient, idéalement, pour des raisons d'indépendance statistique, être exclues de la constitution de l'indice de richesse utilisé pour l'analyse des inégalités d'accès aux services WASH. Les données recueillies par le biais des enquêtes auprès des ménages sont fréquemment ventilées par appartenance ethnique, religion ou langue, statut migratoire et selon le niveau d'éducation du chef de ménage, mais ces critères ne sont peut-être pas les plus pertinentes pour l'analyse des inégalités d'accès aux services WASH.

Caractéristiques individuelles

Les données sur le secteur WASH sont généralement collectées à l'échelle des ménages, ce qui empêche d'effectuer des analyses de routine sur les inégalités au sein des ménages eux-mêmes. Cependant, de nombreuses enquêtes conduites auprès des ménages recueillent des données sur le temps passé à collecter de l'eau et précisent si les installations d'assainissement sont partagées avec d'autres ménages, car ces deux facteurs pèsent de manière disproportionnée sur les femmes et les filles, les personnes âgées et les personnes handicapées. Certaines enquêtes recueillent aujourd'hui des informations sur l'âge et le sexe du principal responsable de la collecte de l'eau au sein du ménage et posent des questions supplémentaires aux femmes et aux filles sur leurs besoins spécifiques liés à la gestion de l'hygiène menstruelle.



3. Éliminer la défécation en plein air

Éliminer la défécation en plein air est l'une des principales priorités pour réduire les inégalités mondiales en matière d'accès aux services WASH. La cible 6.2 des ODD y fait directement référence et cette priorité est étroitement liée aux efforts plus vastes déployés pour mettre fin à l'extrême pauvreté d'ici à 2030. Depuis 2000, le taux mondial de défécation en plein air est passé de 21 à 9 % (soit une baisse annuelle de 0,7 point de pourcentage). Les 673 millions de personnes qui pratiquaient encore la défécation en plein air en 2017 se concentraient principalement dans quelques pays, pour lesquels les efforts d'élimination à l'horizon 2030 devront être déployés de façon prioritaire.

Entre 2000 et 2017, le nombre de pays dont au moins 1 % de la population pratiquait la défécation en plein air a diminué de 108 à 81, tandis que le nombre de pays « lourdement touchés » affichant un taux de plus de 5 % est passé de 79 à 61. En 2017, ces 61 pays « lourdement touchés » abritaient, à eux tous, une population de 3,2 milliards d'habitants (Figure 12).

Entre 2000 et 2017, les taux de défécation en plein air ont diminué dans toutes les régions ODD, à l'exception de l'Océanie. En 2017, les régions Europe et Amérique du Nord, ainsi qu'Australie et Nouvelle-Zélande avaient déjà atteint la « quasi-élimination » (< 1 %). En revanche, dans toutes les autres

régions ODD, au moins 1 % de la population pratiquait toujours la défécation en plein air. La Figure 13 montre l'évolution des taux nationaux de défécation en plein air entre 2000 et 2017. L'Éthiopie, le Népal, le Cambodge, le Soudan, Kiribati et l'État plurinational de Bolivie ont enregistré les plus fortes baisses dans chacune des régions ODD, mais le graphique montre également que des pays partant d'un niveau comparable ont enregistré des taux de réduction très différents. De manière générale, les pays dont le taux de défécation en plein air était déjà passé en deçà du seuil de 25 % à l'horizon 2000 ont enregistré des progrès plus lents, reflétant les défis liés à la pleine réalisation de la cible d'élimination de cette pratique.

Au total, 16 pays sont parvenus à réduire leur taux de défécation en plein air de plus de 20 points de pourcentage, dont cinq pays de plus de 33 points et deux pays de plus de 50 points (Figure 14). Depuis 2000, un tiers de la population du Népal et de la République démocratique populaire lao, plus de la moitié de la population du Cambodge et de l'Éthiopie et près de la moitié de la population de l'Inde ont cessé de pratiquer la défécation en plein air. Cette diminution reflète non seulement une réduction importante des inégalités dans ces pays, mais aussi une métamorphose de leurs normes sociales et de leur système de santé publique.

Dans 61 pays lourdement touchés par la défécation en plein air, plus de 5 % de la population adoptait cette pratique en 2017

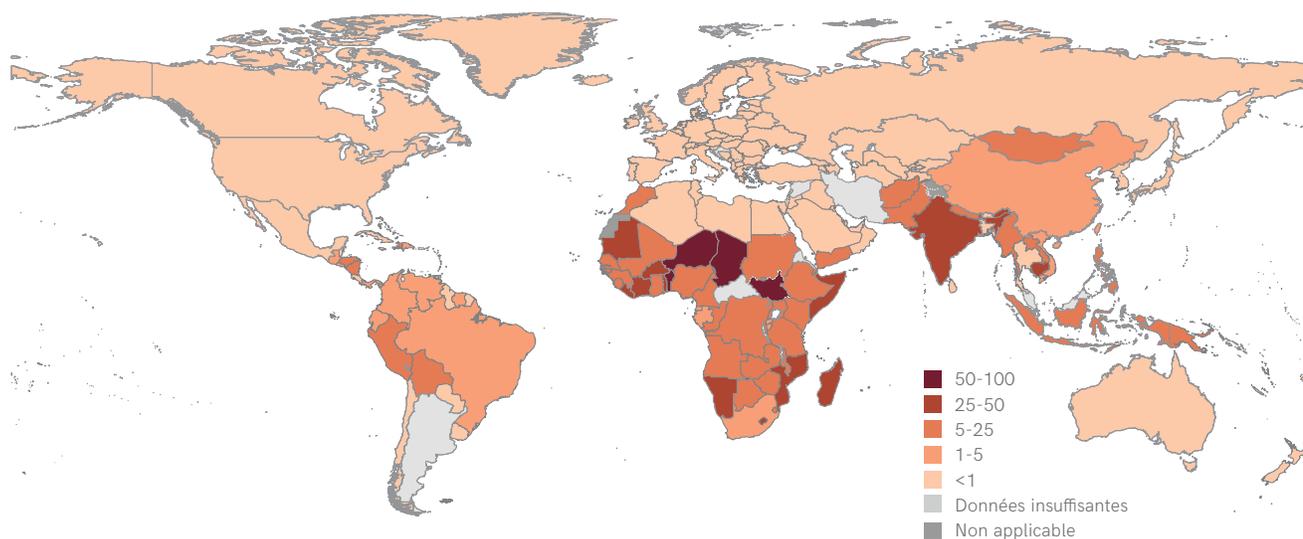


FIGURE 12 ► Pourcentage de la population qui pratiquait la défécation en plein air en 2017

Les taux de réduction de la défécation en plein air varient considérablement entre les pays de chacune des régions ODD

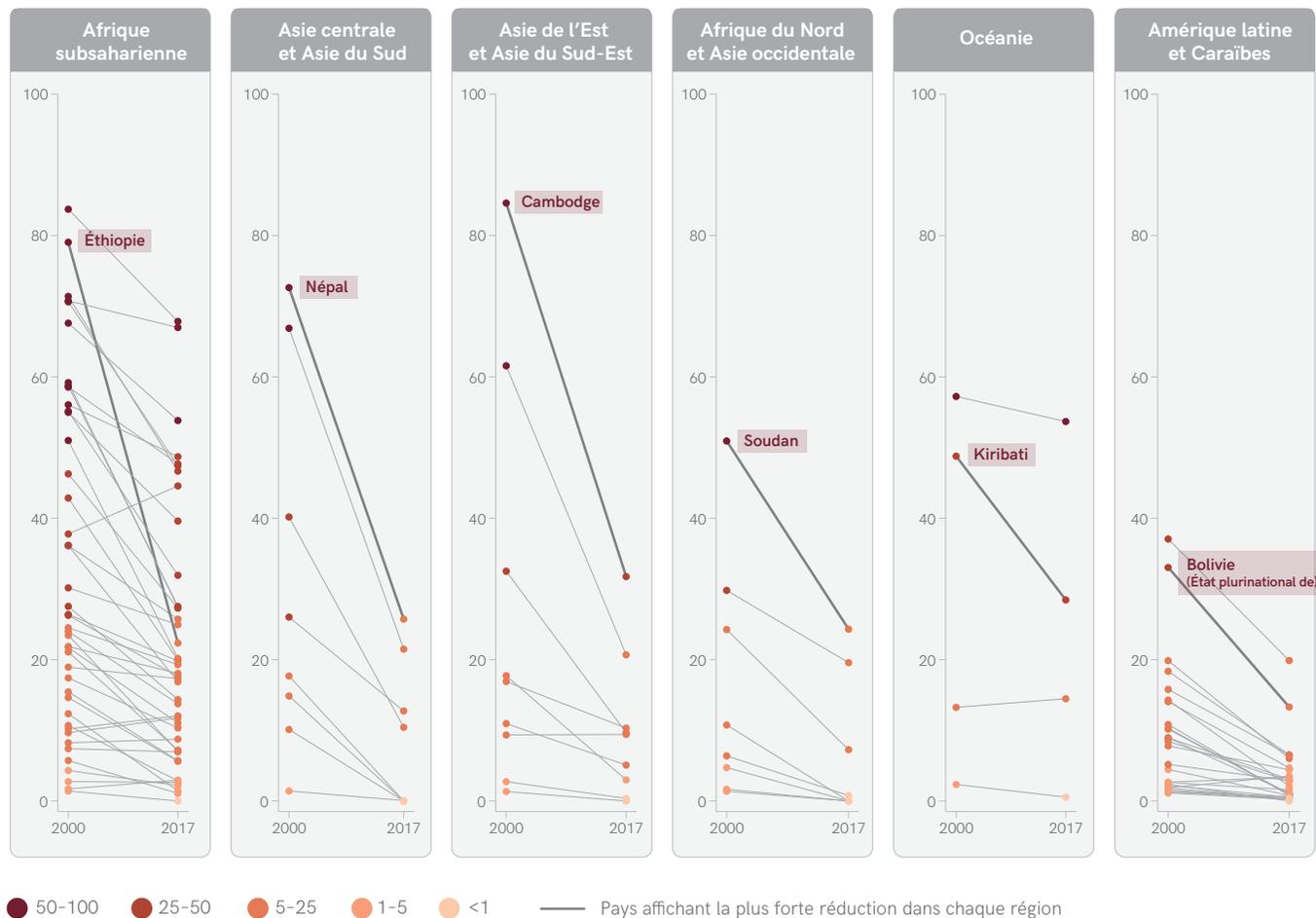
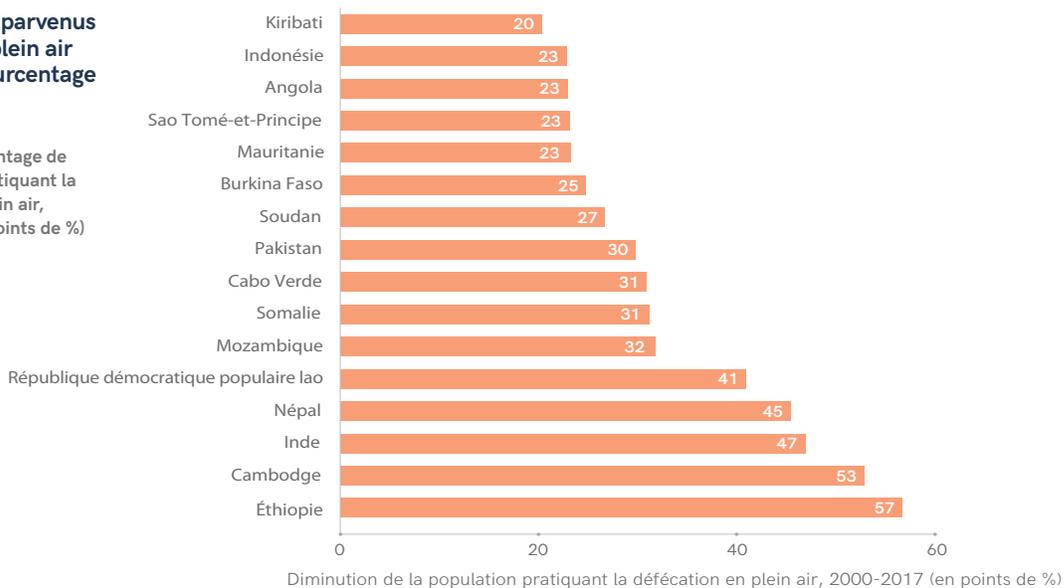


FIGURE 13 Pourcentage de la population pratiquant la défécation en plein air, par pays et région des ODD, 2000-2017

Depuis 2000, 16 pays sont parvenus à réduire la défécation en plein air de plus de 20 points de pourcentage

FIGURE 14 Baisse du pourcentage de la population pratiquant la défécation en plein air, 2000-2017 (en points de %)





Le nombre total de personnes ayant cessé de pratiquer la défécation en plein air entre 2000 et 2017 s'élève à 696 millions, réparties dans 91 pays, avec l'Asie centrale et du Sud totalisant les trois quarts de cette réduction (Figure 15). Néanmoins, sur cette même période, 39 pays ont enregistré une hausse du pourcentage de la population s'adonnant à cette pratique, soit une augmentation totale de 49 millions de personnes. La plupart de ces pays se situent en Afrique subsaharienne, une région qui a connu une forte croissance démographique depuis 2000.

La réduction nette du nombre de personnes pratiquant la défécation en plein air à l'échelle mondiale est de 647 millions entre 2000 et 2017. Les pays d'Asie centrale et du Sud ont enregistré la réduction nette la plus significative, avec 496 millions de personnes en moins. L'Asie de l'Est et du Sud-Est, ainsi que l'Amérique latine et les Caraïbes sont parvenues respectivement à une réduction nette de 97 millions et 36 millions, tandis que l'Afrique subsaharienne a réduit son taux de défécation en plein air à hauteur de 5 millions de personnes.

L'Asie centrale et du Sud est responsable à elle seule de près des trois quarts de la réduction du pourcentage de population pratiquant la défécation en plein air enregistrée depuis 2000

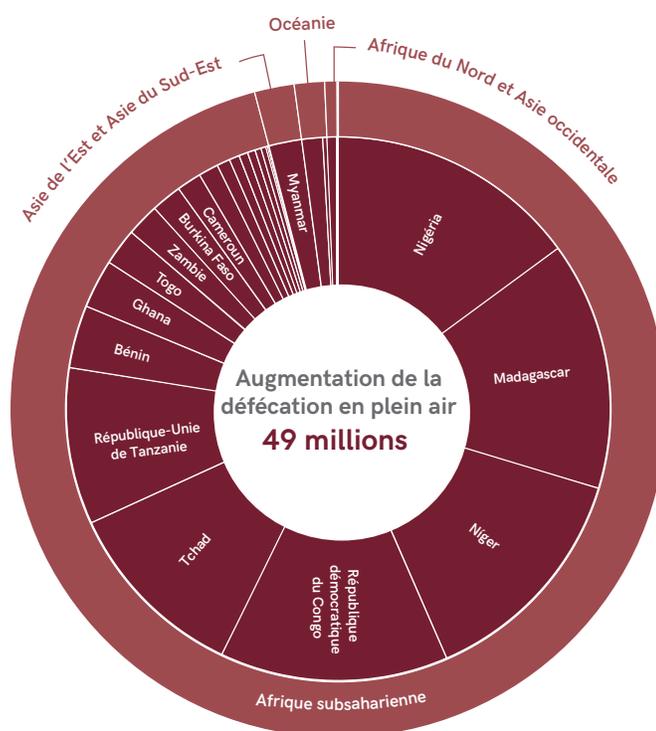
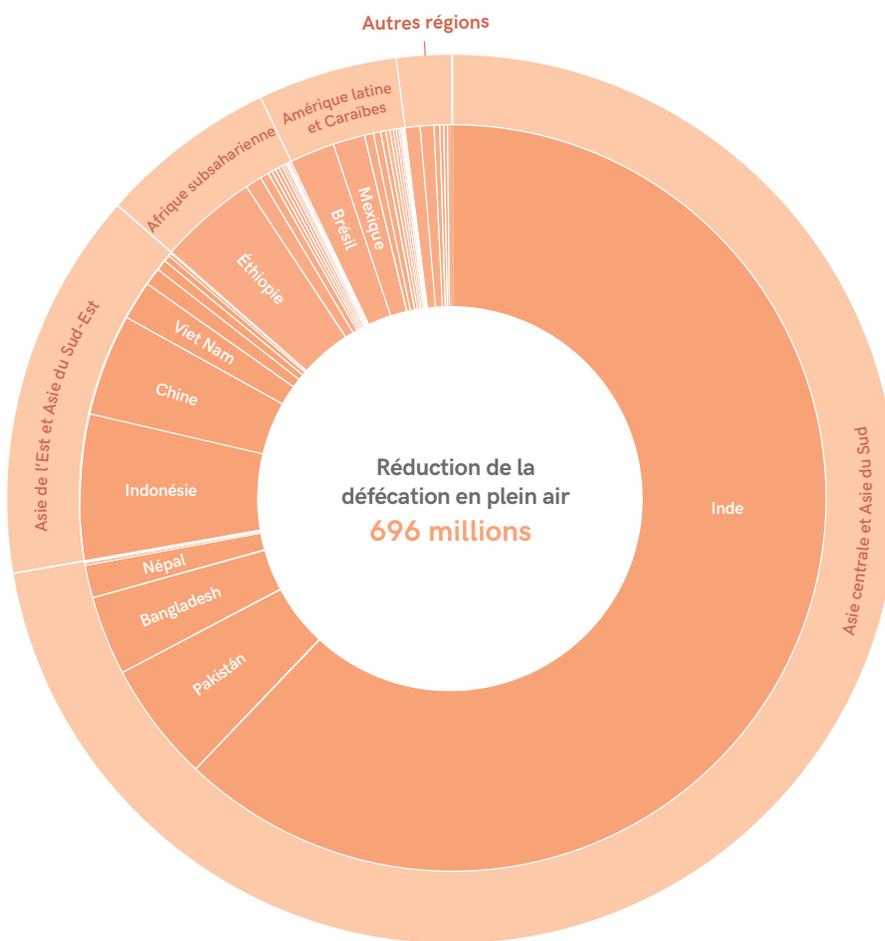


FIGURE 15 Variation du nombre de personnes pratiquant la défécation en plein air, par pays et par régions, 2000-2017 (en millions)

Encadré 4: Différents indicateurs de la défécation en plein air

Le JMP évalue la population qui pratique la défécation en plein air en se basant sur les données des enquêtes recueillies auprès des ménages, en réponse à la question type suivante : « Quel type d'installation sanitaire les membres du ménage utilisent-ils principalement ? » Le concept de communautés « exemptes de défécation en plein air » sous-entend que chaque membre de chaque ménage utilise systématiquement des installations d'assainissement hygiéniques ; mais seul un nombre très restreint de pays possède des données représentatives au niveau national des comportements individuels. Dans le cadre de la récente étude WASH NORM menée au Nigéria, 76 % des ménages ont déclaré qu'au moins l'un de leurs membres utilisait une installation sanitaire, sous une forme ou une autre, mais seuls 61 % ont affirmé que tous leurs membres utilisaient des installations d'assainissement et à peine 16 % ont déclaré que tous les membres de la communauté utilisaient de telles installations (Figure 16). Une tendance similaire se dégage des données recueillies dans les autres pays. On constate que la part de la population vivant au sein de groupes dans lesquels au moins un autre ménage pratique la défécation en plein air est souvent bien plus élevée que la part de la population qui pratique la défécation en plein air elle-même (Figure 17).

La couverture des services d'assainissement est moins importante si l'on prend en compte tous les membres des ménages ou d'une communauté

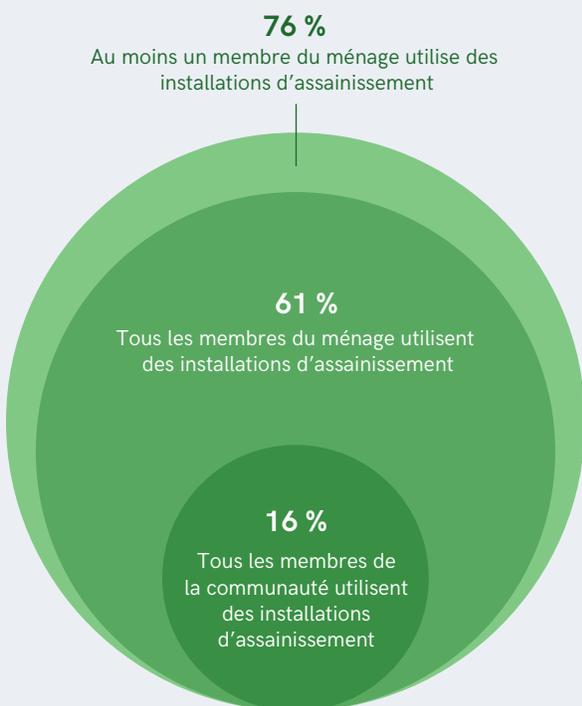


FIGURE 16 Pourcentage d'utilisation des installations d'assainissement par au moins un membre du ménage, tous les membres du ménage, et tous les membres de la communauté ; étude WASH NORM réalisée au Nigéria, 2018
Remarque : les estimations relatives à la communauté sont fondées sur des données de recensement représentatives du territoire

De nombreuses personnes vivent dans des communautés dans lesquelles au moins un ménage pratique toujours la défécation en plein air

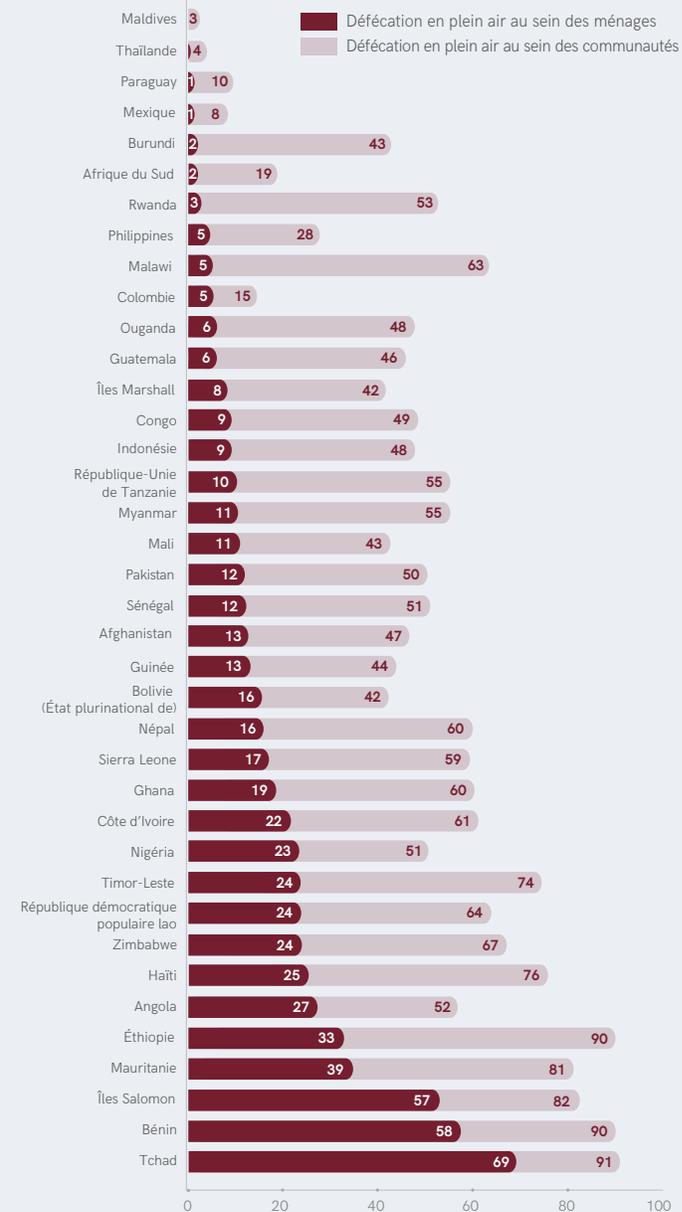


FIGURE 17 Pourcentage de la population pratiquant la défécation en plein air et pourcentage de la population vivant dans un groupe dans lequel au moins un ménage pratique la défécation en plein air, ensemble d'enquêtes nationales auprès des ménages, 2015-2018

Les programmes d'assainissement nationaux s'appuient sur différentes définitions et divers critères pour évaluer si une communauté peut être déclarée « exempte de défécation en plein air ». Outre l'élimination de la pratique de la défécation en plein air dans l'ensemble de la communauté, les programmes peuvent exiger que les latrines privées et collectives soient hygiéniques et respectent l'intimité ou qu'une installation destinée au lavage des mains avec de l'eau et du savon soit disponible à proximité. Les programmes appliquent parfois des critères plus stricts concernant le confinement des excréta, le stockage de l'eau de boisson, l'élimination des eaux usées, la gestion des déchets solides et l'élimination des excréta des enfants de manière sûre.

Les excréta des enfants sont extrêmement infectieux. Les enquêtes menées auprès des ménages recueillent souvent des données sur les méthodes d'élimination de ces déchets, mais les présentent indépendamment des données sur la défécation en plein air (Figure 18). Les pratiques varient en fonction des pays, mais les méthodes d'élimination les plus appropriées restent l'évacuation des excréta des enfants dans des toilettes améliorées ou l'enfouissement des selles. L'élimination des selles des enfants avec les déchets solides est généralement considérée comme inappropriée, à moins que les systèmes de gestion des déchets solides réduisent de manière efficace le risque d'exposition des êtres humains aux bactéries pathogènes contenus dans les déchets mixtes.



Les excréta des enfants sont souvent évacués dans les toilettes ou les latrines, ou avec les déchets solides

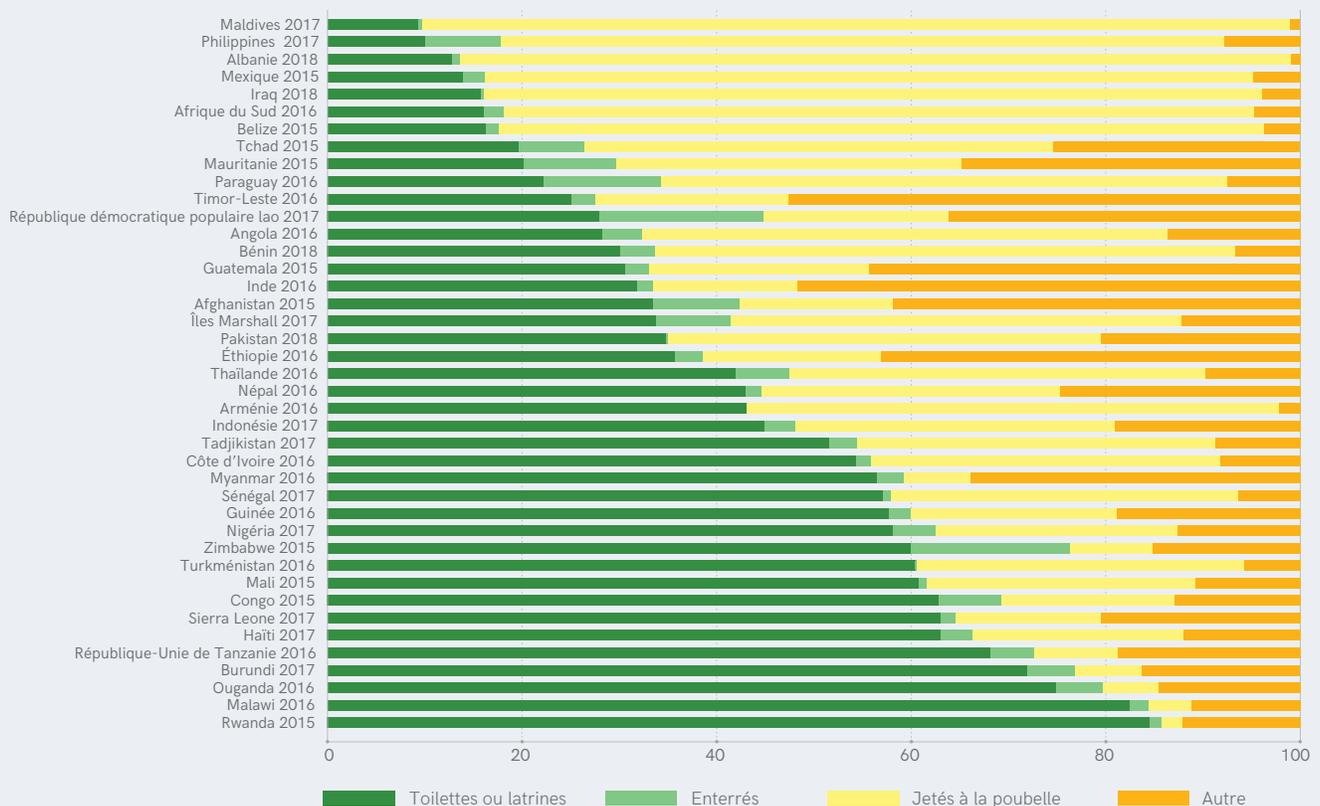


FIGURE 18 ► Méthodes d'évacuation des excréta des enfants au sein des populations ayant des enfants de moins de cinq ans, par pays (en %)

En 2017, 18 % de la population rurale et 1 % de la population urbaine pratiquaient encore la défécation en plein air. Neuf personnes sur dix pratiquant la défécation en plein air vivaient en milieu rural et les populations pauvres étaient beaucoup plus susceptibles d'adopter cette pratique. La Figure 19 illustre la situation en matière de défécation en plein air dans les pays où plus de 1 % de la population la pratiquait en 2017, ainsi que la variation annuelle en points de pourcentage entre 2000 et 2017. Si la tendance actuelle se poursuit, moins de la moitié des pays devrait atteindre la « quasi-élimination » de la défécation en plein air (< 1 %) d'ici à 2030. Ils sont encore moins nombreux à être

susceptibles d'atteindre cet objectif en milieu rural et seul un pays sur cinq est en bonne voie pour éliminer la défécation en plein air au sein du quintile des plus pauvres en milieu rural. Les efforts déployés pour éliminer la défécation en plein air d'ici à 2030 devront donc se concentrer avant tout sur les populations rurales, en particulier celles qui sont pauvres. Le Népal est l'un des rares pays à être en bonne voie pour atteindre la « quasi-élimination » de la défécation en plein air au sein des populations rurales les plus pauvres, avec une réduction de 4,6 points de pourcentage par an depuis 2000.

Peu de pays sont en bonne voie pour atteindre la « quasi-élimination » de la défécation en plein air au sein des populations les plus pauvres en milieu rural d'ici à 2030

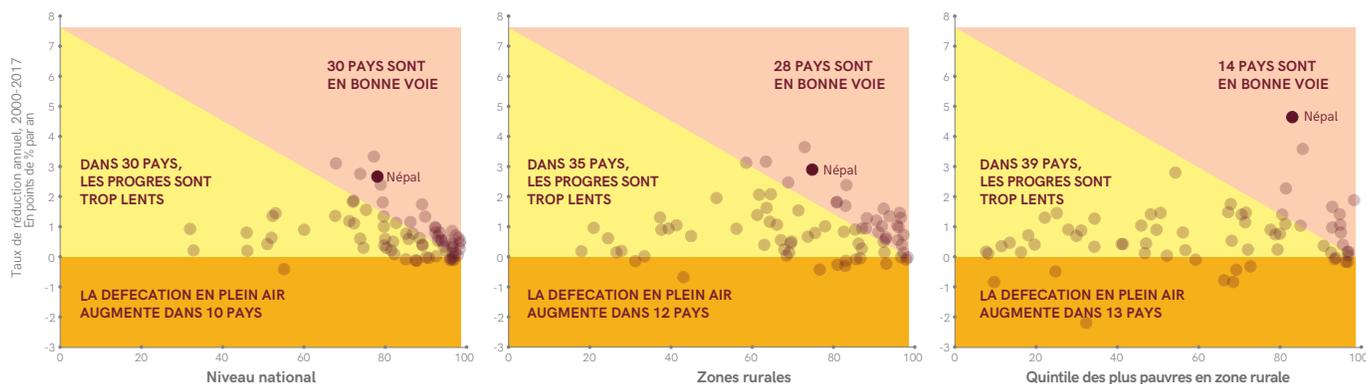


FIGURE 19 ▶ Progrès accomplis vers l'élimination de la défécation en plein air au sein du quintile des plus pauvres en milieu rural (2000-2017), dans les pays affichant un taux de défécation en plein air supérieur à 1 % en 2017
Remarque : les pays représentés ici disposent de données suffisantes pour établir une tendance et plus de 1 % de leur population nationale (n=70), rurale (n=75) et rurale pauvre (n=66) pratique la défécation en plein air.

Le Viet Nam a enregistré une progression rapide vers l'élimination de la défécation en plein air, mais les populations les plus pauvres en milieu rural accusent encore un certain retard

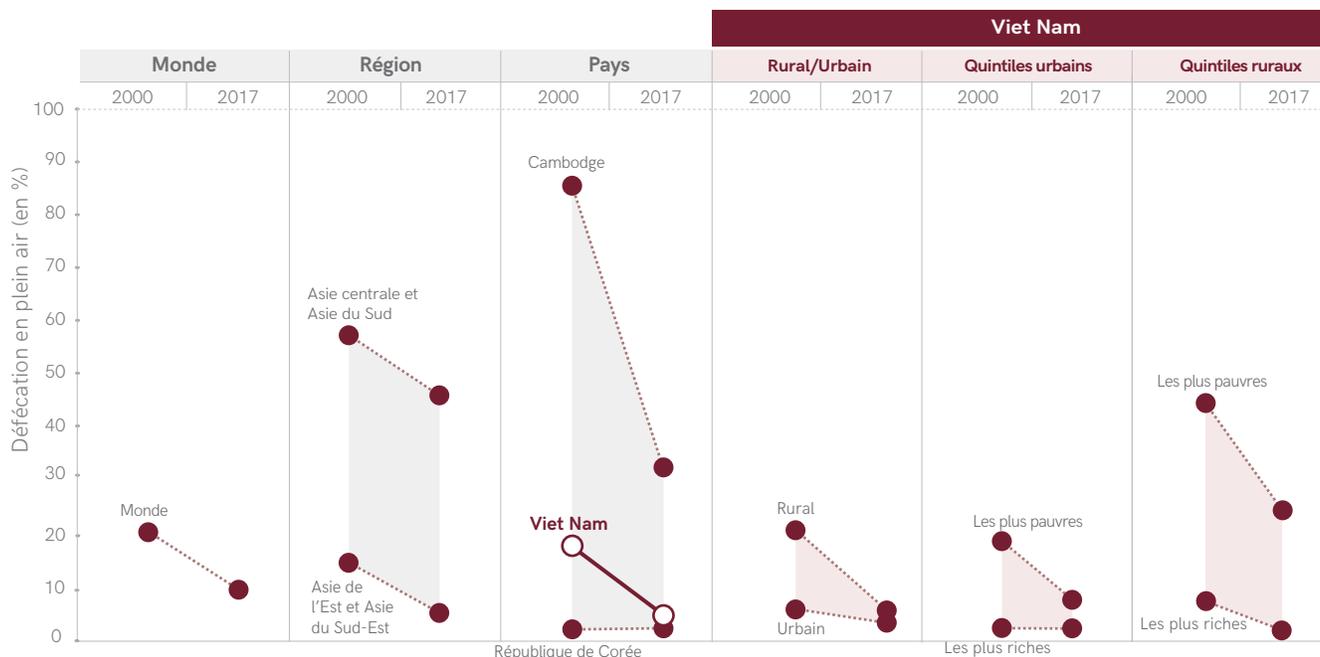


FIGURE 20 ▶ Inégalités en matière de défécation en plein air au Viet Nam et en Asie de l'Est et du Sud-Est, en 2000 et 2017 (en %)

Certains pays ont enregistré des progrès notables dans la réduction des inégalités en matière de défécation en plein air, comme le montre la Figure 20. Entre 2000 et 2017, le taux de défécation en plein air est passé de 21 à 9 % au niveau mondial et de 7 à 2 % en Asie de l'Est et du Sud-Est. Sur cette même période, le Viet Nam a non seulement réduit son taux national de défécation en plein air de 18 à 3 %, mais a résorbé l'écart entre les zones rurales et urbaines et entre le quintile des plus riches et celui des plus pauvres en milieu urbain. Malgré ces progrès enregistrés en milieu rural, un écart de 24 points de pourcentage persistait en 2017 entre les populations rurales les plus riches et les plus pauvres.

La Figure 21 compare le taux de réduction annuel actuel et le taux de réduction visé pour atteindre l'objectif de « quasi-élimination » de la défécation en plein air (< 1 %) d'ici à 2030, dans les 54 pays « les plus lourdement touchés » disposant de données sur les tendances pour la période 2000-2017. La figure montre que moins d'un pays sur trois est en voie d'atteindre un taux de défécation en plein air inférieur à 1 %. En outre, si la tendance actuelle se poursuit, plus de la moitié des pays devraient enregistrer un taux de défécation en plein air supérieur à 5 % en 2030 et dix pays devraient présenter un taux supérieur à 25 %.

Au taux de réduction actuel, plus de la moitié des pays lourdement touchés par la défécation en plein air afficheront encore un taux supérieur à 5 % en 2030

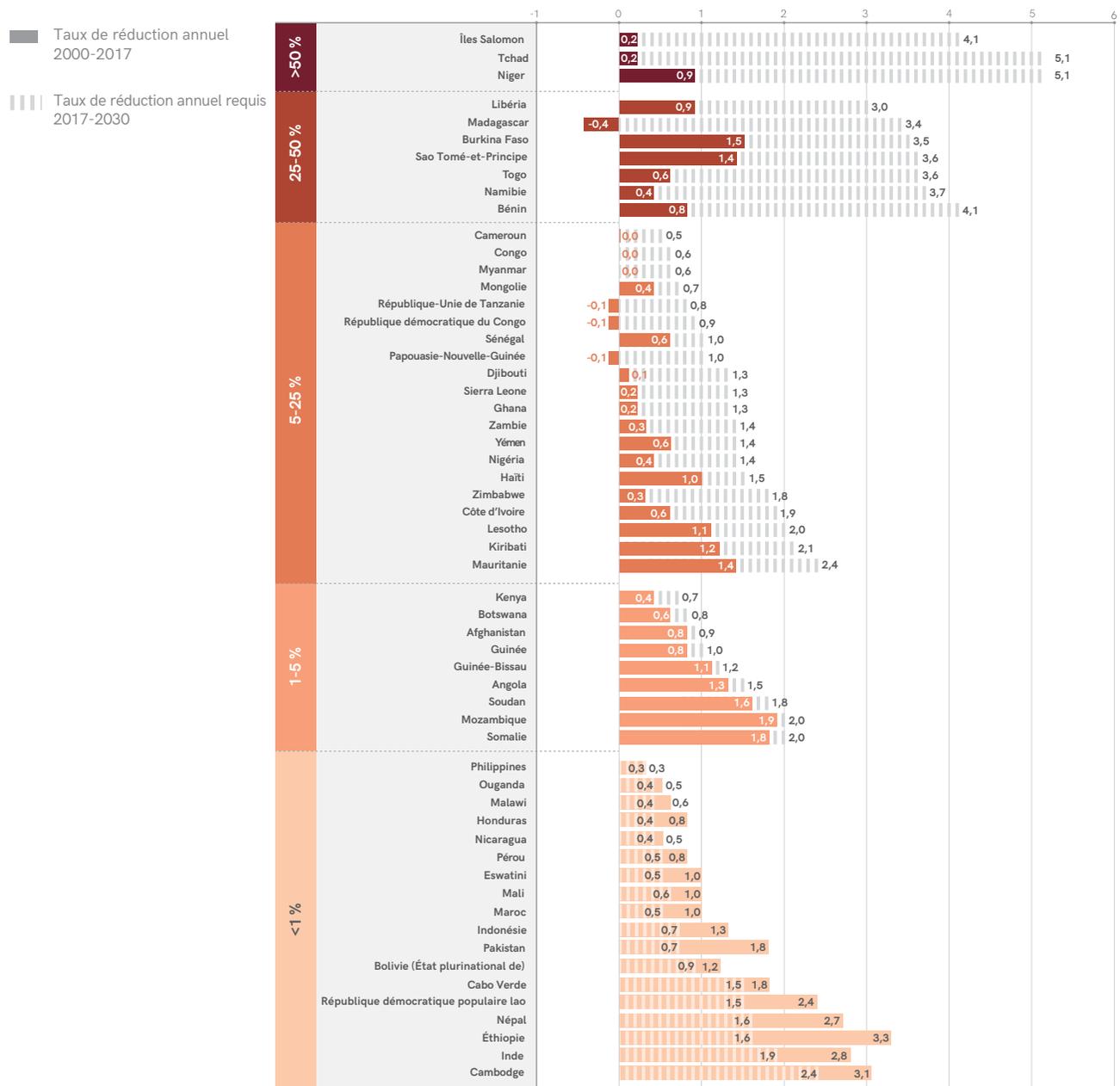


FIGURE 21 ▶ Taux actuels et requis de réduction de la défécation en plein air et taux de défécation en plein air prévus en 2030 (en %)

Encadré 5 : Refléter l'évolution du taux annuel de progression dans l'Inde rurale

L'objectif premier du suivi mondial est de fournir des estimations comparables à l'échelle internationale en s'appuyant sur les données nationales. Le JMP utilise un modèle de régression linéaire simple pour obtenir des estimations cohérentes à l'aide de tous les points de données disponibles. Un examen réalisé par des experts au début de la période des ODD a conclu que la plupart des pays n'avaient pas suffisamment de points de données pour justifier l'utilisation d'autres méthodes non linéaires. Par ailleurs, même si les méthodes non linéaires sont potentiellement plus sensibles aux changements à court terme, elles s'avèrent moins fiables pour prédire les tendances à long terme. Ainsi, dans le cadre du suivi mondial, le JMP continue à utiliser une régression linéaire et applique la même méthode pour tous les pays¹.

En 2014, le gouvernement indien a lancé la mission Swachh Bharat Mission (SBM) visant à éliminer la défécation en plein

air. Cet élan national d'assainissement lancé sous la forme d'une campagne a conduit à un recul rapide de la défécation en plein air dans les zones rurales du pays, comme l'ont montré les dernières enquêtes auprès des ménages, telles que QCI17, NSS18, NARSS18 et NARSS19. La méthode du JMP est moins appropriée pour faire état des changements à court terme engendrés par les fluctuations rapides à la baisse ou à la hausse du taux de couverture des services. La Figure 22 montre que l'estimation des tendances de la défécation en plein air en milieu rural fondée sur la méthode de régression linéaire limitée aux données collectées depuis le lancement de la mission SBM en 2014 (trait orange = 35 % en 2017) diffère de l'estimation obtenue grâce à la méthode de régression linéaire standard du JMP qui utilise tous les points de données disponibles depuis 2000 (trait rouge = 36 % en 2017). Entre 2000 et 2014, la défécation en plein air a reculé d'environ trois points de pourcentage par an, tandis que les données portant sur la période 2015-2019 montrent une réduction annuelle de plus de 12 points de pourcentage. Les futurs rapports du JMP reflèteront de manière plus fidèle ces récents changements.

¹ Programme commun de suivi de l'Organisation mondiale de la Santé et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance, JMP Methodology: 2017 update & SDG baselines, OMS et UNICEF, Genève, 2017 <<https://washdata.org/report/jmp-methodology-2017-update>>.

Les estimations linéaires peuvent ne pas refléter les fluctuations rapides à la baisse ou à la hausse du taux de couverture

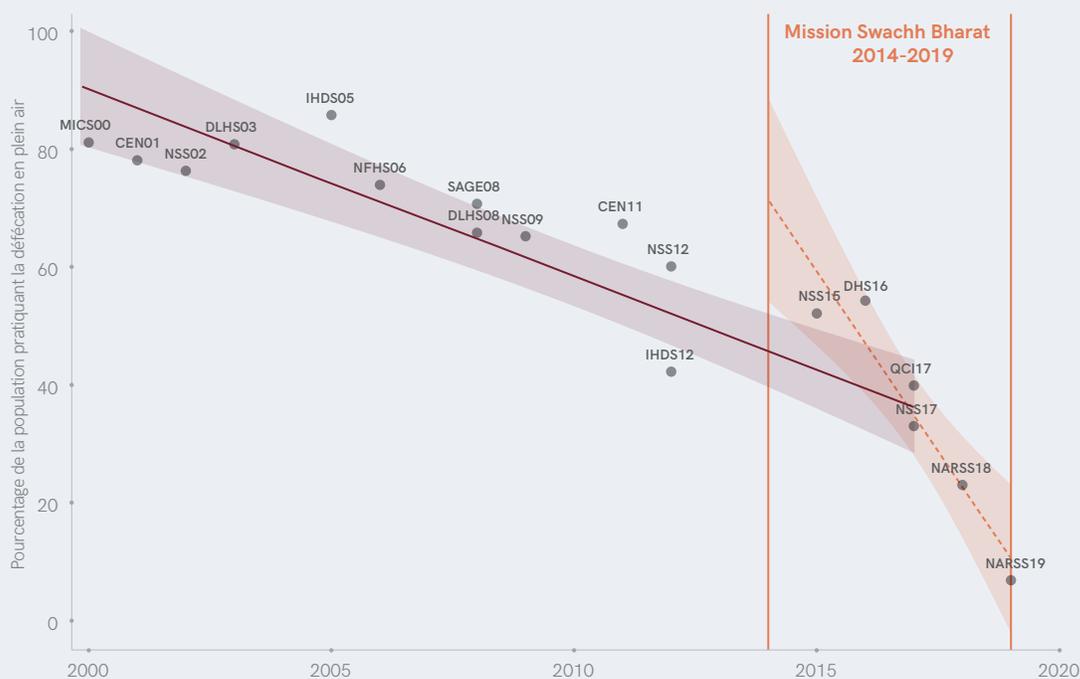


FIGURE 22 Estimation du pourcentage de la population pratiquant la défécation en plein air dans l'Inde rurale, 2000-2017



4. Réduire les inégalités relatives aux services de base

L'ODD 1 vise à « éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde » et la cible 1.4 promet « l'accès universel aux services de base ». Améliorer l'accès aux services de base d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène reste une priorité immédiate pour de nombreux pays à revenu faible ou intermédiaire et constitue une étape essentielle vers la réalisation des cibles 6.1 et 6.2 des ODD, qui visent à garantir l'accès à des « services gérés en toute sécurité ». Pour cette raison, le JMP continue d'évaluer la part de la population qui utilise des services de base ou qui se classe tout en bas des échelles de services WASH.

Depuis 2000, plusieurs milliards de personnes ont eu accès aux services WASH de base. Pourtant de nombreux pays ont encore un long chemin à parcourir avant de réaliser pleinement l'objectif d'atteindre « l'accès universel pour tous » et de « ne pas faire de laissés-pour-compte ». La base de données du JMP sur les inégalités comprend désormais des estimations ventilées par milieux urbain/rural, par régions infranationales et par quintiles de richesse pour près de 100 pays, ce qui permet de comparer les progrès accomplis par différents pays dans la réduction des inégalités infranationales en matière d'accès aux services WASH de base. Le JMP classe désormais les pays et les populations considérés comme ayant atteint une couverture des services supérieure à 99 % dans la catégorie « quasi universelle », en tenant compte de la capacité limitée des données statistiques nationales à identifier les petites populations non desservies.

EAU DE BOISSON

En 2017, 90 % de la population mondiale (6,8 milliards de personnes) utilisait au moins des services de base d'approvisionnement en eau de boisson, contre 82 % (5 milliards de personnes) en 2000. Si la tendance actuelle se poursuit, la couverture mondiale avoisinera les 96 % en 2030, à peine en deçà de l'accès universel. Entre 2000 et 2017, la couverture des services en milieu urbain a légèrement augmenté, passant de 95 à 97 %. Dans le même temps, la couverture des services en milieu rural est passée de 69 à 81 %, réduisant ainsi de 10 points de pourcentage l'écart de couverture entre les milieux urbain et rural. En 2017, 80 pays avaient atteint une couverture supérieure à 99 % et étaient donc considérés comme offrant une couverture « quasi universelle » (Figure 23), en comparaison avec 55 pays en 2000.

Entre 2000 et 2017, le recours à au moins des services de base a augmenté dans les huit régions ODD, et trois régions ont enregistré une hausse de leur couverture de plus de 10 points de pourcentage (Figure 24). La plus forte augmentation a été relevée en Afrique subsaharienne, où un quart de la population actuelle a eu accès au moins à des services de base d'approvisionnement en eau de boisson depuis 2000. En 2000, l'Océanie affichait la couverture la plus faible et a enregistré l'augmentation la plus modeste parmi toutes les régions dont la couverture était inférieure à 99 %. Depuis 2000, 328 millions de personnes en



En 2017, 80 pays avaient atteint une couverture « quasi universelle » pour au moins les services de base d’approvisionnement en eau de boisson

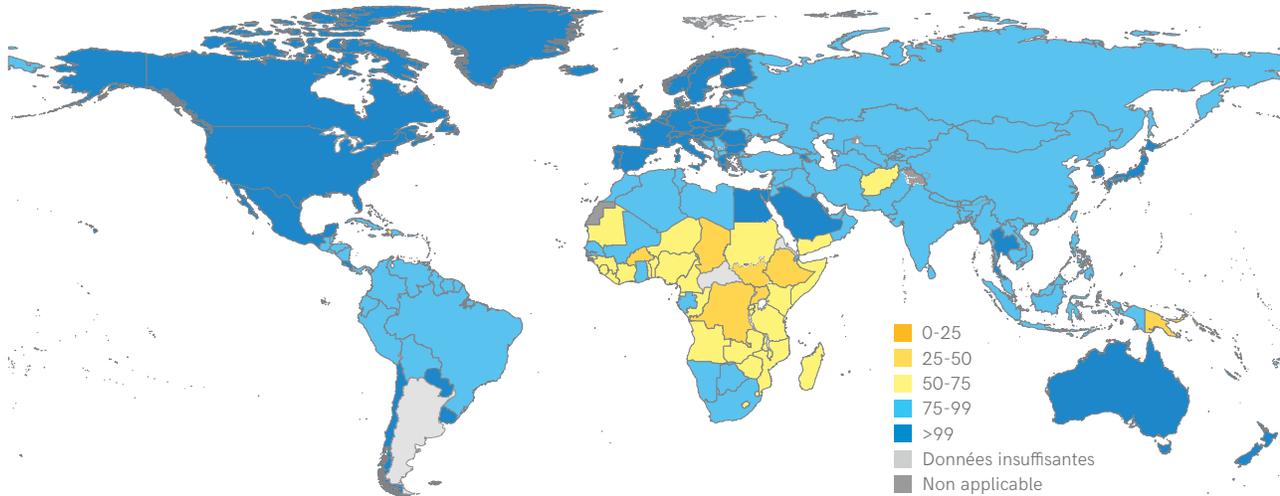


FIGURE 23 | Pourcentage de la population ayant recours au moins à des services de base d’approvisionnement en eau de boisson, 2017

Trois régions ODD ont vu le recours à au moins des services de base d’approvisionnement en eau de boisson s’accroître de plus de 10 points de pourcentage entre 2000 et 2017

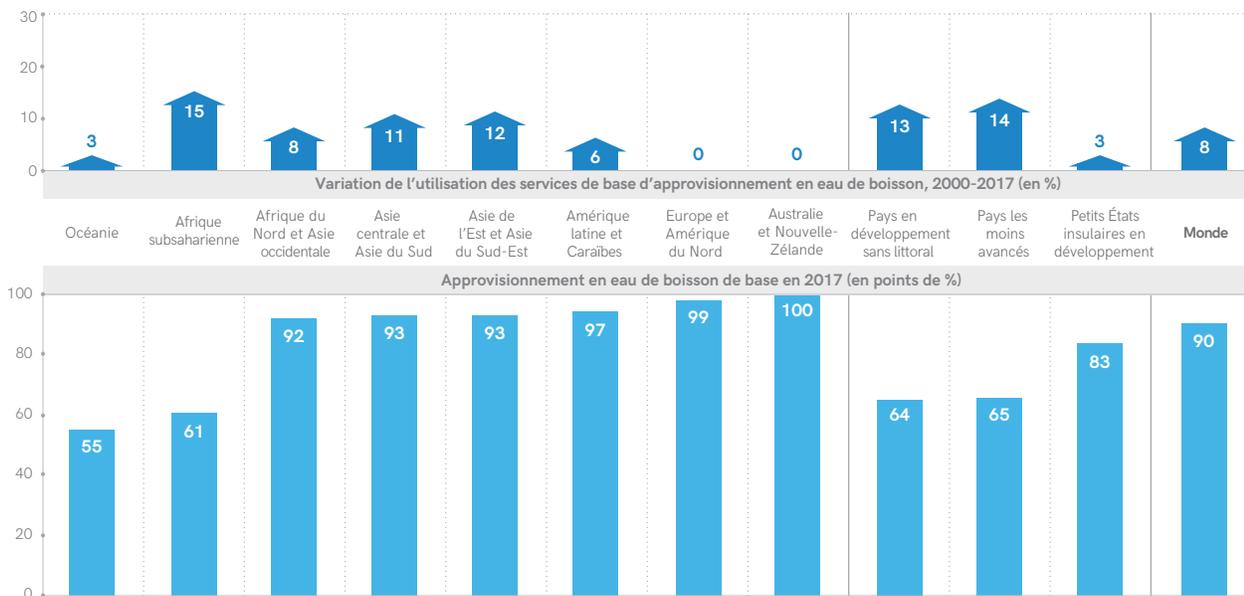
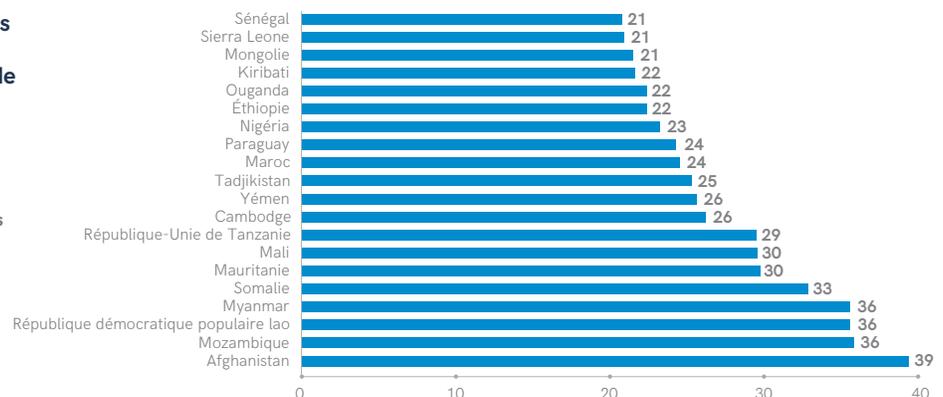


FIGURE 24 | Pourcentage de la population ayant recours au moins à des services de base d’approvisionnement en eau de boisson en 2017 et variation en points de % sur la période 2000-2017, par région

Dans 20 pays, l’utilisation des services de base d’approvisionnement en eau de boisson a augmenté de 20 points de pourcentage depuis 2000

FIGURE 25 | Hausse en points de % de la part de la population ayant recours au moins à des services de base d’approvisionnement en eau de boisson, 2000-2017



Afrique subsaharienne, 570 millions en Asie centrale et du Sud et 476 millions en Asie de l'Est et du Sud-Est ont eu accès à ces services de base. Entre 2000 et 2017, une personne sur sept vivant dans les pays les moins avancés a eu accès aux services de base d'approvisionnement en eau de boisson.

Depuis 2000, 20 pays dans le monde ont amélioré leur couverture de plus de 20 points de pourcentage (Figure 25). La majorité d'entre eux affichait une couverture inférieure à 50 % en 2000 et la moitié se situait en Afrique subsaharienne. Dans 11 pays, la couverture a augmenté d'au moins 25 points de pourcentage, ce qui signifie qu'une personne sur quatre a eu accès au moins à des services de base d'approvisionnement en eau de boisson depuis 2000.

Le pourcentage de la population mondiale privée d'accès au moins à des services de base d'approvisionnement en eau de boisson a été divisé par deux, passant de 19 % en 2000 à 10 % en 2017, et a diminué dans toutes les régions ODD. En 2017, 90 % des 785 millions de personnes qui avaient encore recours à des services limités, qui utilisaient des points d'eau non améliorés ou qui puisaient dans des eaux de surface se concentraient dans

trois régions, à savoir l'Afrique subsaharienne (400 millions), l'Asie de l'Est et du Sud-Est (161 millions) et l'Asie centrale et du Sud (145 millions). Plus de la moitié des 144 millions de personnes qui collectaient encore de l'eau directement dans les cours d'eau, les lacs ou les étangs vivaient en Afrique subsaharienne (Figure 26).

La Figure 26 montre que l'Asie de l'Est et du Sud-Est a enregistré la plus forte baisse du nombre absolu de personnes privées d'accès aux services de base d'approvisionnement en eau (216 millions), suivie de l'Asie centrale et du Sud (139 millions). En revanche, on constate que le nombre total de personnes privées d'accès aux services en Afrique subsaharienne (et en Océanie) a augmenté. En Afrique subsaharienne, le nombre de personnes qui puisent dans des eaux de surface a diminué d'un tiers, tandis que le nombre de personnes qui utilisent des points d'eau non améliorés est resté stable et le nombre de personnes ayant recours à des services limités, dont le temps de trajet aller-retour dépasse 30 minutes, a plus que doublé. Les précédentes analyses réalisées par le JMP ont révélé que la charge de la collecte de l'eau à partir de points d'eau éloignés du domicile incombeait principalement aux femmes et aux filles (Encadré 6).

Le pourcentage de la population ayant recours à des services d'approvisionnement en eau limités dans les pays les moins avancés a doublé entre 2000 et 2017

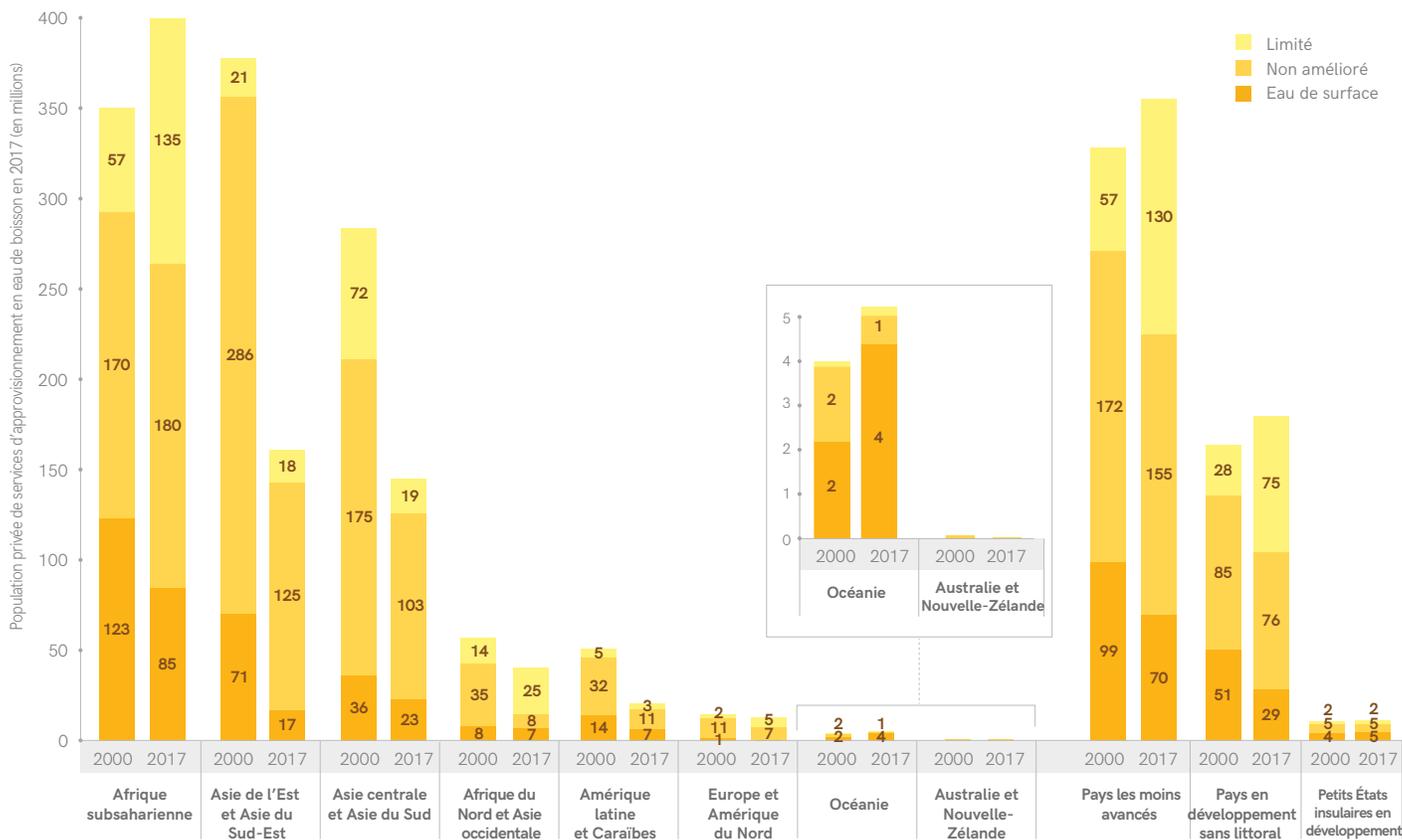


FIGURE 26 Population ayant recours à des services d'approvisionnement en eau limités et non améliorés et à aucun service d'approvisionnement en eau de boisson, en 2000 et 2017, par région (en millions)

Encadré 6: Évaluer les inégalités relatives à la charge de la collecte d'eau

Les échelles de services du JMP mettent en lumière les inégalités d'accès aux services d'approvisionnement en eau en faisant la distinction entre les points d'eau améliorés situés à proximité de l'habitation et ceux qui en sont éloignés, et pour ces derniers, entre les points d'eau dont le temps de trajet aller-retour est inférieur à 30 minutes (« service de base ») et ceux dont le temps de trajet aller-retour dépasse 30 minutes (« service limité »). Les données nationales de 2017 montrent que même si la majorité de la population mondiale déclarait utiliser des points d'eau améliorés situés sur place (75 %) ou dans un périmètre de 30 minutes de marche (90 %), 3 % (207 millions) utilisaient encore des points d'eau dont le temps de trajet aller-retour dépassait 30 minutes. Les deux tiers d'entre eux (135 millions) vivaient dans des pays d'Afrique subsaharienne, mais six régions ODD sur huit présentaient au moins un pays dans lequel plus de 10 % de la population avait recours à des services d'approvisionnement en eau limités en 2017.

L'analyse approfondie réalisée par le JMP dans le cadre du rapport *Les femmes dans le monde, 2015 : des chiffres et des idées*⁸ a confirmé que la charge que représentait la collecte de l'eau pesait de manière disproportionnée sur les femmes. Dans 53 des 73 pays disposant de données tirées des Enquêtes en grappes à indicateurs multiples (MICS) et des enquêtes démographiques et de santé (DHS), plus de la moitié des ménages qui utilisent des points d'eau éloignés du domicile s'en remettent aux femmes pour collecter de l'eau. Dans quelques pays (notamment en Mongolie), les hommes sont les principaux

⁸ Division de statistique du Département des affaires économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies (ONU), *Les femmes dans le monde, 2015 : des chiffres et des idées*, Nations Unies, New York, 2015 https://unstats.un.org/unsd/gender/downloads/WorldsWomen2015_French.pdf



responsables de la collecte de l'eau et dans 14 pays, la charge incombe également aux enfants, avec un garçon ou une fille de moins de 15 ans nommé principal responsable de cette tâche dans au moins un ménage sur dix.

Les questions figurant dans les nouvelles enquêtes auprès des ménages cherchent non seulement à identifier le principal responsable de la collecte de l'eau, mais aussi à évaluer le temps qui y est consacré. En Sierra Leone, par exemple, plus d'un ménage sur quatre passe plus de 30 minutes par jour à collecter de l'eau et trois ménages sur cinq confient cette tâche aux femmes, tandis qu'un ménage sur sept la confie aux filles (Figure 27). Rien qu'en Sierra Leone, la durée moyenne de collecte de l'eau pour les femmes et les filles est d'environ 25 minutes par jour et par ménage, ce qui équivaut à plus de 175 millions d'heures par an à l'échelle nationale⁹.

⁹ Les estimations tiennent compte uniquement du temps consacré à la collecte de l'eau par le principal responsable de cette tâche et sont fondées sur le nombre moyen d'allers-retours et la taille moyenne des ménages.

En Sierra Leone, un ménage sur quatre consacre plus de 30 minutes par jour à la collecte de l'eau ; dans trois ménages sur quatre, cette tâche incombe principalement aux femmes et aux filles

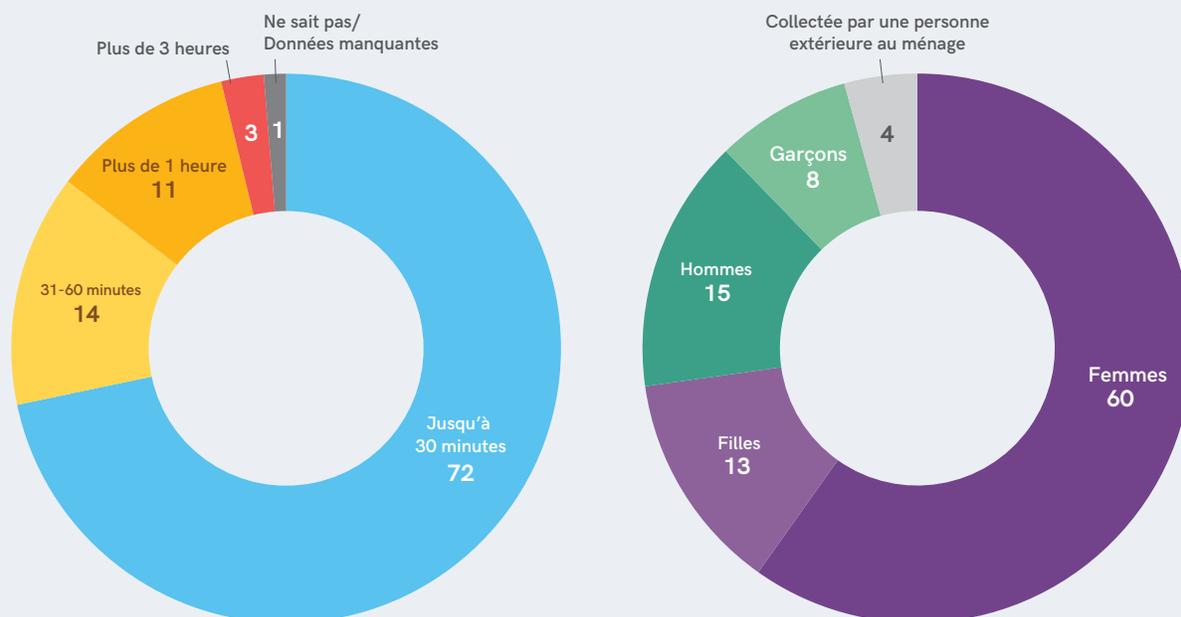


FIGURE 27 Collecte d'eau de boisson par les ménages utilisant des points d'eau éloignés du domicile en Sierra Leone, 2017 (en %)

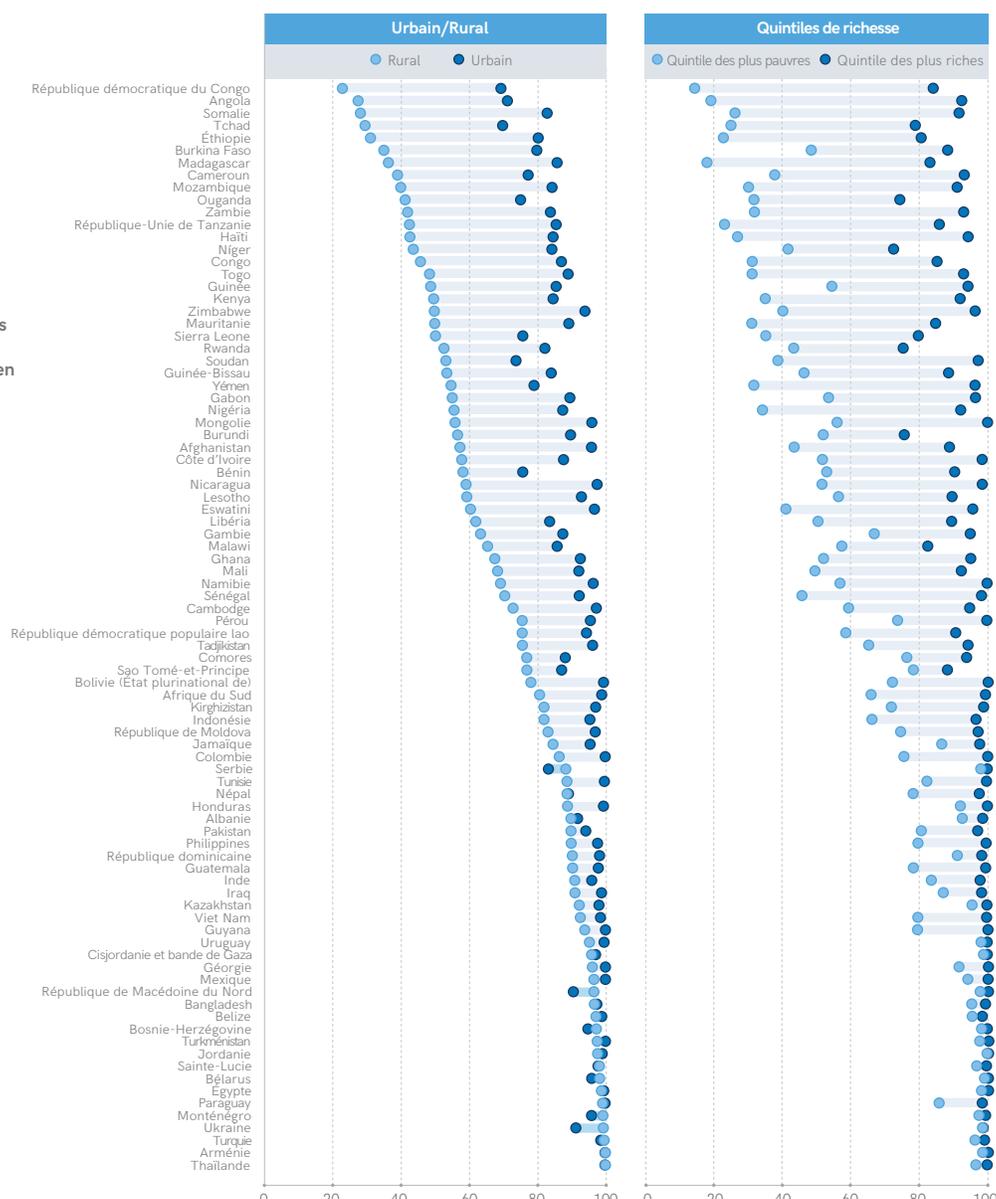
Les pays qui disposent de données ventilées sont en mesure d'identifier les inégalités de couverture des services de base à l'échelle infranationale. La Figure 28 montre qu'en 2017 des inégalités importantes persistaient, d'une part, entre les zones urbaines et les zones rurales, et, d'autre part, entre le quintile des plus riches et celui des plus pauvres de nombreux pays. Dans la plupart des pays, la couverture des services de base d'approvisionnement en eau était plus vaste en milieu urbain qu'en milieu rural, mais l'écart était variable.

Au total, 21 pays affichaient un écart de couverture de moins de 10 points de pourcentage entre les zones rurales et urbaines, 45 pays un écart de plus de 20 points et 15 pays un écart de plus de 40 points. La Somalie est le seul pays dont l'écart était supérieur à 50 points, avec 83 % de sa population urbaine ayant accès aux services de base d'approvisionnement en eau par rapport à seulement 28 % de sa population rurale.

L'analyse de la couverture des services de base d'approvisionnement en eau à travers le prisme des quintiles de richesse a montré que, de manière générale, les disparités étaient encore plus importantes entre les populations les plus riches et les plus pauvres d'un même pays. Par exemple, en République démocratique du Congo, en Haïti, à Madagascar et au Togo, l'écart entre les zones rurales et urbaines dépassait les 40 points de pourcentage, tandis que l'écart entre les 20 % de populations les plus riches et les 20 % les plus pauvres dépassait les 60 points. De même, l'Afrique du Sud, la République démocratique populaire lao et le Bénin ont réduit l'écart entre les zones rurales et urbaines à moins de 20 points de pourcentage, alors que les disparités entre les plus riches et les plus pauvres restent supérieures à 30 points. L'Angola affiche les inégalités les plus criantes, avec 94 % de sa population la plus riche ayant accès aux services de base d'approvisionnement en eau, contre à peine 15 % pour le quintile des plus pauvres.

Dans de nombreux pays, les inégalités relatives aux services d'approvisionnement en eau de boisson fondées sur le lieu de résidence et le niveau de richesse persistent

FIGURE 28 Écarts i) entre les zones rurales et urbaines, et ii) entre les quintiles des plus pauvres et des plus riches concernant le pourcentage de la population ayant accès au moins à des services de base d'approvisionnement en eau, 2017



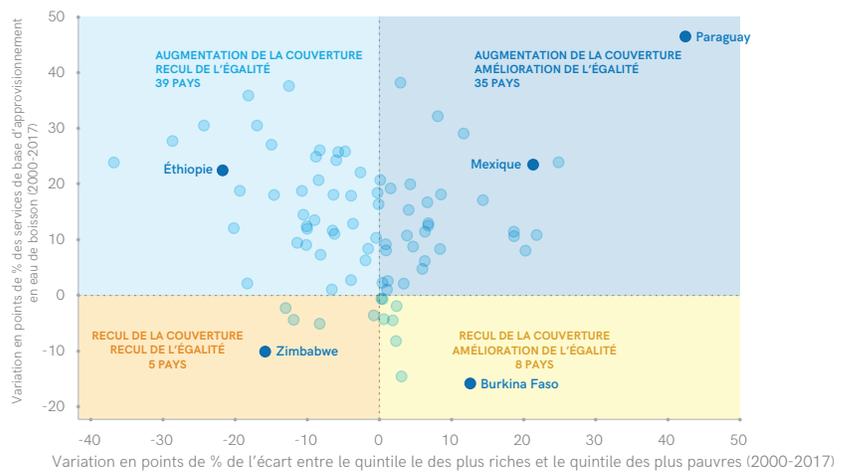
La Figure 29 montre l'évolution des inégalités concernant l'accès aux services de base d'approvisionnement en eau dans les zones rurales, entre 2000 et 2017. Bien que la plupart des pays aient étendu leur couverture des services de base en milieu rural, seule la moitié est parvenue à réduire conjointement l'écart de couverture entre les populations les plus riches et les plus pauvres des zones rurales. Dans l'autre moitié des pays, les inégalités entre le quintile des plus riches et celui des plus pauvres des zones rurales ont augmenté. Par exemple, le Paraguay a élargi la couverture des services de base d'approvisionnement en eau en milieu rural de 53 % à 99 % et a diminué l'écart entre le quintile des plus riches et celui des plus pauvres de plus de 40 points de pourcentage. Dans le même temps, le Mexique et l'Éthiopie ont amélioré respectivement leur couverture de 22 et 23 points de pourcentage. Le Mexique a réduit par ailleurs l'écart entre les populations les plus riches et les plus pauvres de 25 points, tandis qu'en Éthiopie, cet écart s'est creusé de 22 points. De même, la couverture des services d'approvisionnement en eau en milieu rural a diminué de dix points de pourcentage au Zimbabwe et

de 16 points au Burkina Faso, mais l'écart entre les populations les plus riches et les plus pauvres a augmenté de 16 points au Zimbabwe et a diminué de 13 points au Burkina Faso.

La Figure 30 illustre les taux de progression actuels et visés pour atteindre une couverture des services de base d'approvisionnement en eau « quasi universelle » (> 99 %) d'ici à 2030 dans les pays qui affichaient une couverture inférieure à 99 % en 2017. On constate que si la progression actuelle se poursuit, seul un tiers des pays atteindra une couverture des services de base supérieure à 99 % d'ici à 2030. Seul un pays sur quatre est en voie d'atteindre une couverture supérieure à 99 % en milieu rural et à peine un pays sur six est en passe de fournir une couverture supérieure à 99 % au quintile des plus pauvres des zones rurales. Par exemple, bien que la Tunisie soit en bonne voie pour atteindre une couverture « quasi universelle » aux niveaux national et rural, la couverture dont bénéficient les populations les plus pauvres des zones rurales a, au contraire, reculé depuis 2000.

Depuis 2000, 38 pays ont élargi leur couverture des services de base d'approvisionnement en eau et réduit l'écart entre le quintile des plus riches et le quintile des plus pauvres des zones rurales

FIGURE 29 Variations de la couverture des services de base d'approvisionnement en eau et des inégalités entre les populations les plus riches et les plus pauvres des zones rurales, par pays, 2000-2017 (en %)



Sur 132 pays, 46 sont en voie d'atteindre une couverture « quasi universelle » des services de base d'approvisionnement en eau d'ici à 2030, mais les zones rurales et le quintile des plus pauvres ont un plus long chemin à parcourir

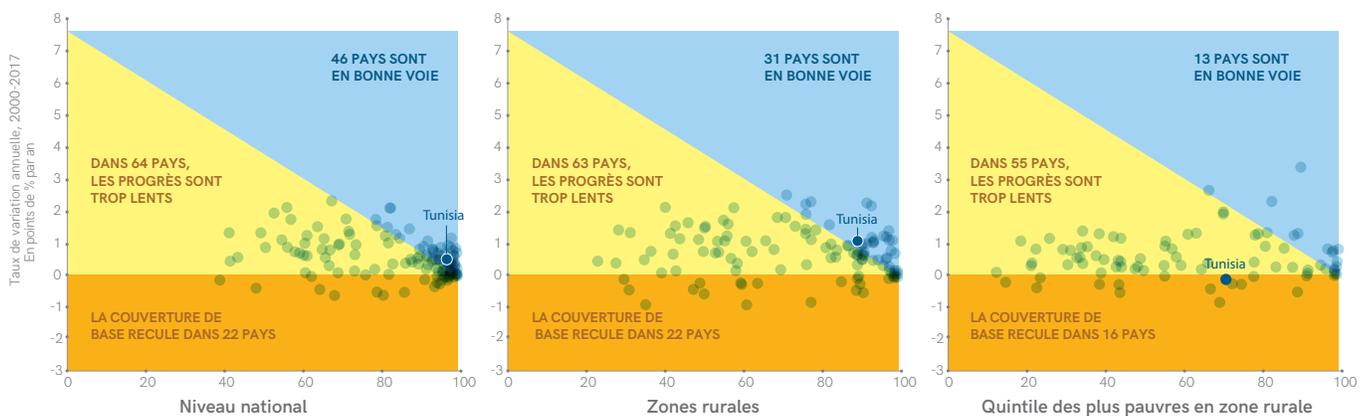


FIGURE 30 Progrès accomplis vers la couverture universelle des services de base d'approvisionnement en eau, à l'échelle nationale, en milieu rural et au sein du quintile des plus pauvres (2000-2017), dans les pays qui affichaient une couverture nationale inférieure à 99 % en 2017

Remarque : les pays représentés ici disposent des données suffisantes pour établir une tendance et plus de 1 % de leur population nationale (n=132), rurale (n=116) et rurale pauvre (n=84) n'avait pas accès aux services de base en 2017.

ASSAINISSEMENT

En 2017, 74 % de la population mondiale (5,5 milliards de personnes) utilisait au moins des services de base d'assainissement, contre 56 % (3,4 milliards de personnes) en 2000. Pour atteindre la couverture universelle d'ici à 2030, les pays devront multiplier par deux le taux de hausse annuelle actuel (un point de pourcentage par an). Même si la couverture des services en milieu rural (59 %) reste moins étendue qu'en milieu urbain (85 %), elle augmente plus rapidement et l'écart de couverture entre les zones urbaines et rurales est passé de 43 points de pourcentage en 2000 à 26 points en 2017. En 2017, 50 pays avaient atteint une couverture supérieure à 99 % et étaient donc considérés comme offrant une couverture « quasi universelle » (Figure 31), par rapport à 36 pays en 2000.

Entre 2000 et 2017, la couverture des services de base d'assainissement a augmenté dans toutes les régions ODD, à l'exception de l'Océanie. La région Australie et Nouvelle-Zélande avait déjà atteint une couverture supérieure à 99 % en 2000 (Figure 32). L'Asie centrale et du Sud a enregistré la plus forte progression en multipliant par plus de deux l'étendue de sa couverture (de 25 % à 61 %) et en triplant le nombre de personnes bénéficiant de services de base, soit 1,2 milliard de personnes en 2017 par rapport à 384 millions en 2000. L'Asie de l'Est et du Sud-Est a élargi sa couverture de près d'un quart. En Océanie, la couverture a reculé de 7 % en raison de la baisse enregistrée en Papouasie-Nouvelle-Guinée. En Afrique subsaharienne, moins d'une personne sur trois avait accès aux services de base en 2000. En 2017, même si la couverture s'était étendue de moins de dix points de pourcentage, la population ayant accès aux services de base avait doublé, passant de 149 millions en 2000 à 314 millions en 2017.



Depuis 2000, 27 pays ont amélioré l'utilisation des services de base d'assainissement de plus de 20 points de pourcentage. Par ailleurs, 16 pays ont amélioré leur couverture de plus de 25 points de pourcentage et sept pays de plus d'un tiers. Les États fédérés de Micronésie ont élargi leur couverture de 64 points de pourcentage, passant de 25 % en 2000 à 88 % en 2017 (Figure 33).

En 2017, 51 pays avaient atteint une couverture « quasi universelle » des services de base d'assainissement

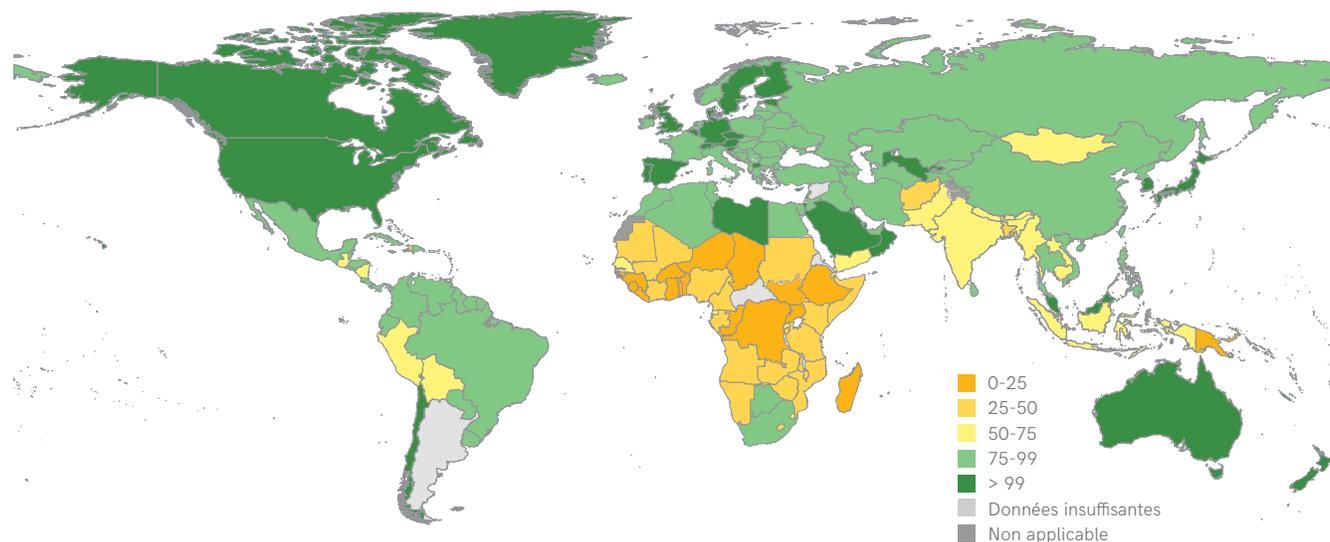


FIGURE 31 ► Pourcentage de la population ayant recours au moins à des services de base d'assainissement, 2017

Deux régions ODD ont vu l'utilisation des services de base d'assainissement s'accroître de plus de 20 points de pourcentage entre 2000 et 2017

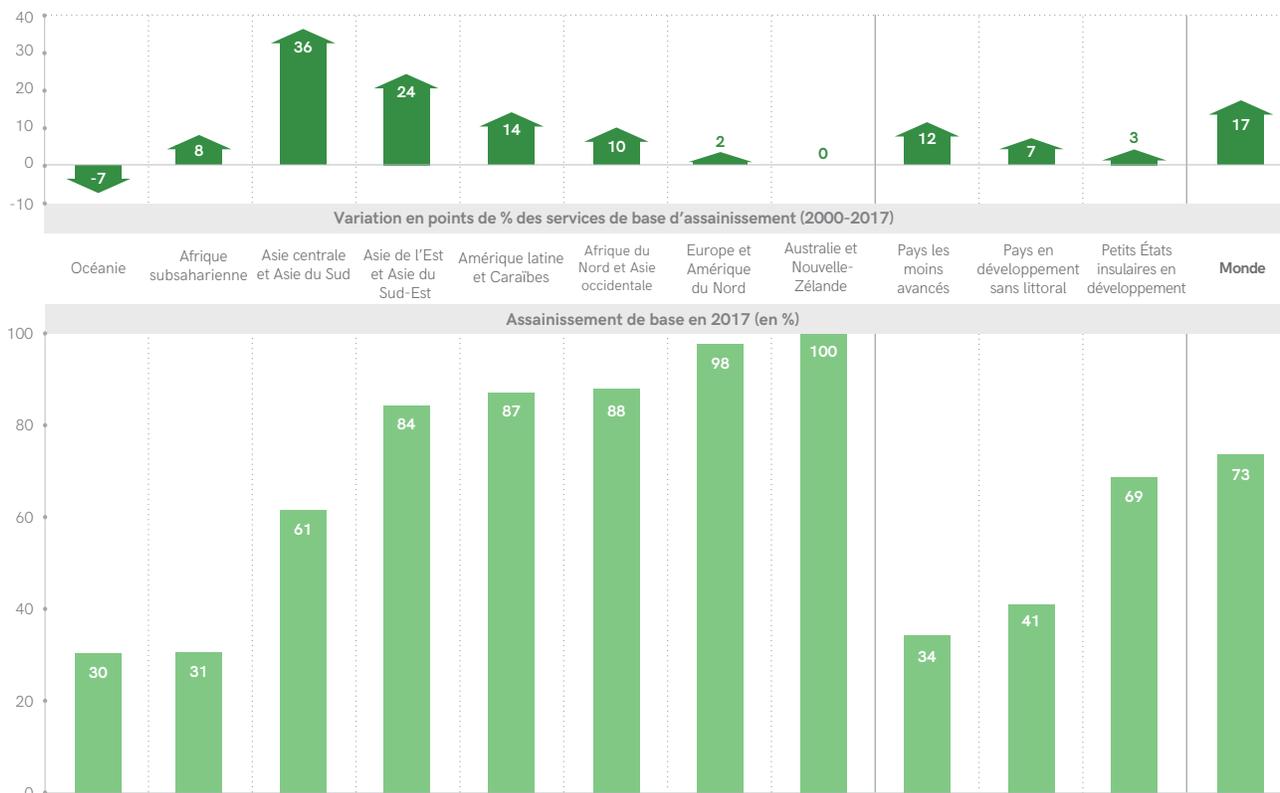


FIGURE 32 ► Pourcentage de la population ayant recours au moins à des services de base d'assainissement en 2017 et variation en points de % sur la période 2000-2017, par région

Depuis 2000, 27 pays ont amélioré l'utilisation des services de base d'assainissement de plus de 20 points de pourcentage

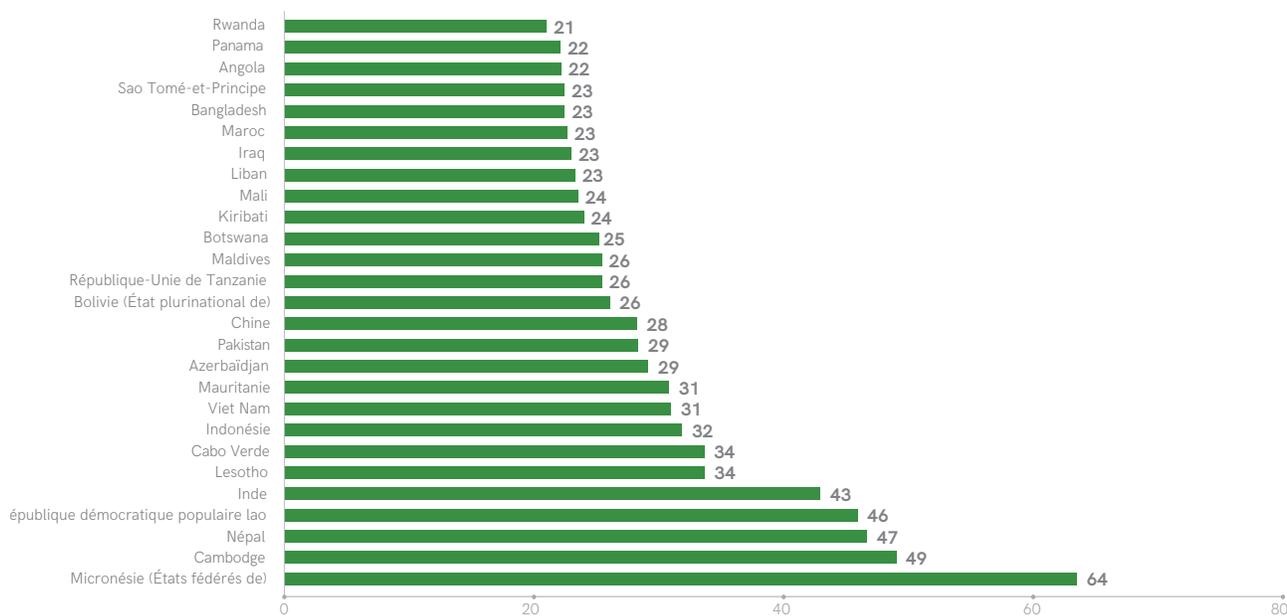


FIGURE 33 ► Hausse en points de % de la part de la population ayant recours au moins à des services de base d'assainissement, 2000-2017

La part de la population privée d'accès aux services de base d'assainissement a diminué dans toutes les régions, à l'exception de l'Afrique subsaharienne et de l'Océanie

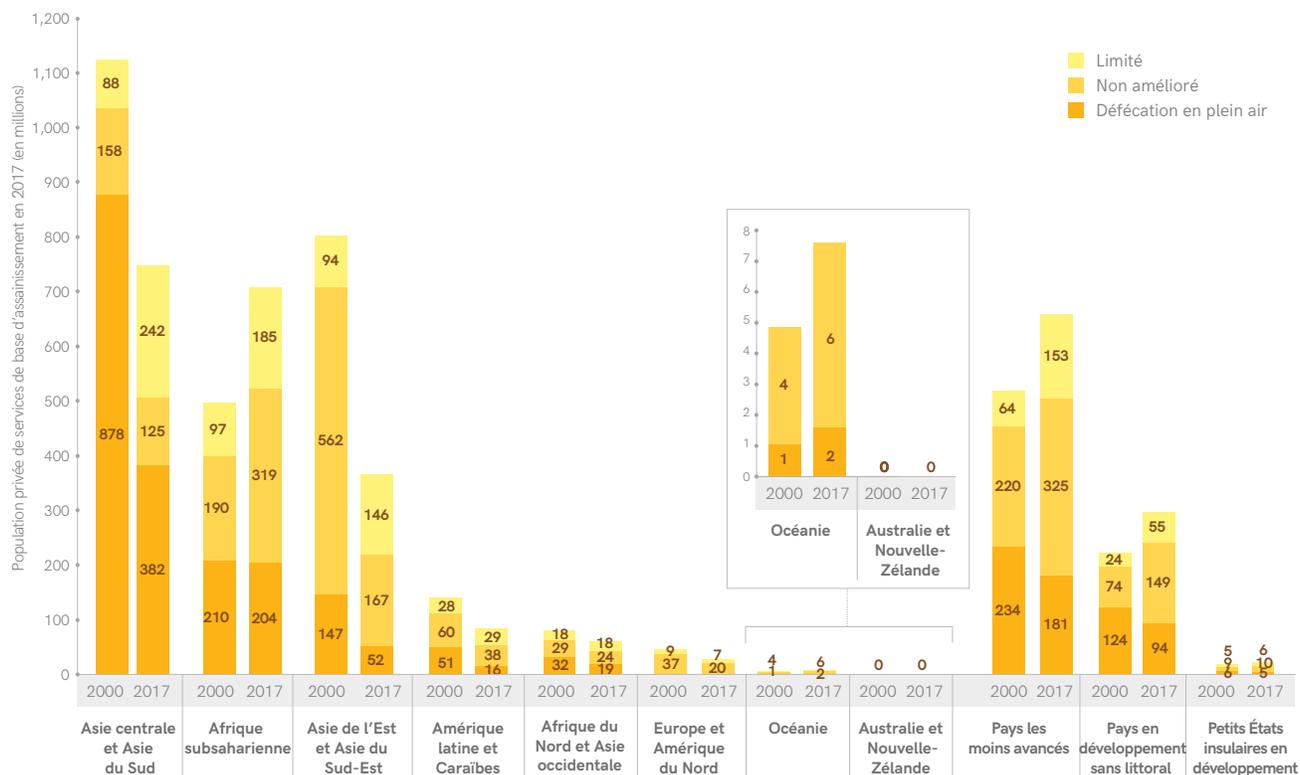


FIGURE 34 Population qui utilisait des services d'assainissement limités et non améliorés et avait recours à la défécation en plein air en 2000 et 2017 (en millions)

Entre 2000 et 2017, le pourcentage de la population n'ayant toujours pas accès aux services de base d'assainissement est passé de 44 à 26 % à l'échelle mondiale et a diminué dans toutes les régions ODD, à l'exception de l'Océanie. La Figure 34 montre que sur les deux milliards de personnes qui étaient toujours privées de services de base d'assainissement en 2017, neuf sur dix vivaient dans trois régions, à savoir l'Asie centrale et du Sud (749 millions), l'Afrique subsaharienne (709 millions) et l'Asie de l'Est et du Sud-Est (364 millions). Alors que la population totale privée d'accès aux services de base a diminué de 416 millions en Asie de l'Est et du Sud-Est et de 440 millions en Asie centrale et du Sud, elle a augmenté de 212 millions en Afrique subsaharienne et de 3 millions en Océanie. Si le nombre de personnes qui pratiquent la défécation en plein air en Afrique subsaharienne reste en grande partie inchangé, le nombre qui utilise des installations d'assainissement non améliorées a augmenté de 50 % et la population qui partage des installations d'assainissement avec d'autres ménages a doublé. Les installations d'assainissement partagées constituent une solution temporaire précieuse, en particulier dans les zones urbaines à forte croissance, mais offrent un moindre niveau de services en raison des risques accrus pour la santé et des préoccupations liées au respect des droits fondamentaux quant à la dignité et à la sécurité, les femmes et les filles étant concernées de manière disproportionnée (Encadré 7).

Encadré 7 : Inégalités entre les sexes liées aux installations d'assainissement partagées

Le JMP considère les ménages qui utilisent des installations d'assainissement améliorées partagées avec d'autres ménages comme bénéficiant de services « limités ». Le type d'installation partagée (par exemple, des toilettes au sein d'un ménage, des toilettes collectives, des toilettes communautaires, des toilettes publiques) et le nombre de personnes qui l'utilisent varient d'un pays à l'autre, mais il est généralement admis qu'une installation partagée offre un moins bon niveau de service. Partager des installations d'assainissement est non seulement susceptible d'accroître l'exposition aux risques pour la santé, mais le Rapporteur spécial sur les droits à l'eau potable et à l'assainissement a exprimé de vives inquiétudes quant aux répercussions négatives de ces installations sur la dignité, la vie privée et la sécurité, en particulier des femmes et des filles et des personnes à mobilité réduite qui sont touchées de manière disproportionnée. Néanmoins, les installations d'assainissement partagées restent une solution temporaire essentielle, notamment pour les ménages les plus pauvres habitant dans les zones urbaines à forte croissance des pays à faible revenu. Des efforts accrus ont donc été déployés ces dernières années pour s'assurer que les installations partagées et les toilettes publiques soient bien gérées et adaptées aux filles et aux femmes¹⁰.

¹⁰ WaterAid, Des toilettes publiques et communautaires adaptées aux femmes et aux filles : guide à l'intention des urbanistes et des décideurs, WaterAid, WSUP et UNICEF <<https://washmatters.wateraid.org/sites/g/files/jkxooof256/files/guide-aux-toilettes-adaptes-aux-femmes-et-aux-filles.pdf>>, consulté le 29 mai 2019.



La Figure 35 illustre le nombre total de personnes ayant eu accès aux services de base d'assainissement entre 2000 et 2017, en tenant compte de la croissance démographique. Sur cette même période, la population mondiale a augmenté de 1,4 milliard de personnes, tandis que le nombre de personnes utilisant les services de base d'assainissement s'est accru de 2,1 milliards. Près des trois quarts des personnes qui ont obtenu un accès à ces services au cours de cette période vivaient en Asie centrale et du Sud (807 millions) et en Asie de l'Est et du Sud-Est (688 millions).

Dans chacune des régions ODD, les pays les plus peuplés ont apporté la plus large contribution, notamment l'Inde, la Chine, le Brésil, le Nigéria, l'Égypte, les États-Unis d'Amérique et la Papouasie-Nouvelle-Guinée. En Inde, 625 millions de personnes ont obtenu un accès à des services de base d'assainissement et, en Chine, 472 millions, totalisant à elles deux plus de la moitié du total mondial. En Indonésie, plus de 100 millions de personnes ont bénéficié d'un accès aux services de base d'assainissement et pas moins de 50 millions au Pakistan et au Brésil.

2,1 milliards de personnes ont obtenu un accès aux services de base d'assainissement entre 2000 et 2017

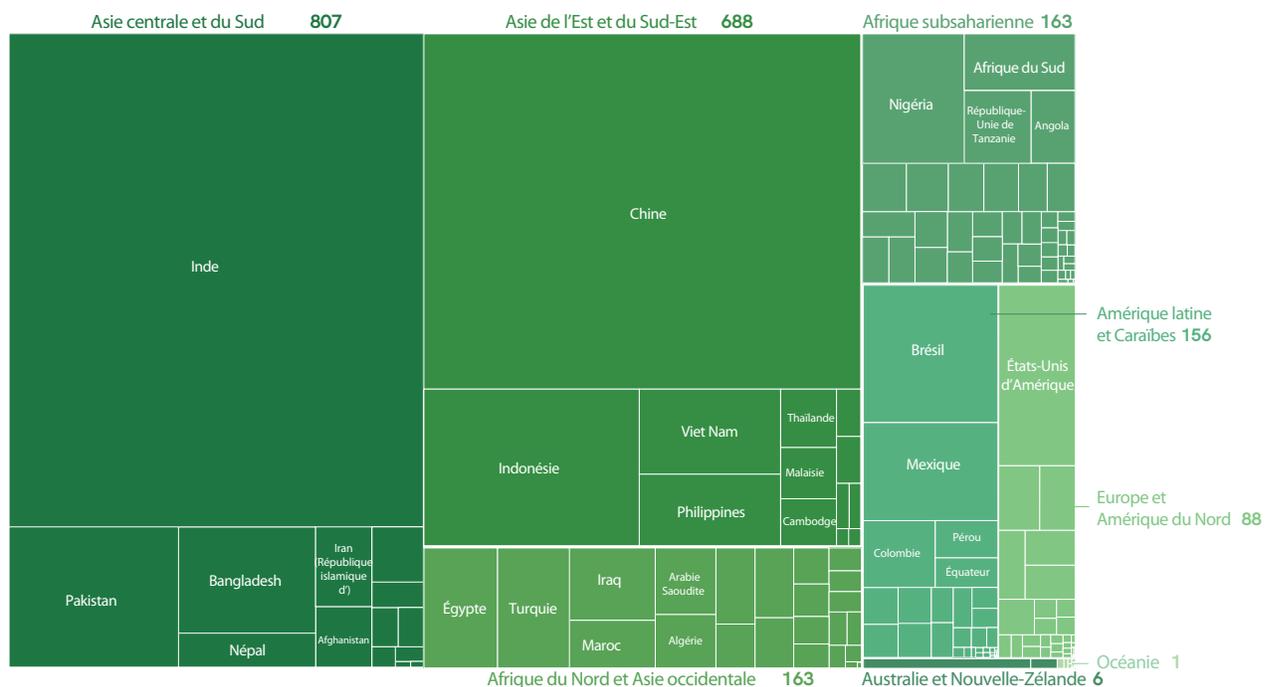


FIGURE 35 Population ayant obtenu un accès au moins à des services de base d'assainissement entre 2000 et 2017, par pays et par région (en millions)

Les capitales présentent souvent une couverture des services de base d'assainissement plus élevée

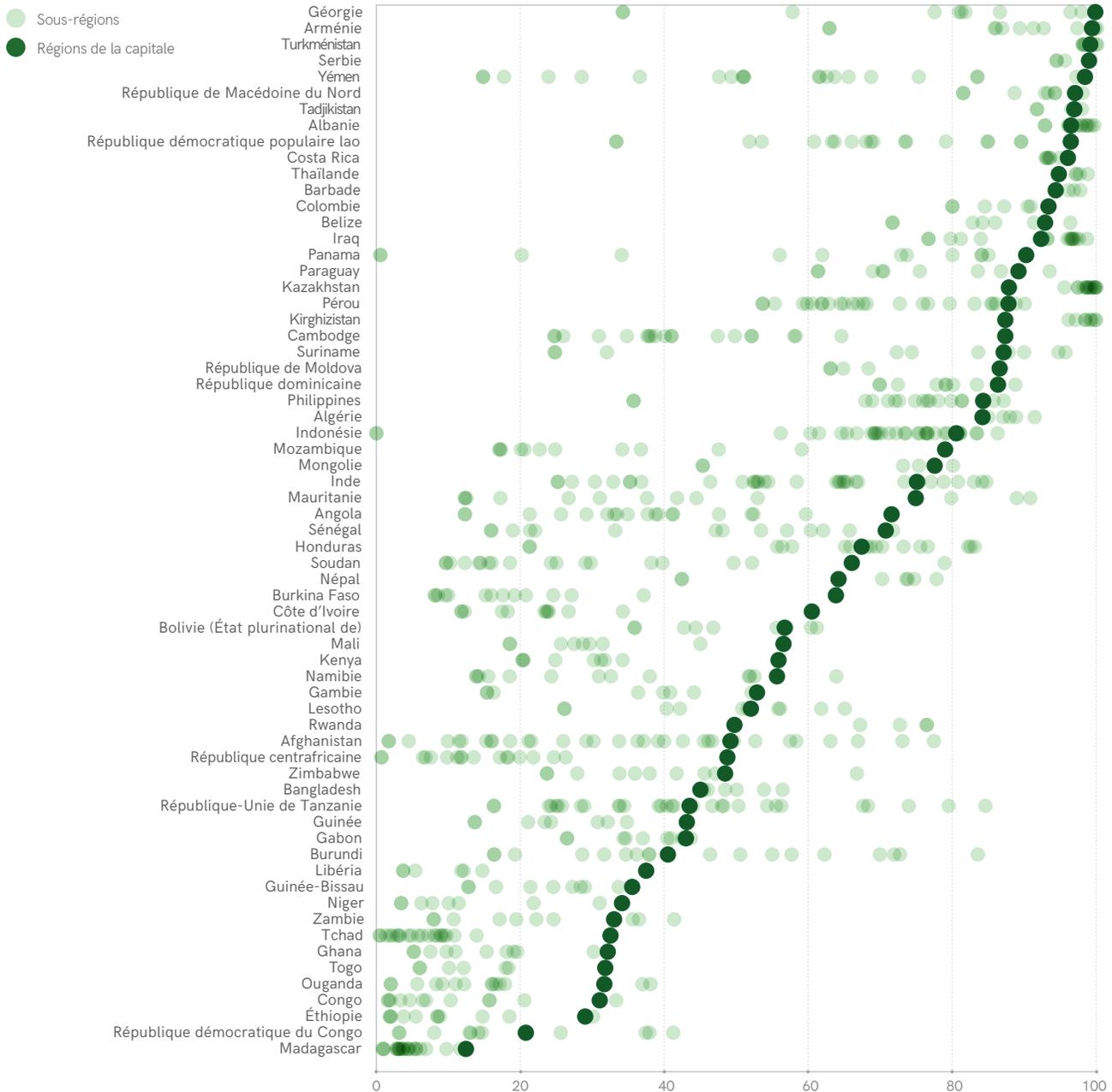


FIGURE 36 ► Inégalités en matière d'accès aux services de base d'assainissement, par régions infranationales, 2017 (en % de la population)

Les pays qui disposent de données ventilées par région infranationale sont à même d'évaluer les écarts entre les différentes parties du pays. La Figure 36 montre que les régions qui abritent la capitale affichent souvent une meilleure couverture par rapport aux autres régions, la Colombie et la République centrafricaine illustrant ce cas. En revanche, dans certains pays, tels que l'Iraq, le Honduras et le Burundi, la capitale se situe au milieu de la fourchette, et dans un nombre restreint de pays, par exemple en Thaïlande, au Kirghizistan et au Bangladesh, la couverture est moindre dans la région de la capitale.

Même si le nombre de régions infranationales varie d'un pays à l'autre, on constate souvent des inégalités importantes entre elles s'agissant de la couverture des services de base. Dans certains pays, toutes les régions infranationales se concentrent dans une fourchette restreinte avec des taux de couverture similaires élevés (p. ex., en Serbie) ou faibles (p. ex., à Madagascar). D'autres pays présentent des disparités importantes entre les régions infranationales qui affichent les plus forts taux et les plus faibles taux, tels que le Yémen, l'Afghanistan, la Mauritanie et la Tanzanie. En outre, il arrive parfois qu'un nombre restreint de régions se classe loin derrière, comme c'est le cas en Géorgie, au Panama et en Indonésie.

La Figure 37 illustre les variations de couverture des services de base d'assainissement dans les zones urbaines, ainsi que l'évolution des inégalités entre le quintile des plus riches et celui des plus pauvres en milieu urbain, sur la période 2000-2017. La majorité des pays sont parvenus à étendre leur couverture en milieu urbain. Par ailleurs, même si l'écart entre les plus riches et les plus pauvres s'est résorbé dans 52 pays, il s'est creusé dans 22 autres. Sur les 14 pays dont la couverture en milieu urbain a diminué, six ont constaté une accentuation des disparités entre les plus riches et les plus pauvres.

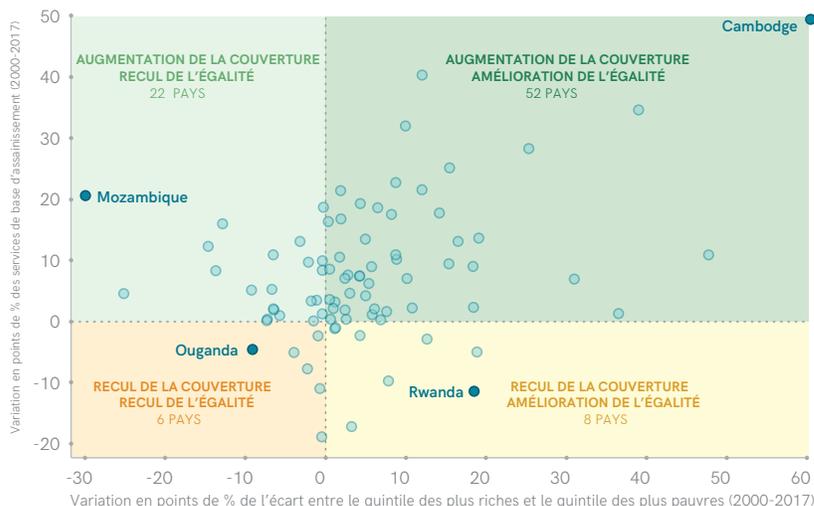
Depuis 2000, le Cambodge a augmenté sa couverture des services de base d'assainissement en milieu urbain de 46 à 96 % et a réduit l'écart entre le quintile des plus riches et celui des plus pauvres de plus de 60 points de pourcentage. Dans le même temps, le Mozambique a amélioré sa couverture de 32 à 52 %, mais l'écart entre les plus riches et les plus pauvres s'est creusé de 30 points de pourcentage supplémentaires. Sur cette même période, la couverture en milieu urbain a reculé de cinq points de pourcentage en Ouganda et de 11 points au Rwanda, mais l'écart

entre les plus riches et les plus pauvres a augmenté de neuf points en Ouganda et diminué de 19 points au Rwanda.

La Figure 38 illustre la couverture des services de base d'assainissement en 2017, ainsi que les taux de variation annuels entre 2000 et 2017 pour les populations nationales et rurales et pour le quintile des plus pauvres des zones rurales. Elle montre que seuls 40 des 163 pays qui affichaient une couverture inférieure à 99 % en 2017 sont en voie d'atteindre une couverture « quasi universelle » d'ici à 2030 et que la couverture et les taux de variation sont généralement plus faibles en milieu rural, en particulier au sein du quintile des plus pauvres. Par exemple, le Cambodge présente un taux à peine en deçà du taux requis pour atteindre une couverture nationale « quasi universelle », mais son taux de progression en milieu rural est insuffisant, et la couverture ainsi que le taux de progression au sein du quintile des plus pauvres sont nettement inférieurs. Ces pays devront donc déployer des efforts ciblés visant à accélérer les progrès dans les zones rurales et à s'assurer que les populations les plus pauvres ne soient pas laissées pour compte, afin de garantir un accès universel.

Depuis 2000, 52 pays ont élargi leur couverture d'assainissement de base et réduit l'écart entre le quintile des plus riches et celui des plus pauvres dans les zones urbaines

FIGURE 37 Variations de la couverture des services de base d'assainissement et de l'écart entre les quintiles de richesse dans les zones urbaines, par pays, 2000-2017 (en %)



Sur 152 pays, 40 sont en voie d'atteindre une couverture « quasi universelle » des services de base d'assainissement d'ici à 2030, mais les zones rurales et le quintile des plus pauvres ont un plus long chemin à parcourir

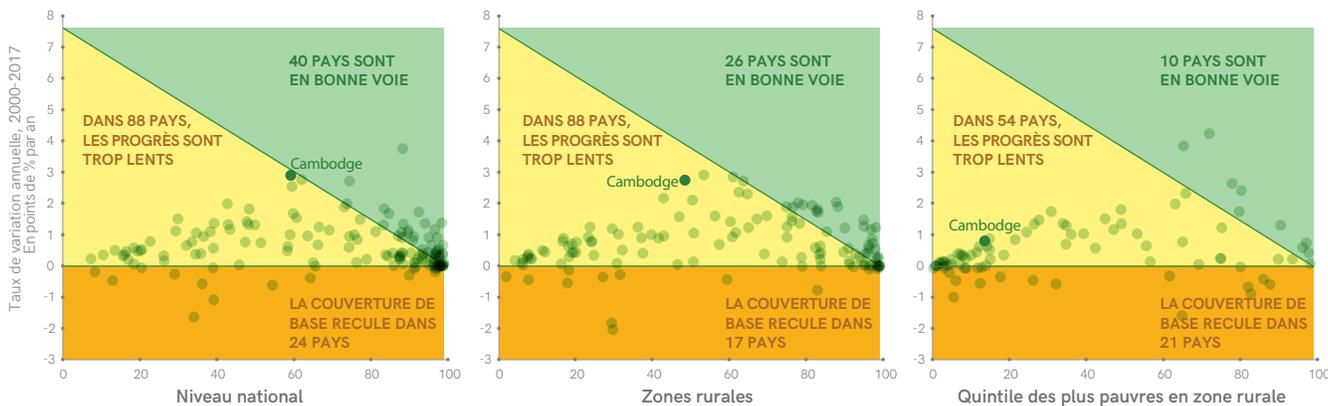


FIGURE 38 Progrès accomplis vers la couverture universelle des services de base d'assainissement, à l'échelle nationale, en milieu rural et au sein du quintile des plus pauvres (2000-2017), dans les pays qui affichaient une couverture inférieure à 99 % en 2017

Remarque : les pays représentés ici disposent des données suffisantes pour établir une tendance et plus de 1 % de leur population nationale (n=152), rurale (n=128) et rurale pauvre (n=85) n'avait pas accès aux services de base en 2017.

HYGIÈNE

La cible 6.2 des ODD vise explicitement à « assurer l'accès de tous, dans des conditions équitables, à des services [...] d'hygiène ». L'hygiène désigne une série de comportements favorables à un maintien en bonne santé et empêchant la propagation des maladies, tels que le lavage des mains, la gestion de l'hygiène menstruelle et l'hygiène alimentaire. L'indicateur retenu aux fins du suivi mondial de la cible 6.2 des ODD est le pourcentage de la population disposant d'une installation à domicile destinée au lavage des mains avec eau et savon.

En 2017, 60 % de la population mondiale (4,5 milliards de personnes) disposait d'une installation de base à domicile destinée au lavage des mains avec eau et savon. Par ailleurs, 22 % (1,6 milliard de personnes) possédaient une installation destinée au lavage des mains mais sans eau ou sans savon au moment de l'enquête, et 18 % (1,4 milliard de personnes) ne disposaient d'aucune installation destinée au lavage des mains. Trois régions ODD sur huit et 78 pays possédaient des estimations sur le lavage des mains, mais les pays à revenu élevé n'avaient que peu de données et celles qui étaient disponibles étaient insuffisantes pour estimer les tendances régionales et mondiales.



Dans 42 des 78 pays pour lesquels des données étaient disponibles, moins de la moitié de la population possédait une installation de base à domicile pour le lavage des mains



FIGURE 39 ► Pourcentage de la population disposant d'une installation de base à domicile destinée au lavage des mains, par pays et par régions, 2017

La Figure 39 illustre les inégalités de couverture des installations de base destinées au lavage des mains, qui oscillent entre seulement 1 % au Libéria à plus de 99 % dans certains pays. En 2017, la plupart des pays d'Asie centrale et du Sud et d'Afrique du

Nord et d'Asie de l'Ouest affichaient une couverture supérieure à 50 %, tandis que la couverture des installations de base destinées au lavage des mains avec eau et savon dans la majorité des pays d'Afrique subsaharienne était inférieure à 50 %.

La Figure 40 met en lumière les 19 pays pour lesquels des données étaient disponibles et où plus de la moitié de la population n'avait accès à aucune installation destinée au lavage des mains, oscillant entre 52 % en Guinée et 97 % au Libéria. Dans neuf pays, les trois quarts de la population ne possédaient aucune installation à domicile destinée au lavage des mains en 2017. Dans ces pays, il sera d'autant plus difficile d'atteindre la cible de développement durable visant l'accès universel pour tous aux installations de base destinées au lavage des mains.

La Figure 41 illustre le pourcentage de la population et le nombre total de personnes privées d'installation destinée au lavage des mains dans les 78 pays disposant de données. On constate que dans 17 pays, au moins 10 millions de personnes – et dans 30 pays, au moins 5 millions – ne possédaient pas d'installation destinée au lavage des mains en 2017. Les pays les plus fortement peuplés enregistraient les plus larges proportions de personnes privées d'installation, tels que l'Indonésie (78 millions), la République démocratique du Congo (69 millions), le Nigéria (49 millions), l'Éthiopie (43 millions) et l'Inde (37 millions).

Dans 19 pays, plus de la moitié de la population ne possédait aucune installation destinée au lavage des mains à son domicile

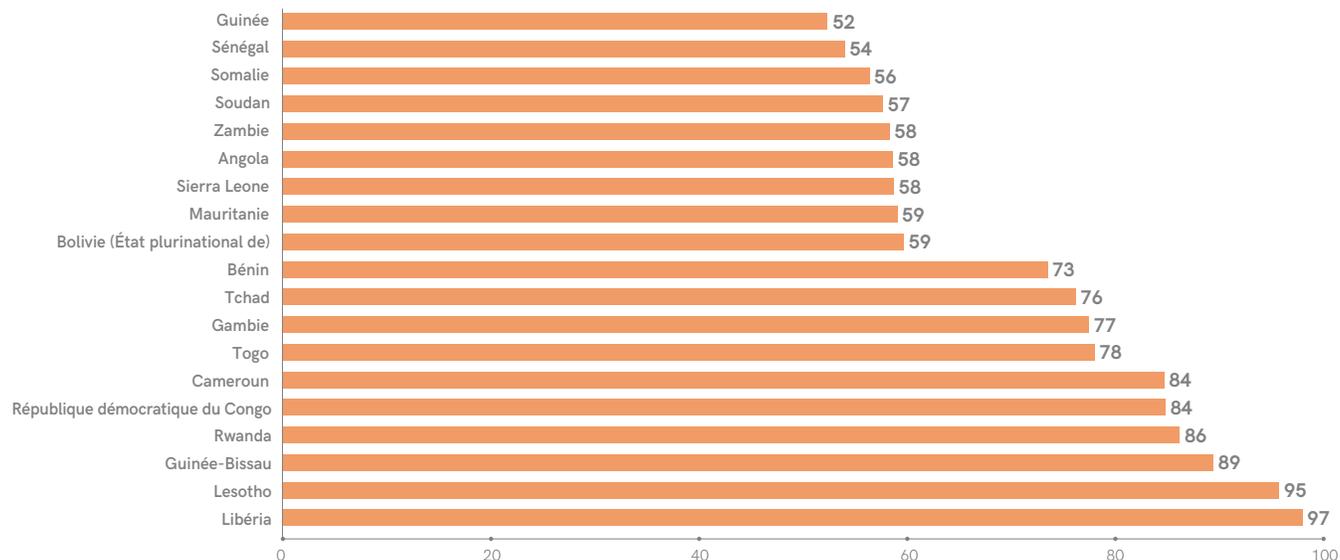


FIGURE 40 ► Pourcentage de la population ne disposant d'aucune installation à domicile destinée au lavage des mains, 2017

Dans 17 pays, plus de dix millions de personnes ne possédaient aucune installation à domicile destinée au lavage des mains en 2017

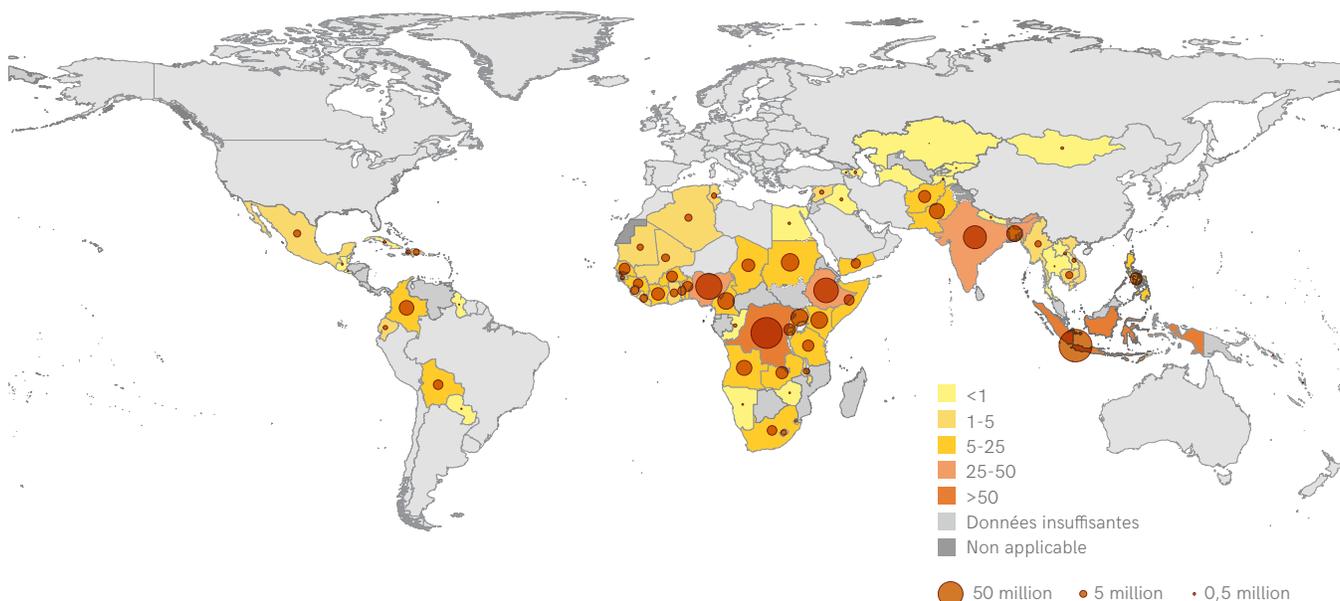


FIGURE 41 ► Pourcentage de la population et nombre de personnes ne disposant d'aucune installation à domicile destinée au lavage des mains, 2017

Encadré 8 : Installations destinées au lavage des mains fixes et mobiles

L'observation des installations destinées au lavage des mains fait partie intégrante des enquêtes en grappe à indicateurs multiples et des enquêtes démographiques et de santé réalisées auprès des ménages depuis 2009. Les recenseurs demandent à voir l'endroit où les membres du ménage se lavent le plus souvent les mains et notent le type d'installation présent, ainsi que la présence éventuelle d'eau et de savon. Les installations destinées au lavage des mains peuvent être fixes - telles que des évier munis de robinets ou des seaux avec des robinets ou des « tippy-taps » - ou mobiles, telles que des jarres ou des bassines destinées au lavage des mains. Le

savon inclut les pains de savon, le savon liquide, les détergents en poudre et l'eau savonneuse, mais n'inclue pas les cendres, la terre, le sable ou tout autre agent de lavage des mains. Grâce aux données ventilées, on constate que le type d'installation destinée au lavage des mains utilisé varie considérablement et que les populations de certains pays sont plus enclines à utiliser des installations mobiles (Figure 42). Toutefois, de nouvelles données suggèrent également que les installations mobiles sont moins susceptibles d'être équipées d'eau et de savon, en témoigne l'exemple de la Côte d'Ivoire (Figure 43).

De nouvelles données indiquent que de nombreux ménages utilisent des installations mobiles destinées au lavage des mains

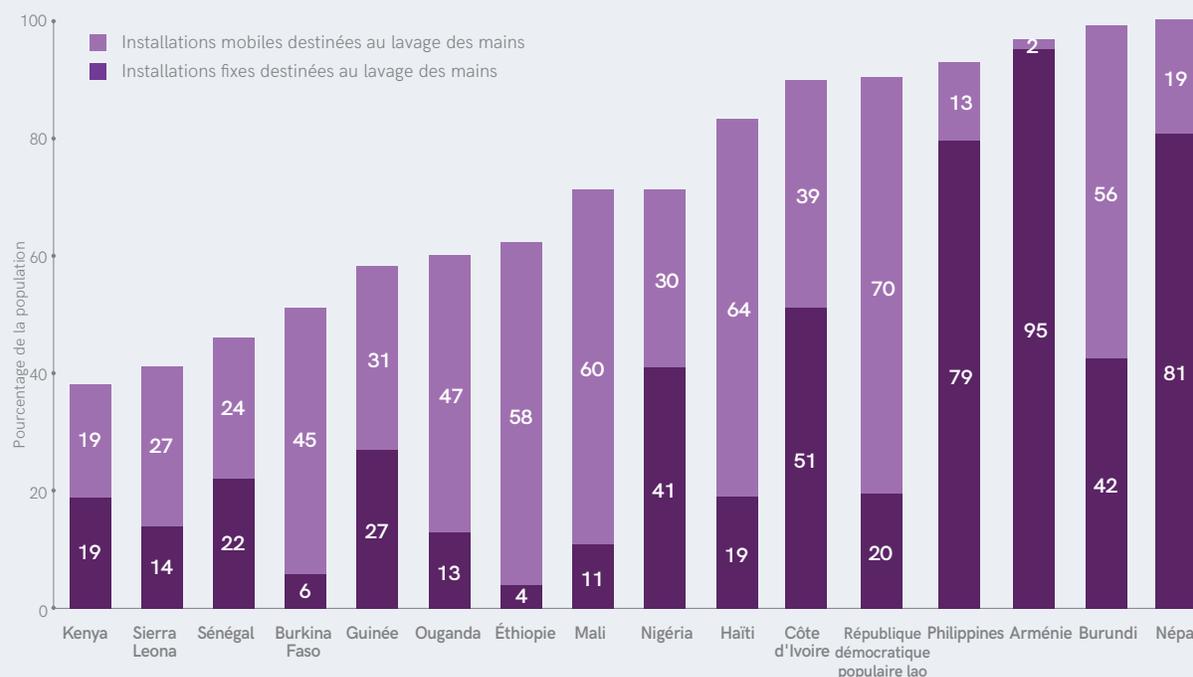


FIGURE 42 Pourcentage de la population disposant d'installations de base à domicile destinées au lavage des mains fixes et mobiles, dans un panel de pays, 2015-2017

En Côte d'Ivoire, les installations mobiles étaient moins susceptibles que les installations fixes d'être équipées d'eau et de savon

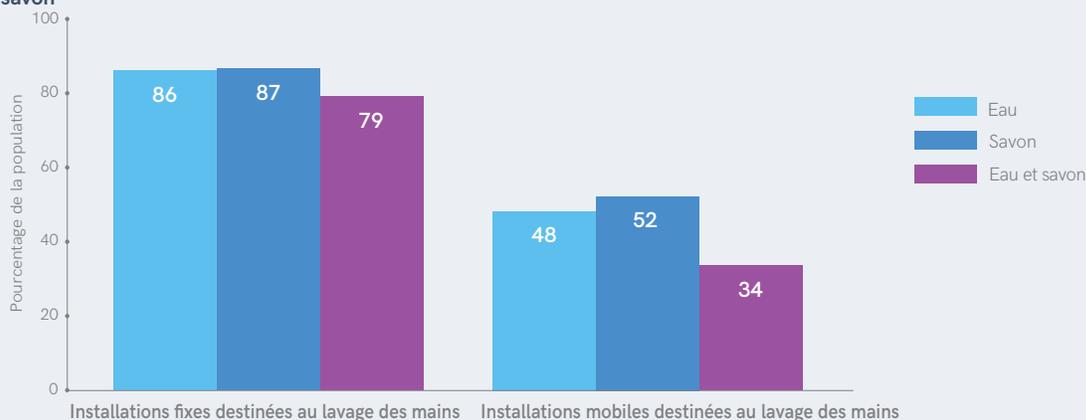


FIGURE 43 Pourcentage de la population disposant d'installations de base à domicile, fixes et mobiles, destinées au lavage des mains avec eau et savon, en Côte d'Ivoire, 2016

Les données collectées par le biais des enquêtes auprès des ménages peuvent être ventilées par zone rurale et zone urbaine et par quintile de richesse. La Figure 44 montre que dans la plupart des pays possédant des données ventilées, la couverture des zones urbaines était plus vaste que celle des zones rurales en 2017. L'écart de couverture semble être moins important dans les pays dans lesquels la couverture des zones urbaines est inférieure à 20 %, mais augmente parallèlement à l'amélioration

de la couverture des zones urbaines, puis décroît à nouveau une fois que la couverture atteint les 80 %. L'écart de couverture entre le quintile des plus riches et celui des plus pauvres des zones urbaines est encore plus important et dans certains cas, par exemple en Gambie, au Bangladesh, en Afrique du Sud et au Népal, la couverture des populations les plus pauvres des zones urbaines est inférieure à la couverture moyenne des zones rurales.

La couverture des installations de base destinées au lavage des mains est plus étendue dans les zones urbaines, mais il existe des disparités importantes entre les populations les plus riches et les plus pauvres

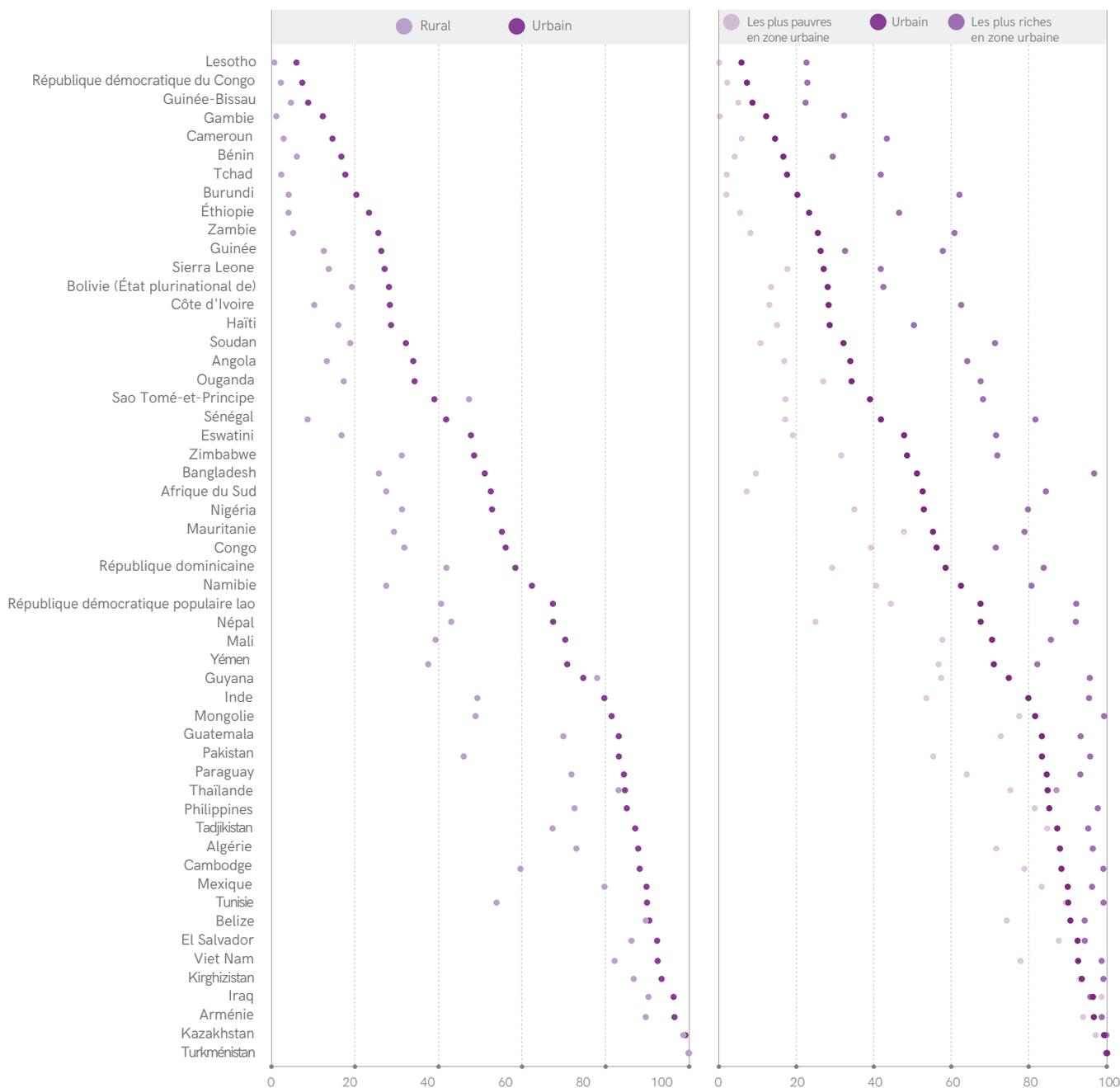


FIGURE 44 ► Inégalités relatives à la couverture des installations de base destinées au lavage des mains entre les zones urbaines et rurales et entre les quintiles de richesse des zones urbaines, 2017 (en %)



Encadré 9: Gestion de l'hygiène menstruelle

La gestion de l'hygiène menstruelle (GHM) est un terme de plus en plus couramment utilisé pour désigner les besoins spécifiques des femmes et des filles pendant leurs menstruations. Ce terme couvre tout un éventail de problématiques, de la sensibilisation à la mise à disposition d'installations et de protections hygiéniques qui permettent aux femmes et aux filles de gérer leurs menstruations de manière sûre et digne, en passant par le changement des normes et pratiques sociales. De plus en plus de questions relatives à la gestion de l'hygiène menstruelle sont intégrées aux questionnaires des enquêtes auprès des ménages destinés aux femmes âgées de 15 à 49 ans. Elles portent principalement sur la disponibilité des protections hygiéniques, sur la possibilité de se changer et de se laver dans l'intimité, ainsi que sur leur exclusion des activités sociales, éducatives et professionnelles durant leurs menstruations. Ces questions peuvent être utilisées pour évaluer les inégalités fondées sur le genre en matière d'accès aux services WASH, qui sont l'un des éléments à prendre en compte dans le cadre des efforts globaux visant à « parvenir à l'égalité des sexes et à autonomiser toutes les femmes et les filles », conformément à l'ODD 5.

Les nouvelles données sur l'hygiène menstruelle recueillies dans le cadre des enquêtes PMA2020 montrent que les femmes et les filles changent généralement leurs protections hygiéniques et se lavent à leur domicile (Figure 45). Elles révèlent également que de nombreuses femmes utilisent des installations d'assainissement qui ne sont pas sûres, propres ou privées et qui ne disposent souvent ni d'eau ni de savon, et que relativement peu d'installations remplissent tous ces critères (Figure 46). Par ailleurs, l'accès à des protections hygiéniques adaptées et le type de protections utilisé varient considérablement d'un pays à l'autre (Figure 47). En République démocratique populaire lao par exemple, les données ventilées montrent que la probabilité

Durant leurs menstruations, la plupart des femmes et des filles se lavent et changent leurs protections hygiéniques à leur domicile

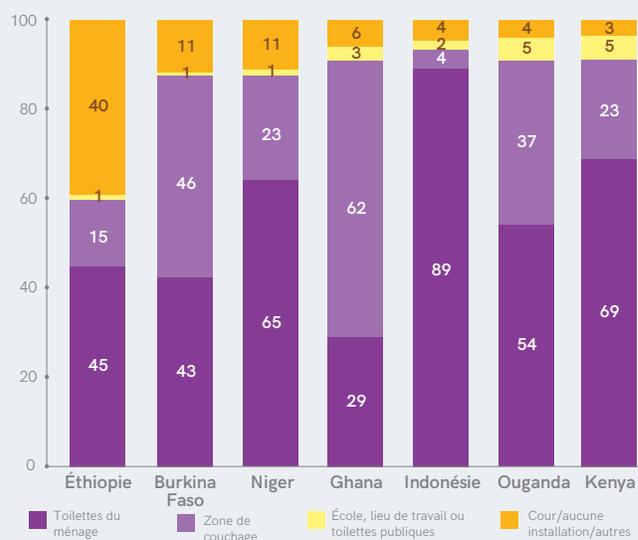


FIGURE 45 ► Pourcentage de femmes et de filles âgées de 15 à 49 ans et ayant eu leurs règles au cours des trois derniers mois, ventilé par lieu où elles se lavent et changent habituellement leurs protections hygiéniques, sélection d'enquêtes PMA2020, 2015-2017

pour les femmes du quintile des plus riches d'avoir accès à des protections hygiéniques adaptées et de pouvoir se changer et se laver dans l'intimité est plus de deux fois supérieure par rapport aux femmes du quintile des plus pauvres (Figure 48).

Les installations d'assainissement ne répondent souvent pas aux besoins des femmes et des filles

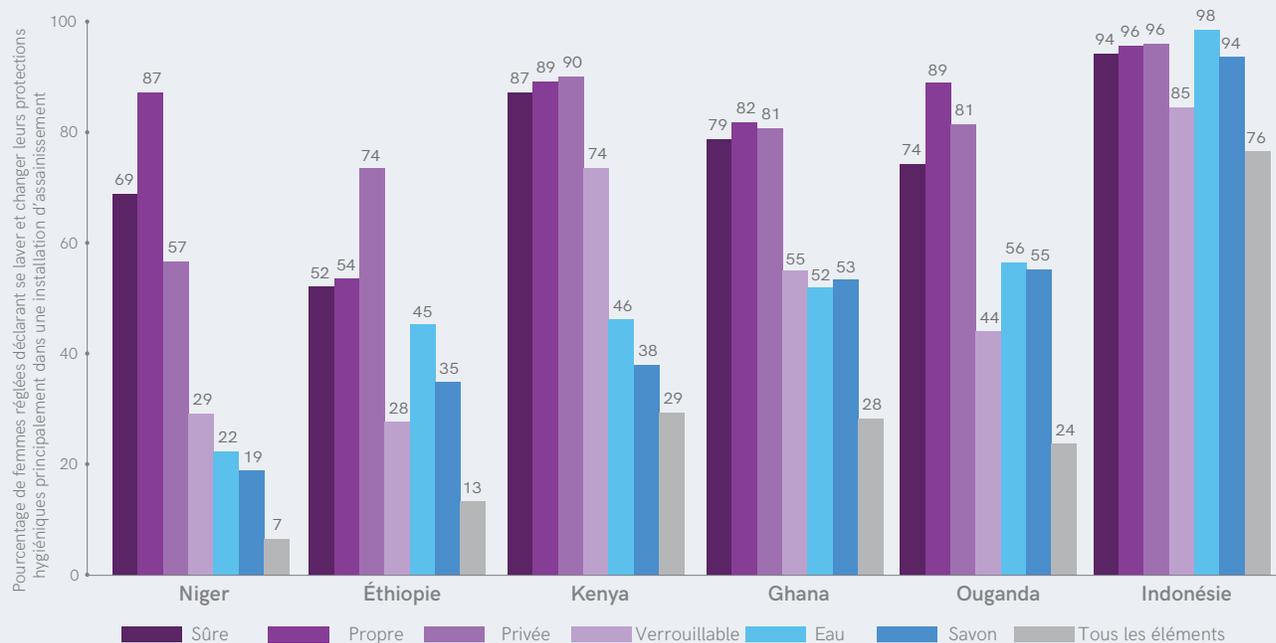


FIGURE 46 ► Pourcentage de femmes et de filles utilisant une installation sanitaire pour se laver et changer leurs protections hygiéniques durant leurs menstruations, ventilé par l'état de l'installation, sélection d'enquêtes PMA2020, 2015-2017

Les types de protections hygiéniques utilisés lors des menstruations varient d'un pays à l'autre et au sein d'un même pays

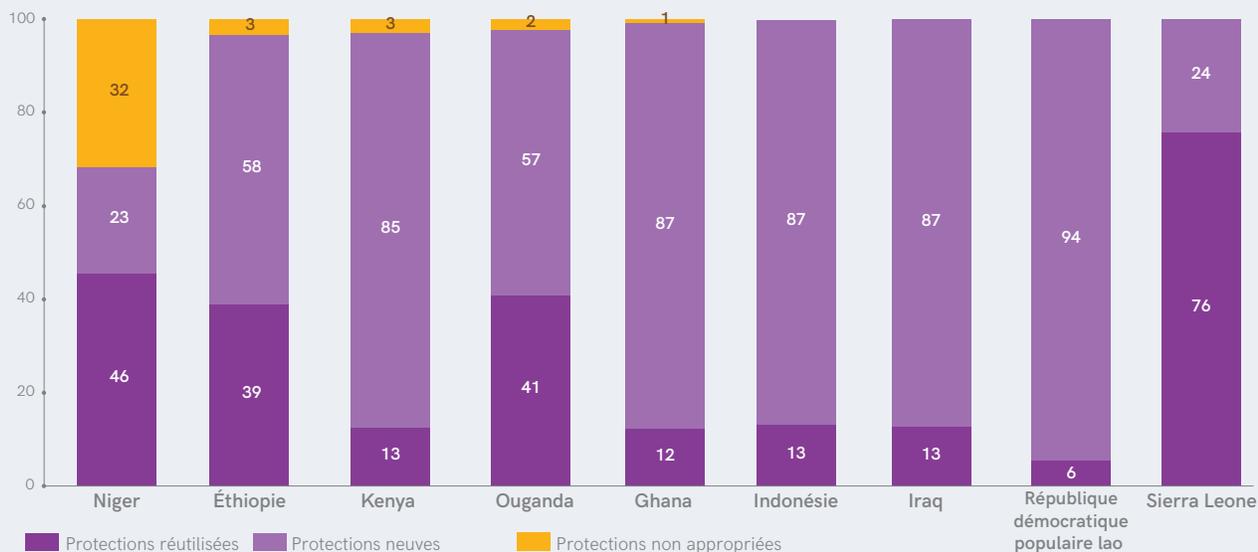


FIGURE 47 ► Pourcentage de femmes et de filles âgées de 15 à 49 ans et ayant eu leurs règles au cours des trois derniers mois, ventilé par l'utilisation de protections hygiéniques (neuves, réutilisées ou non adaptées), sélection d'enquêtes PMA2020, 2015-2017

En République démocratique populaire lao, les femmes et les filles les plus pauvres sont moins susceptibles d'utiliser des protections hygiéniques adaptées et de pouvoir se laver et se changer dans l'intimité

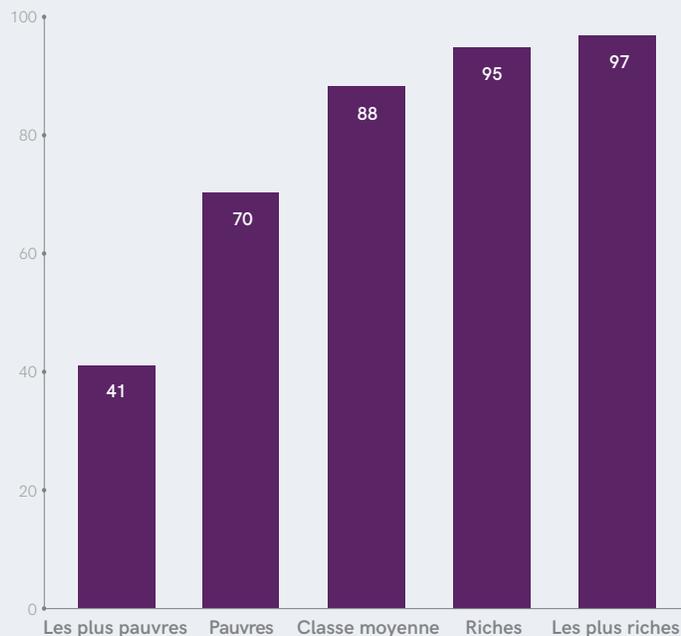


FIGURE 48 ► Pourcentage de femmes et de filles âgées de 15 à 49 ans et ayant eu leurs règles au cours des douze derniers mois utilisant des protections hygiéniques adaptées et pouvant se laver et se changer dans l'intimité, enquêtes MICS et enquêtes démographiques et de santé, République démocratique populaire lao, 2015-2017



Ne pas faire de laissés-pour-compte : combler l'écart entre les plus riches et les plus pauvres



Le Programme 2030 engage les États membres à « combattre les inégalités qui existent dans les pays et d'un pays à l'autre » et à « ne laisser personne de côté », ce qui implique de progressivement réduire puis éliminer l'écart entre les groupes favorisés et défavorisés. La base de données du JMP sur les inégalités comprend des estimations relatives aux tendances des services de base d'approvisionnement en eau et d'assainissement et de la défécation en plein air, ventilées par quintiles de richesse. La Figure 49 met en évidence l'évolution des inégalités entre les populations les plus riches et les plus pauvres entre 2000 et 2017 dans un panel de pays.

En Amérique latine et aux Caraïbes, 12 % de la population rurale était privée d'accès aux services de base d'approvisionnement en eau en 2017, par rapport à 29 % en 2000. Au Paraguay, la couverture des services de base d'approvisionnement en eau en milieu rural s'est améliorée plus rapidement au sein des populations les plus pauvres et l'écart entre le quintile des plus riches et celui des plus pauvres s'est considérablement réduit. Dans le même temps, la couverture de la République de Trinité-et-Tobago s'est élargie plus rapidement au sein des populations les plus riches. En Haïti, la couverture des services de base d'approvisionnement en eau en milieu rural s'est élargie au sein du quintile des plus riches, mais a reculé au sein du quintile des plus pauvres, creusant ainsi l'écart entre eux. Au Nicaragua, la couverture des services de base d'approvisionnement en eau en milieu rural a diminué dans les deux groupes.

En Asie de l'Est et du Sud-Est, la population urbaine privée d'accès aux services de base d'assainissement a été divisée par deux entre 2000 et 2017, passant de 20 % à 9 %, et dans de nombreux pays, le quintile des plus riches bénéficie d'une

couverture quasi universelle depuis plusieurs années. En République démocratique populaire lao, entre 2000 et 2017, la couverture des services de base d'assainissement en milieu urbain s'est élargie plus rapidement au sein des segments les plus pauvres, comblant ainsi petit à petit l'écart avec les plus riches. En 2000, le quintile des plus riches des zones urbaines du Cambodge, de la Mongolie et de la Thaïlande bénéficiait déjà d'un accès quasi universel aux services de base d'assainissement. Au Cambodge, le quintile des plus pauvres a fait des progrès substantiels pour rattraper le quintile des plus riches, en augmentant sa couverture de 60 points de pourcentage. À l'inverse, en Mongolie et en Thaïlande, la couverture du quintile des plus pauvres reste en grande partie inchangée depuis 2000.

La défécation en plein air est principalement un phénomène rural et en 2017, les dix pays qui affichaient les plus hauts niveaux de défécation en plein air en milieu rural se situaient tous en Afrique subsaharienne. En Éthiopie, depuis 2000, la défécation en plein air en milieu rural a reculé plus rapidement au sein du quintile des plus riches (69 points de pourcentage) qu'au sein du quintile des plus pauvres (49 points de pourcentage). En 2017, la Gambie avait quasiment éliminé la défécation en plein air au sein du quintile des plus riches et avait considérablement réduit l'écart avec les plus pauvres des zones rurales. Même si la Guinée-Bissau a enregistré une réduction rapide de la défécation en plein air chez les plus riches, on constate une augmentation de cette pratique chez les plus pauvres des zones rurales. La République centrafricaine a, quant à elle, enregistré peu de progrès dans la réduction de la défécation en plein air au sein du quintile des plus riches et a enregistré une hausse notable de cette pratique chez les populations les plus pauvres.

Les progrès en matière de réduction des inégalités entre les plus riches et les plus pauvres varient considérablement d'un pays à l'autre



FIGURE 49 Tendances relatives à la couverture des services de base d'approvisionnement en eau de boisson et d'assainissement et à la couverture de la défécation en plein air au sein du quintile des plus riches et du quintile des plus pauvres dans les zones urbaines et rurales, 2000-2017 (en %)

5. Réduire les inégalités d'accès aux services gérés en toute sécurité

SERVICES D'APPROVISIONNEMENT EN EAU DE BOISSON GÉRÉS EN TOUTE SÉCURITÉ

En 2017, 71 % de la population mondiale avait recours à des services d'approvisionnement en eau de boisson gérés en toute sécurité. Au total, 117 pays (et quatre des huit régions ODD), représentant 38 % de la population mondiale, disposaient d'estimations sur les services gérés en toute sécurité. La couverture était plus faible dans les zones rurales (53 %) que dans les zones urbaines (85 %), ces dernières recensant les deux tiers des 5,3 milliards de personnes qui utilisaient des services gérés en toute sécurité. Néanmoins, entre 2000 et 2017, la couverture rurale a augmenté plus rapidement que la couverture urbaine et l'écart de couverture des services gérés en toute sécurité est passé de 47 à 32 points de pourcentage. En 2017, six régions ODD disposaient d'estimations sur les zones urbaines et trois régions ODD possédaient des données sur les zones rurales (Figure 50).

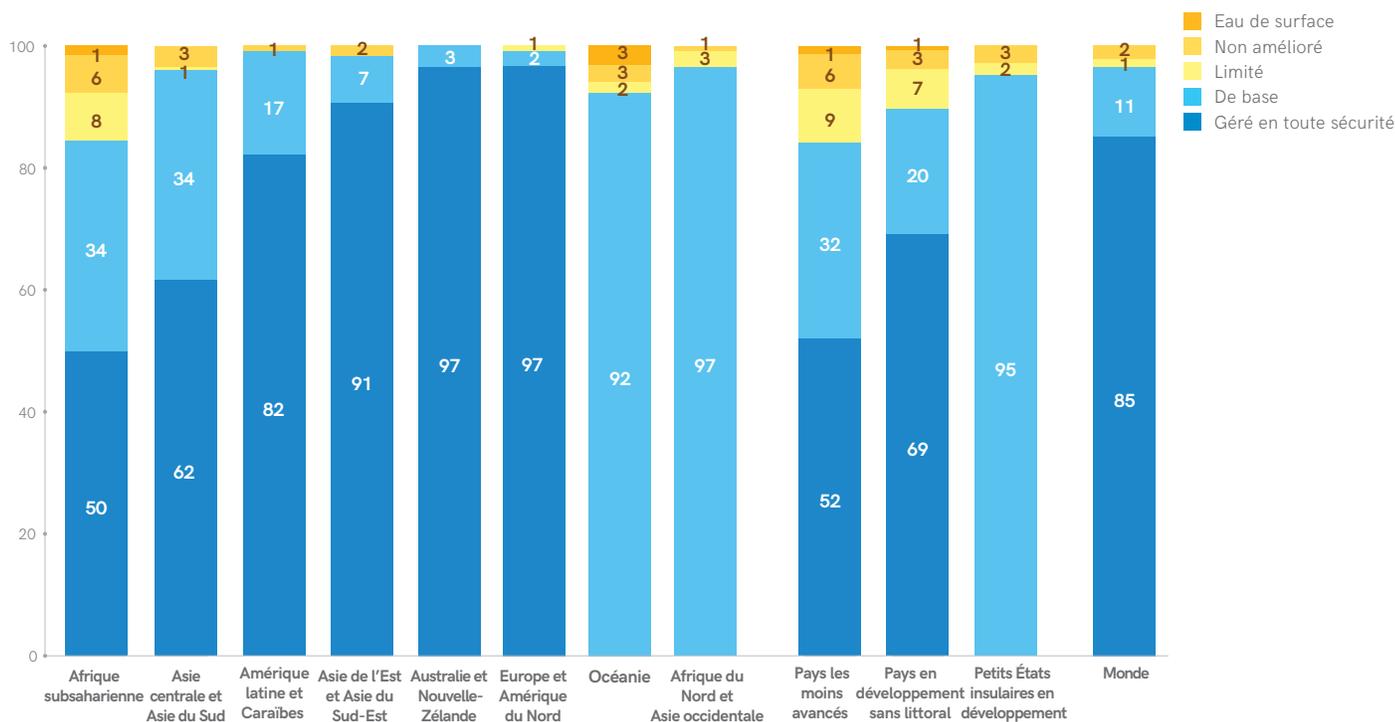
Les populations urbaines étaient deux fois plus susceptibles en Amérique latine et aux Caraïbes, et quatre fois plus susceptibles en Afrique subsaharienne, d'avoir accès à des services gérés en toute sécurité, tandis qu'en Asie centrale et du Sud, les niveaux de couverture des zones rurales et urbaines étaient similaires.

La Figure 51 met en lumière les inégalités entre les couvertures nationales des services gérés en toute sécurité, qui, en 2017, fluctuaient entre à peine 7 % en Ouganda et plus de 99 % (couverture « quasi universelle ») dans d'autres pays. À l'échelle mondiale, en 2017, 25 pays avaient déjà atteint une couverture quasi universelle des services gérés en toute sécurité, mais chacune des régions ODD comptait des pays dont la couverture était inférieure à 50 %, à l'exception de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande.



En 2017, la couverture des services gérés en toute sécurité était plus étendue en milieu urbain, toutes régions confondues

Échelles de services d'approvisionnement en eau de boisson en milieu urbain



Échelles de services d'approvisionnement en eau de boisson en milieu rural

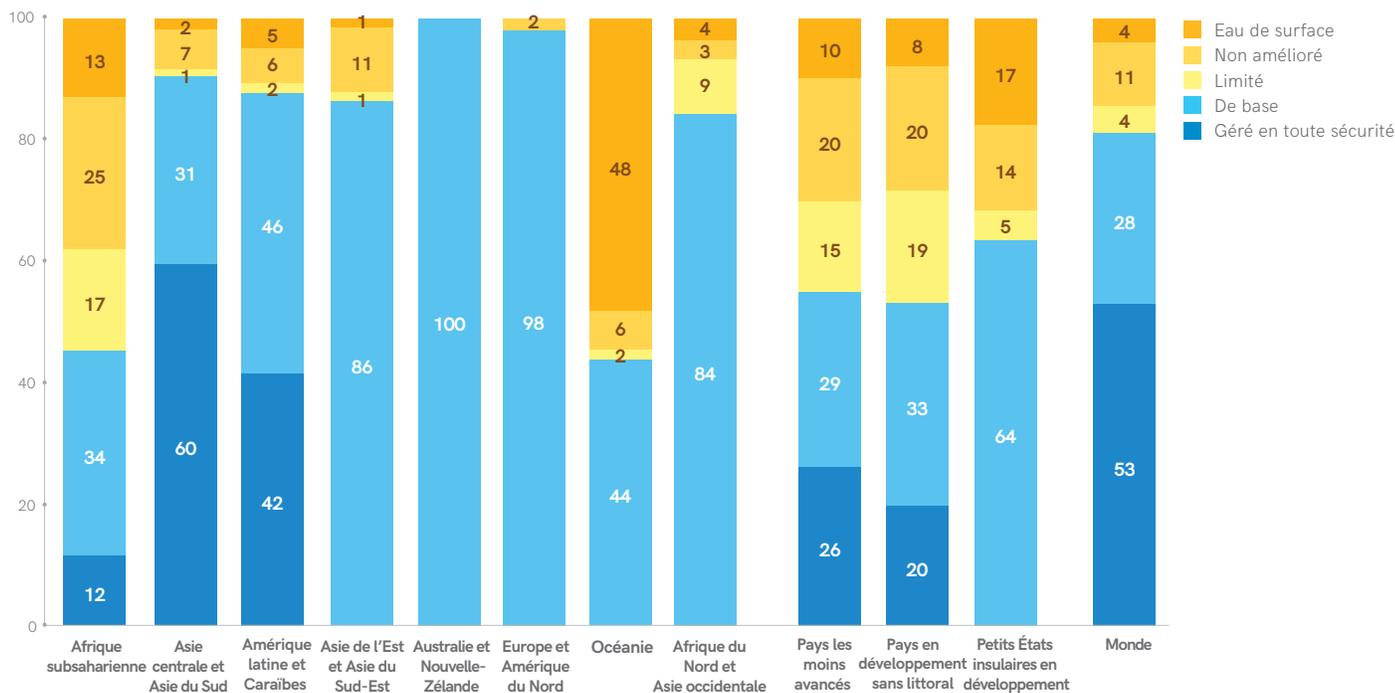


FIGURE 50 Couverture des services d'approvisionnement en eau de boisson en zones urbaines et rurales, par régions ODD, 2017 (en %)
Remarque : aucune estimation disponible pour la région ODD Australie et Nouvelle-Zélande

L'utilisation des services d'approvisionnement en eau de boisson gérés en toute sécurité varie considérablement entre les pays et entre les régions

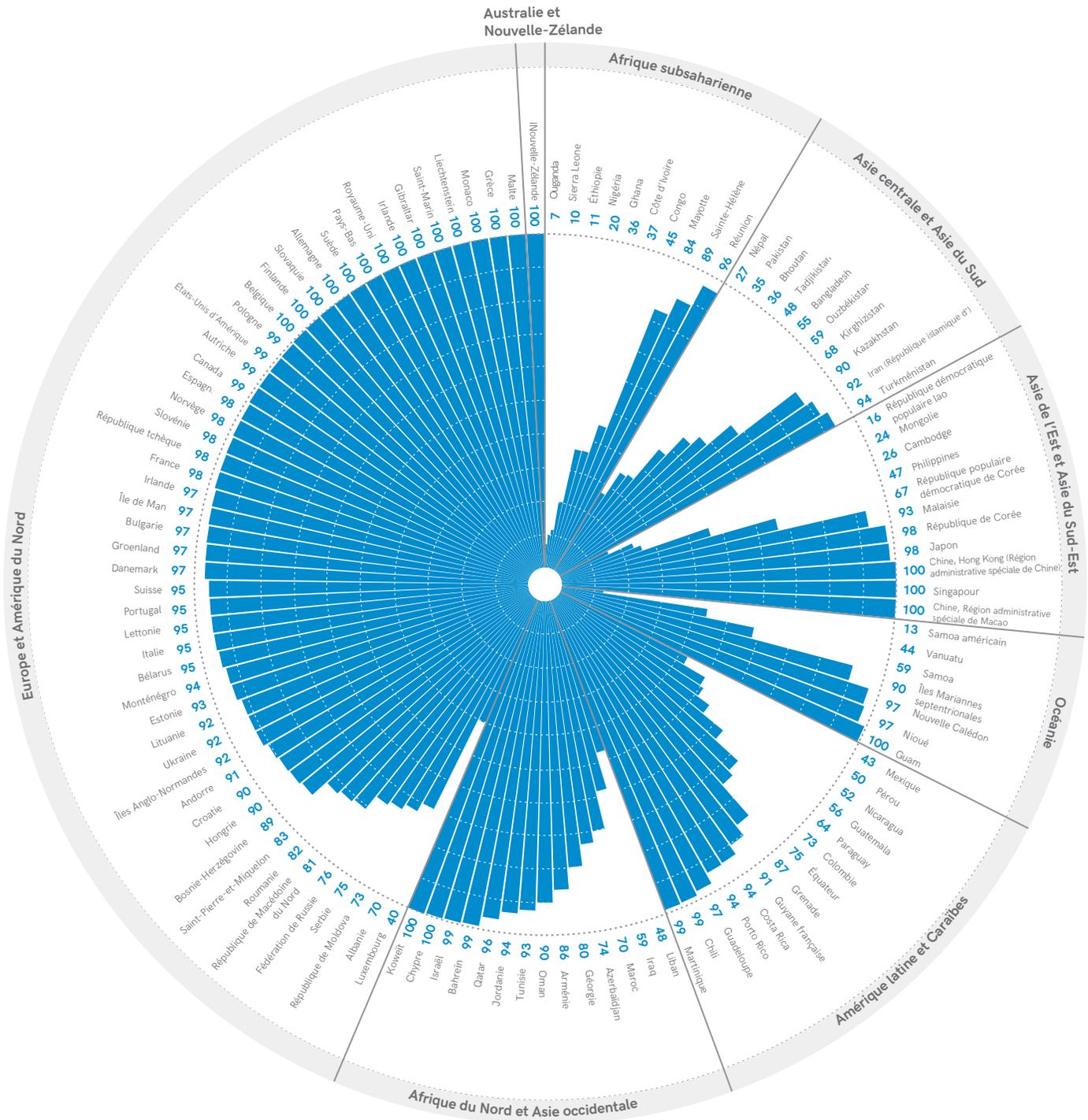
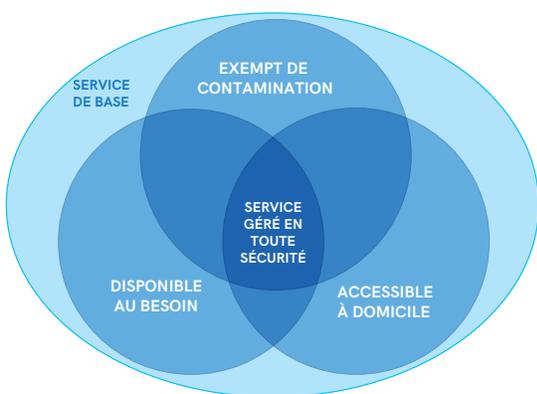


FIGURE 51 ► Pourcentage de la population ayant recours à des services d'approvisionnement en eau de boisson gérés en toute sécurité, par pays et par région, 2017

Afin de répondre aux nouveaux critères des ODD relatifs aux services d'approvisionnement en eau de boisson gérés en toute sécurité, les ménages doivent utiliser un point d'eau amélioré¹ qui soit :

- **accessible à domicile** : situé dans le logement, dans la cour ou sur le terrain
- **disponible au besoin** : quantité suffisante d'eau ou au moins 12 heures par jour
- **exempt de contamination** : conforme aux normes relatives à la contamination fécale (*E. coli*) et à la contamination aux principales substances chimiques (arsenic et fluorure)

¹ Les points d'eau améliorés incluent les points d'eau raccordés par canalisations, les puits tubulaires ou forages, les puits protégés, les sources protégées, les eaux de pluie et les eaux conditionnées ou livrées.



Types d'installations améliorées

Pour calculer le nombre de personnes qui utilisent des services gérés en toute sécurité, il convient tout d'abord de comprendre les principaux types de points d'eau améliorés utilisés. En 2017, les points d'eau raccordés par canalisations étaient le type d'installation améliorée le plus fréquemment utilisé dans toutes les régions ODD, à l'exception de l'Afrique subsaharienne et de l'Asie centrale et du Sud. La Figure 52 illustre les importantes variations relevées entre 2000 et 2017 quant au nombre de personnes utilisant chaque type d'installation améliorée. À l'échelle mondiale, la population utilisant des points d'eau raccordés par canalisations est passée de 3,5 à 4,8 milliards et a augmenté dans toutes les régions ODD. L'Asie de l'Est et du Sud-Est a enregistré la plus forte augmentation, avec 527 millions de personnes ayant obtenu un accès à ce type d'installations, soit une moyenne de 85 000 nouveaux usagers par jour sur une période de 17 ans.

Sur la même période, la population mondiale ayant recours à des points d'eau sans canalisation est passée de 1,6 à 2,2 milliards de personnes. Le nombre de personnes utilisant ce type d'installation a augmenté dans quatre régions et a diminué dans quatre autres. En Asie centrale et du Sud, 335 millions de personnes ont eu accès à des points d'eau sans canalisation, ce qui équivaut à une moyenne de 54 000 personnes par jour sur la période 2000-2017. L'Afrique subsaharienne est la seule autre région ODD dans laquelle l'obtention d'un accès de la population aux points d'eau sans canalisation a été majoritaire par rapport aux points d'eau raccordés par canalisations. En Océanie, le nombre de personnes qui utilisaient des points d'eau sans canalisation a presque doublé, passant de 1,36 million à 2,66 millions.

Depuis 2000, un demi-milliard de personnes a obtenu un accès à des points d'eau raccordés par canalisations en Asie de l'Est et du Sud-Est

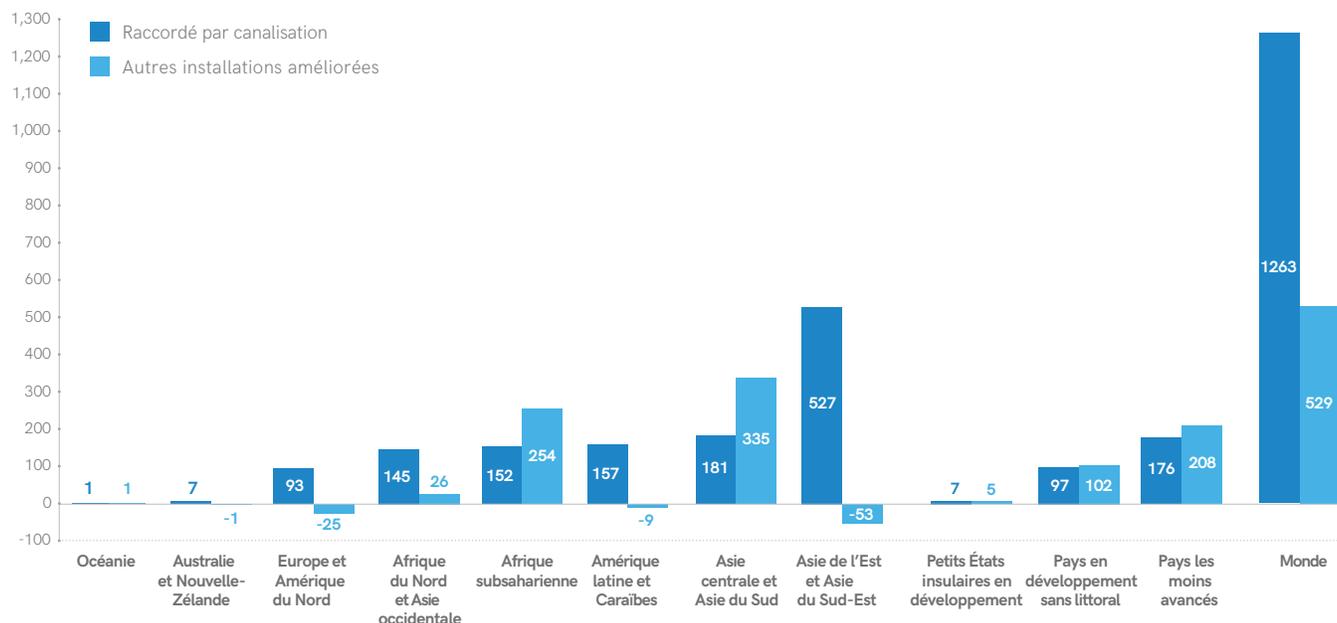


FIGURE 52 Variation du nombre de personnes utilisant des points d'eau raccordés par canalisations et sans canalisation, par régions des ODD, 2000-2017 (en millions)

Les points d'eau améliorés ne sont pas toujours accessibles, disponibles au besoin ou exempts de contamination

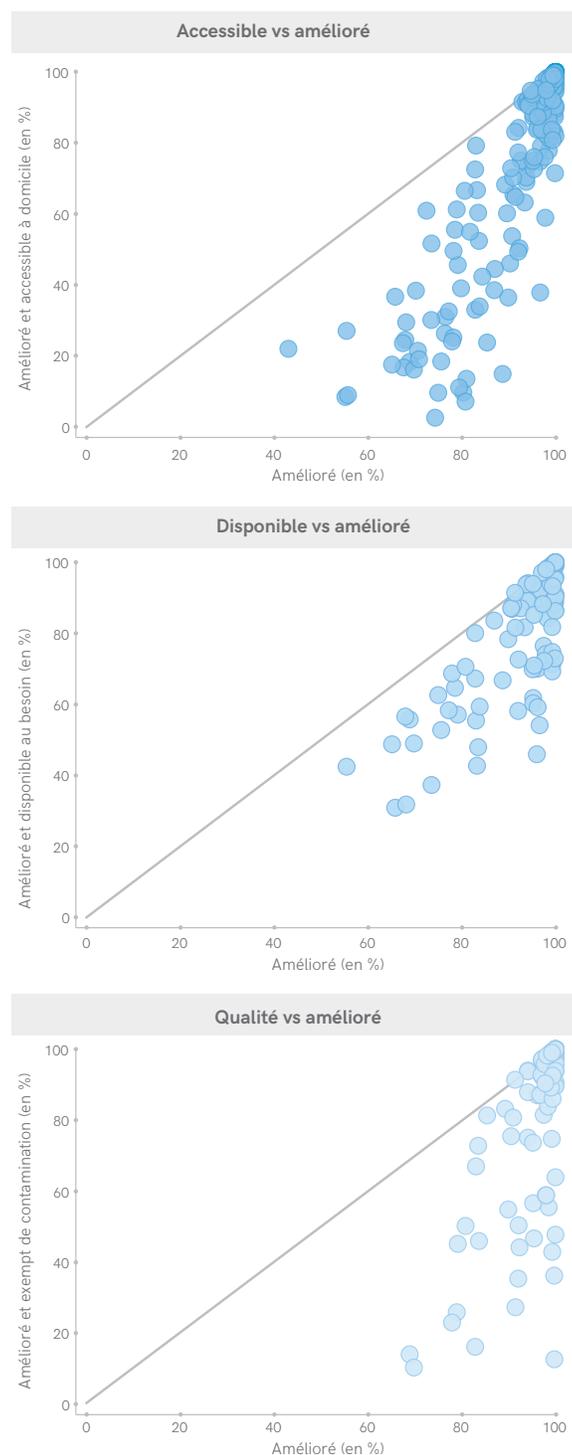


FIGURE 53 Pourcentage de la population utilisant des points d'eau améliorés et des points d'eau améliorés accessibles à domicile, disponibles au besoin et exempts de contamination, par pays, 2017

En 2017, presque tous les pays disposaient de données sur le pourcentage de la population qui utilisait des points d'eau améliorés. En effet, 221 pays possédaient des données sur les points d'eau améliorés et accessibles, 93 pays sur les points d'eau améliorés et disponibles et 117 pays sur les points d'eau améliorés et exempts de contamination. La Figure 53 montre que tous les points d'eau améliorés ne répondent pas aux nouveaux critères des ODD et que la proportion des points d'eau améliorés accessibles, disponibles et exempts de contamination varie considérablement d'un pays à l'autre. Ce constat illustre les difficultés que rencontrent de nombreux pays dans leurs efforts de réalisation de la cible des ODD relative aux services gérés en toute sécurité.

Même si les enquêtes auprès des ménages et les recensements restent la principale source de données sur les types d'installations utilisés, les informations sur les niveaux de services proviennent d'une combinaison d'enquêtes auprès des ménages et de sources administratives, y compris d'organes régulateurs². Dans le peu de pays qui disposent de données ventilées sur les trois critères des services d'approvisionnement en eau gérés en toute sécurité, on observe des différences notables entre les zones urbaines et rurales (Figure 54).

Dans presque tous les pays, les niveaux de services des zones urbaines sont supérieurs à ceux des zones rurales, mais les schémas d'inégalités diffèrent d'un pays à l'autre. Par exemple, en Ouganda, l'accessibilité des points d'eau améliorés est faible aussi bien en milieu rural (4 %) qu'en milieu urbain (16 %), tandis que l'Éthiopie présente un écart de 67 points de pourcentage entre les zones rurales (5 %) et les zones urbaines (72 %). Au Nicaragua, l'écart entre les niveaux de services des zones rurales et des zones urbaines dépasse les 40 points de pourcentage pour deux des trois critères des ODD, tandis qu'au Népal, cet écart est relativement faible. Au Paraguay, les zones rurales et les zones urbaines présentent des niveaux d'accessibilité et de disponibilité des points d'eau améliorés similaires, mais affichent un écart de 21 points de pourcentage pour ce qui est de la qualité de l'eau.

Les enquêtes nationales menées auprès des ménages collectent de plus en plus d'informations sur les trois critères des services d'approvisionnement en eau gérés en toute sécurité. Cela permet une analyse beaucoup plus approfondie des inégalités de niveaux de services entre les sous-groupes de population. La Figure 55 met en évidence les services d'approvisionnement en eau de boisson qui répondent à chacun des critères des ODD, au sein de la population nationale, de la population rurale et du quintile des plus pauvres dans les zones rurales d'Iraq.

Le taux d'utilisation des points d'eau améliorés accessibles à domicile était plus élevé à l'échelle nationale et dans les zones rurales qu'au sein des populations rurales les plus pauvres. On observe des disparités semblables dans l'utilisation des points d'eau améliorés disponibles au besoin. Toutefois, la Figure montre des inégalités plus criantes s'agissant de la qualité de l'eau de boisson, qui constituait le facteur limitant des services gérés en toute sécurité en Iraq en 2018. La zone de chevauchement des trois cercles montre que 39 % de la population nationale utilisait des points d'eau améliorés satisfaisant les trois critères, par rapport à 31 % dans les zones rurales et seulement 9 % au sein du quintile des plus pauvres des zones rurales.

² Le JMP fournira une estimation des services d'approvisionnement en eau de boisson gérés en toute sécurité uniquement s'il dispose de données sur la qualité de l'eau, ainsi que de données sur l'accessibilité ou sur la disponibilité des points d'eau, pour au moins la moitié de la population concernée.

Seuls 15 pays disposent de données ventilées sur les trois critères des services d'approvisionnement en eau de boisson gérés en toute sécurité, aussi bien pour les zones rurales que les zones urbaines

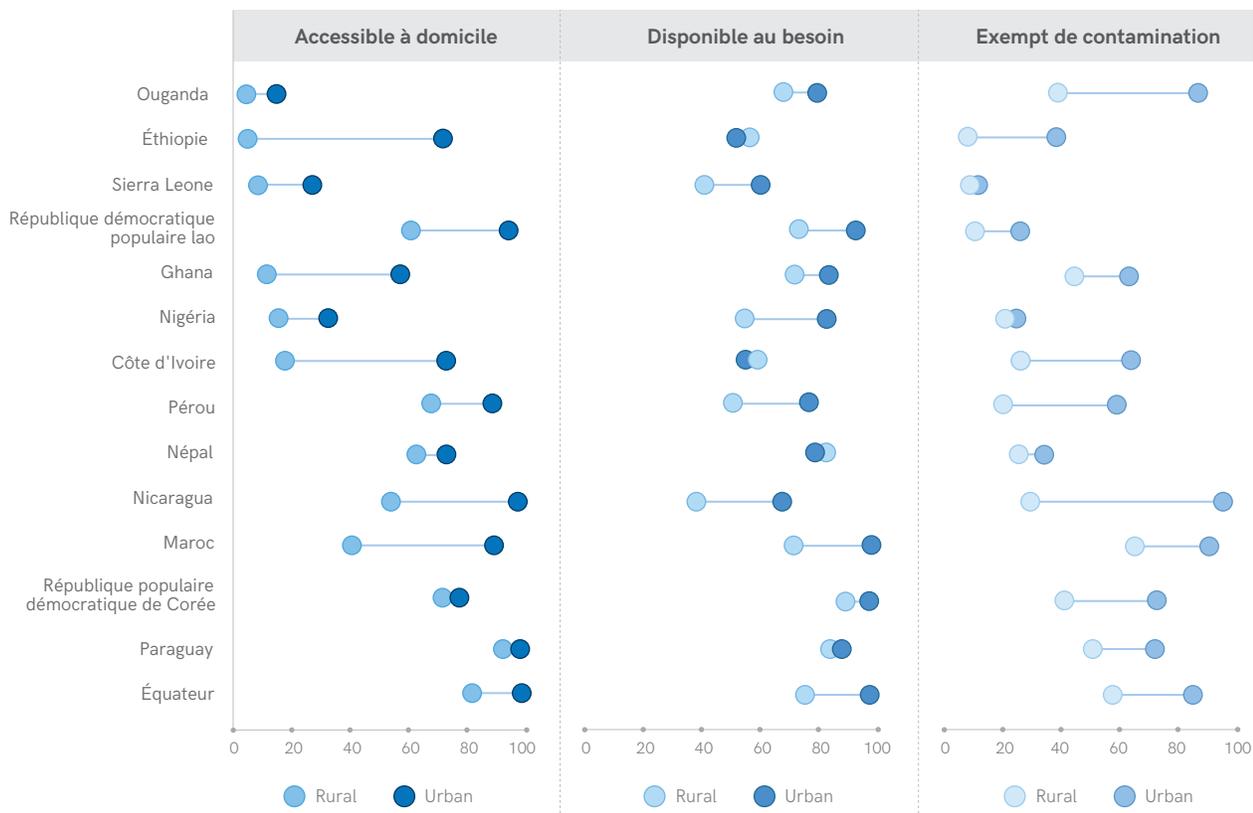


FIGURE 54 ► Pourcentage de la population rurale et urbaine utilisant des points d'eau de boisson améliorés accessibles à domicile, disponibles au besoin et exempts de contamination, 2017

En Iraq, les niveaux de services les plus faibles en matière d'approvisionnement en eau de boisson sont enregistrés au sein des populations les plus pauvres des zones rurales

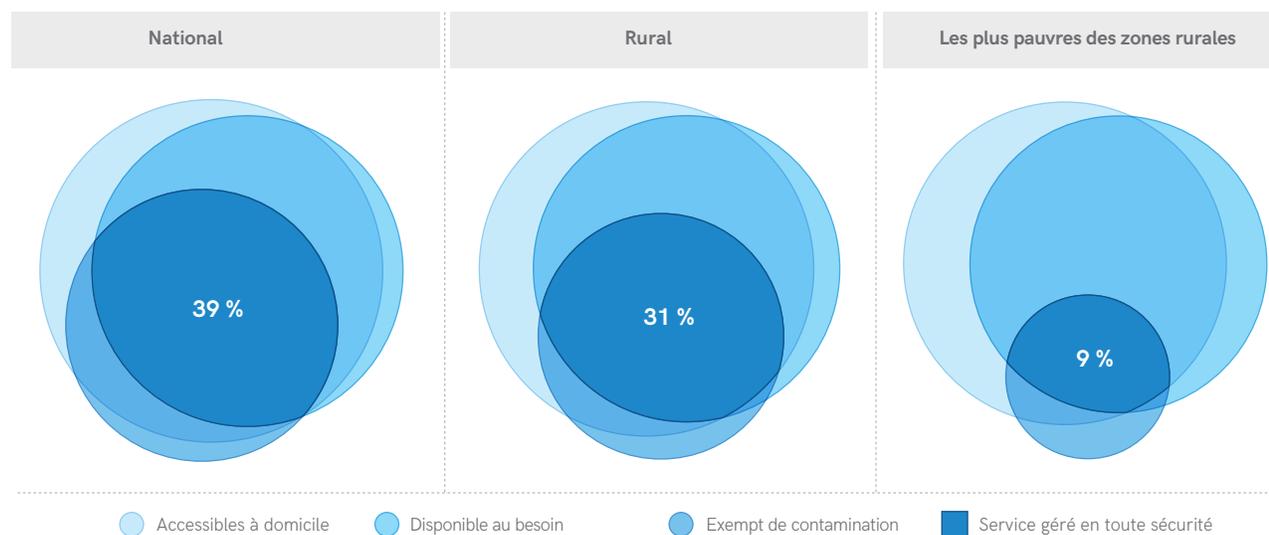


FIGURE 55 ► Pourcentage de la population utilisant des points d'eau améliorés accessibles à domicile, disponibles au besoin et exempts de contamination, Iraq, 2018
Remarque : les populations les plus pauvres des zones rurales ont été estimées en se basant sur les valeurs des zones rurales et des populations pauvres

Accessible à domicile

En 2017, 75 % de la population mondiale (5,7 milliards de personnes) avait recours à des points d'eau améliorés situés à domicile, par rapport à 61 % (3,8 milliards de personnes) en 2000. Même si la couverture des zones urbaines (87 %) reste supérieure à celle des zones rurales (60 %), l'écart entre les deux est passé de 47 à 27 points de pourcentage entre 2000 et 2017.

L'accessibilité des services d'approvisionnement en eau de boisson a augmenté dans toutes les régions ODD, à l'exception de l'Océanie, Figure 56. L'Asie centrale et du Sud et l'Asie de l'Est et du Sud-Est ont enregistré les plus fortes augmentations, avec des hausses respectives de 23 et 20 points de pourcentage. Dans ces régions, le nombre de personnes ayant obtenu un accès à des points d'eau améliorés à domicile s'élevait respectivement à 639 millions et 625 millions. En 2000, l'Afrique subsaharienne affichait le taux de couverture le plus faible et bien que celui-ci ait augmenté de moins de dix points de pourcentage entre 2000 et 2017, la population ayant accès à des points d'eau améliorés à domicile a plus que doublé, passant de 114 à 275 millions sur la même période. En 2017, trois personnes sur quatre ayant accès à des points d'eau améliorés à domicile vivaient en milieu urbain.

La récente expansion de la base de données du JMP sur les inégalités a permis une analyse plus approfondie des disparités, ventilée par type d'installation et par niveau de service. La Figure 57 illustre les couvertures mondiale, régionale et nationale des points d'eau améliorés accessibles à domicile en Amérique latine et aux Caraïbes. Elle met en évidence les inégalités infranationales en Guyane. Même si l'accessibilité des points d'eau à domicile en Guyane est supérieure à la moyenne régionale et que les inégalités entre les zones urbaines et rurales sont relativement faibles, on constate un écart important entre le quintile des plus pauvres et les autres quintiles de richesse, ainsi que d'importantes disparités entre les régions infranationales. Le taux d'accessibilité des points d'eau à domicile dans les deux régions infranationales les plus défavorisées se rapproche de la moyenne régionale de l'Afrique subsaharienne.

En 2017, 82 % de la population mondiale (6,2 milliards de personnes) avait recours à des points d'eau de boisson améliorés disponibles au besoin, par rapport à 74 % (4,6 milliards de personnes) en 2000. Entre 2000 et 2017, les niveaux de services dans les zones rurales ont augmenté de manière constante, passant de 62 à 74 %, mais se sont maintenus à 88 % dans les zones urbaines. La Figure 58 montre que la disponibilité de l'eau

Depuis 2000, l'Asie centrale et du Sud ainsi que l'Asie de l'Est et du Sud-Est ont enregistré les plus fortes augmentations du nombre de points d'eau améliorés à domicile

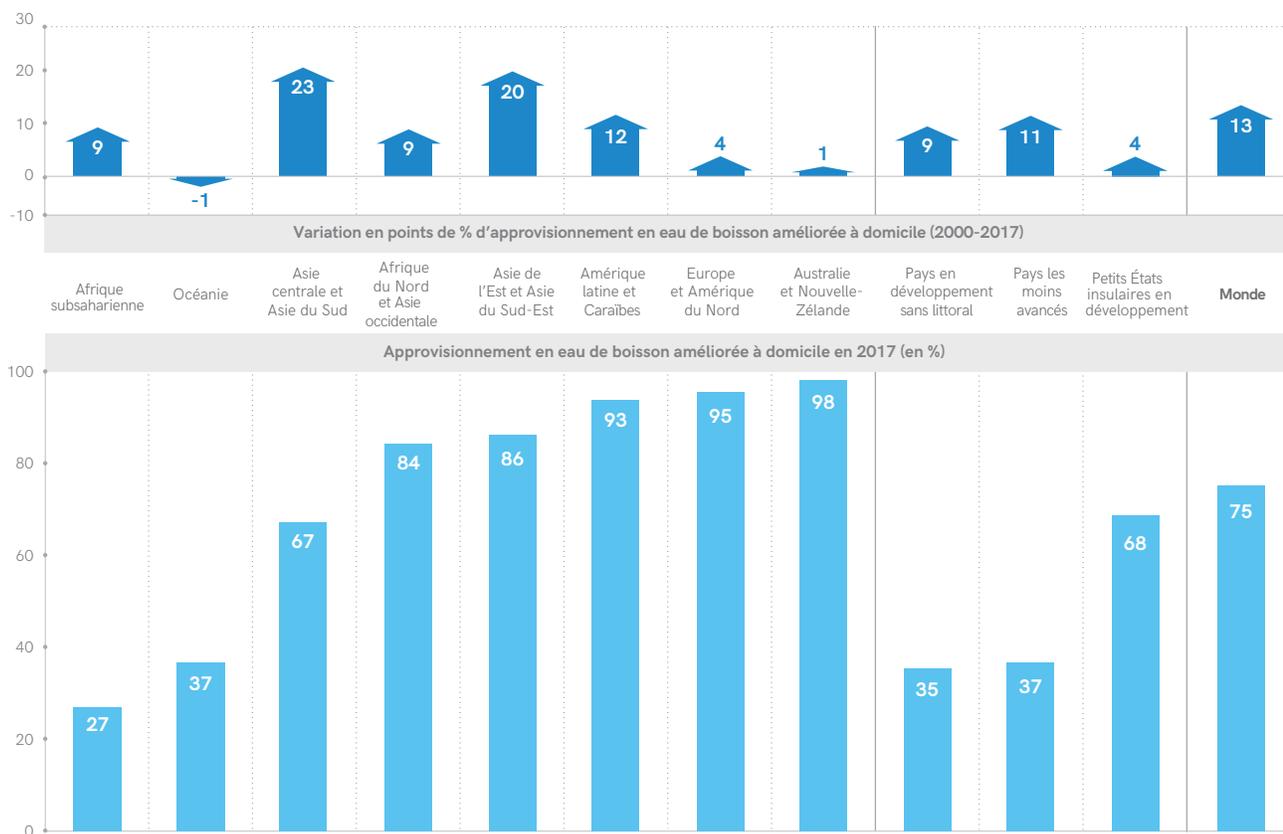


FIGURE 56 ► Pourcentage de la population utilisant des points d'eau améliorés à domicile en 2017 et variation en points de % sur la période 2000-2017, par régions



L'accessibilité des points d'eau à domicile varie considérablement entre les régions infranationales de Guyane

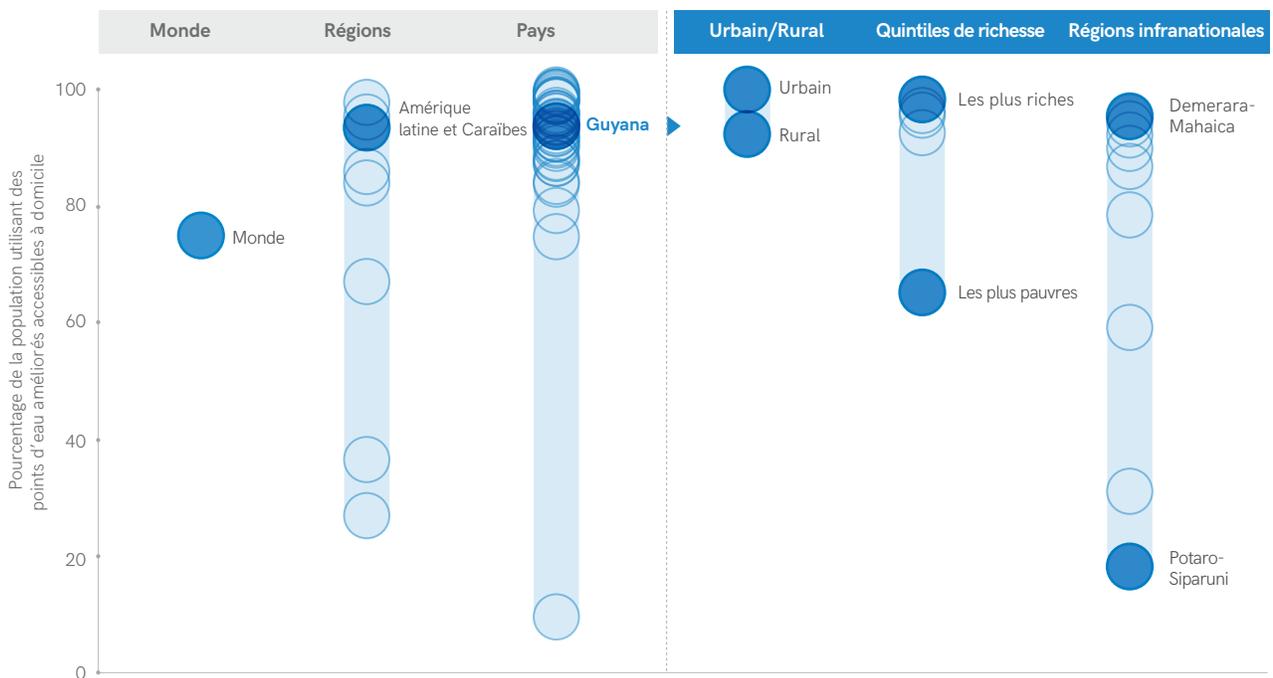


FIGURE 57 ► Inégalités en matière d'utilisation des points d'eau améliorés à domicile, Guyane, 2017 (en %)

Disponible au besoin

Depuis 2000, l'utilisation des points améliorés qui distribuent de l'eau au besoin a augmenté dans toutes les régions



FIGURE 58 ► Pourcentage de la population utilisant des points d'eau améliorés disponibles au besoin en 2017 et variation en points de % sur la période 2000-2017, par régions
Remarque : aucune estimation disponible pour la région ODD Europe et Amérique du Nord

Au Mexique, la disponibilité de l'eau de boisson au besoin est largement supérieure au sein du quintile des plus riches

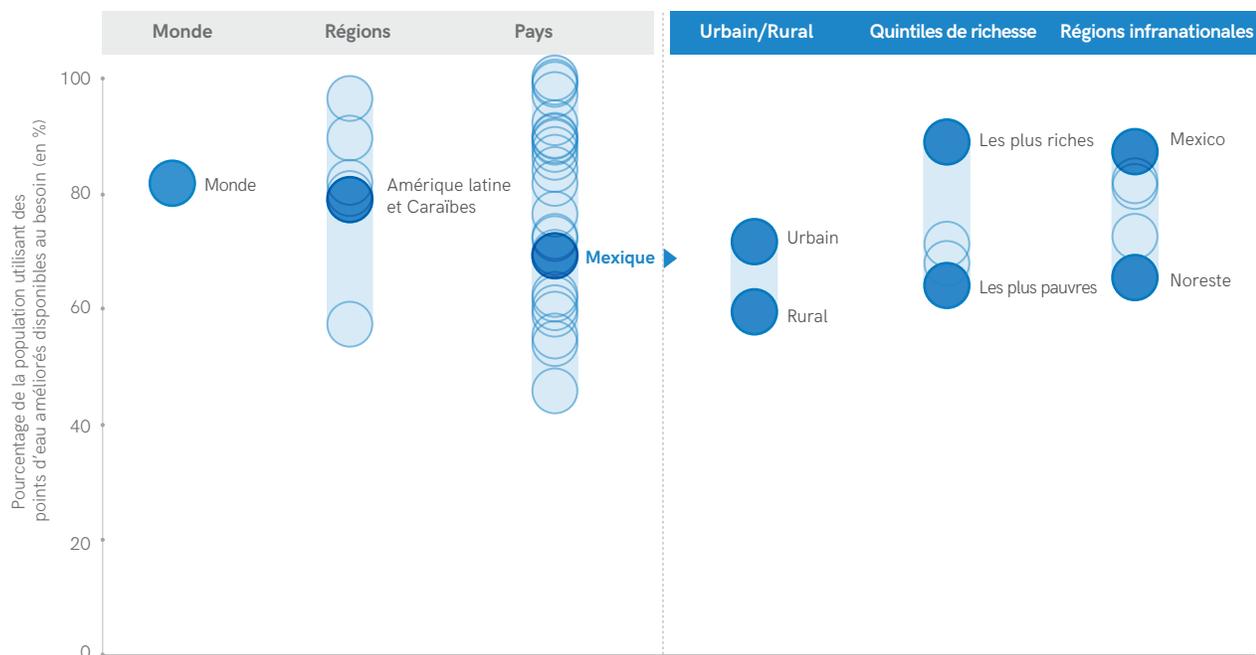


FIGURE 59 ► Inégalités dans l'utilisation des points d'eau améliorés avec de l'eau disponible au besoin, Mexique, 2017 (en %)

de boisson au besoin s'est améliorée dans toutes les régions ODD, estimations à l'appui. Les régions Afrique du Nord et Asie de l'Ouest, Afrique subsaharienne, Asie centrale et du Sud, et Asie de l'Est et du Sud-Est ont toutes enregistré une augmentation d'au moins dix points de pourcentage au cours de cette période, tandis que les pays en développement sans littoral ont affiché une hausse de 17 points de pourcentage.

Les données ventilées révèlent d'importantes inégalités dans la disponibilité de l'eau de boisson au besoin. La Figure 59 indique que la disponibilité de l'eau de boisson au Mexique est inférieure à la moyenne de l'Amérique latine et des Caraïbes, et ce, pour tous les groupes de population. Même si la disponibilité de l'eau de boisson est largement supérieure au sein du quintile des plus riches que dans les autres quintiles de richesse, les inégalités en la matière entre les zones rurales et urbaines et entre les différentes régions infranationales sont relativement faibles.

Encadré 10: Différents indicateurs de la disponibilité

Les informations sur la disponibilité de l'eau de boisson au besoin peuvent être collectées auprès des utilisateurs eux-mêmes ou auprès des prestataires de services. Les enquêtes conduites auprès des ménages intègrent fréquemment des questions sur la disponibilité de l'eau de boisson, mais utilisent tout un éventail d'indicateurs différents¹. Aux fins du suivi mondial, le JMP classe les ménages qui attestent avoir eu de l'eau de boisson en quantité suffisante au cours de la dernière semaine ou du dernier mois dans la catégorie de la population ayant accès à un point d'eau « disponible au besoin ». Pour les ménages qui indiquent le nombre d'heures quotidiennes ou hebdomadaires durant lesquelles l'eau est disponible, le JMP les considère comme ayant accès à un point d'eau la plupart du temps, c'est-à-dire au moins 12 heures par jour ou quatre jours par semaine, et les classe également dans la catégorie de la population ayant accès à un point d'eau « disponible au besoin ». Les données recueillies par le biais des enquêtes auprès des ménages les plus récentes révèlent souvent d'importantes différences entre les zones rurales et urbaines dans la disponibilité de l'eau de boisson, mais montrent également que les schémas d'inégalité diffèrent d'un pays à l'autre (Figure 60). Par exemple, en Éthiopie, les zones rurales (95 %) présentent une meilleure disponibilité de l'eau de boisson que les zones urbaines (65 %), tandis que l'inverse est constaté en Afrique du Sud où 87 % de la population urbaine déclare avoir accès à un point d'eau au besoin, contre seulement 67 % de la population rurale.

Les organes régulateurs fournissent de nombreuses données sur la disponibilité de l'eau de boisson et publient des informations sur le nombre d'heures de services quotidiennes communiqué

¹ Organisation mondiale de la Santé et Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Des services d'approvisionnement en eau potable gérés en toute sécurité – rapport thématique sur l'eau potable 2017, OMS et UNICEF, Genève, 2016 <https://data.unicef.org/wp-content/uploads/2017/03/JMP-SMDW-TR-Feb-2017_French.pdf>.

par les services publics. Par exemple, au Kenya, le Water Services Regulatory Board (WASREB) publie des rapports IMPACT qui comparent les niveaux de services fournis par les différents services publics (Figure 61). Aux fins du suivi mondial, le JMP recoupe les données sur le nombre de services publics qui fournissent de l'eau au moins 12 heures par jour en moyenne et les informations sur la population desservie par ces services publics afin de calculer le pourcentage de la population urbaine et de la population rurale ayant accès à un point d'eau « disponible au besoin ».

La disponibilité de l'eau dans les zones urbaines et rurales varie considérablement d'un pays à l'autre

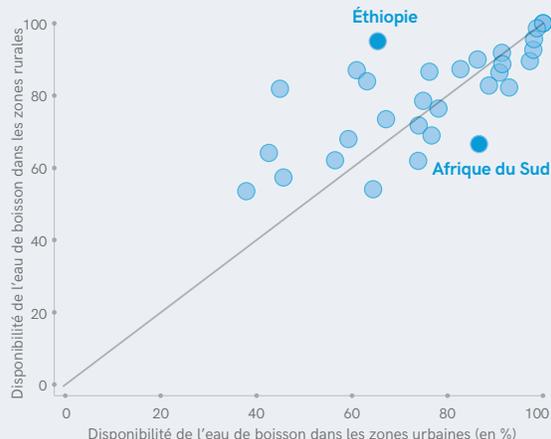


FIGURE 60 ► Disponibilité de l'eau de boisson au besoin dans les zones urbaines et rurales, sélection d'enquêtes auprès des ménages, 2012-2017 (en %)

Le Kenya utilise les données réglementaires pour suivre les objectifs nationaux relatifs aux niveaux de services en matière de disponibilité de l'eau de boisson



FIGURE 61 ► Nombre moyen d'heures de services quotidiennes déclarées, en fonction de l'étendue du service, Kenya, rapport IMPACT no 9 du WASREB au Kenya

Qualité de l'eau

En 2017, 71 % de la population mondiale (5,3 milliards de personnes) avait recours à des points d'eau améliorés exempts de contamination, par rapport à 62 % (3,8 milliards de personnes) en 2000. Entre 2000 et 2017, la qualité de l'eau dans les zones rurales s'est améliorée, passant de 42 à 53 % de points d'eau exempts de contamination, tandis que la qualité de l'eau dans les zones urbaines est restée en grande partie inchangée, se maintenant à un niveau de 85 %. L'utilisation de points d'eau améliorés exempts de contamination s'est accrue dans toutes les régions ODD, comme le démontrent les estimations disponibles pour 2000 et 2017 (Figure 62). En Afrique subsaharienne, seule une personne sur quatre utilisait un point d'eau exempt de contamination en 2000, par rapport à une personne sur trois en 2017. L'Amérique latine et les Caraïbes ont enregistré une augmentation de 26 points de pourcentage, ce qui signifie que 234 millions de personnes supplémentaires ont eu accès à des points d'eau exempts de contamination entre 2000 et 2017.

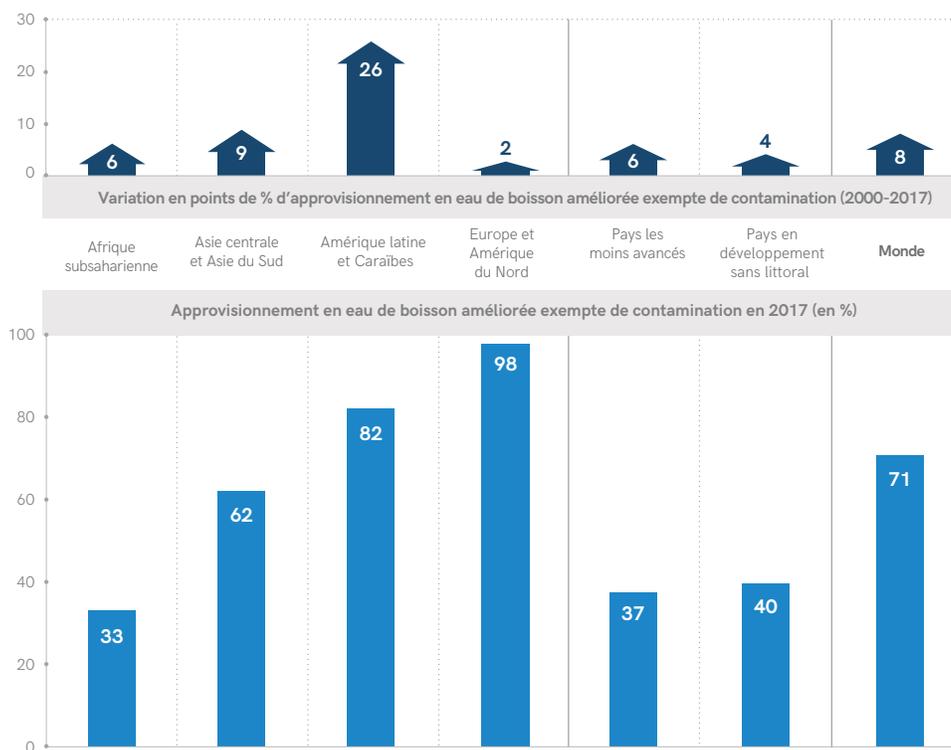
Les données ventilées peuvent aider à analyser les inégalités en matière de qualité de l'eau de boisson entre les différentes parties du pays et les divers sous-groupes socioéconomiques. La Figure 63 montre que bien que 64 % de la population du Paraguay utilisait des points d'eau exempts de contamination en 2016, d'importants écarts de niveaux de services existaient entre les zones urbaines (72 %) et rurales (46 %), ainsi qu'entre le quintile des plus riches et celui des plus pauvres de chaque zone. Les disparités entre le quintile des plus pauvres et tous les autres quintiles de richesse des

zones urbaines dépassaient les 20 points de pourcentage, tandis que l'écart entre le quintile des plus riches et celui des plus pauvres des zones rurales était de plus de 40 points. Par ailleurs, on constate de fortes inégalités entre les régions infranationales. Dans le département de l'Alto Paraguay par exemple, seule une personne sur cinq utilisait des points d'eau exempts de contamination, en comparaison avec quatre personnes sur cinq dans la ville d'Asunción. Les données issues des enquêtes auprès des ménages montrent également que l'eau en bouteille et l'eau acheminée par canalisations étaient bien moins susceptibles d'être contaminées que l'eau distribuée par d'autres types de points d'eau améliorés.

L'intégration de questions relatives à l'analyse de la qualité de l'eau dans les enquêtes nationales auprès des ménages a permis de recueillir des données représentatives de l'ensemble de la population, y compris des populations rurales non desservies par les services publics ou non prises en compte par les organes régulateurs. Les données issues des dernières enquêtes ont permis de quantifier le risque de contamination fécale selon le type d'approvisionnement et le groupe socioéconomique, et de montrer que de nombreuses personnes utilisent des points d'eau à fort risque de contamination (Figure 64). Par exemple, en Sierra Leone, seule une personne sur dix utilise des points d'eau exempts de contamination et considérés comme à faible risque, par rapport à la moitié de la population du Congo et huit personnes sur dix en Équateur. Dans cinq des pays étudiés, plus d'un tiers de la population utilisait des points d'eau considérés comme à risque très élevé.

Depuis 2000, l'Amérique latine et les Caraïbes ont enregistré la plus forte augmentation dans l'utilisation de points d'eau améliorés exempts de contamination

FIGURE 62 Pourcentage de la population utilisant des points d'eau améliorés exempts de contamination en 2017 et variation en points de % sur la période 2000-2017, par régions



Les données ventilées révèlent de fortes inégalités quant au taux de contamination de l'eau de boisson

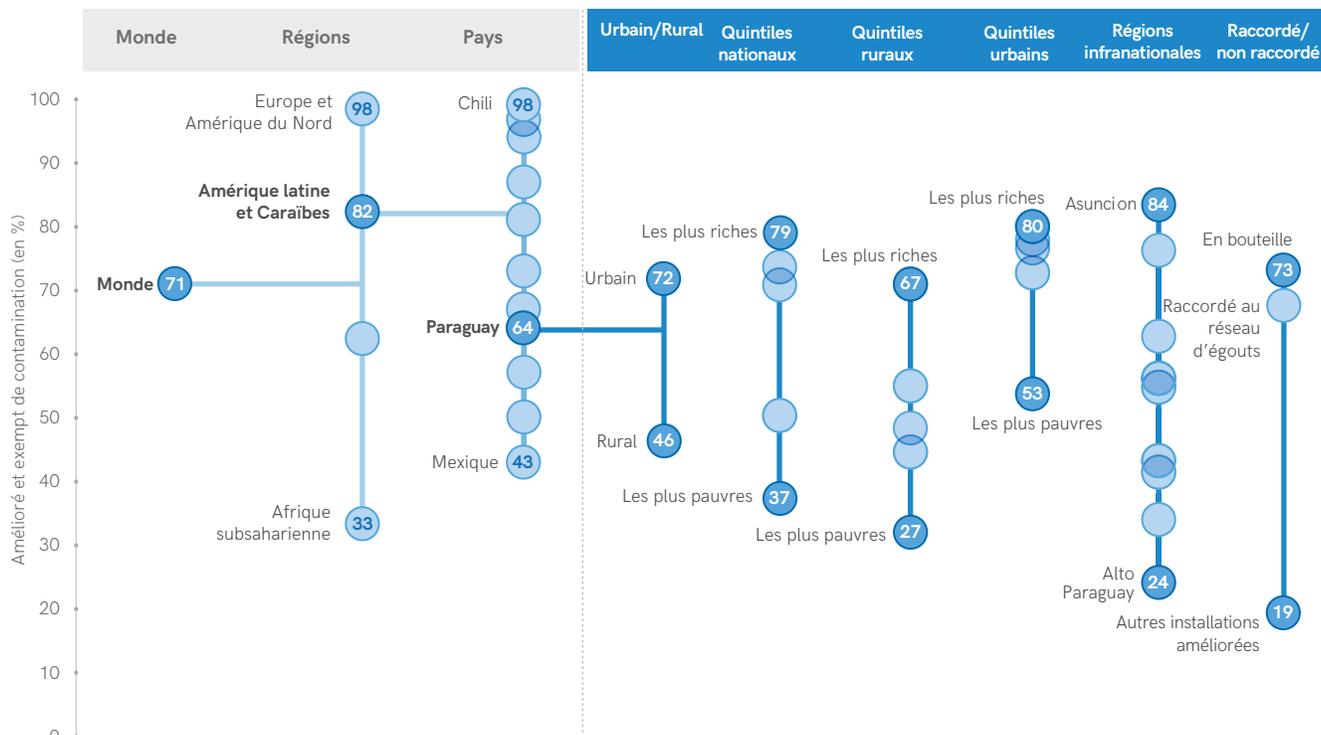
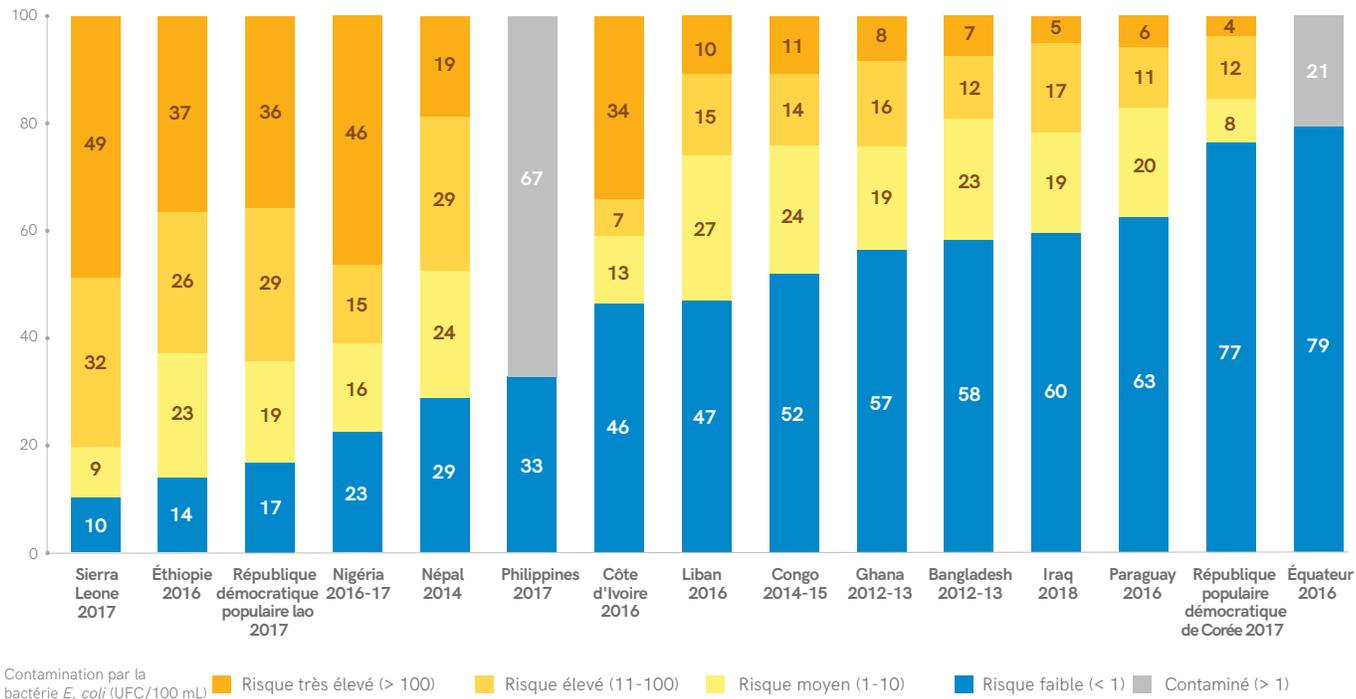


FIGURE 63 ► Inégalités en matière d'utilisation des points d'eau améliorés exempts de contamination, Paraguay, 2016 (en %)

Les données issues des enquêtes menées auprès des ménages montrent que de nombreuses personnes utilisent des points d'eau à risque élevé ou très élevé de contamination fécale



Contamination par la bactérie *E. coli* (UFC/100 mL) ■ Risque très élevé (> 100) ■ Risque élevé (11-100) ■ Risque moyen (1-10) ■ Risque faible (< 1) ■ Contaminé (> 1)

FIGURE 64 ► Pourcentage de la population utilisant des points d'eau plus ou moins à risque de contamination fécale, dans un panel de pays, 2012-2018

La contamination microbienne de l'eau de boisson est certes une inquiétude universelle, mais le risque de contamination à l'arsenic ou au fluorure est accru dans certaines régions du monde. La Figure 65 montre que dans certains pays, une part considérable de la population utilise des points d'eau qui dépassent les seuils de l'OMS pour l'arsenic de dix parties par milliard, et qui ne sont donc pas considérés comme gérés en toute sécurité. Par exemple, on estime qu'en 2017, 26 millions de personnes au Bangladesh et 5 millions au Pakistan utilisaient des points d'eau qui dépassaient le seuil d'arsenic fixé par les directives de l'OMS³. Toutefois, les données nationales montrent également que des mesures d'atténuation peuvent réduire l'exposition à l'arsenic par l'eau de boisson. Par exemple, en Hongrie, le pourcentage de population ayant recours à des points d'eau contaminés à l'arsenic est passé de 40 % en 2005 à 4,9 % en 2007⁴.

³ Au Bangladesh et au Pakistan, la norme nationale fixe la quantité maximale d'arsenic dans l'eau potable à 50 parties par milliard.

⁴ Summary report of Hungary under the Protocol on Water and Health, 2005; Institut national de santé publique, base de données HUMVI, 2017.

Dans de nombreux pays, la contamination à l'arsenic touche une grande partie de la population

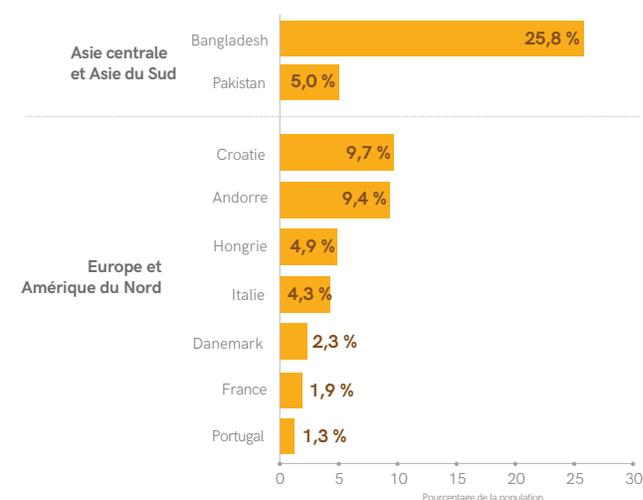


FIGURE 65 ► Pourcentage de la population utilisant des points d'eau dépassant les valeurs fixées par les normes de l'OMS relatives à l'arsenic, par pays et régions, 2017

Encadré 11: Qualité de l'eau au point de collecte et au point de consommation

De plus en plus d'enquêtes nationales auprès des ménages analysent directement l'eau de boisson pour déceler une éventuelle contamination fécale (E. coli). Les enquêteurs demandent aux ménages de leur fournir un verre d'eau de boisson et de leur montrer le point d'eau où l'eau a été collectée (par exemple, un robinet, un forage, un puits ou une rivière). Les résultats de ces enquêtes révèlent que la qualité de l'eau se dégrade souvent entre le point de collecte et le point de consommation de l'eau (Figure 66). Les points d'eau éloignés du domicile engendrent un risque accru de contamination, démontrant ainsi l'importance de gérer, stocker et traiter l'eau de manière sûre au domicile.

En Côte d'Ivoire par exemple, le risque de contamination augmente de manière considérable entre la source et l'habitation. La Figure 67 montre qu'en 2016, même si 46 % de la population utilisait de l'eau de boisson exempte de contamination au point de collecte, seuls 22 % consommaient de l'eau exempte de contamination au point de consommation. Le pourcentage de ménages qui consomment de l'eau présentant un risque élevé de contamination, voire très élevé, augmente de plus de 50 % entre le point de collecte et le point de consommation. Ainsi, il est probable que les estimations fondées sur la qualité de l'eau au point de collecte surévaluent le nombre de personnes buvant de l'eau exempte de contamination.

La qualité bactériologique de l'eau se dégrade souvent entre le point de collecte et le point de consommation de l'eau

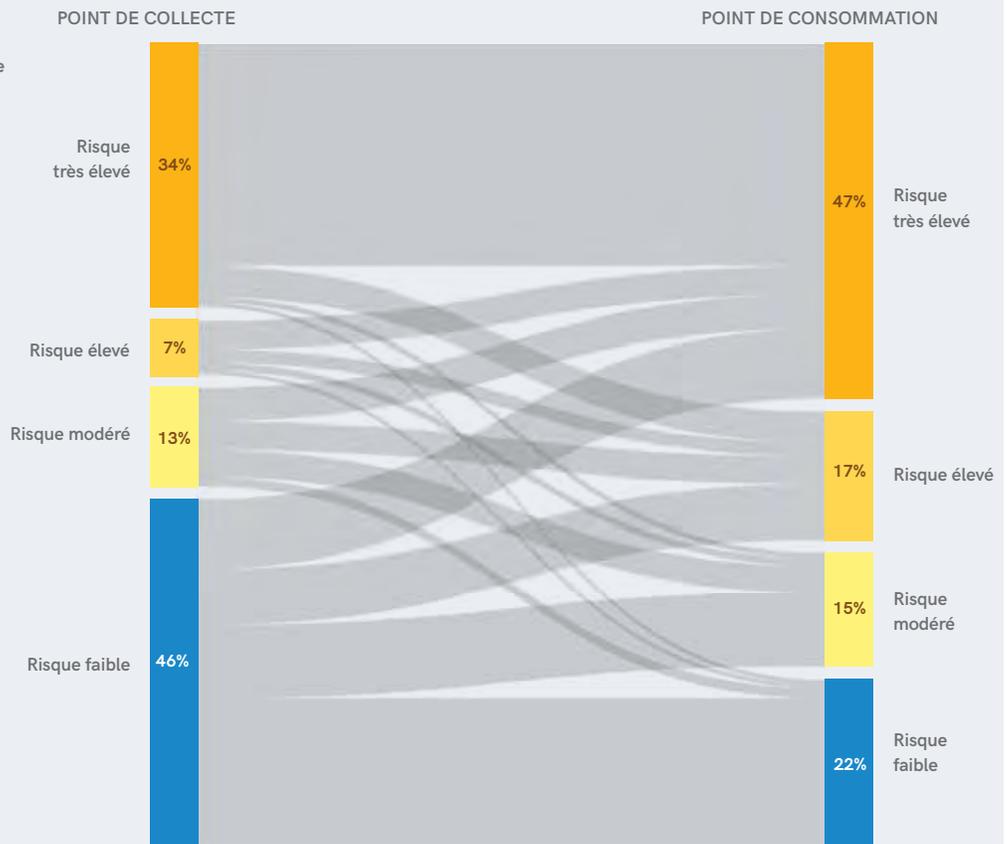


FIGURE 66 ► Pourcentage de la population à risque de contamination fécale au point de collecte et au point de consommation, dans un panel de pays, 2012-2017



En Côte d'Ivoire, le risque de contamination de l'eau augmente entre le point de collecte et le point de consommation

FIGURE 67 Écart du pourcentage de la population à risque de contamination fécale entre le point de collecte et le point de consommation, MICS Côte d'Ivoire, 2016



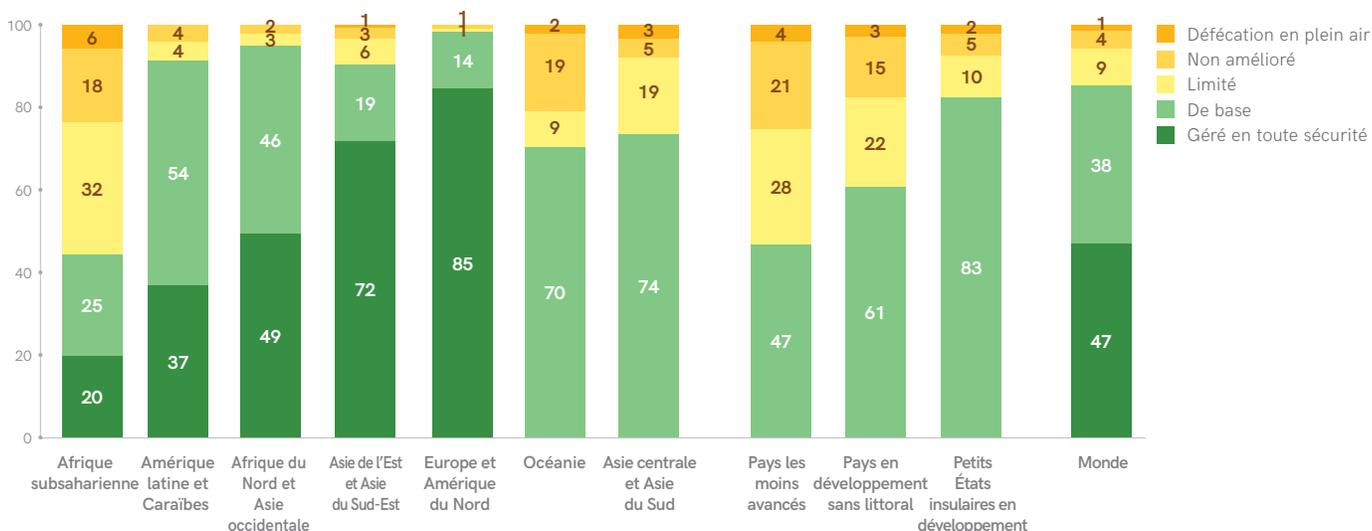
ASSAINISSEMENT GÉRÉ EN TOUTE SÉCURITÉ

En 2017, 45 % de la population mondiale (3,4 milliards de personnes) avait recours à des services d'assainissement gérés en toute sécurité. Au total, 94 pays (et six des huit régions ODD), représentant 54 % de la population mondiale, disposaient d'estimations nationales sur les services gérés en toute sécurité. La couverture était plus étendue dans les zones urbaines (47 %) que les zones rurales (43 %) et deux tiers de la population qui

utilisait des services gérés en toute sécurité vivaient en milieu urbain. Toujours en 2017, cinq régions ODD disposaient d'estimations concernant les zones urbaines et quatre régions ODD concernant les zones rurales (Figure 68). L'Amérique latine et les Caraïbes, ainsi que l'Afrique du Nord et l'Asie de l'Ouest possédaient des estimations sur les zones urbaines, mais non sur les zones rurales, tandis que l'inverse était observé en Asie centrale et du Sud (seule la région Australie et Nouvelle-Zélande possédait des estimations nationales).

En 2017, la couverture des services gérés en toute sécurité était plus étendue en milieu urbain, toutes régions confondues

Échelles de services d'assainissement en milieu urbain



Échelles de services d'assainissement en milieu rural

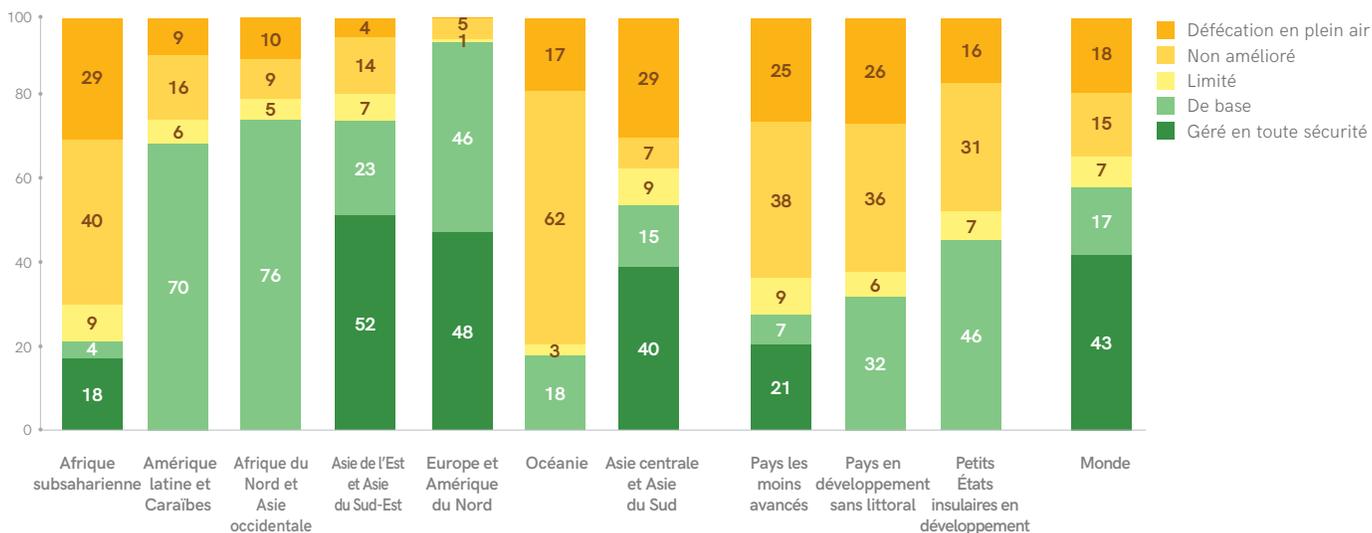


FIGURE 68 ► Niveaux de services d'assainissement en zones urbaines et zones rurales, par régions des ODD, 2017 (en %)

Remarque : aucune estimation distincte n'est disponible pour les zones rurales et les zones urbaines de la région ODD Australie et Nouvelle-Zélande

En 2017, l'utilisation des services d'assainissement gérés en toute sécurité variait considérablement d'un pays à l'autre et d'une région à une autre

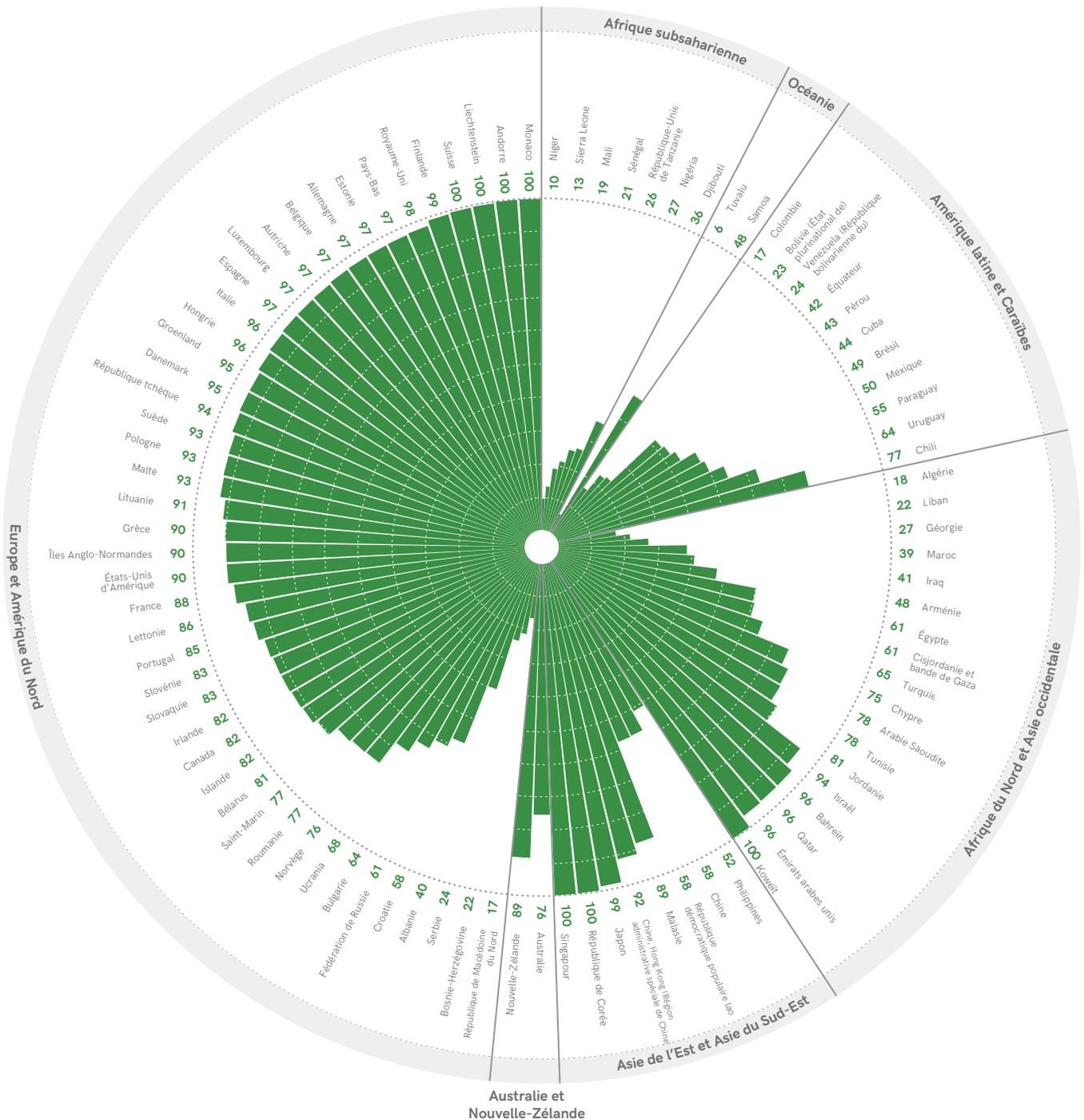


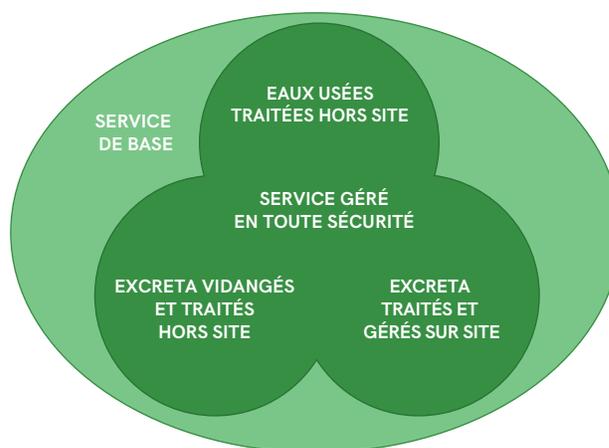
FIGURE 69 ► Pourcentage de la population ayant recours à des services d'assainissement gérés en toute sécurité, par pays et par régions, 2017

La Figure 69 met en lumière les inégalités entre les couvertures nationales des services gérés en toute sécurité qui, en 2017, allaient de peine 10 % au Niger à plus de 99 % (couverture « quasi universelle ») dans d'autres pays. Alors que huit pays avaient déjà atteint une couverture quasi universelle des services

d'assainissement gérés en toute sécurité, chacune des régions ODD comptait encore des pays dont la couverture était inférieure à 25 %, à l'exception des régions Australie et Nouvelle-Zélande et Asie de l'Est et du Sud-Est. En 2017, aucun pays d'Asie centrale et du Sud ne possédait d'estimations nationales.

Pour satisfaire aux nouveaux critères des ODD relatifs aux services d'assainissement gérés en toute sécurité, les ménages doivent utiliser un type d'installation sanitaire améliorée non partagée avec d'autres ménages et les excréta produits doivent être soit traités in situ en toute sécurité, soit transportés et traités hors site. Dans la pratique, il existe trois types de services d'assainissement gérés en toute sécurité :

- **Les eaux usées sont traitées hors site** : les excréta sont charriés par les eaux usées dans les conduites d'égouts et traités dans des usines de traitement des eaux usées.
- **Les excréta sont vidangés et traités hors site** : les excréta sont vidangés des fosses septiques et des latrines à fosse, puis traités dans des installations spécialement conçues pour les boues fécales.
- **Les excréta sont traités et gérés sur site** : les excréta sont traités et gérés sur site dans des fosses septiques dotées de tranchées de drainage ou dans des latrines à fosse qui sont couvertes et laissées intactes une fois pleines.



Encadré 12: Termes et définitions clés en lien avec l'assainissement

Les installations d'assainissement améliorées désignent les installations conçues pour empêcher le contact des populations avec les excréta. Elles comprennent les technologies d'assainissement fonctionnant à l'eau, telles que les toilettes à chasse mécanique ou manuelle raccordées au réseau d'égouts, les fosses septiques et les latrines à fosse, ainsi que les technologies d'assainissement sèches, telles que les latrines à fosse avec dalle et les toilettes à compostage.

Le JMP utilise le terme « excréta » pour désigner les déchets humains, qui englobent les matières fécales et l'urine, mais privilégie « eaux usées » dans le cadre des égouts. Le JMP peut également utiliser occasionnellement les termes suivants¹ :

- **Boues fécales** : déchets solides et liquides extraits des cuves de stockage sur site.
- **Eaux d'égout** : eaux usées transportées dans les égouts
- **Réseau d'égouts** : infrastructure des égouts permettant de transporter et traiter les eaux d'égout
- **Eaux usées** : eaux résiduaires provenant de l'association des activités domestiques, industrielles et commerciales ; eaux de pluie et infiltration/captage des égouts. Les eaux usées domestiques contiennent principalement des excréta humains et des eaux résiduaires. Les eaux usées domestiques et non domestiques sont prises en compte dans le suivi de la cible 6.3 des ODD relative aux eaux usées traitées en toute sécurité.

¹ Organisation mondiale de la Santé, Lignes directrices OMS relatives à l'assainissement et la santé, Genève, 2018. Disponible à l'adresse suivante : <www.who.int/water_sanitation_health/publications/guidelines-on-sanitation-and-health/fr>.



Types d'installations améliorées

Afin d'évaluer si les services d'assainissement sont gérés en toute sécurité, il convient tout d'abord d'étudier les principaux types d'installations d'assainissement améliorées utilisés par les populations. En 2017, 6,2 milliards de personnes à l'échelle mondiale utilisaient des installations d'assainissement améliorées (incluant les installations partagées avec d'autres ménages), avec un équilibre entre les personnes utilisant des installations raccordées à un réseau d'égouts et celles utilisant des installations sur site (fosses septiques, latrines et autres installations améliorées). Huit personnes sur dix utilisant des installations raccordées à un réseau d'égouts et la moitié des personnes utilisant des fosses septiques vivaient en zone urbaine, tandis que les deux tiers des personnes utilisant des latrines et d'autres installations améliorées vivaient en zone rurale.

La Figure 70 met en lumière les importantes variations entre les régions ODD du pourcentage de la population qui utilisait des installations raccordées à un réseau d'égouts et des installations sur site en 2017. Dans cinq régions sur huit, les installations raccordées à un réseau d'égouts constituaient le principal type d'installation utilisé, tandis que d'autres régions avaient recours principalement aux latrines et aux fosses septiques. Entre 2000 et 2017, les types d'installations utilisés ont sensiblement évolué. Par exemple, sur cette période, l'Asie de l'Est et du Sud-Est a enregistré une augmentation de 22 points de

pourcentage dans l'utilisation des installations raccordées à un réseau d'égouts et une légère baisse de l'utilisation des latrines et d'autres installations améliorées. Sur cette même période, l'Asie centrale et du Sud a augmenté l'usage des latrines de 22 points de pourcentage et l'utilisation des fosses septiques et d'autres installations améliorées de 17 points de pourcentage, tandis que le recours à des installations raccordées à un réseau d'égouts a augmenté de seulement trois points. Dans les pays les moins avancés, le pourcentage de la population qui utilisait des installations raccordées à un réseau d'égouts n'a que peu augmenté, tandis que la proportion qui utilisait des installations améliorées sur site a augmenté de 17 points de pourcentage.

Sur les 3,1 milliards de personnes qui utilisaient des installations d'assainissement améliorées sur site en 2017 à l'échelle mondiale, 1,5 milliard utilisaient des fosses septiques et 1,6 milliard avaient recours à des latrines et d'autres installations améliorées.

La Figure 71 montre que la couverture des installations d'assainissement sur site en 2017 variait considérablement d'un pays à l'autre, allant de 98 % au Samoa à 1 % en République de Corée. Dans 113 pays, les fosses septiques, les latrines et d'autres installations d'assainissement améliorées sur site étaient plus courantes que les installations raccordées à un réseau d'égouts. La plupart de ces pays se situaient en Asie centrale et du Sud ou en Afrique subsaharienne, mais la carte met en évidence un nombre important de personnes utilisant des installations d'assainissement sur site dans chacune des régions ODD.

Le recours à des installations raccordées à un réseau d'égouts augmente dans certaines régions, tandis que d'autres enregistrent une hausse de l'utilisation des fosses septiques et des latrines



FIGURE 70 ► Pourcentage de la population utilisant des installations raccordées à un réseau d'égouts, des fosses septiques, des latrines et d'autres systèmes sur site en 2017 et variation en points de % entre 2000 et 2017

La base de données du JMP sur les inégalités comprend désormais des estimations sur le type d'installations utilisées, ventilées par zones urbaine et rurale, par quintiles de richesse et par région infranationale. La Figure 73 montre que l'utilisation d'installations raccordées à un réseau d'égouts, de fosses septiques et de latrines varie considérablement non seulement d'un pays à l'autre, mais aussi au sein même des pays. Par exemple, en Arménie, la quasi-totalité de la population urbaine, mais seulement une personne sur cinq en milieu rural, utilise

des installations raccordées à un réseau d'égouts. L'usage des fosses septiques aux Philippines, et des latrines au Burundi, est très semblable dans les zones urbaines et les zones rurales et les principales disparités sont constatées entre les différentes régions infranationales. Les pays qui disposent de données ventilées pour plusieurs années sont maintenant en mesure d'analyser les tendances relatives aux types d'installations utilisés par les différents quintiles de richesse (Encadré 13).

Un nombre significatif de personnes utilisent des installations d'assainissement sur site dans chacune des régions ODD

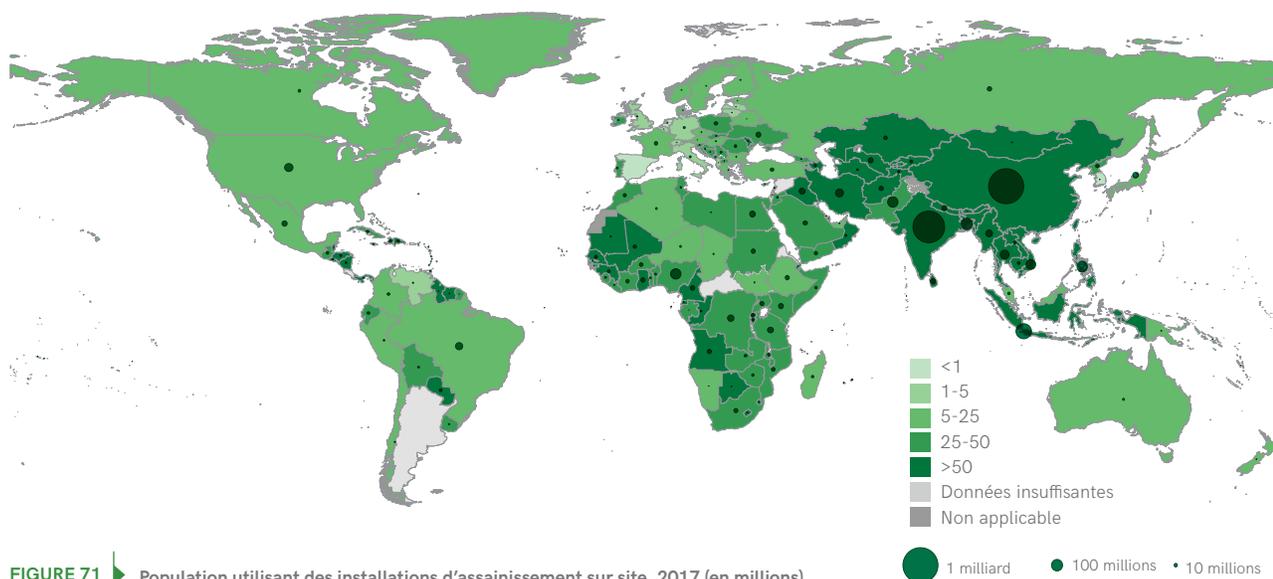


FIGURE 71 Population utilisant des installations d'assainissement sur site, 2017 (en millions)

Encadré 13: Tendances relatives à l'utilisation des différents types d'assainissement par les ménages riches et pauvres de Mongolie

La ventilation des données issues des enquêtes MICS menées auprès des ménages de Mongolie a mis en lumière une évolution importante dans les types d'installations d'assainissement utilisés par les ménages riches et les ménages pauvres entre 2005 et 2014. À partir de la Figure 72, on constate qu'en 2005, seuls 26 % des ménages les plus pauvres utilisaient des installations d'assainissement améliorées, en comparaison avec 100 % des ménages les plus riches. Les ménages les plus pauvres utilisaient tous des installations sur site (fosses septiques, latrines et autres installations améliorées), tandis que neuf ménages sur dix du quintile des plus riches avaient recours à des installations raccordées à un réseau d'égouts. Entre 2005 et 2014, l'utilisation des installations d'assainissement sur site a augmenté de 53 points de pourcentage au sein du quintile des plus pauvres et de 24 points de pourcentage au sein du quintile regroupant les pauvres. Sur la même période, le quintile intermédiaire a enregistré une légère hausse de l'utilisation des installations raccordées à un réseau d'égouts, tandis que la couverture du quintile des riches a connu une augmentation spectaculaire de 79 points de pourcentage. En 2014, 86 % du quintile des riches et 100 % de celui des plus riches utilisaient des installations raccordées à un réseau d'égouts.

En Mongolie, l'utilisation d'installations raccordées à un réseau d'égouts a connu une augmentation rapide au sein des populations riches

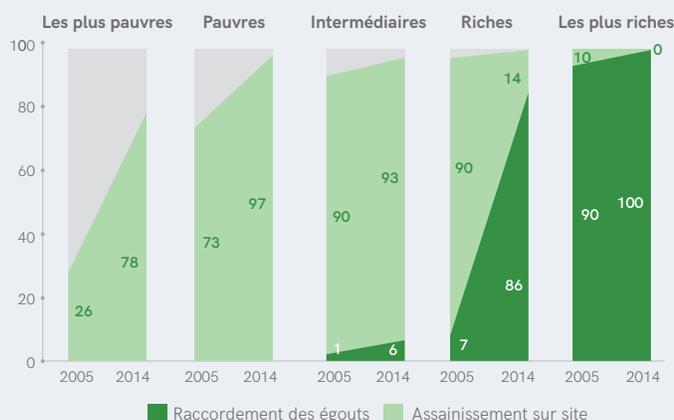


FIGURE 72 Utilisation d'installations d'assainissement sur site et d'installations raccordées à un réseau d'égouts, par quintiles de richesse, Mongolie, 2005 et 2014 (en %), enquêtes MICS de 2005 et 2014

L'utilisation des différents types d'installations d'assainissement améliorées varie d'un pays à l'autre et au sein même des pays

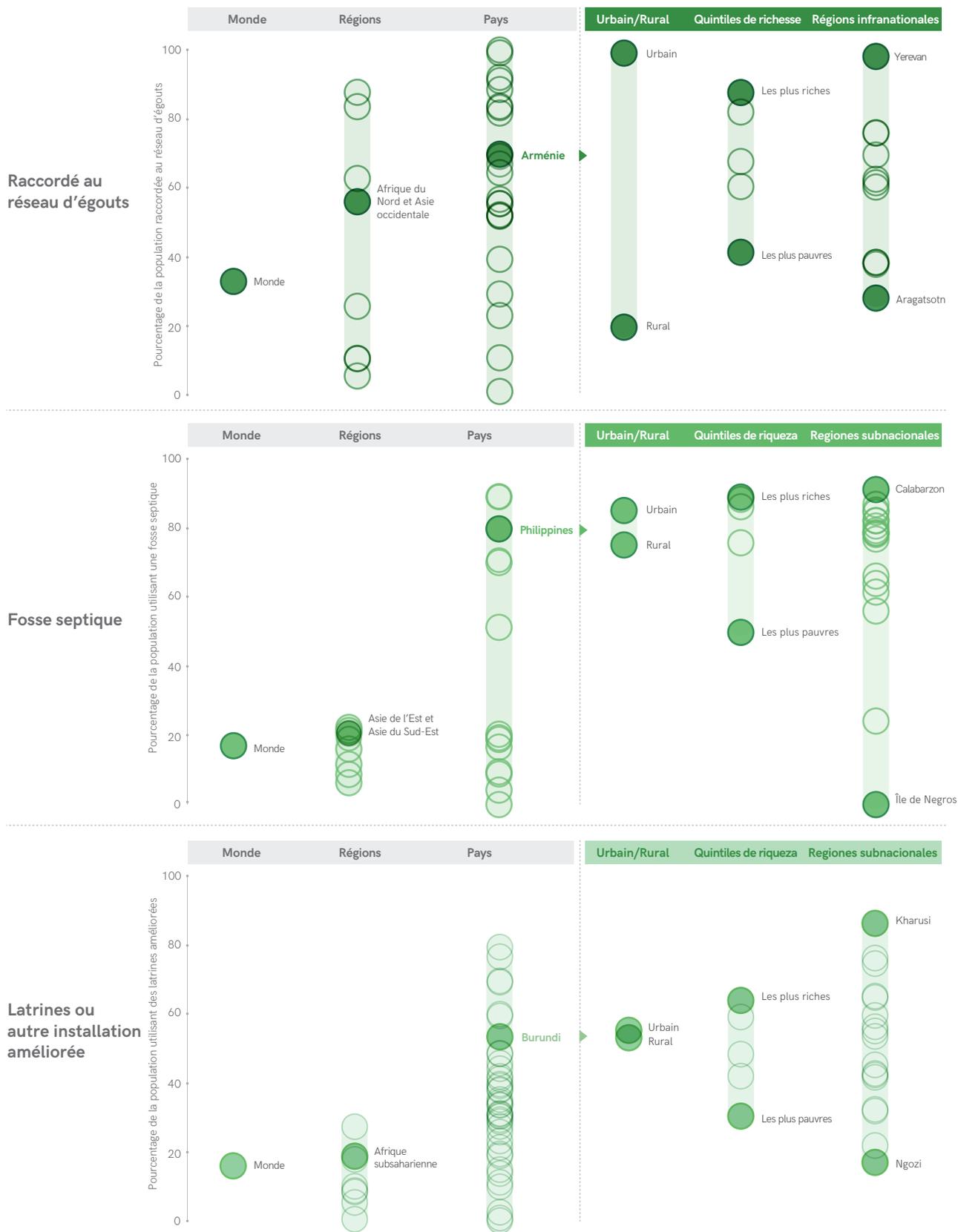


FIGURE 73 ► Pourcentage de la population utilisant des installations d'assainissement raccordées à un réseau d'égouts, des fosses septiques, des latrines et d'autres installations améliorées, ventilé par région ODD, par pays, par zone rurale/urbaine, par région infranationale et par quintiles de richesse, dans un panel de pays, 2017

Gestion en toute sécurité des excréta tout au long de la chaîne d'assainissement

L'assainissement géré en toute sécurité va au-delà de l'utilisation de toilettes hygiéniques et implique la gestion en toute sécurité des excréta à chaque étape de la chaîne d'assainissement, comprenant le confinement, la vidange, le transport, le traitement et l'éventuelle élimination ou réutilisation (Figure 74). Aux fins du suivi mondial, le JMP recoupe les données sur le pourcentage de la population qui utilise les trois principaux types d'installations d'assainissement améliorées (raccordées à un réseau d'égouts, fosses septiques et latrines et autres installations améliorées)

et les informations sur les étapes suivantes de la gestion des excréta : confinement/stockage/traitement sur site ; vidange et élimination sur site ou évacuation hors site ; et transport ou livraison dans des usines de traitement et traitement ultérieur.

Le JMP établit des estimations sur les services d'assainissement gérés en toute sécurité lorsqu'il dispose de données sur la gestion sécurisée des excréta pour au moins 50 % de la population qui utilise la principale catégorie d'installations d'assainissement améliorées (raccordées à un réseau d'égouts ou sur site).



FIGURE 74 ► Chaîne d'assainissement
Source : Organisation mondiale de la Santé, Lignes directrices OMS relatives à l'assainissement et la santé, Genève, 2018



Systèmes d'assainissement non raccordés à un réseau d'égouts

Les systèmes d'assainissement non raccordés à un réseau d'égouts incluent divers types d'installations de stockage et de traitement décentralisées. De manière générale, les excréta sont stockés dans le foyer (sur site) ou à proximité, dans des cuves telles que des fosses septiques ou des latrines à fosse et peuvent être soit traités et gérés sur place, soit vidangés régulièrement afin d'être traités hors site.

Confinement/stockage/traitement sur site

À l'échelle mondiale, 51 % de la population rurale et 32 % de la population urbaine déclarent utiliser des installations d'assainissement améliorées avec stockage sur site, telles que des toilettes à chasse mécanique ou manuelle raccordées à une fosse septique ou des latrines à fosse sèche ou non (y compris les installations partagées avec d'autres ménages). Les fosses septiques et les latrines à fosse améliorées qui confinent efficacement les matières fécales et permettent de les traiter sur site sont considérées comme gérées en toute sécurité. Toutefois, les systèmes de stockage et de traitement sur place peuvent ne pas remplir leurs fonctions en raison d'une mauvaise conception, de dégradations ou d'inondations et lorsque des données sur la non-conformité sont disponibles, ces systèmes défectueux ne sont pas comptabilisés.

Les données sur le confinement et le fonctionnement efficaces des systèmes d'assainissement non raccordés à un réseau d'égouts sont issues de trois principales sources de données nationales (Figure 75). Certaines enquêtes auprès des ménages cherchent à déterminer si les fosses septiques sont équipées d'un conduit d'évacuation raccordé à un puits d'infiltration ou à un champ d'épandage, ou si les effluents sont simplement déversés sans traitement. Par exemple, l'enquête nationale sur l'emploi, le chômage et le sous-emploi (ENEMDU) réalisée en Équateur en 2017 posait la question suivante : « Où votre fosse septique ou votre latrine à fosse se déverse-t-elle ? ». Le JMP considère les fosses septiques et les latrines à fosse qui se déversent directement à ciel ouvert comme étant « non confinées » et donc non gérées en toute sécurité.

Les autorités nationales peuvent aussi produire des rapports administratifs sur l'utilisation des technologies d'assainissement

sur site qui répondent aux normes nationales en matière de confinement/stockage/traitement sur site sûrs. Par exemple, la Chine utilise l'expression « assainissement inoffensif » pour désigner les fosses septiques et les latrines utilisées par les ménages pour traiter les excréta sur site et les rendre aptes à un déversement dans l'environnement ou à un emploi comme engrais. Les rapports administratifs établis par la Norvège recensent le nombre de ménages qui utilisent encore des installations d'assainissement sur site qui déversent les déchets « directement dans l'environnement » sans traitement préalable et qui ne sont ainsi pas considérées comme gérées en toute sécurité.

Quelques pays vont plus loin et effectuent des inspections périodiques pour vérifier que les installations sur site fonctionnent comme convenu et permettent un confinement et un traitement efficaces des excréta sur place. Par exemple, le Japon procède régulièrement à un recensement de toutes les installations, sélectionne un échantillon sur lequel il vérifie la conformité avec les normes nationales et consigne les défaillances mineures et majeures des systèmes. En France, les installations d'assainissement sur site sont inspectées régulièrement et les rapports administratifs font état du pourcentage d'installations qui « protègent efficacement contre les risques sanitaires et environnementaux »⁵.

L'Agence irlandaise de protection de l'environnement publie les résultats des inspections périodiques des systèmes décentralisés de traitement des eaux usées, comprenant notamment les fosses septiques et les usines de traitement secondaire et tertiaire de petite taille, qui évaluent la conformité des installations avec les réglementations applicables et émettent des avis d'information si l'un des sept risques⁶ est identifié. Entre 2013 et 2018, l'Agence a procédé à l'inspection de plus de 6 000 systèmes. Près de la moitié a fait l'objet d'un avis d'information et un système sur quatre présentait un risque pour la santé humaine ou pour l'environnement. Même si le taux de défaillance était plus élevé parmi les fosses septiques plus anciennes, les systèmes de traitement secondaire et tertiaire plus récents et plus perfectionnés présentaient également des anomalies (Figure 76).

⁵ En l'absence de données nationales sur le confinement des systèmes in situ, le JMP estime que 100 % des latrines et 50 % des fosses septiques garantissent le confinement efficace des matières fécales.

⁶ Les inspecteurs vérifient la présence d'éventuelles fuites du système, de déversements non autorisés dans les eaux de surface, de retenues d'eau en surface, de déversements d'eaux de surface ou d'eaux de toit dans le système, d'une mauvaise exploitation ou maintenance, d'une vidange des boues inadaptée et de toute preuve attestant de la dangerosité du système pour la santé humaine ou l'environnement.

Les inspections et les enquêtes auprès des ménages démontrent que les fosses septiques ne sont pas toujours efficaces dans le confinement et le traitement des excréta

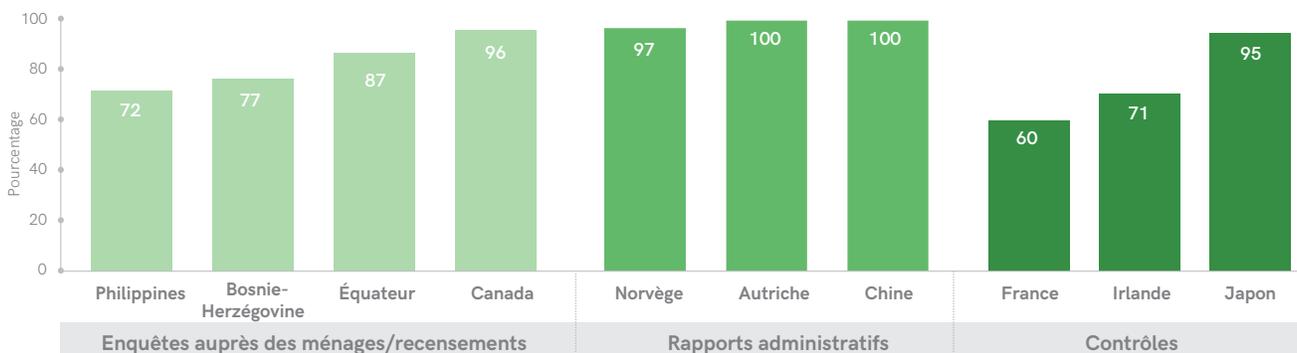


FIGURE 75 ► Pourcentage de la population utilisant des fosses septiques qui garantissent un confinement/stockage/traitement sur site efficace, dans un panel de pays, 2017

Les inspections en Irlande montrent que les fosses septiques plus anciennes sont plus susceptibles de présenter un risque pour la santé humaine ou l'environnement

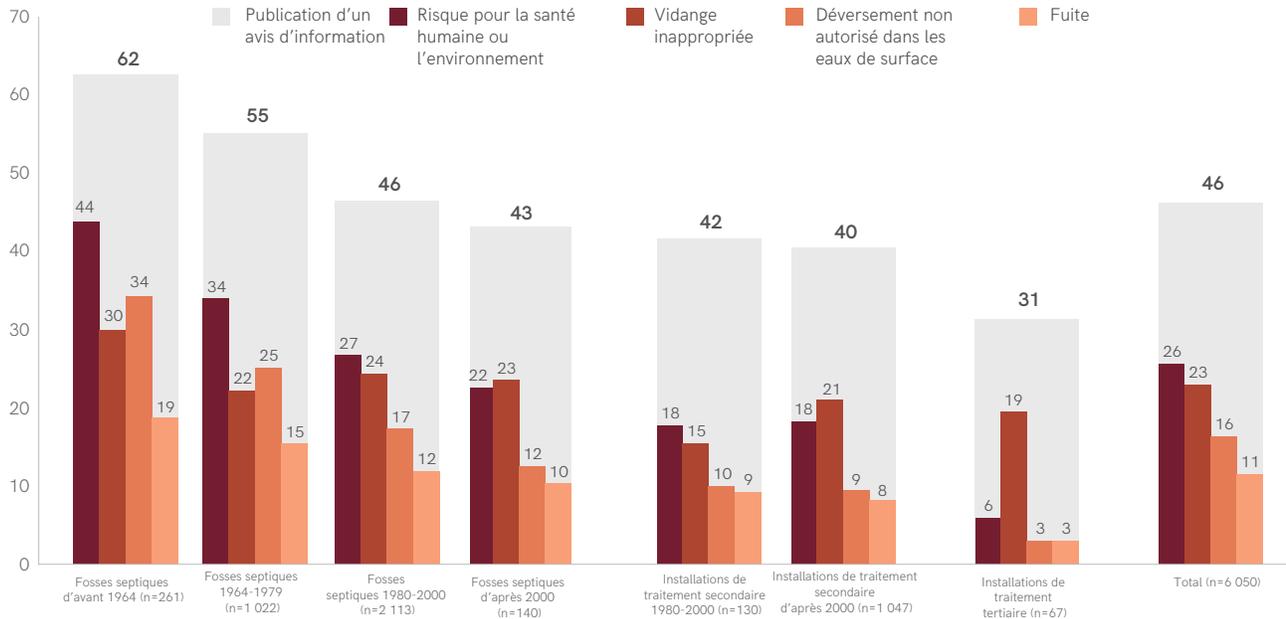


FIGURE 76 ► Performances des systèmes décentralisés de traitement des eaux usées en Irlande, 2013-2018

Vidange et gestion sur site ou évacuation hors site

En 2017, 14 % de la population mondiale (1 milliard de personnes) dépendait d'installations d'assainissement sur site non partagées qui produisaient des déchets considérés comme « traités et gérés sur site ». Parmi ces 14 % figuraient notamment les ménages qui utilisaient des fosses septiques, des latrines et d'autres installations améliorées qui n'avaient pas été vidangées et qui fournissaient un système de confinement/stockage/traitement sur site (comme susmentionné), ainsi que les ménages qui déclaraient vider leur cuve quand celle-ci était pleine et éliminer les déchets sur place en toute sécurité.

Bien que jusqu'à présent seul un nombre restreint d'enquêtes auprès des ménages ait intégré la question de la vidange des cuves, les résultats montrent que les pratiques de vidange varient considérablement d'un pays à l'autre (Figure 77)⁷. Par exemple, aux Philippines, en Sierra Leone, en Équateur et en République démocratique populaire lao, pas moins de trois fosses septiques et latrines à fosse sur quatre n'auraient jamais été vidangées, tandis que plus de la moitié de ces installations auraient été vidangées en République populaire démocratique de Corée, au Niger, au Mali et au Sénégal. Dans presque tous les pays disposant de données, les systèmes sur site sont vidangés plus fréquemment dans les zones urbaines que dans les zones rurales.

Lorsqu'une latrine est pleine, le ménage auquel elle appartient se contentera peut-être de la recouvrir et d'en creuser une nouvelle, bien que cette pratique soit moins envisageable dans les zones

urbaines, faute de place. En revanche, les fosses septiques sont conçues pour être vidangées périodiquement. Les processus de décantation et anaérobies permettent de réduire les matières solides, mais pour continuer à fonctionner correctement, les fosses doivent être vidangées périodiquement. Pour ce faire, les ménages peuvent vider les fosses et les cuves eux-mêmes, payer un autre membre de la communauté pour le faire à leur place ou engager un prestataire professionnel. Les excréta extraits des fosses septiques et des latrines puis enterrés dans une fosse couverte sont considérés comme traités et gérés sur site. En revanche, les excréta qui sont enterrés dans une fosse non couverte ou déversés à ciel ouvert, dans des étendues d'eau ou autres sont considérés comme non gérés en toute sécurité.

Tous les ménages n'ont pas accès à des services de vidange ou n'ont pas les moyens de payer pour ces services. La Figure 78 montre que bien que 40 % des fosses septiques et des latrines à fosse améliorées ont été vidangées en Iraq, les pratiques de vidange varient considérablement d'une région infranationale à une autre et entre les zones rurales et urbaines. Les fosses septiques et les latrines à fosse sont deux fois plus susceptibles d'être vidangées dans le Sud et le Centre de l'Iraq qu'au Kurdistan, allant de 71 % à Bagdad à 8 % dans la province d'Al-Muthanna. Dans les zones urbaines, près de la moitié des installations sur site sont vidangées, par rapport à moins d'un tiers dans les zones rurales. En zones urbaines, les latrines à fosse (54 %) sont plus susceptibles d'être vidangées que les fosses septiques (47 %), tandis qu'on observe peu de différence pour ce qui est de la vidange des installations améliorées des zones rurales. Les latrines à fosse non améliorées sont bien moins susceptibles d'être vidangées, que ce soit dans les zones urbaines (14 %) ou les zones rurales (6 %).

⁷ Certains ménages interrogés ne savent pas si leur système in situ a été vidangé ou comment les déchets sont éliminés. Aux fins du suivi mondial, le JMP considère les réponses « Ne sait pas » comme équivalentes à « N'a jamais été vidangé ».

Les pratiques de vidange des installations d'assainissement sur site varient considérablement entre les pays disposant de données

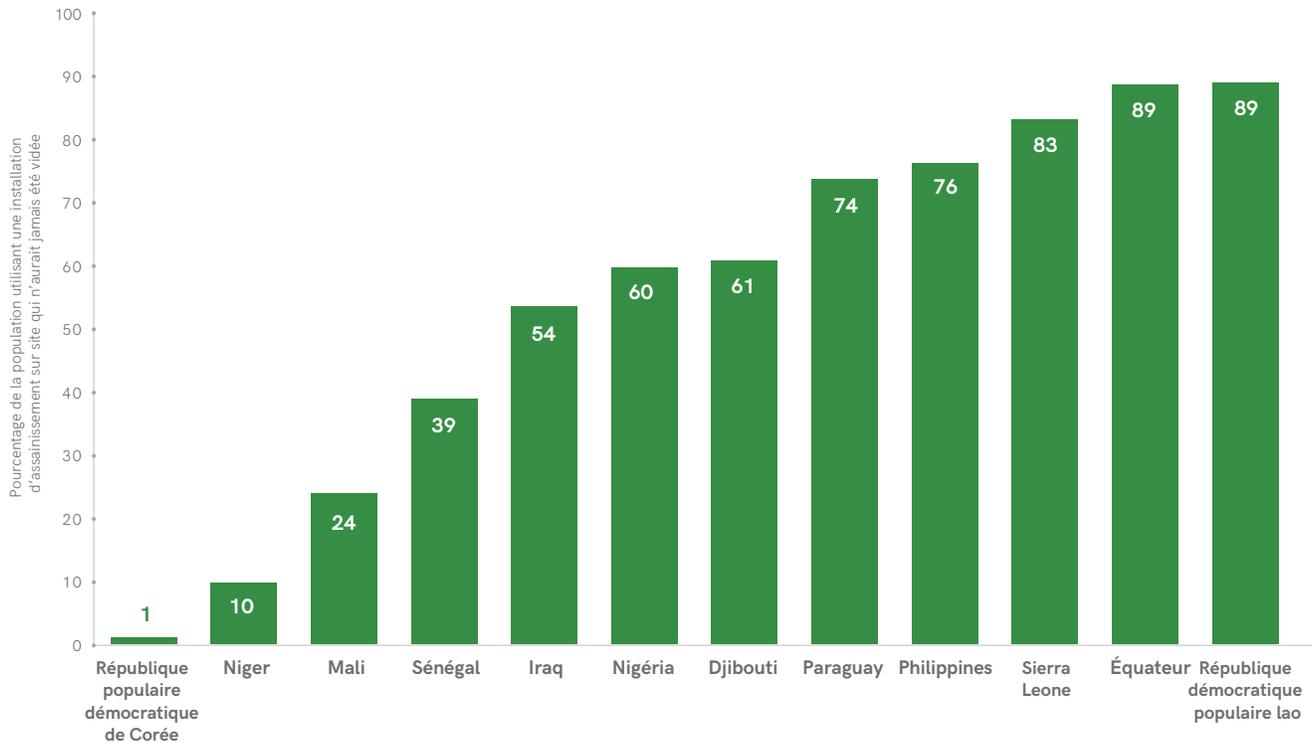


FIGURE 77 ► Pourcentage de fosses septiques et de latrines n'ayant jamais été vidangées et dont les déchets sont gérés sur place

Les pratiques de vidange des fosses septiques et des latrines à fosse varient considérablement entre les zones urbaines et rurales, ainsi qu'entre les différentes régions infranationales d'Iraq

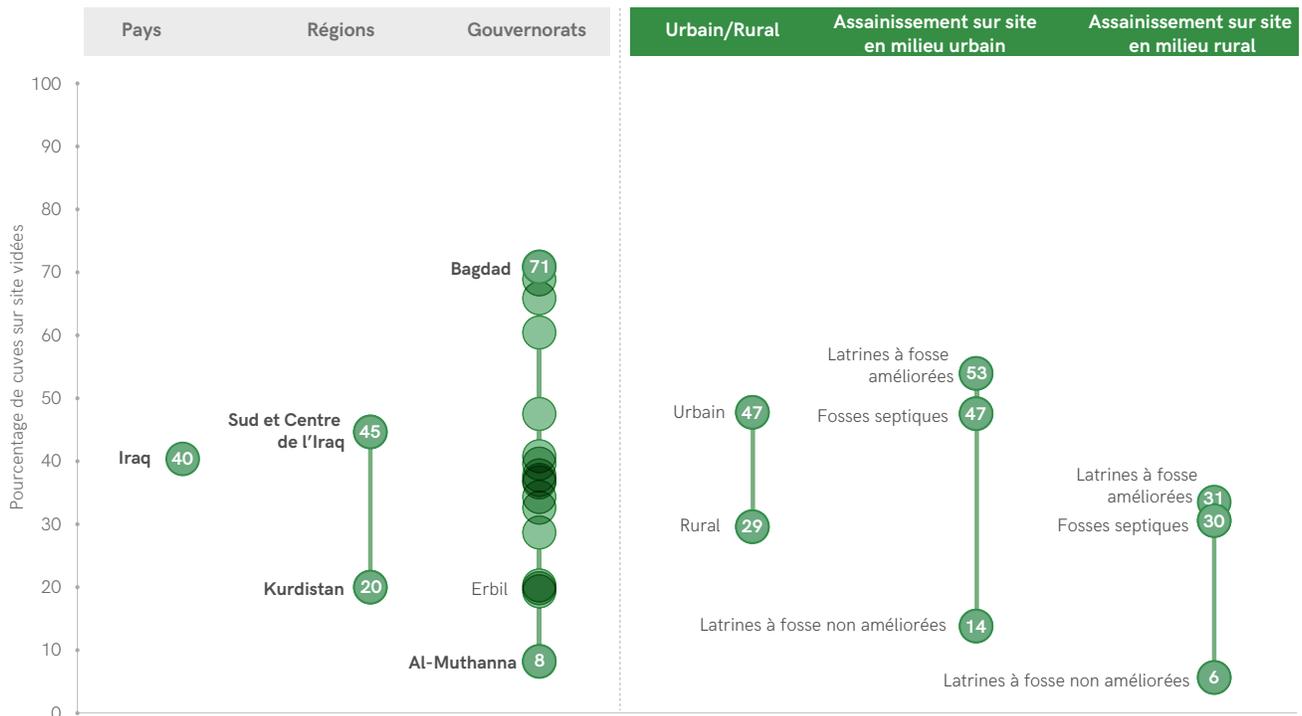


FIGURE 78 ► Vidange des installations d'assainissement sur site, Iraq, 2018 (en %)

La Figure 79 présente les différentes méthodes utilisées pour éliminer les excréta extraits des fosses septiques et des latrines. Dans de nombreux pays, la plupart des cuves n'auraient jamais été vidangées, en particulier dans les zones rurales. En Sierra Leone, 76 % des systèmes des zones urbaines et 98 % des systèmes des zones rurales n'auraient jamais été vidangés. Le JMP considère les fosses septiques et les latrines desquelles sont extraits des excréta qui sont ensuite enterrés dans une fosse couverte comme gérées en toute sécurité, dès lors que les installations ne sont pas partagées. Au Nigéria, la vidange des fosses septiques et des latrines est deux fois plus fréquente dans les zones urbaines (20 %) que dans les zones rurales (9 %). Les excréta extraits des installations et déversés en plein air ou dans des étendues d'eau ne sont pas considérés comme gérés en toute sécurité. En République populaire démocratique de Corée, les excréta non traités sont collectés régulièrement et utilisés comme engrais dans les champs agricoles. Cette pratique est considérée comme non sécurisée à moins que les déchets ne soient traités de manière adéquate. Dans certains pays, de nombreux systèmes sont recensés comme se vidant « ailleurs/ne sait pas où », en particulier dans les zones urbaines. Ces systèmes sont également considérés comme étant peu sûrs et mettent en évidence le problème des matières fécales non gérées.

Les cuves d'assainissement sur site utilisées par les ménages dont les excréta sont évacués hors site sont considérées comme vidangées et traitées en toute sécurité uniquement s'il peut être

établi que les excréta extraits de la cuve sont transportés vers une usine de traitement pour recevoir au moins un traitement secondaire. Même si des informations utiles relatives à la vidange des cuves sont recueillies au travers des enquêtes auprès des ménages, les membres des ménages ne savent généralement pas ce qu'il advient des excréta une fois que ceux-ci sont évacués hors site. Pour cette raison, le JMP préfère utiliser des données provenant de sources administratives ou d'organes régulateurs pour estimer le pourcentage d'excreta extraits des fosses septiques, des latrines à fosse et d'autres installations améliorées sur site qui sont envoyés vers des usines de traitement hors site afin d'être traités.

Les pays possèdent souvent des données sur le fonctionnement des usines de traitement, mais peu tiennent des registres centralisés sur les services de vidange qui permettraient de calculer la proportion des excréta extraits des cuves qui sont effectivement envoyés en traitement. Des données empiriques suggèrent que dans de nombreux pays, les prestataires de services de vidange déverseraient les boues dans des installations non destinées au traitement des boues fécales, telles que des décharges, ou simplement dans des étendues d'eau ou des cours d'eau. Au cours des années à venir, le JMP concentrera ses efforts sur l'accompagnement des pays dans la mise en œuvre de systèmes plus perfectionnés de suivi de la gestion en toute sécurité des installations d'assainissement sur site (voir Section 6).

Peu de ménages déclarent avoir fait appel à des prestataires de services pour éliminer les excréta hors site

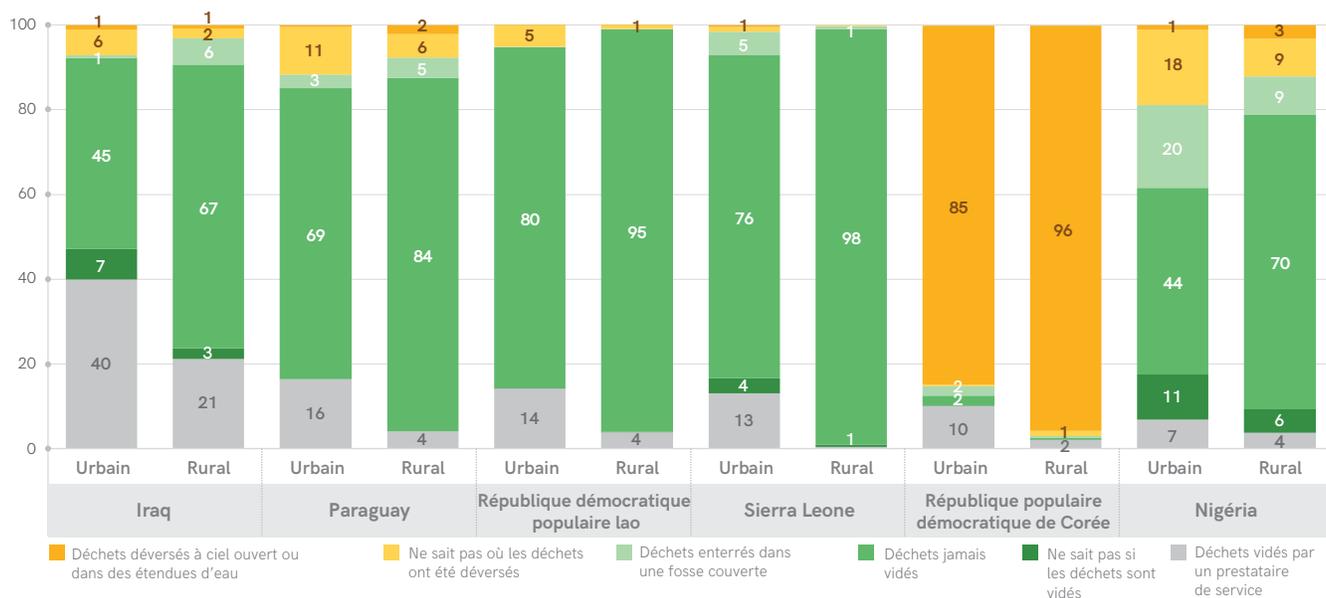


FIGURE 79 Répartition des systèmes d'assainissement sur site ayant été vidangés des excréta en fonction de la méthode d'élimination choisie, ventilée par zones rurale et urbaine, dans un panel de pays, 2017 (en %)



Systèmes d'assainissement raccordés à un réseau d'égouts

Boues acheminées vers des usines de traitement des eaux usées

En 2017, 63 % de la population urbaine utilisait des toilettes raccordées à un réseau d'égouts. Entre 2000 et 2017, l'utilisation de toilettes raccordées à un réseau d'égouts a doublé en milieu rural, passant de 7 à 14 %, mais les ménages utilisent encore principalement des installations d'assainissement sur site. Les égouts sont destinés à éliminer les excréta des habitations domestiques (provenant par exemple des douches, baignoires, éviers et machines à laver le linge) vers les usines de traitement des eaux usées via le réseau d'égouts. Toutefois, une partie des excréta des ménages raccordés à un réseau d'égouts n'atteint pas les usines de traitement des eaux usées. Par ailleurs, toutes les eaux usées ne sont pas traitées.

Les eaux usées peuvent suivre différents types de traitement et même si ces traitements sont classés comme primaires, secondaires ou tertiaires⁸ en fonction du processus technologique employé, les rapports nationaux n'utilisent pas systématiquement ces classifications. La plupart des pays établissent des rapports sur le type de traitements que les usines fournissent, mais certains utilisent des termes ambigus, tels que « traitement des

eaux usées ». Seul un petit nombre de pays rend compte des performances des usines de traitement ou de la conformité des effluents avec les normes nationales relatives à la santé humaine et environnementale.

Aux fins du suivi mondial, le JMP analyse des données sur le pourcentage d'eaux usées qui suivent un traitement secondaire ou supérieur et applique ce même pourcentage aux ménages dont les installations d'assainissement sont raccordées à un réseau d'égouts. Les effluents des usines de traitement primaire qui sont déversés dans les étendues d'eau avec un risque d'exposition très faible pour l'être humain (par exemple, via de longs émissaires marins) sont considérés comme gérés en toute sécurité. Les données sur la conformité des effluents des usines de traitement avec les normes sanitaires et environnementales ne servent pas à mesurer l'indicateur de la cible 6.2 des ODD relatif à « l'assainissement géré en toute sécurité », mais l'indicateur de la cible 6.3 relatif aux « eaux usées traitées en toute sécurité ».

En 2017, 80 % des eaux usées des ménages suivaient au moins un traitement secondaire. La Figure 80 illustre les importantes disparités entre les pays disposant de données sur le pourcentage d'eaux usées traitées. La plupart des pays d'Afrique subsaharienne et d'Amérique latine et Caraïbes et au moins un pays dans chaque région ODD, à l'exception de la région Australie et Nouvelle-Zélande, traitaient moins de 50 % de leurs eaux usées en 2017. À l'échelle mondiale, 13 pays traitaient moins d'un quart de leurs eaux usées.

⁸ Recommandations internationales sur les statistiques de l'eau (ST/ESA/STAT/SER.M/91), DESA, New York, 2012.

Toutes les régions ODD, à l'exception de l'Australie et Nouvelle-Zélande, recensent des pays traitant moins de la moitié de leurs eaux usées domestiques

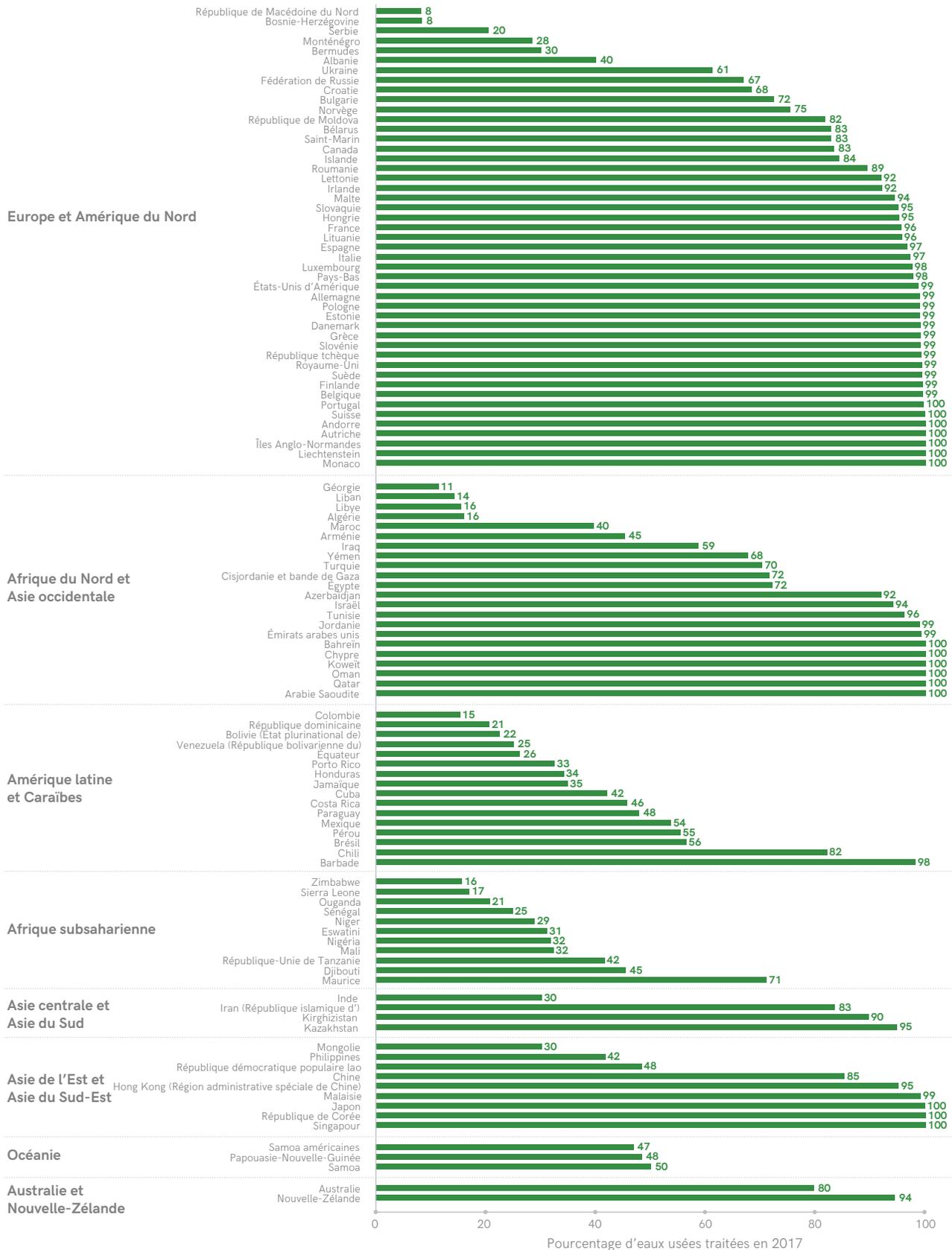
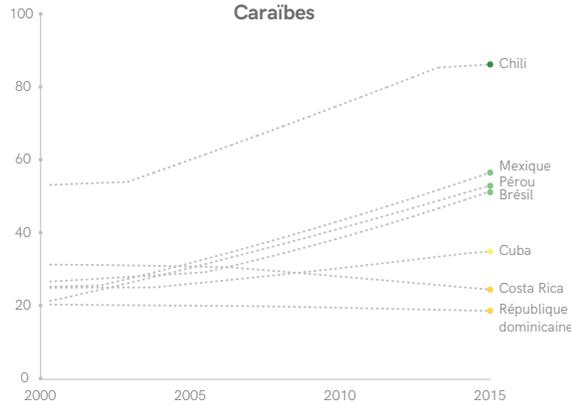


FIGURE 80 ► Pourcentage d'eaux usées traitées dans des usines fournissant au moins un traitement secondaire. Remarque : pourcentage d'eaux usées traitées sur le volume total



Plusieurs pays d'Amérique latine et Caraïbes et d'Europe ont enregistré des hausses importantes dans le pourcentage d'eaux usées traitées

Tendances des services d'assainissement raccordés à un réseau d'égouts et gérés en toute sécurité en Amérique latine et aux Caraïbes



Tendances des services d'assainissement raccordés à un réseau d'égouts et gérés en toute sécurité en Europe

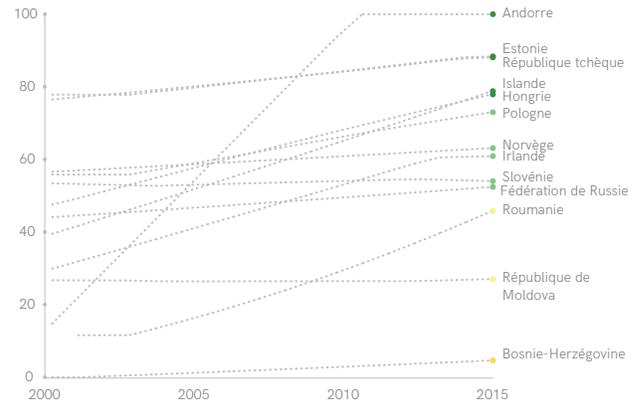


FIGURE 81 ► Pourcentage de la population utilisant des installations d'assainissement raccordées à un réseau d'égouts et des installations sur site dont les eaux usées sont traitées hors site, dans un panel de pays, 2000-2017

La Figure 81 illustre l'évolution du pourcentage de la population des régions d'Amérique latine et Caraïbes et d'Europe reliée à un réseau d'égouts et dont les eaux usées suivaient au moins un traitement secondaire entre 2000 et 2017. Dans ces deux régions, la plupart des pays ont enregistré une augmentation progressive du pourcentage des excréta acheminés vers des usines de traitement des eaux usées pour suivre au moins un traitement secondaire. Andorre et le Chili ont enregistré les plus fortes augmentations. L'Islande, la Hongrie, l'Irlande, la Roumanie et le Mexique ont tous enregistré des augmentations de plus de 20 points de pourcentage. Au Mexique, l'utilisation d'installations raccordées à un réseau d'égouts est passée de 64 % en 2000 à 80 % en 2017 (Figure 82). Sur la même période, le pourcentage des excréta suivant au moins un traitement secondaire dans les usines a été multiplié par quatre (de 11 % à 43 %), réduisant ainsi petit à petit l'utilisation d'installations d'assainissement non gérées en toute sécurité.

Au Mexique, les capacités des usines de traitement des eaux usées se mettent peu à peu au diapason des besoins des installations d'assainissement raccordées à un réseau d'égouts

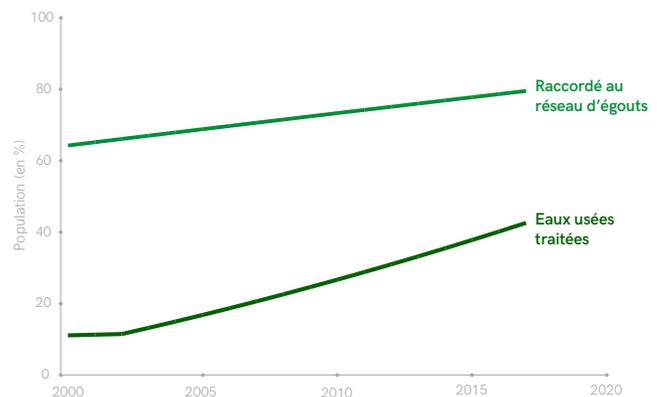


FIGURE 82 ► Évolution du pourcentage de la population raccordée à un réseau d'égouts et pourcentage des eaux usées suivant au moins un traitement secondaire, Mexique, 2000-2017

Eaux usées non confinées/déversées sans traitement

Les excreta produits par les ménages qui affirment être raccordés à un réseau d'égouts peuvent en réalité ne jamais atteindre les usines de traitement des eaux usées en raison d'un confinement inadapté, d'une anomalie de raccordement des installations d'assainissement du ménage au réseau d'égouts ou de fuites lors du transport des eaux usées dans le réseau d'égouts.

Les matières fécales évacuées par les toilettes des ménages risquent de ne jamais atteindre le réseau d'égouts et de se déverser par exemple dans un fossé ouvert ou sur un terrain situé à proximité immédiate de l'habitation, exposant ainsi la communauté à des bactéries pathogènes. Dans certains pays, les enquêtes menées auprès des ménages déterminent si les eaux usées domestiques sont « déversées dans un fossé ouvert » ou « déversées ailleurs », ce qui permet d'évaluer le pourcentage de

la population équipé d'installations d'assainissement raccordées à un réseau d'égouts qui sont inadaptées, ne garantissent pas le confinement efficace des excreta et ne sont donc pas considérées comme gérées en toute sécurité (Encadré 14).

Par ailleurs, le JMP reconnaît que les excreta qui rejoignent effectivement un réseau d'égouts peuvent s'échapper des conduites ou être déversés avant d'atteindre une usine de traitement en raison de défaillances de pompe, de brèches, d'obstructions ou d'inondations, provoquant le déversement d'eaux usées non traitées dans l'environnement. De telles fuites sur les réseaux d'égouts sont difficiles à quantifier et concernent plusieurs groupes de population. À l'heure actuelle, un nombre insuffisant de pays dispose de données nationales permettant d'établir un suivi mondial. En l'absence de données nationales, le JMP estime que 100 % des excreta des ménages raccordés à un réseau d'égouts sont charriés jusqu'aux usines de traitement via le réseau.

Encadré 14: Installations d'assainissement qui déversent les excreta dans des fossés ouverts

Le droit à l'assainissement signifie que les êtres humains ont non seulement le droit à des toilettes hygiéniques, mais aussi de ne pas être affectés par les matières fécales non gérées. Ce droit est d'autant plus important pour les groupes pauvres et marginalisés qui ont tendance à être touchés de manière disproportionnée par les boues fécales et les eaux d'égout non gérées des autres ménages. Une approche des droits de l'homme relative à l'assainissement consiste donc à assurer le suivi des inégalités quant à l'exposition aux matières fécales et à les réduire progressivement.

Par exemple, les données issues des enquêtes auprès des ménages montrent que dans certains pays, nombreuses sont les personnes à utiliser des toilettes qui se déversent dans un fossé ouvert. Les fossés ouverts ne constituent pas un moyen sûr de confiner les matières fécales et donc de les gérer en toute sécurité. Au Timor-Leste, même si seuls 7 % de la population urbaine utilisent des toilettes qui se déversent dans un fossé ouvert, 55 % vivent dans des communautés dans lesquelles au moins un ménage utilise des toilettes qui se déversent dans un fossé ouvert, exposant ainsi potentiellement de nombreux autres ménages du voisinage à des bactéries pathogènes (Figure 83).

Une large partie de la population vit dans des communautés qui utilisent en partie des toilettes déversant les excreta dans des fossés ouverts

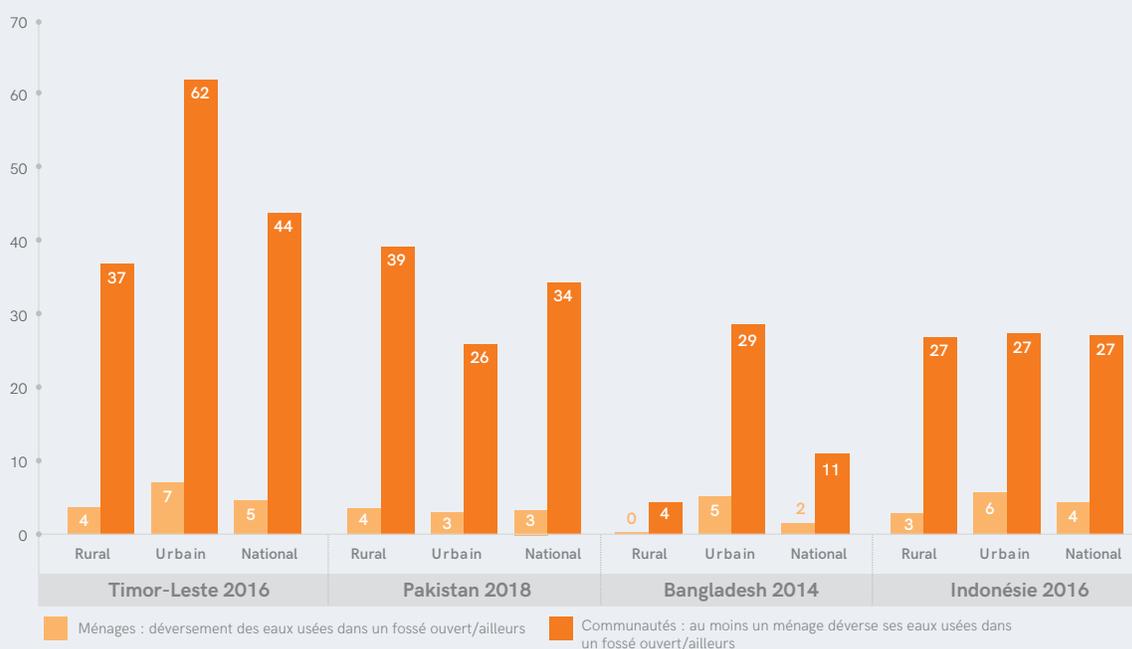


FIGURE 83 Pourcentage de la population vivant dans des ménages ou des communautés qui utilisent des toilettes déversant les excreta dans des fossés ouverts

Évolution de la part de la population mondiale ayant accès aux services WASH

La Figure 84 illustre le pourcentage de la population et le nombre de personnes qui utilisaient les différents niveaux de services d’approvisionnement en eau de boisson, d’assainissement et d’hygiène en 2000 et 2017. On constate que malgré les milliards de personnes qui ont eu accès à ces services au cours de cette période, des inégalités flagrantes persistent quant aux niveaux de services et une large proportion de la population est encore non desservie.

En 2017, 4,5 milliards de personnes disposaient d’installations de base destinées au lavage des mains avec de l’eau et du savon à leur domicile. Par ailleurs, 1,6 milliard de personnes utilisaient des installations sans eau ni savon et 1,4 milliard ne possédaient aucune installation destinée au lavage des mains. Toutefois, les données disponibles étaient insuffisantes pour pouvoir estimer les tendances mondiales depuis 2000.

Entre 2000 et 2017, la population mondiale a augmenté de 1,4 milliard de personnes. Sur cette même période, 1,6 milliard

de personnes ont eu accès à des services d’approvisionnement en eau de boisson gérés en toute sécurité, 1,7 milliard à des services d’assainissement gérés en toute sécurité, 188 millions à des services de base d’approvisionnement en eau et 436 millions à des services de base d’assainissement. En moyenne, 283 000 personnes chaque jour ont gagné accès à au moins des services de base d’approvisionnement en eau et 338 000 personnes chaque jour ont gagné accès à au moins des services de base d’assainissement depuis 2000.

Dans le même temps, le nombre total de personnes privées de services de base d’approvisionnement en eau et de services de base d’assainissement a diminué respectivement de 352 millions et 694 millions. Le nombre de personnes qui utilisaient des installations d’eau et d’assainissement non améliorées s’est réduit de près d’un tiers et la population pratiquant la défécation en plein air a presque été divisée par deux. Cependant, le nombre total de personnes ayant recours à des services limités a augmenté. En 2017, 292 millions de personnes supplémentaires partageaient avec d’autres ménages des installations d’assainissement améliorées et 35 millions de personnes de plus utilisaient des points d’eau améliorés dont le temps de trajet aller-retour dépassait 30 minutes.

Entre 2000 et 2017, plusieurs milliards de personnes ont eu accès aux services WASH

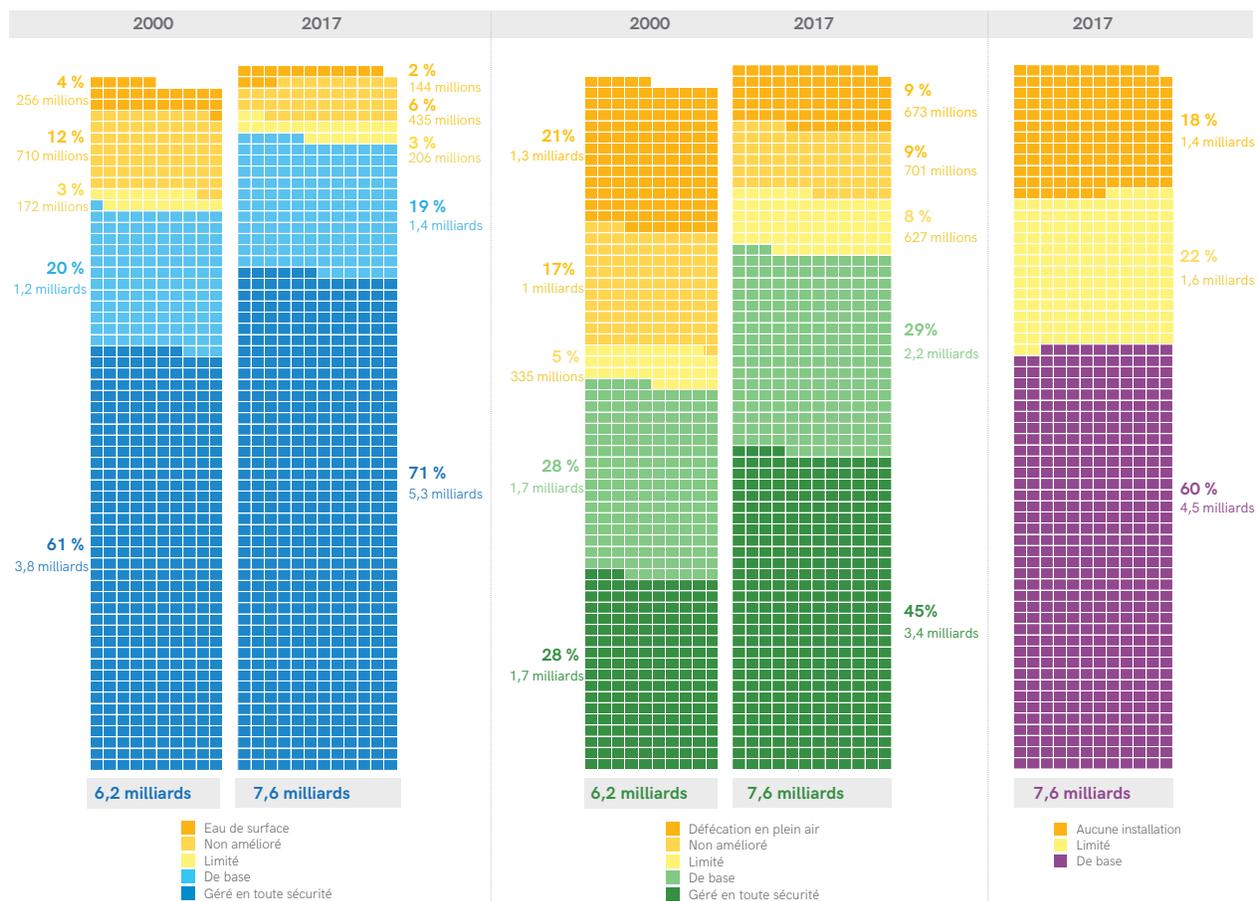


FIGURE 84 ► Pourcentage de la population utilisant les différents niveaux de services WASH en 2000 et 2017 (chaque unité représentant 10 millions de personnes)

6. Renforcer le suivi

Questions essentielles destinées aux ménages, aux écoles et aux établissements de santé

Les enquêtes conduites auprès des ménages et les recensements peuvent recueillir de précieuses informations sur les types d'installations WASH qu'utilisent les ménages et sur le niveau de service qu'ils reçoivent, mais si les questions posées contiennent des incohérences ou des termes flous, ces outils ne seront que d'une utilité restreinte dans le cadre du suivi national et mondial. S'appuyer sur des questions harmonisées qui permettent une comparaison entre les enquêtes peut apporter une valeur ajoutée aux données collectées par le biais des enquêtes et des recensements et faciliter le suivi des indicateurs nationaux, régionaux et mondiaux.

Depuis 2005, le JMP collabore avec des bureaux de statistique, des programmes d'enquêtes internationaux et des spécialistes WASH en poursuivant l'objectif d'élaborer des ensembles harmonisés de questions essentielles permettant le suivi des services WASH dans les enquêtes et les recensements ; à cet égard, la qualité et la comparabilité des ensembles de données n'ont cessé de s'améliorer. Après l'adoption des ODD, le JMP a examiné et mis à jour les questions essentielles recommandées pour le suivi des services WASH dans les enquêtes auprès des ménages, et a élaboré de nouveaux ensembles de questions essentielles pour assurer le suivi des services WASH dans les écoles et les établissements de santé (Encadré 15). Il propose également des questions plus approfondies pour les pays ou les programmes qui ont la capacité de collecter plus d'informations que celles prévues par les questions essentielles.

Encadré 15: Questions essentielles du JMP destinées au suivi des services WASH au sein des ménages, des écoles et des établissements de santé



Dans le cadre du suivi des services WASH au sein des ménages, le JMP recommande un ensemble de 14 questions essentielles¹, comprenant de nouvelles questions sur la disponibilité et la qualité de l'eau de boisson, sur la vidange des fosses septiques et des latrines à fosse et sur la disponibilité à domicile d'installations destinées au lavage des mains avec eau et savon. La mise à jour 2018 de ces questions fournit des notes plus complètes visant à aider les enquêteurs à catégoriser les installations WASH de façon uniforme. Elle recommande également de nouvelles questions essentielles sur le suivi de l'hygiène menstruelle.



Dans le cadre du suivi des services WASH de base dans les écoles, le JMP recommande d'intégrer sept questions essentielles aux évaluations des établissements scolaires ou aux systèmes d'information sur la gestion de l'éducation (SIGE)².

Il existe cinq principaux indicateurs des services WASH dans les établissements de santé : l'eau, l'assainissement et l'hygiène, mais aussi la gestion des déchets biomédicaux et le nettoyage de l'environnement. Le JMP recommande un ensemble de 16 questions essentielles pour assurer le suivi de ces services de base dans le cadre d'évaluations élargies des établissements de santé³.



¹ Organisation mondiale de la Santé et Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Core questions on drinking water, sanitation and hygiene for household surveys: 2018 update, UNICEF et OMS, New York, 2018 <<https://washdata.org/report/jmp-2018-core-questions-household-surveys-fr>>.

² Fonds des Nations Unies pour l'enfance et Organisation mondiale de la Santé, Questions et indicateurs de base destinés au suivi de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène (EAH) dans les écoles dans le cadre des objectifs de développement durable, UNICEF et OMS, New York, 2016 <<https://washdata.org/report/core-questions-monitoring-wash-in-schools-2018-fr>>.

³ Organisation mondiale de la Santé et Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Questions et indicateurs de base destinés au suivi de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène (EAH) au sein des établissements de soins de santé (ESS) dans le cadre des objectifs de développement durable, OMS et UNICEF, Genève, 2018 <<https://washdata.org/report/jmp-2018-core-questions-monitoring-winhcf-fr>>.

Qualité de l'eau de boisson

La principale difficulté à laquelle font face de nombreux pays lorsqu'ils souhaitent rendre compte des services d'approvisionnement en eau de boisson gérés de manière sûre est le manque de données représentatives sur la qualité de l'eau de boisson. Et lorsque les données existent, elles sont rarement ventilées par population urbaine/rurale. En 2019, 117 pays possédaient des données nationales sur la qualité de l'eau, mais seuls 55 pays disposaient de données sur les zones urbaines et 34 pays de données sur les zones rurales. Il est fréquent que les données relatives à la qualité de l'eau proviennent de systèmes de surveillance de la santé publique ou d'organismes de réglementation qui se concentrent sur l'approvisionnement en eau par canalisations des zones urbaines. Le JMP utilise de telles données lorsqu'au moins 80 % de la population bénéficie d'un approvisionnement en eau par canalisations, mais les programmes de surveillance ne prennent souvent pas en compte les petits systèmes de distribution par canalisations et sont donc susceptibles de surestimer la sécurité sanitaire de l'eau.

Idéalement, les pays doivent s'assurer que tous les systèmes d'approvisionnement en eau privés et publics appliquent des approches de gestion des risques et vérifient la sécurité sanitaire de l'eau au moyen de contrôles de routine effectués sur tous les types de systèmes d'approvisionnement. Par exemple, le personnel de l'Inspection de l'eau potable du département de l'Environnement d'Irlande du Nord contrôle chaque année les systèmes d'approvisionnement privés, y compris les petits systèmes de distribution qui fournissent moins de 10 m³/jour, même si ces systèmes alimentent moins de 1 % de la population. En 2017, ces contrôles ont révélé que 4 % des systèmes d'approvisionnement privés étaient contaminés par la bactérie *E. coli*, par rapport à moins de 1 % des systèmes d'approvisionnement publics¹.

Dans les pays qui ne disposent pas de programmes indépendants fiables de surveillance de la qualité de l'eau, les enquêtes nationales auprès des ménages sont l'occasion de collecter des données sur la qualité de l'eau approvisionnée par tous les types de systèmes utilisés par les sous-groupes de population (voir Section 5). Chaque année, l'équipe du JMP soutient 15 à 20 de ces enquêtes et s'efforce d'améliorer les kits portables utilisés et de faire baisser leur prix.

À mi-chemin entre la surveillance réglementaire de routine et les enquêtes auprès des ménages se trouve l'approche de l'Évaluation rapide de la qualité de l'eau de boisson (Rapid Assessment of Drinking Water Quality [RADWQ])² au cours de laquelle les autorités de santé publique réalisent des évaluations sur le terrain de plusieurs systèmes d'approvisionnement en eau, choisis de façon aléatoire, afin de représenter au mieux la combinaison des systèmes d'approvisionnement utilisée dans le pays. En 2016, l'Institut de santé publique serbe a réalisé une enquête de ce type, avec le soutien du Centre européen de l'environnement et de la santé de l'OMS, dans le cadre de laquelle il a effectué des contrôles sanitaires et mesuré la qualité chimique et microbiologique de l'eau dans 1318 systèmes de distribution

par canalisations et systèmes d'approvisionnement individuels en milieu rural. Au total, un système d'approvisionnement en eau sur trois (33 %) était contaminé par la bactérie *E. coli* et les systèmes ayant obtenu un score plus élevé sur l'échelle de risque à la suite des contrôles sanitaires étaient plus susceptibles d'être contaminés (Figure 85)³.

La méthode d'évaluation rapide a permis d'identifier les principales causes de contamination et d'accorder la priorité aux activités d'amélioration de la qualité de l'eau. Les autorités de santé publique ont ainsi été en mesure de cibler les systèmes qui nécessitaient une attention et un encadrement accrus. Les résultats de l'enquête ont étayé les efforts d'amélioration de la gestion de la qualité de l'eau dans les petits systèmes, notamment en encourageant la mise en œuvre d'une approche de planification de la sécurité sanitaire de l'eau. À la suite de l'étude, le gouvernement serbe a préparé une nouvelle loi qui obligera tous les responsables de systèmes d'approvisionnement en eau de Serbie qui produisent au moins 10 m³ d'eau par jour à appliquer une approche d'évaluation et de gestion des risques pour garantir une production sûre de l'eau et une distribution en toute sécurité de l'eau potable aux ménages.

Dans de nombreux pays, l'eau en bouteille ou conditionnée constitue une part importante et croissante de l'approvisionnement en eau de boisson, en particulier dans les zones urbaines. Lorsque des ménages déclarent avoir recours à l'eau en bouteille comme principale source d'eau de boisson, les enquêtes doivent recueillir des données sur la qualité microbiologique de l'eau en bouteille afin de pouvoir déterminer si ces ménages ont accès à des services d'approvisionnement en eau de boisson gérés en toute sécurité. Ces données peuvent être collectées dans le cadre des enquêtes auprès des ménages, mais sont fournies dans l'idéal par des organismes de réglementation qui examinent et analysent régulièrement les eaux en bouteille. Étant donné que l'eau en bouteille n'est sans doute

³ Jovanović, D, et al., « Rapid assessment of drinking-water quality in rural Serbia: Overcoming the knowledge gaps and identifying the prevailing challenges », *Public Health Panorama*, 3(2) 175-185, 2017. Disponible à l'adresse suivante : <www.euro.who.int/en/publications/public-health-panorama/journal-issues/volume-3,-issue-2,-june-2017/original-research2>.

En Serbie, les systèmes d'approvisionnement ayant obtenu un score plus élevé sur l'échelle de risque à la suite des contrôles sanitaires étaient également plus susceptibles d'être contaminés

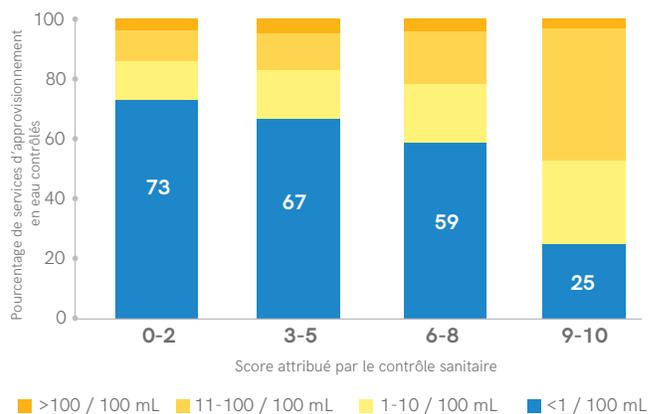


FIGURE 85 ► Systèmes d'approvisionnement en eau, ventilés par risque de contamination et par score attribué lors du contrôle sanitaire, Serbie, 2017 (en %)

¹ Drinking water quality in Northern Ireland, 2017 ; rapport de l'Inspection de l'eau potable d'Irlande du Nord, département de l'Environnement, Belfast, 2017. Disponible à l'adresse suivante : <www.daera-ni.gov.uk/publications/drinking-water-quality-northern-ireland>.

² Organisation mondiale de la Santé et Fonds des Nations Unies pour l'enfance, *Rapid assessment of drinking-water quality: A handbook for implementation*, OMS et UNICEF, Genève, 2012. Disponible à l'adresse suivante : <www.who.int/water_sanitation_health/publications/rapid_assessment/en>.

pas utilisée pour tous les autres besoins domestiques, tels que la cuisine et le ménage, il convient de recueillir également des informations sur l'accessibilité et la disponibilité des systèmes d'approvisionnement en eau pour les autres usages domestiques. Dans la pratique, de telles données ne sont pas toujours disponibles et le JMP étudie actuellement les différents moyens d'améliorer l'établissement de comptes rendus sur les services d'approvisionnement en eau de boisson gérés en toute sécurité dans les environnements où les populations dépendent de l'eau en bouteille.

Assainissement sur site géré en toute sécurité

Plusieurs pays, quel que soit leur stade de développement, peinent à mettre en œuvre des systèmes de collecte de données de routine et d'établissement de rapports sur le bon fonctionnement des systèmes d'assainissement non raccordés à un réseau d'égouts. Sachant que près de la moitié de la population mondiale qui a recours à des installations d'assainissement améliorées utilise ces systèmes (voir Section 5), ces difficultés engendrent un manque criant de données pour le suivi national et mondial des services d'assainissement gérés en toute sécurité. Le JMP collabore actuellement avec les gouvernements nationaux pour améliorer les méthodes de collecte des données, que ce soit par le biais des enquêtes auprès des ménages ou via les mécanismes de surveillance des autorités responsables de réglementer les systèmes d'assainissement.

Les enquêtes auprès des ménages s'adaptent aux ODD en intégrant de nouvelles questions relatives au confinement ou à la vidange des excréta des installations de stockage sur site, telles que les fosses septiques ou les latrines à fosse. Ces questions sont nécessairement simplifiées, car on ne peut pas s'attendre à ce que les équipes d'enquêteurs et les membres des ménages sondés soient en mesure de donner des informations techniques détaillées sur la conception des installations d'assainissement sur site. Néanmoins, il est possible d'établir des évaluations plus approfondies en s'appuyant sur les formulaires de contrôle sanitaire élaborés dans le cadre des Lignes directrices OMS relatives à l'assainissement et la santé de 2018 (Figure 86) et destinés à être utilisés par des personnes sans connaissances techniques détaillées particulières.

Les spécialistes du secteur, tels que les inspecteurs de la santé publique, pourraient réaliser des contrôles plus détaillés qui permettraient de collecter des informations plus fiables sur le confinement et le fonctionnement efficaces des systèmes de stockage et de traitement sur site. De tels contrôles peuvent être mis en œuvre sur une base régulière ou dans le cadre d'événements spécifiques, tels que la construction de bâtiments ou l'achat et la vente de propriétés.

Enfin, il convient d'étoffer le corpus d'exemples qui permettra de quantifier le volume d'excreta transportés depuis les installations de stockage sur site vers les installations de traitement hors site, ainsi que le niveau de traitement réservé à ces boues fécales, que ce soit dans une usine de traitement dédiée aux boues fécales ou dans une usine de traitement des eaux usées, avec l'ensemble des eaux d'égout.

Les contrôles sanitaires peuvent identifier les installations sur site qui ne garantissent pas le confinement efficace des excréta

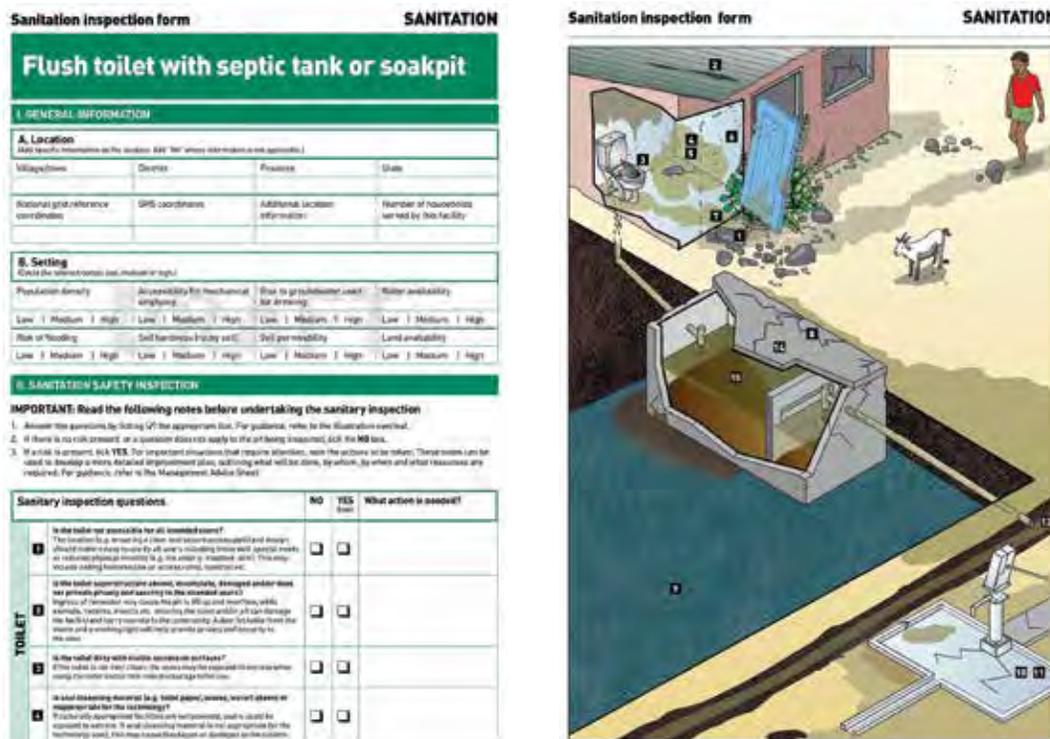


FIGURE 86 | Formulaires de contrôle sanitaire



Au cours des quatre prochaines années, le JMP concentrera ses efforts sur un petit nombre de pays dans lesquels il élaborera et mettra à l'essai des indicateurs et des méthodes de collecte de données que les municipalités et d'autres institutions responsables de la surveillance des systèmes d'assainissement pourront utiliser afin de mieux comprendre le niveau de sécurité impartie à la gestion des installations d'assainissement sur site.

Accessibilité financière des services WASH

L'Observation générale 15 déclare : « Le prix des services doit être établi sur la base du principe de l'équité... L'équité exige que l'eau ne représente pas une part excessive des dépenses des ménages les plus pauvres par rapport aux ménages plus aisés »⁴.

En 2018, le JMP ainsi que l'analyse et l'évaluation mondiales sur l'assainissement et l'eau potable d'ONU-Eau (GLAAS) ont lancé une initiative commune visant à examiner les méthodes et les indicateurs de suivi de l'accessibilité financière des services WASH. La coalition a mis sur pied un groupe d'experts composé d'universitaires, d'organes régulateurs, d'avocats, de citoyens et d'organisations internationales. Ce groupe mène actuellement des études de cas dans six pays pour vérifier la validité des différentes mesures et pour évaluer la disponibilité des données qui pourraient potentiellement être utilisées aux fins du suivi national et mondial.

Pour mesurer et suivre l'accessibilité financière des services WASH, il convient de comprendre l'interaction entre ces trois principales dimensions :

1. **Les dépenses engagées par l'utilisateur pour les services WASH**, y compris les dépenses en capital liées à l'acquisition d'une nouvelle infrastructure ou au raccordement au réseau, au fonctionnement continu et à l'entretien, aux produits connexes tels que les cuves, le savon et les produits de nettoyage, ainsi que les coûts non monétaires tels que le temps passé à collecter de l'eau ou à effectuer les trajets liés à l'assainissement. Les dépenses de l'utilisateur dépendent de multiples facteurs, comme le contexte géographique, l'infrastructure existante, l'efficacité du prestataire de services, la concurrence sur le marché, le niveau de corruption, le nombre et les types de points d'eau disponibles pour l'utilisateur, ainsi que les niveaux de subvention.
2. **Le pouvoir d'achat de l'utilisateur**, qui dépend à la fois de ses revenus (salaire, transferts monétaires ou paiements en nature) et du niveau de richesse du ménage (actifs, biens fonciers et épargne), et qui peut inclure tout élément permettant à l'utilisateur de mobiliser des ressources pour financer les services WASH.



3. **Les autres biens et services essentiels que l'utilisateur doit déjà payer**. Ils permettent de définir le budget disponible pour payer les services WASH. Si le coût des autres biens et services est moindre, l'utilisateur disposera de plus de fonds pour financer les services WASH.

L'initiative a défini cinq grandes questions qui constituent la base des études de cas menées actuellement au Cambodge, au Ghana, au Mexique, au Pakistan, en Ouganda et en Zambie :

1. Quel est le pourcentage des dépenses totales des ménages consacré aux services WASH ?
2. Dans quelle mesure la demande des ménages pour les services WASH évolue-t-elle en fonction des variations de prix ?
3. Quelle est la réponse des ménages lorsqu'ils sont interrogés directement sur leurs besoins et leurs préférences quant aux services WASH ?
4. Dans quelle mesure les services WASH sont-ils pris en compte dans la définition du seuil de pauvreté et clairement pris en considération dans les politiques publiques visant à combattre la pauvreté ?
5. Quelle est la solution proposée par les gouvernements ou les prestataires de services en vue de garantir l'accessibilité financière des services WASH pour tous ou pour une partie de la population ?

L'un des principaux objectifs des études de cas nationales est d'approfondir la première question qui a déjà servi d'indicateur à des évaluations antérieures de l'accessibilité financière réalisées par des organisations internationales, des gouvernements et des services publics. Néanmoins, les questions importantes suivantes doivent être examinées afin de définir au mieux le numérateur et le dénominateur : Les coûts doivent-ils être fondés sur les dépenses actuelles déclarées ou sur les dépenses nécessaires pour obtenir un niveau de services minimum ? Doivent-ils prendre en compte le temps passé à collecter de l'eau ou le temps nécessaire au trajet vers/depuis un point de défécation en plein air ou une installation sanitaire partagée ? Le dénominateur doit-il tenir compte du revenu ou les dépenses totales sont-elles suffisantes ? Les enquêtes sur les dépenses des ménages omettent généralement les investissements de capitaux et les coûts de réhabilitation, sous-estimant ainsi le coût total des services WASH. La disponibilité des données est donc également un élément important à prendre en compte.

⁴ Nations Unies, Observation générale 15, Le droit à l'eau (vingt-neuvième session, 2002), Nations Unies. Doc. E/C.12/2002/11, paragraphes 26-27, 2003. Disponible à l'adresse suivante : < https://www2.ohchr.org/english/issues/water/docs/CESCR_GC_15.pdf >.

Le coût total du niveau de services de base peut largement dépasser les dépenses courantes, en particulier pour les plus pauvres

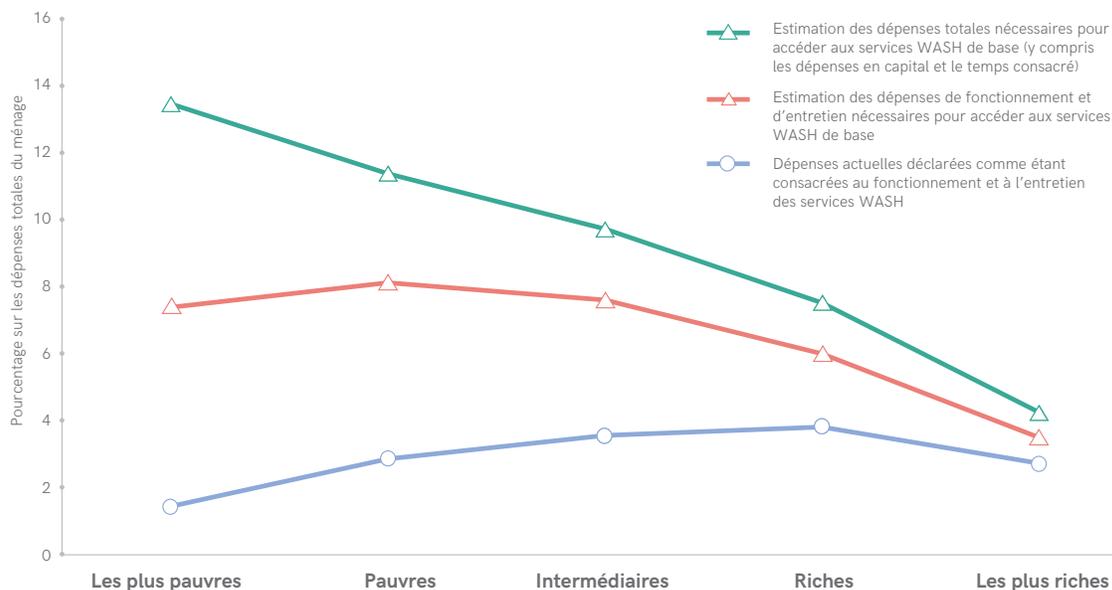


FIGURE 87 Part des services WASH sur le total des dépenses d'après les coûts déclarés et estimés des services de base

Remarque : l'estimation par quintiles de revenu s'appuie sur les données des dépenses par habitant.

L'analyse préliminaire du Ghana (Figure 87) montre que si seules les dépenses déclarées sont prises en compte en tant que pourcentage des dépenses totales, alors les ménages des quintiles pauvres ne semblent pas être touchés de manière disproportionnée. En revanche, lorsque l'analyse tient compte des dépenses totales nécessaires pour obtenir un niveau de services « de base » et du temps passé pour accéder aux services, l'accessibilité financière aux services WASH diminue considérablement, en particulier pour les plus pauvres. Ce constat sous-entend que les évaluations qui négligent les coûts annuels récurrents et les coûts moyens annualisés liés à l'accès aux services de base ou le temps moyen requis pour accéder à ces services pourraient fortement modifier le rapport entre le niveau de revenu et l'accessibilité financière des services WASH.

L'étude de cas du Ghana laisse penser qu'il serait très difficile pour les ménages à faible revenu d'augmenter leurs dépenses pour pouvoir accéder au niveau de services WASH de base. Par exemple, pour les ménages les plus pauvres, le poste budgétaire des services WASH serait égal au poste budgétaire actuel du logement et deux fois supérieur aux dépenses consacrées actuellement à l'éducation. Il est peu probable que ces ménages puissent assumer de tels coûts et il ne serait pas souhaitable qu'ils réduisent leurs dépenses consacrées aux autres besoins fondamentaux, tels que le logement, l'éducation, la santé ou la nourriture. Apparaît alors un besoin continu de subventions publiques ou de subventions croisées, sous une forme ou une autre, pour les ménages les plus pauvres et les plus vulnérables afin de s'assurer que leur accès financier aux services WASH ne soit pas compromis.

En outre, les ménages les plus pauvres sont plus susceptibles de collecter de l'eau à faible coût à des points d'eau éloignés et non fiables et de subir les désagréments liés à l'utilisation

de latrines publiques ou à la pratique de la défécation en plein air. Lorsque les évaluations prennent en compte la valeur du temps passé à collecter de l'eau⁵, le coût total de l'accès aux services WASH augmente considérablement pour les ménages à faible revenu. Sans doute les coûts des services WASH pour les ménages les plus pauvres seraient-ils encore plus élevés si l'on prenait en compte les coûts non monétaires liés à un faible niveau de services WASH, telles que les corvées, en particulier pour les femmes et les filles, et les frais de santé engendrés par la consommation d'eau contaminée.

Cette analyse préliminaire montre clairement que l'indicateur d'accessibilité financière le plus valable est celui qui prendrait en compte l'ensemble des coûts nécessaires pour que tous les ménages puissent accéder à un niveau de services minimum communément admis, mais, à cette fin, les équipes responsables des évaluations doivent disposer de données fiables sur les dépenses des ménages et sur les coûts des services WASH pour les populations concernées. Les travaux se poursuivent pour mettre à l'essai ces indicateurs dans un nombre accru de pays avant d'émettre des recommandations aux fins du suivi national et mondial.

⁵ Aucune donnée n'était disponible sur le temps passé à effectuer les trajets liés à l'assainissement.

Annexe 1: Méthodes

Depuis sa création en 1990, le JMP a joué un rôle capital dans l'élaboration des normes mondiales visant à mesurer les progrès accomplis en matière d'eau de boisson, d'assainissement et d'hygiène et a produit des mises à jour régulières sur les tendances nationales, régionales et mondiales.

Le JMP convoque régulièrement des groupes de travail constitués de spécialistes afin qu'ils prodiguent des conseils d'ordre technique sur des questions précises et des problèmes d'ordre méthodologique liés au suivi WASH. Par ailleurs, il a créé un Groupe consultatif d'orientation stratégique qui dispense un avis indépendant sur l'amélioration constante du JMP pour en faire une source fiable de données mondiales sur l'WASH¹.

Ci-après figure un bref résumé de la méthode utilisée par le JMP dans le cadre de la mise à jour 2019. À l'exception de quelques changements mineurs (voir l'encadré A-1), celle-ci est identique à la méthode utilisée par le JMP pour la mise à jour 2017². La méthode utilisée dans le présent rapport pour établir les estimations nationales, régionales et mondiales sera décrite plus précisément dans la prochaine note méthodologique.

¹ Pour de plus amples informations, veuillez consulter le site Internet du JMP <https://washdata.org>

² Organisation mondiale de la Santé et Fonds des Nations Unies pour l'enfance, JMP methodology: 2017 update and SDG baselines, OMS et UNICEF. <<https://washdata.org/sites/default/files/documents/reports/2018-04/JMP-2017-update-methodology.pdf>>.

Collecte et analyse des données

Pour établir des estimations, le JMP commence par rassembler des sources de données nationales contenant des informations sur les services d'eau et d'assainissement délivrés aux ménages et sur la disponibilité d'installations destinées au lavage des mains à domicile. En fonction du type d'infrastructures d'approvisionnement en eau de boisson et d'assainissement utilisé par les ménages, le JMP considère que les populations utilisent : des installations **améliorées** ou **non améliorées** ou **aucune installation** (Tableau A-1). Les points d'eau améliorés sont ceux qui, par la nature de leur conception et de leur construction, ont le potentiel de fournir de l'eau sans risque sanitaire, tandis que les installations d'assainissement améliorées désignent les installations conçues pour empêcher de façon hygiénique le contact des populations avec les excréta.

Le JMP collecte également des données sur le niveau de services reçu par les ménages afin de répartir la population qui utilise des installations améliorées en sous-groupes, selon qu'elle utilise des services d'approvisionnement en eau et d'assainissement **limités, de base** ou **gérés en toute sécurité**. Par ailleurs, il recueille des informations sur la disponibilité d'installations à domicile destinées au lavage des mains pourvues d'eau et de savon afin de classer les populations en la matière : **aucune installation** ou **installations limitées** ou **installations de base**.

Eau de boisson		Assainissement
Installations améliorées	<p>Approvisionnement en eau par canalisations</p> <ul style="list-style-type: none"> Eau du robinet dans le logement, dans la cour ou sur le terrain Bornes-fontaines publiques <p>Approvisionnement en eau sans canalisation</p> <ul style="list-style-type: none"> Forages/puits tubulaires Puits et sources protégés Eau de pluie Eau conditionnée, y compris l'eau en bouteille et en sachet Eau livrée, y compris par camions-citernes et charrettes 	<p>Réseau d'assainissement</p> <ul style="list-style-type: none"> Toilettes à chasse d'eau manuelle et mécanique raccordées à un réseau d'égouts <p>Assainissement sur site</p> <ul style="list-style-type: none"> Toilettes à chasse d'eau manuelle et mécanique ou latrines raccordées à une fosse septique ou une fosse Latrines à fosse améliorées avec ventilation Latrines à fosse avec dalle Toilettes à compostage, y compris les latrines à double fosse et les systèmes à cuve
Installations non améliorées	<p>Approvisionnement en eau sans canalisation</p> <ul style="list-style-type: none"> Puits et sources non protégés 	<p>Assainissement sur site</p> <ul style="list-style-type: none"> Latrines à fosse sans dalle Latrines suspendues Latrines à seau
Aucune installation	Eau de surface	Défécation en plein air

TABLERAU A-1 Classification des types d'installations améliorées et non améliorées selon le JMP

La mise à jour 2019 du JMP s'appuie sur 4 861 sources de données nationales, dont 3 838 ont servi à produire des estimations (Figure A-1). Un nombre de données similaire a été utilisé pour établir les estimations sur les services d'approvisionnement en eau de boisson (n=2 878) et les services d'assainissement (n=2 801), tandis que les données disponibles sur l'hygiène étaient relativement moindres (n=146). Environ la moitié des données utilisées pour fournir ces estimations provenait de sources administratives, qui constituent une importante source d'informations sur le traitement des eaux usées et sur la disponibilité et la qualité de l'eau de boisson.

La plupart de ces sources de données ont été recueillies directement à partir de rapports publiés par les autorités nationales, notamment les bureaux de statistique, les ministères et les organes régulateurs. Les programmes régionaux, tels que le Protocole OMS/CEE-ONU sur l'eau et la santé dans la région européenne, l'Office de statistique de l'Union européenne (EUROSTAT), l'International Benchmarking Network (IB-NET) et l'initiative OMD+ pour les pays arabes, représentent également des ressources importantes pour la collecte de données nationales sur la qualité de l'eau de boisson et le traitement des eaux usées.

Les données démographiques utilisées dans le présent rapport, y compris concernant la part de la population urbaine et de population rurale, sont celles publiées par la Division de la population des Nations Unies. Les données sur les populations nationales ont été tirées de la version révisée en 2017 du rapport Perspectives de la population dans le monde, tandis que le pourcentage de la population vivant en milieu rural est issu de la révision 2018 des Perspectives de l'urbanisation mondiale.

Sources de données nationales utilisées pour le rapport 2019 du JMP

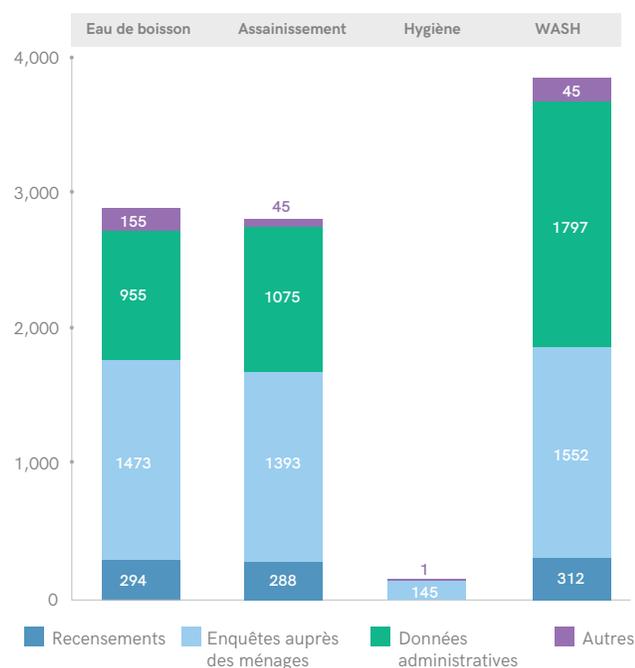


FIGURE A-1 Nombre de sources de données utilisées pour élaborer le rapport 2019 du JMP

Estimations nationales

Pour chaque pays, le JMP développe des estimations relatives aux indicateurs des services WASH en ajustant la droite de régression aux données recueillies, en remontant jusqu'à 2000.

Il utilise une simple régression linéaire pour estimer le pourcentage de la population ayant accès aux points d'eau suivants :

- points d'eau améliorés
- eau de surface

ainsi que le pourcentage de la population qui recourt aux installations d'assainissement et aux pratiques suivantes :

- types d'installations d'assainissement améliorées (y compris les installations partagées)
- défécation en plein air

Le reste de la population utilise respectivement des points d'eau non améliorés et des installations d'assainissement non améliorées.

Le JMP réalise également des régressions linéaires séparées pour des types d'installations améliorées spécifiques : eau de boisson acheminée par canalisations, installations raccordées à un réseau d'égouts et fosses septiques. Le reste de la population qui utilise des installations améliorées est considéré comme ayant accès à des points d'eau améliorés sans canalisation ou des latrines et d'autres installations d'assainissement améliorées.

Le JMP réalise aussi des régressions linéaires séparées pour distinguer les services de base des services limités s'agissant de l'approvisionnement en eau de boisson et d'assainissement. Les ménages qui partagent avec d'autres ménages une installation d'assainissement améliorée sont soustraits des estimations de la population qui utilise des installations d'assainissement améliorées, afin de produire des estimations de la population ayant accès au moins à des **services de base d'assainissement**. De même, le JMP a établi une estimation du pourcentage de la population qui utilise des points d'eau améliorés dont le temps de trajet aller-retour dépasse 30 minutes. Ce chiffre est soustrait des estimations relatives aux points d'eau améliorés, afin d'estimer la population ayant accès au moins à des **services de base d'approvisionnement en eau de boisson**³.

Le JMP utilise la régression linéaire pour estimer les installations **de base destinées au lavage des mains** à partir des données sur la population ayant accès à domicile à des installations destinées au lavage des mains avec eau et savon. Il utilise des régressions séparées pour les zones urbaines et les zones rurales ; les estimations de la population qui en résultent sont combinées afin de produire des estimations nationales sur les services de base. Les **fichiers nationaux du JMP** fournissent un registre complet des sources originales de chaque donnée, ainsi que des régressions linéaires utilisées pour produire les estimations⁴.

3 Puisque les services d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement gérés en toute sécurité répondent aux critères des services de base, les statistiques relatives à la population ayant accès à des services de base incluent souvent les personnes bénéficiant de services gérés en toute sécurité. Le JMP utilise le terme « au moins à des services de base » afin d'indiquer clairement que les statistiques prennent en compte les populations qui ont accès soit à des services de base, soit à des services gérés en toute sécurité.

4 Les fichiers nationaux du JMP sont disponibles au téléchargement à l'adresse suivante : <https://www.washdata.org>

Alors que les données nécessaires pour estimer l'accès aux services de base d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène sont disponibles pour la plupart des pays, le JMP n'a pas été en mesure de recueillir suffisamment de données pour établir une estimation des services d'approvisionnement en eau de boisson et d'assainissement gérés en toute sécurité dans tous les pays. Le JMP ne produit des estimations nationales que lorsque des données sont disponibles pour au moins 50 % de la population concernée.

Pour calculer les **services d'approvisionnement en eau de boisson gérés en toute sécurité**, le JMP utilise la régression linéaire qui lui permet d'estimer indépendamment le pourcentage de points d'eau améliorés utilisés, selon qu'ils sont :

- accessibles à domicile,
- disponibles au besoin, et
- exempts de contamination

Ces valeurs sont multipliées par la part de la population qui utilise des points d'eau améliorés afin d'évaluer les populations qui utilisent des points d'eau améliorés accessibles à domicile, disponibles au besoin et exempts de contamination. Le JMP utilise alors la plus faible de ces trois valeurs pour estimer la couverture des services d'approvisionnement en eau de boisson gérés en toute sécurité. De nombreux pays ne disposent pas de données sur au moins l'un des critères des services d'approvisionnement en eau de boisson gérés en toute sécurité. Le JMP ne procède à des estimations nationales que lorsqu'il dispose de données sur la qualité de l'eau de boisson et sur au moins l'un des autres critères (accessibilité et disponibilité).

Pour calculer les services **d'assainissement gérés en toute sécurité**, le JMP utilise la régression linéaire qui lui permet d'évaluer le pourcentage d'installations d'assainissement améliorées desquelles :

- les excréta sont traités et gérés sur site, ou
- les excréta sont vidangés et traités hors site, ou
- les eaux usées sont traitées hors site

Ces valeurs sont multipliées par la part de la population qui utilise des installations d'assainissement améliorées raccordées à un réseau d'égouts ou sur site qui ne sont pas partagées, puis additionnées pour produire des estimations de la population totale qui utilise des services d'assainissement gérés en toute sécurité. De nombreux pays manquent de données sur le traitement des eaux usées ou le traitement des excréta provenant d'installations d'assainissement sur site. Le JMP n'établit une estimation nationale que lorsque des données concernant le principal type de système d'assainissement sont disponibles. Si aucune information n'est disponible sur le type de système d'assainissement secondaire, le JMP considère que 50 % de la population a accès à des services gérés en toute sécurité.

Estimations régionales et mondiales

Le JMP n'établit des estimations régionales et mondiales des services WASH de base que lorsqu'il dispose de données pour au moins 50 % de la population concernée. Il calcule les moyennes pondérées en fonction de la population pour les zones rurales

Encadré A-1: **Changements apportés à la méthode utilisée par le JMP pour la mise à jour 2019**

1. Augmentation du nombre de sources de données utilisés pour générer des estimations, de 3 408 à 3 838
2. Analyse des tendances des services d'approvisionnement en eau de boisson et d'assainissement gérés en toute sécurité, fondées sur les données disponibles
3. Analyse des tendances des services d'approvisionnement en eau de boisson et d'assainissement limités pour les pays qui disposent de données suffisantes afin d'évaluer les variations du pourcentage de la population qui a accès à des services d'approvisionnement en eau de boisson et d'assainissement améliorés ne répondant pas aux critères des services de base
4. Modification de l'hypothèse implicite relative au confinement des fosses septiques (50 % de confinement) et au traitement des boues fécales dans les pays où la majorité de la population utilise des systèmes d'assainissement raccordés à un réseau d'égouts (traitement des boues fécales = traitement des eaux usées)
5. Indication des pourcentages de la population qui utilisent les différents types d'installations d'assainissement (égouts, fosses septiques, latrines ou autres installations améliorées), y compris des utilisateurs des installations partagées, afin de permettre une meilleure comparabilité avec les indicateurs de suivi de la cible 6.3 des ODD et de faciliter la comparaison avec les estimations nationales relatives à ces indicateurs.

et urbaines de chaque région⁵ et les assigne aux pays qui ne disposent pas d'estimation nationale pour l'année de référence. Le JMP n'utilise pas de statistiques « imputées » pour établir les estimations nationales.

Les populations qui utilisent des services de base, limités, non améliorés ou qui n'ont accès à aucun service sont ensuite additionnées pour chaque regroupement régional (voir l'Annexe 2 pour les regroupements régionaux utilisés dans le présent rapport). Les estimations pondérées en fonction de la population pour les zones rurales et urbaines sont combinées afin de calculer le pourcentage des populations régionales et mondiales ayant accès à chaque niveau de services. Une démarche équivalente est appliquée aux types d'installations (égouts, fosses septiques, latrines, avec ou sans canalisation, améliorées) et les estimations sont pondérées en fonction de la population qui utilise des installations d'approvisionnement en eau de boisson et d'assainissement améliorés plutôt qu'en fonction de la population totale.

Les estimations régionales et mondiales de chaque élément des services gérés en toute sécurité sont calculées en additionnant les estimations nationales (y compris les estimations « imputées » pour les pays manquant de données), si des données réelles sont disponibles pour au moins 30 % de la population concernée.

Les trois critères pour les services d'approvisionnement en eau de boisson gérés en toute sécurité sont calculés sous forme de moyennes pondérées des populations urbaines, rurales et nationales, à condition que des données soient disponibles pour

⁵ Pour l'utilisation des sous-régions M49, voir <https://unstats.un.org/unsd/methodology/m49/overview/>

au moins 30 % de la population régionale qui utilise des points d'eau améliorés. Ces ratios sont ensuite multipliés par la part de la population qui utilise des points d'eau améliorés dans chaque région. Similairement à l'approche appliquée aux pays, la part de la population qui utilise des services d'approvisionnement en eau de boisson gérés en toute sécurité est ensuite calculée au niveau régional et mondial à l'aide d'un minimum des trois critères appliqués aux zones urbaines et rurales. Si possible, le JMP utilise une moyenne pondérée des populations rurales et urbaines pour établir des estimations régionales et mondiales totales.

Pour les services d'assainissement gérés en toute sécurité, le JMP calcule les estimations régionales selon les populations qui utilisent des services raccordés à un réseau d'égouts ou des systèmes d'assainissement améliorés sur site (fosses septiques, latrines ou autres installations améliorées). Il n'établit d'estimations que lorsque des données sont disponibles pour au moins 30 % de la population qui utilise le type d'installation d'assainissement principal (raccordée à un réseau d'égouts ou assainissement sur site). Les estimations du pourcentage d'eaux usées traitées sont pondérées en fonction de la population qui utilise des installations raccordées à un réseau d'égouts, tandis que les estimations des excréta gérés sur site sont pondérées en fonction de la population qui utilise des installations sur site. Les données sont actuellement insuffisantes pour permettre d'établir des estimations régionales ou mondiales concernant le pourcentage de la population qui utilise des installations



d'assainissement sur site desquelles les excréta sont extraits et traités hors site.

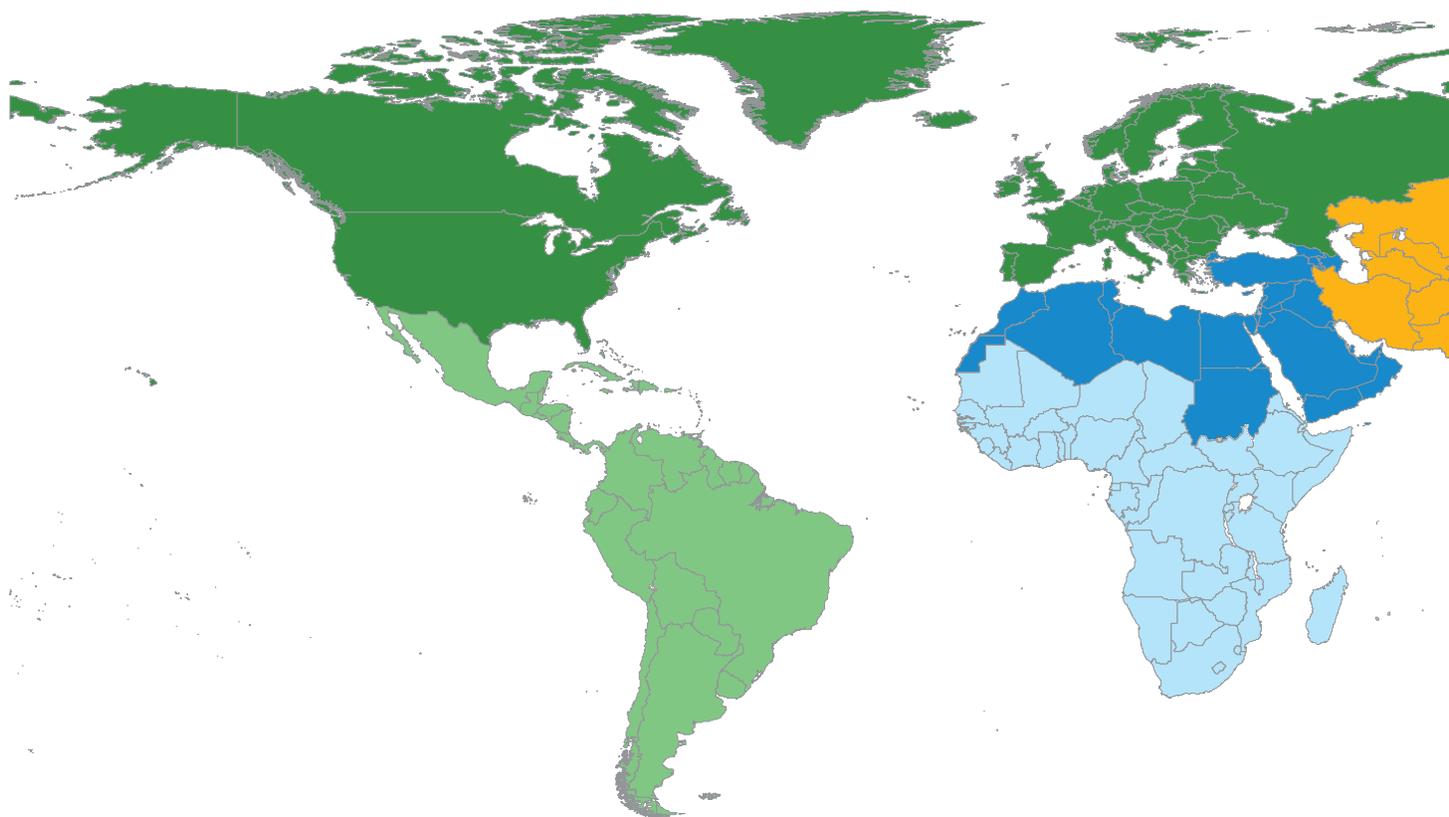
Enfin, le JMP calcule les estimations régionales et mondiales de la population qui utilise des services d'assainissement gérés en toute sécurité en additionnant les populations des zones rurales et urbaines dont les eaux usées sont traitées et les excréta gérés sur site. Lorsque la couverture des données est inférieure à 30 % pour le type d'assainissement secondaire, les estimations ne sont fondées que sur les données pour le type d'assainissement principal. Le JMP calcule les totaux régionaux et mondiaux à l'aide de moyennes pondérées pour les zones rurales et urbaines lorsque les données sont disponibles.

Pourcentage de la population et nombre de pays couverts par les données disponibles en 2017	Eau de boisson				Assainissement				Hygiène
	Service de base	Accessible à domicile	Disponible au besoin	Exempte de contamination	Service de base	Traités et gérés sur site	Vidangés et traités	Eaux usées traitées	De base
Monde (233)	99 % (220)	100 % (220)	67 % (93)	51 % (116)	99 % (212)	43 % (23)	1 % (9)	92 % (107)	52 % (78)
Rural	100 % (207)	100 % (206)	71 % (75)	48 % (55)	100 % (203)	57 % (22)	0 % (0)	87 % (92)	67 % (77)
Urbain	100 % (212)	100 % (211)	63 % (98)	54 % (75)	100 % (207)	24 % (17)	0 % (0)	88 % (95)	39 % (76)
Régions ODD									
Australie et Nouvelle-Zélande (2)	100 % (2)	100 % (2)	98 % (1)	88 % (1)	100 % (2)	0 % (0)	0 % (0)	100 % (2)	0 % (0)
Asie centrale et Asie du Sud (14)	100 % (14)	100 % (14)	73 % (6)	72 % (10)	100 % (14)	51 % (0)	0 % (0)	70 % (4)	93 % (10)
Asie de l'Est et Asie du Sud-Est (19)	100 % (19)	100 % (19)	83 % (8)	53 % (11)	100 % (17)	53 % (5)	3 % (2)	95 % (8)	27 % (9)
Europe et Amérique du Nord (58)	100 % (52)	100 % (52)	17 % (13)	100 % (50)	100 % (49)	18 % (18)	8 % (7)	100 % (48)	0 % (0)
Amérique latine et Caraïbes (48)	93 % (40)	99 % (40)	87 % (25)	54 % (14)	93 % (39)	7 % (0)	0 % (0)	90 % (15)	42 % (12)
Afrique du Nord et Asie occidentale (25)	99 % (23)	99 % (23)	65 % (14)	27 % (13)	99 % (23)	16 % (0)	0 % (0)	94 % (21)	58 % (10)
Océanie (21)	100 % (21)	100 % (21)	25 % (7)	15 % (7)	99 % (20)	6 % (0)	0 % (0)	37 % (3)	8 % (3)
Afrique subsaharienne (51)	99 % (49)	99 % (49)	76 % (19)	51 % (10)	99 % (48)	37 % (0)	0 % (0)	8 % (6)	89 % (34)
Autres regroupements régionaux									
Pays les moins avancés (47)	99 % (45)	99 % (45)	49 % (19)	45 % (9)	99 % (45)	30 % (0)	0 % (0)	29 % (5)	90 % (36)
Pays en développement sans littoral (32)	99 % (31)	99 % (31)	68 % (15)	59 % (16)	99 % (31)	14 % (0)	0 % (0)	61 % (11)	84 % (24)
Petits États insulaires en développement (57)	99 % (50)	99 % (50)	35 % (20)	18 % (11)	99 % (48)	1 % (0)	0 % (0)	90 % (11)	57 % (12)

TABLEAU A-2 Disponibilité des données dans chaque région pour les indicateurs sélectionnés Pourcentage de la population concernée et nombre de pays pour lesquels le JMP dispose de données

Remarque : pourcentage de la population concernée pour lequel le JMP dispose de données. Les données insuffisantes pour générer des estimations régionales sont indiquées en jaune

Annexe 2 : Regroupements régionaux



OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE : REGROUPEMENTS RÉGIONAUX

■ **AUSTRALIE ET NOUVELLE-ZÉLANDE** : Australie, Nouvelle-Zélande.

■ **ASIE CENTRALE ET ASIE DU SUD** : Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Inde, Iran (République islamique d'), Kazakhstan, Kirghizistan, Maldives, Népal, Ouzbékistan, Pakistan, Sri Lanka, Tadjikistan, Turkménistan.

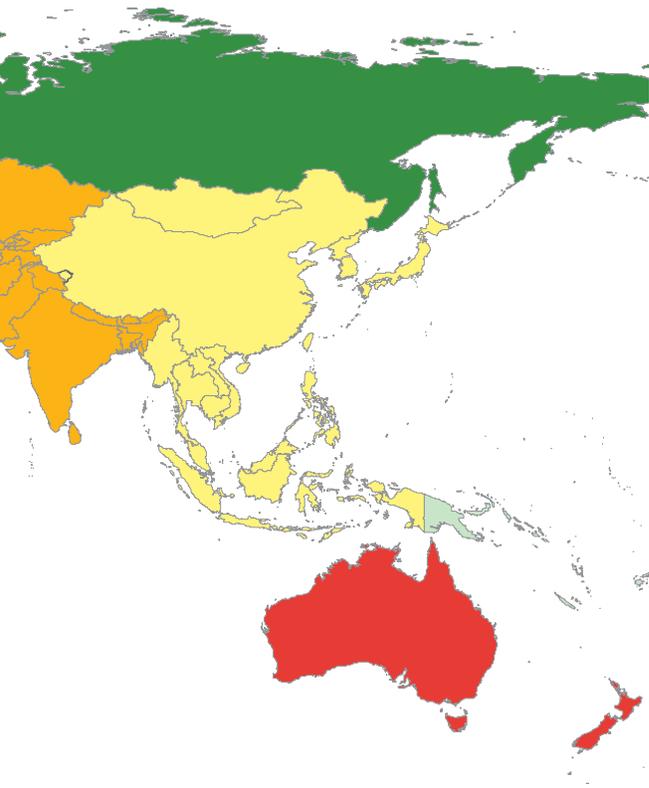
■ **ASIE DE L'EST ET ASIE DU SUD-EST** : Brunéi Darussalam, Cambodge, Chine, Hong Kong (Région administrative spéciale de Chine), Indonésie, Japon, Malaisie, Mongolie, Myanmar, Philippines, Région administrative spéciale de Macao, République de Corée, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, Singapour, Thaïlande, Timor-Leste, Viet Nam.

■ **EUROPE ET AMÉRIQUE DU NORD** : Albanie, Allemagne, Andorre, Autriche, Bélarus, Belgique, Bermudes, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Canada, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Finlande, France, Gibraltar, Grèce, Groenland, Hongrie, Îles Anglo-Normandes, Île de Man, Îles Féroé, Irlande, Islande, Italie, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Monaco,

Monténégro, Pays-Bas, Norvège, Pologne, Portugal, République de Macédoine du Nord, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Siège, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Ukraine.

■ **AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES** : Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Aruba, Bahamas, Barbade, Belize, Bolivie (État plurinational de), Bonaire, Saint-Eustache et Saba (Antilles néerlandaises), Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, Curaçao, Dominique, El Salvador, Équateur, Grenade, Guadeloupe, Guatemala, Guyana, Guyane française, Haïti, Honduras, Îles Caïmanes, Îles Malouines, Îles Turques et Caïques, Îles Vierges britanniques, Îles Vierges des États-Unis, Jamaïque, Martinique, Mexique, Montserrat, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, Porto Rico, République dominicaine, Sainte-Lucie, Saint-Martin, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Suriname, Trinité-et-Tobago, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du).

■ **AFRIQUE DU NORD ET ASIE DE L'OUEST** : Algérie, Arménie, Azerbaïdjan, Bahreïn, Chypre, Égypte, Géorgie, Iraq, Israël, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Maroc, Oman, Qatar, Arabie



saoudite, Soudan, République arabe syrienne, Tunisie, Turquie, Émirats arabes unis, Cisjordanie et bande de Gaza, Sahara occidental, Yémen.

OCÉANIE (SAUF AUSTRALIE ET NOUVELLE-ZÉLANDE) :

Fidji, Guam, Îles Cook, Îles Mariannes septentrionales, Îles Marshall, Îles Salomon, Îles Wallis-et-Futuna, Kiribati, Micronésie (États fédérés de), Nauru, Nioué, Nouvelle-Calédonie, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Polynésie française, Samoa, Samoa américaines, Tokélaou, Tonga, Tuvalu, Vanuatu.

AFRIQUE SUBSAHARIENNE :

Afrique du Sud, Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cameroun, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Guinée équatoriale, Érythrée, Eswatini, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Kenya, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Maurice, Mauritanie, Mayotte, Mozambique, Namibie, Niger, Nigéria, Ouganda, Réunion, Rwanda, Sainte-Hélène, São Tomé-et-Principe, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République-Unie de Tanzanie, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Soudan du Sud, Tchad, Togo, Zambie, Zimbabwe.

AUTRES REGROUPEMENTS RÉGIONAUX

PAYS EN DÉVELOPPEMENT SANS LITTORAL (PDSL) :

Afghanistan, Arménie, Azerbaïdjan, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Botswana, Burkina Faso, Burundi, Eswatini, Éthiopie, Kazakhstan, Kirghizistan, Lesotho, Malawi, Mali, Mongolie, Népal, Niger, Ouganda, Ouzbékistan, Paraguay, République centrafricaine, République de Macédoine du Nord, République démocratique populaire lao, République de Moldova, Rwanda, Soudan du Sud, Tadjikistan, Tchad, Turkménistan, Zambie, Zimbabwe.

PAYS LES MOINS AVANCÉS (PMA) :

Afghanistan, Angola, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Comores, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Haïti, Îles Salomon, Kiribati, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Myanmar, Népal, Niger, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, São Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Soudan du Sud, Tchad, Timor-Leste, Togo, Tuvalu, Vanuatu, Yémen, Zambie.

PETITS ÉTATS INSULAIRES EN DÉVELOPPEMENT (PEID) :

Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Aruba, Bahamas, Barbade, Belize, Bermudes, Bonaire, Saint-Eustache et Saba (Antilles néerlandaises), Cabo Verde, Comores, Cuba, Curaçao, Dominique, Fidji, Grenade, Guadeloupe, Guam, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Îles Caïmanes, Îles Cook, Îles Mariannes septentrionales, Îles Marshall, Îles Salomon, Îles Turques et Caïques, Îles Vierges britanniques, Îles Vierges des États-Unis, Jamaïque, Kiribati, Maldives, Maurice, Micronésie (États fédérés de), Montserrat, Nauru, Nioué, Nouvelle-Calédonie, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Polynésie française, Porto Rico, République dominicaine, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Martin, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Sainte-Lucie, Samoa, Samoa américaines, São Tomé-et-Principe, Seychelles, Singapour, Suriname, Timor-Leste, Tonga, Trinité-et-Tobago, Tuvalu, Vanuatu.

Annexe 3 : Estimations nationales relatives à l’approvisionnement en eau de boisson

PAYS, ZONE OU TERRITOIRE	Année	Population (en milliers)	% en milieu urbain	NIVEAU NATIONAL					MILIEU RURAL					MILIEU URBAIN				
				Au moins de base	Limité (> 30 min)	Non amélioré	Eaux de surface	Taux annuel de changement (services de base)	Au moins de base	Limité (> 30 min)	Non amélioré	Eaux de surface	Taux annuel de changement (services de base)	Au moins de base	Limité (> 30 min)	Non amélioré	Eaux de surface	Taux annuel de changement (services de base)
Afghanistan	2000	20 094	22	28	4	43	25	2.31	22	3	46	30	2.10	49	5	36	10	2.73
	2017	35 530	25	67	3	19	11		57	4	24	14		96	<1	3	<1	
Afrique du Sud	2000	45 728	57	85	3	4	8	0.48	66	6	9	19	0.85	98	<1	<1	<1	0.03
	2017	56 717	66	93	3	2	3		81	7	5	8		99	<1	<1	<1	
Albanie	2000	3 122	42	88	9	2	1	0.19	82	13	3	2	0.48	96	4	<1	<1	-0.27
	2017	2 930	59	91	5	4	<1		90	5	5	<1		92	5	3	<1	
Algérie	2000	31 184	60	90	6	4	<1	0.22	83	8	7	1	0.32	94	4	2	<1	0.07
	2017	41 318	72	94	5	1	<1		89	9	2	<1		95	4	<1	<1	
Allemagne	2000	81 488	75	>99	<1	<1	<1	0.00	>99	<1	<1	<1	0.00	>99	<1	<1	<1	0.00
	2017	82 114	77	>99	<1	<1	<1		>99	<1	<1	<1		>99	<1	<1	<1	
Andorre	2000	65	92	>99	<1	<1	<1	0.00	>99	<1	<1	<1	0.00	>99	<1	<1	<1	0.00
	2017	77	88	>99	<1	<1	<1		>99	<1	<1	<1		>99	<1	<1	<1	
Angola	2000	16 441	50	41	21	9	29	0.86	21	16	16	47	0.37	61	26	2	10	0.60
	2017	29 784	65	56	10	19	15		27	9	23	41		71	10	17	2	
Anguilla	2000	11	100	96	<1	4	<1	0.08	-	-	-	-	-	96	<1	4	<1	0.08
	2017	15	100	97	<1	3	<1		-	-	-	-		97	<1	3	<1	
Antigua-et-Barbuda	2000	84	32	98	<1	2	<1	-0.09	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	102	25	97	<1	3	<1		-	-	-	-		-	-	-	-	
Arabie saoudite	2000	20 764	80	97	<1	3	<1	0.15	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	32 938	84	>99	<1	<1	<1		-	-	-	-		-	-	-	-	
Argentine	2000	37 057	89	96	<1	3	1	-	76	<1	14	10	-	99	<1	1	<1	0.06
	2017	44 271	92	-	-	-	-		-	-	-	-		-	>99	<1	<1	
Arménie	2000	3 070	65	95	2	3	<1	0.28	89	5	6	<1	0.67	99	<1	<1	<1	0.07
	2017	2 930	63	>99	<1	<1	<1		>99	<1	<1	<1		>99	<1	<1	<1	
Aruba	2000	91	47	94	<1	5	<1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	105	43	-	-	-	-		-	-	-	-		-	-	-	-	
Australie	2000	19 066	84	>99	<1	<1	<1	0.02	>99	<1	<1	<1	0.06	>99	<1	<1	<1	0.01
	2017	24 451	86	>99	<1	<1	<1		>99	<1	<1	<1		>99	<1	<1	<1	
Autriche	2000	8 069	60	>99	<1	<1	<1	0.00	>99	<1	<1	<1	0.00	>99	<1	<1	<1	0.00
	2017	8 735	58	>99	<1	<1	<1		>99	<1	<1	<1		>99	<1	<1	<1	
Azerbaïdjan	2000	8 123	51	73	8	8	10	1.06	55	12	14	20	1.57	91	5	2	1	0.50
	2017	9 828	55	91	3	5	<1		82	6	10	2		>99	<1	<1	<1	
Bahamas	2000	298	82	98	<1	2	<1	0.04	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	395	83	99	<1	1	<1		-	-	-	-		-	-	-	-	
Bahreïn	2000	665	88	>99	<1	<1	<1	0.01	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	1 493	89	>99	<1	<1	<1		-	-	-	-		-	-	-	-	
Bangladesh	2000	131 581	24	95	<1	2	2	0.11	94	<1	2	3	0.15	99	<1	<1	<1	-0.07
	2017	164 670	36	97	2	<1	<1		97	2	<1	1		97	1	<1	<1	
Barbade	2000	270	34	98	<1	1	<1	0.01	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	286	31	98	<1	1	<1		-	-	-	-		-	-	-	-	
Biélorus	2000	9 934	70	>99	<1	<1	<1	-0.17	99	<1	1	<1	-0.03	>99	<1	<1	<1	-0.21
	2017	9 468	78	96	3	<1	<1		98	<1	<1	<1		96	4	<1	<1	
Belgique	2000	10 282	97	>99	<1	<1	<1	0.00	>99	<1	<1	<1	0.00	>99	<1	<1	<1	0.00
	2017	11 429	98	>99	<1	<1	<1		>99	<1	<1	<1		>99	<1	<1	<1	
Belize	2000	247	45	87	1	8	3	0.62	84	1	9	5	0.76	91	<1	7	<1	0.45
	2017	375	46	98	1	<1	<1		97	1	1	<1		99	1	<1	<1	
Bénin	2000	6 866	38	61	6	20	12	0.29	52	8	24	16	0.36	77	3	14	6	-0.05
	2017	11 176	47	66	10	20	4		58	14	22	6		76	5	18	1	

"-" = estimation non disponible. Pour les méthodes d'estimation JMP, voir l'annexe 1. Pour des estimations non arrondies, consultez www.washdata.org.

PAYS, ZONE OU TERRITOIRE	Année	NIVEAU NATIONAL					MILIEU RURAL					MILIEU URBAIN							
		Proportion de la population utilisant un point d'eau amélioré					Proportion de la population utilisant un point d'eau amélioré					Proportion de la population utilisant un point d'eau amélioré							
		Gérés en toute sécurité	Accessible à domicile	Disponible au besoin	Exempt de contamination	Avec canalisation	Sans canalisation	Gérés en toute sécurité	Accessible à domicile	Disponible au besoin	Exempt de contamination	Avec canalisation	Sans canalisation	Gérés en toute sécurité	Accessible à domicile	Disponible au besoin	Exempt de contamination	Avec canalisation	Sans canalisation
Afghanistan	2000	-	16	-	-	4	28	-	10	-	-	<1	25	-	40	-	-	17	37
	2017	-	38	-	-	22	49	-	25	-	-	14	48	-	79	-	-	45	51
Afrique du Sud	2000	-	63	81	-	82	5	-	28	64	-	60	12	90	90	94	98	99	<1
	2017	-	76	71	-	90	6	-	47	50	-	74	14	82	91	82	99	98	1
Albanie	2000	49	61	49	96	76	21	-	39	53	-	62	33	-	92	44	-	96	4
	2017	70	89	70	87	86	10	-	90	68	-	77	18	-	89	72	-	92	4
Algérie	2000	-	69	-	-	81	15	-	50	-	-	67	25	-	82	82	-	90	8
	2017	-	81	-	-	77	22	-	74	-	-	64	34	-	84	83	-	82	17
Allemagne	2000	>99	>99	>99	>99	-	-	-	>99	-	-	-	-	-	>99	-	-	-	-
	2017	>99	>99	>99	>99	>99	<1	-	>99	-	-	>99	<1	-	>99	-	-	>99	<1
Andorre	2000	91	>99	>99	91	>99	<1	-	>99	>99	-	>99	<1	-	>99	>99	-	>99	<1
	2017	91	>99	>99	91	>99	<1	-	>99	>99	-	>99	<1	-	>99	>99	-	>99	<1
Angola	2000	-	8	31	-	24	38	-	2	24	-	14	24	-	13	37	-	35	52
	2017	-	37	31	-	41	25	-	7	23	-	8	28	-	53	35	-	58	24
Anguilla	2000	-	87	86	-	61	35	-	-	-	-	-	-	-	87	86	-	61	35
	2017	-	88	88	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	88	88	-	-	-
Antigua-et-Barbuda	2000	-	83	91	-	98	<1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	-	75	90	-	94	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Arabie saoudite	2000	-	79	-	-	72	25	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	-	>99	-	-	86	14	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Argentine	2000	-	92	-	-	89	7	-	61	-	-	50	27	-	95	-	-	94	5
	2017	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	99	-	-	98	2
Arménie	2000	30	89	30	76	88	9	-	75	44	-	72	21	-	97	21	-	97	2
	2017	86	>99	86	90	99	<1	-	>99	75	-	98	2	-	99	93	-	>99	<1
Aruba	2000	-	93	-	-	91	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Australie	2000	-	96	90	-	83	16	-	87	-	-	59	40	98	98	-	>99	88	12
	2017	-	97	96	-	91	9	-	89	-	-	84	16	99	99	-	>99	92	8
Autriche	2000	98	>99	99	98	-	-	-	>99	>99	-	-	-	-	>99	99	-	-	-
	2017	99	>99	99	>99	-	-	-	>99	>99	-	-	-	-	>99	99	-	-	-
Azerbaïdjan	2000	59	59	82	50	49	33	-	37	-	-	19	47	-	80	-	-	78	18
	2017	74	74	94	88	86	8	-	50	-	-	70	17	-	93	-	-	98	1
Bahamas	2000	-	97	98	-	96	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	-	98	99	-	97	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bahreïn	2000	99	99	>99	99	97	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	99	99	>99	>99	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bangladesh	2000	56	64	-	56	7	89	59	60	-	59	<1	95	45	77	-	45	30	68
	2017	55	78	-	55	15	84	61	76	-	61	3	96	45	82	-	45	37	62
Barbade	2000	-	98	89	-	97	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	-	98	89	-	99	<1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bélarus	2000	81	81	-	>99	80	20	-	54	-	-	48	51	-	92	-	-	94	6
	2017	95	95	-	97	93	7	-	94	-	-	75	24	-	95	-	-	98	2
Belgique	2000	>99	>99	-	>99	>99	<1	-	>99	-	-	>99	<1	-	>99	-	-	>99	<1
	2017	>99	>99	-	>99	>99	<1	-	>99	-	-	>99	<1	-	>99	-	-	>99	<1
Belize	2000	-	85	-	-	64	24	-	81	-	-	52	34	-	89	-	-	78	13
	2017	-	96	-	-	86	13	-	95	-	-	78	21	-	98	-	-	95	5
Bénin	2000	-	41	-	-	42	26	-	23	-	-	26	34	-	68	-	-	67	13
	2017	-	26	-	-	40	37	-	12	-	-	27	45	-	43	-	-	54	27

PAYS, ZONE OU TERRITOIRE	Année	Population (en milliers)	% en milieu urbain	NIVEAU NATIONAL					MILIEU RURAL					MILIEU URBAIN				
				Au moins de base	Limité (> 30 min)	Non amélioré	Eaux de surface	Taux annuel de changement (services de base)	Au moins de base	Limité (> 30 min)	Non amélioré	Eaux de surface	Taux annuel de changement (services de base)	Au moins de base	Limité (> 30 min)	Non amélioré	Eaux de surface	Taux annuel de changement (services de base)
Bermudes	2000	64	100	>99	<1	<1	<1	-0.01	-	-	-	-	-	>99	<1	<1	<1	-0.01
	2017	61	100	>99	<1	<1	<1	-0.01	-	-	-	-	-	>99	<1	<1	<1	-0.01
Bhoutan	2000	573	25	83	1	6	10	0.85	78	<1	8	13	1.08	96	3	<1	<1	0.13
	2017	808	40	97	3	<1	<1	0.85	97	3	<1	<1	1.08	98	1	<1	<1	0.13
Bolivie (État plurinational de)	2000	8 340	62	79	<1	7	13	0.79	54	<1	12	33	1.41	95	<1	4	<1	0.26
	2017	11 052	69	93	<1	2	5	0.79	78	<1	4	18	1.41	>99	<1	<1	<1	0.26
Bonaire, Saint-Eustache et Saba	2000	14	75	>99	<1	<1	<1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	25	75	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bosnie-Herzégovine	2000	3 767	42	97	1	1	<1	-0.07	96	1	2	<1	0.06	99	<1	<1	<1	-0.22
	2017	3 507	48	96	4	<1	<1	-0.07	97	3	<1	<1	0.06	95	5	<1	<1	-0.22
Botswana	2000	1 728	53	75	20	2	3	0.89	54	38	3	6	1.29	94	6	<1	<1	0.17
	2017	2 292	69	90	7	2	1	0.89	76	18	2	4	1.29	97	1	1	<1	0.17
Brésil	2000	175 288	81	94	<1	5	<1	0.27	74	2	20	3	0.92	98	<1	1	<1	0.08
	2017	209 288	86	98	<1	2	-	0.27	90	2	8	-	0.92	>99	<1	<1	<1	0.08
Brunéi Darussalam	2000	333	71	>99	<1	<1	<1	0.00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	429	77	>99	<1	<1	<1	0.00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bulgarie	2000	7 998	69	>99	<1	<1	<1	-0.04	>99	<1	<1	<1	-0.08	>99	<1	<1	<1	-0.02
	2017	7 085	75	>99	<1	<1	-	-0.04	98	<1	2	-	-0.08	>99	<1	<1	<1	-0.02
Burkina Faso	2000	11 608	18	55	14	25	6	-0.41	51	13	28	8	-0.93	74	16	10	<1	0.35
	2017	19 193	29	48	28	23	1	-0.41	35	33	31	2	-0.93	80	15	5	<1	0.35
Burundi	2000	6 401	8	51	19	15	15	0.60	48	21	15	16	0.52	82	6	4	8	0.45
	2017	10 864	13	61	20	15	5	0.60	57	21	17	5	0.52	90	8	2	<1	0.45
Cabo Verde	2000	435	53	79	11	10	<1	0.49	70	17	12	<1	0.32	86	6	7	<1	0.41
	2017	546	65	87	9	4	<1	0.49	76	13	11	<1	0.32	93	7	<1	<1	0.41
Cambodge	2000	12 152	19	52	<1	21	26	1.54	47	<1	24	29	1.52	76	<1	11	14	1.28
	2017	16 005	23	79	<1	10	11	1.54	73	<1	13	14	1.52	97	1	<1	<1	1.28
Cameroun	2000	15 274	46	59	5	26	9	0.07	38	5	40	17	0.06	85	5	10	<1	-0.43
	2017	24 054	56	60	16	16	7	0.07	39	16	31	15	0.06	77	17	5	1	-0.43
Canada	2000	30 736	79	>99	<1	<1	<1	0.02	98	<1	2	<1	0.04	>99	<1	<1	<1	0.01
	2017	36 624	81	>99	<1	<1	<1	0.02	99	<1	1	<1	0.04	>99	<1	<1	<1	0.01
Chili	2000	15 263	86	96	<1	4	-	0.24	75	<1	25	-	1.50	>99	<1	<1	<1	0.04
	2017	18 055	87	>99	<1	<1	<1	0.24	>99	<1	<1	<1	1.50	>99	<1	<1	<1	0.04
Chine	2000	1 283 199	36	80	<1	16	3	0.73	70	<1	25	4	0.93	98	<1	2	<1	-0.03
	2017	1 409 517	58	93	<1	6	<1	0.73	86	2	12	<1	0.93	98	<1	2	<1	-0.03
Chine, région administrative spéciale de Hong Kong	2000	6 664	100	99	<1	1	<1	0.08	-	-	-	-	-	99	<1	1	<1	0.08
	2017	7 365	100	>99	<1	<1	<1	0.08	-	-	-	-	-	>99	<1	<1	<1	0.08
Chine, région administrative spéciale de Macao	2000	428	100	>99	<1	<1	<1	0.00	-	-	-	-	-	>99	<1	<1	<1	0.00
	2017	623	100	>99	<1	<1	<1	0.00	-	-	-	-	-	>99	<1	<1	<1	0.00
Chypre	2000	943	69	>99	<1	<1	<1	-0.02	>99	<1	<1	<1	-0.01	>99	<1	<1	<1	-0.03
	2017	1 180	67	>99	<1	<1	<1	-0.02	>99	<1	<1	<1	-0.01	>99	<1	<1	<1	-0.03
Cisjordanie et bande de Gaza	2000	3 223	72	91	<1	8	1	0.36	88	1	9	3	0.49	92	<1	7	<1	0.30
	2017	4 921	76	97	<1	3	-	0.36	96	1	3	-	0.49	97	<1	3	-	0.30
Colombie	2000	40 404	74	91	<1	5	4	0.37	71	<1	15	13	0.90	98	<1	2	<1	0.12
	2017	49 066	80	97	<1	<1	2	0.37	86	<1	4	9	0.90	>99	<1	<1	<1	0.12
Comores	2000	542	28	91	2	6	2	-0.63	91	2	5	2	-0.86	90	2	8	<1	-0.08
	2017	814	29	80	11	8	<1	-0.63	77	12	11	<1	-0.86	88	9	2	<1	-0.08
Congo	2000	3 226	59	57	10	25	8	0.94	18	9	53	20	1.63	85	10	5	<1	0.14
	2017	5 261	66	73	10	10	6	0.94	46	11	24	19	1.63	87	10	3	<1	0.14
Costa Rica	2000	3 925	59	94	<1	2	3	0.33	87	<1	5	7	0.74	>99	<1	<1	<1	0.04
	2017	4 906	79	>99	<1	<1	<1	0.33	>99	<1	<1	<1	0.74	>99	<1	<1	<1	0.04

PAYS, ZONE OU TERRITOIRE	Année	NIVEAU NATIONAL					MILIEU RURAL					MILIEU URBAIN							
		Proportion de la population utilisant un point d'eau amélioré					Proportion de la population utilisant un point d'eau amélioré					Proportion de la population utilisant un point d'eau amélioré							
		Gérés en toute sécurité	Accessible à domicile	Disponible au besoin	Exempt de contamination	Avec canalisation	Sans canalisation	Gérés en toute sécurité	Accessible à domicile	Disponible au besoin	Exempt de contamination	Avec canalisation	Sans canalisation	Gérés en toute sécurité	Accessible à domicile	Disponible au besoin	Exempt de contamination	Avec canalisation	Sans canalisation
Bermudes	2000	-	>99	-	-	>99	<1	-	-	-	-	-	-	-	>99	-	-	>99	<1
	2017	-	>99	-	-	>99	<1	-	-	-	-	-	-	-	>99	-	-	>99	<1
Bhoutan	2000	29	68	74	29	81	3	22	67	67	22	75	3	49	69	92	49	98	<1
	2017	36	88	88	36	>99	<1	28	83	86	28	>99	<1	49	96	93	49	>99	<1
Bolivie (État plurinational de)	2000	-	72	-	-	75	5	-	40	-	-	47	8	-	91	85	-	92	3
	2017	-	92	-	-	71	22	-	76	-	-	33	45	-	99	79	-	88	12
Bonaire, Saint-Eustache et Saba	2000	-	85	-	-	70	29	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bosnie-Herzégovine	2000	87	92	87	91	85	13	-	87	86	-	77	21	-	97	90	-	96	3
	2017	89	91	89	99	95	5	-	92	88	-	93	7	-	90	90	-	98	2
Botswana	2000	-	59	-	-	89	6	-	31	-	-	77	14	84	84	-	84	>99	<1
	2017	-	79	-	-	90	6	-	47	-	-	77	18	83	93	-	83	97	1
Brésil	2000	-	84	86	-	86	8	-	46	64	-	51	26	91	93	91	97	95	4
	2017	-	98	90	-	97	1	-	90	76	-	83	9	92	>99	92	98	>99	<1
Brunéi Darussalam	2000	-	>99	-	-	>99	<1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	-	>99	-	-	>99	<1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bulgarie	2000	97	>99	97	99	96	4	-	>99	-	-	89	10	-	>99	-	-	98	2
	2017	97	97	98	98	>99	<1	-	92	-	-	98	<1	-	99	-	-	>99	<1
Burkina Faso	2000	-	2	49	-	21	47	-	<1	48	-	8	56	-	10	54	-	82	8
	2017	-	18	53	-	25	50	-	3	51	-	6	62	-	56	57	-	74	21
Burundi	2000	-	4	-	-	14	56	-	<1	-	-	9	60	-	43	<1	-	77	12
	2017	-	10	-	-	36	45	-	3	-	-	28	50	-	57	<1	-	89	8
Cabo Verde	2000	-	60	-	-	70	20	-	52	-	-	62	26	-	68	-	-	77	15
	2017	-	84	-	-	89	8	-	76	-	-	75	14	-	89	-	-	96	4
Cambodge	2000	17	37	-	17	6	46	11	30	-	11	<1	47	43	70	-	43	32	44
	2017	26	61	-	26	26	53	17	57	-	17	11	62	57	76	-	57	77	21
Cameroun	2000	-	8	-	-	39	25	-	4	-	-	12	31	-	14	-	-	71	18
	2017	-	31	-	-	40	37	-	6	-	-	13	41	-	51	-	-	61	33
Canada	2000	98	98	-	99	>99	<1	-	96	-	-	98	<1	-	99	-	-	>99	<1
	2017	99	99	-	>99	>99	<1	-	98	-	-	99	<1	-	>99	-	-	>99	<1
Chili	2000	92	92	95	95	94	2	-	55	-	-	65	10	98	98	99	98	99	<1
	2017	99	>99	>99	99	>99	<1	-	97	-	-	99	1	99	>99	>99	99	>99	<1
Chine	2000	-	65	77	-	51	30	-	46	65	-	31	40	93	98	97	93	87	12
	2017	-	92	90	-	76	18	-	86	81	-	54	34	92	96	96	92	92	6
Chine, région administrative spéciale de Hong Kong	2000	79	98	-	79	97	1	-	-	-	-	-	-	79	98	-	79	97	1
	2017	>99	>99	-	>99	>99	<1	-	-	-	-	-	-	>99	>99	-	>99	>99	<1
Chine, région administrative spéciale de Macao	2000	53	>99	>99	53	>99	<1	-	-	-	-	-	-	>99	>99	>99	>99	>99	<1
	2017	>99	>99	>99	>99	>99	<1	-	-	-	-	-	-	>99	>99	>99	>99	>99	<1
Chypre	2000	95	>99	-	95	>99	<1	-	>99	-	-	>99	<1	-	>99	-	-	>99	<1
	2017	>99	>99	-	>99	>99	<1	-	>99	-	-	>99	<1	-	>99	-	-	>99	<1
Cisjordanie et bande de Gaza	2000	-	83	83	-	86	5	-	84	83	-	70	19	-	83	83	-	92	<1
	2017	-	89	88	-	54	43	-	92	91	-	85	12	-	88	87	-	44	53
Colombie	2000	68	90	73	75	85	6	33	68	-	33	53	18	81	98	81	90	96	2
	2017	73	96	76	81	89	9	40	82	-	40	62	25	81	>99	81	92	95	5
Comores	2000	-	66	-	-	48	44	-	66	-	-	38	55	-	67	-	-	75	16
	2017	-	65	-	-	59	32	-	63	-	-	53	36	-	71	-	-	76	21
Congo	2000	27	27	-	38	54	13	7	7	-	10	9	18	42	42	-	57	85	10
	2017	45	52	-	46	52	32	19	19	-	21	10	46	59	69	-	59	73	25
Costa Rica	2000	87	94	-	87	90	4	74	87	-	74	81	7	96	>99	-	96	97	2
	2017	94	>99	-	94	>99	<1	84	99	-	84	>99	<1	96	>99	-	96	>99	<1

PAYS, ZONE OU TERRITOIRE	Année	Population (en milliers)	% en milieu urbain	NIVEAU NATIONAL					MILIEU RURAL					MILIEU URBAIN				
				Au moins de base	Limité (> 30 min)	Non amélioré	Eaux de surface	Taux annuel de changement (services de base)	Au moins de base	Limité (> 30 min)	Non amélioré	Eaux de surface	Taux annuel de changement (services de base)	Au moins de base	Limité (> 30 min)	Non amélioré	Eaux de surface	Taux annuel de changement (services de base)
Côte d'Ivoire	2000	16 687	43	71	9	15	5	0.12	56	14	21	10	0.13	91	3	6	<1	-0.18
	2017	24 295	50	73	6	15	6		58	10	23	9		88	3	7	2	
Croatie	2000	4 428	53	98	<1	1	<1	0.07	97	<1	2	<1	0.17	>99	<1	<1	<1	-0.03
	2017	4 189	57	>99	<1	<1	-		>99	<1	<1	-		>99	<1	<1	<1	
Cuba	2000	11 151	75	93	2	4	<1	0.14	80	4	14	2	0.59	97	1	1	<1	-0.02
	2017	11 485	77	95	2	2	<1		90	4	4	2		97	1	2	<1	
Curaçao	2000	132	91	99	<1	1	<1	0.05	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	161	89	>99	<1	<1	<1		-	-	-	-		-	-	-	-	
Danemark	2000	5 341	85	>99	<1	<1	<1	0.00	>99	<1	<1	<1	0.00	>99	<1	<1	<1	0.00
	2017	5 734	88	>99	<1	<1	<1		>99	<1	<1	<1		>99	<1	<1	<1	
Djibouti	2000	718	77	76	15	9	<1	0.00	55	14	29	2	-0.45	82	15	3	<1	0.11
	2017	957	78	76	15	7	2		47	12	31	10		84	15	<1	<1	
Dominique	2000	70	65	93	<1	7	<1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	74	70	-	-	-	-		-	-	-	-		-	-	-	-	
Égypte	2000	69 906	43	98	<1	1	<1	0.07	97	<1	2	<1	0.12	>99	<1	<1	<1	0.00
	2017	97 553	43	>99	<1	<1	<1		99	<1	<1	<1		>99	<1	<1	<1	
El Salvador	2000	5 868	59	78	6	10	5	1.15	56	12	21	12	2.16	93	3	3	<1	0.36
	2017	6 378	71	97	<1	<1	2		92	<1	<1	7		>99	<1	<1	<1	
Émirats arabes unis	2000	3 155	80	96	4	<1	<1	0.14	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	9 400	86	98	2	<1	<1		-	-	-	-		-	-	-	-	
Équateur	2000	12 629	60	82	<1	9	8	0.68	70	1	9	19	0.78	90	<1	9	<1	0.57
	2017	16 625	64	94	<1	3	3		83	<1	8	8		>99	<1	<1	<1	
Érythrée	2000	3 393	27	47	22	28	4	-	31	27	37	5	-	91	7	2	<1	-
	2017	5 069	39	-	-	-	-		-	-	-	-		-	-	-	-	
Espagne	2000	40 904	76	>99	<1	<1	<1	0.00	>99	<1	<1	<1	0.00	>99	<1	<1	<1	-0.01
	2017	46 354	80	>99	<1	<1	<1		>99	<1	<1	<1		>99	<1	<1	<1	
Estonie	2000	1 399	69	>99	<1	<1	<1	0.04	97	<1	3	<1	0.11	>99	<1	<1	<1	0.00
	2017	1 310	69	>99	<1	<1	<1		>99	<1	<1	<1		>99	<1	<1	<1	
Eswatini	2000	1 061	23	53	5	16	27	0.97	43	5	18	34	1.05	87	2	6	5	0.60
	2017	1 367	24	69	9	9	13		60	12	11	17		97	<1	1	1	
États-Unis d'Amérique	2000	281 983	79	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	>99	<1	<1	<1	0.00
	2017	324 459	82	>99	<1	<1	<1		97	<1	3	<1		>99	<1	<1	<1	
Éthiopie	2000	66 537	15	19	6	42	33	1.32	9	5	48	38	1.32	77	11	7	5	0.19
	2017	104 957	20	41	28	22	9		31	31	28	11		80	17	2	1	
Fédération de Russie	2000	146 397	73	95	<1	4	<1	0.12	85	1	11	2	0.46	99	<1	<1	<1	0.00
	2017	143 990	74	97	<1	2	-		93	2	6	-		99	<1	<1	<1	
Fidji	2000	811	48	95	<1	3	2	-0.05	91	<1	5	4	-0.11	99	<1	1	<1	-0.06
	2017	906	56	94	<1	4	2		89	<1	7	4		98	<1	2	<1	
Finlande	2000	5 188	82	>99	<1	<1	<1	0.00	>99	<1	<1	<1	0.00	>99	<1	<1	<1	0.00
	2017	5 523	85	>99	<1	<1	<1		>99	<1	<1	<1		>99	<1	<1	<1	
France	2000	59 608	76	>99	<1	<1	<1	0.01	>99	<1	<1	<1	0.03	>99	<1	<1	<1	0.00
	2017	64 980	80	>99	<1	<1	<1		>99	<1	<1	<1		>99	<1	<1	<1	
Gabon	2000	1 231	79	80	4	5	11	0.37	37	4	17	42	1.06	91	4	2	3	-0.08
	2017	2 025	89	86	8	3	3		55	13	7	25		90	7	2	<1	
Gambie	2000	1 232	48	75	10	15	<1	0.18	68	11	21	<1	-0.26	83	8	9	<1	0.28
	2017	2 101	61	78	9	13	<1		63	17	20	<1		87	4	9	<1	
Géorgie	2000	4 722	53	93	<1	6	<1	0.32	87	2	11	<1	0.54	98	<1	1	<1	0.10
	2017	3 912	58	98	<1	2	<1		96	<1	4	<1		>99	<1	<1	<1	
Ghana	2000	18 939	44	64	9	9	17	1.00	54	8	10	28	0.79	78	11	8	4	0.87
	2017	28 834	55	81	8	4	6		68	13	6	13		93	5	2	<1	
Gibraltar	2000	31	100	>99	<1	<1	<1	0.00	-	-	-	-	-	>99	<1	<1	<1	0.00
	2017	35	100	>99	<1	<1	<1		-	-	-	-		>99	<1	<1	<1	

PAYS, ZONE OU TERRITOIRE	Année	NIVEAU NATIONAL						MILIEU RURAL					MILIEU URBAIN						
		Proportion de la population utilisant un point d'eau amélioré						Proportion de la population utilisant un point d'eau amélioré					Proportion de la population utilisant un point d'eau amélioré						
		Gérés en toute sécurité	Accessible à domicile	Disponible au besoin	Exempt de contamination	Avec canalisation	Sans canalisation	Gérés en toute sécurité	Accessible à domicile	Disponible au besoin	Exempt de contamination	Avec canalisation	Sans canalisation	Gérés en toute sécurité	Accessible à domicile	Disponible au besoin	Exempt de contamination	Avec canalisation	Sans canalisation
Côte d'Ivoire	2000	34	41	59	44	45	35	16	16	60	27	25	45	57	73	57	66	72	22
	2017	37	46	57	45	41	38	18	18	59	26	20	47	55	73	55	64	62	28
Croatie	2000	89	89	-	95	84	14	-	80	-	-	72	25	-	97	-	-	95	5
	2017	90	97	-	90	>99	<1	-	97	-	-	>99	<1	-	97	-	-	>99	<1
Cuba	2000	-	80	-	-	74	21	-	55	-	-	48	36	-	87	-	-	82	16
	2017	-	94	-	-	80	18	-	86	-	-	58	37	-	96	-	-	86	12
Curaçao	2000	-	99	-	-	99	<1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	-	>99	-	-	99	<1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Danemark	2000	94	97	-	94	>99	<1	-	98	-	-	>99	<1	-	97	-	-	>99	<1
	2017	97	97	-	98	>99	<1	-	98	-	-	>99	<1	-	97	-	-	>99	<1
Djibouti	2000	-	45	-	-	75	15	-	5	-	-	29	40	-	57	-	-	90	7
	2017	-	46	-	-	82	9	-	4	-	-	25	34	-	58	-	-	98	1
Dominique	2000	-	66	51	-	92	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Égypte	2000	-	90	62	-	89	9	-	84	62	-	82	16	-	98	63	-	99	<1
	2017	-	98	71	-	98	1	-	98	67	-	98	1	-	99	77	-	99	1
El Salvador	2000	-	72	72	-	71	13	-	47	52	-	44	23	86	89	86	96	90	6
	2017	-	91	72	-	90	8	-	79	60	-	78	15	77	97	77	>99	95	5
Émirats arabes unis	2000	-	88	99	-	72	28	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	-	98	>99	-	96	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Équateur	2000	66	77	79	66	72	12	50	64	64	50	54	17	77	86	88	77	83	8
	2017	75	92	89	75	88	6	58	82	75	58	70	14	85	98	97	85	98	2
Érythrée	2000	-	27	-	-	28	41	-	9	-	-	14	45	-	75	-	-	67	31
	2017	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	2000	99	>99	-	99	>99	<1	-	>99	-	-	>99	<1	-	>99	-	-	>99	<1
	2017	98	>99	-	98	>99	<1	-	>99	-	-	>99	<1	-	>99	-	-	>99	<1
Estonie	2000	93	93	>99	97	86	13	-	82	-	-	66	32	-	98	-	-	96	4
	2017	93	97	>99	97	97	3	-	92	-	-	91	8	-	99	-	-	>99	<1
Eswatini	2000	-	28	-	-	45	12	-	16	-	-	34	14	67	67	89	81	82	7
	2017	-	50	-	-	61	17	-	36	-	-	51	22	89	93	98	89	95	3
États-Unis d'Amérique	2000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	>99	>99	-	>99	>99	<1
	2017	>99	>99	-	>99	99	<1	-	96	-	-	95	2	>99	>99	-	>99	>99	<1
Éthiopie	2000	5	5	18	7	17	8	<1	<1	12	2	5	8	31	31	48	35	83	5
	2017	11	18	56	14	36	33	5	5	56	8	23	39	38	72	53	38	87	10
Fédération de Russie	2000	75	75	-	94	79	17	-	52	-	-	44	42	-	83	-	-	92	7
	2017	76	76	-	96	94	4	-	57	-	-	88	6	-	83	-	-	96	3
Fidji	2000	-	78	95	-	-	-	-	60	-	-	-	-	-	97	-	-	-	-
	2017	-	69	94	-	87	7	-	35	-	-	74	14	-	96	-	-	97	<1
Finlande	2000	92	>99	-	92	99	1	-	98	-	-	94	6	-	>99	-	-	>99	<1
	2017	>99	>99	-	>99	>99	<1	-	98	-	-	>99	<1	-	>99	-	-	>99	<1
France	2000	97	>99	-	97	>99	<1	-	>99	-	-	>99	<1	-	>99	-	-	>99	<1
	2017	98	>99	-	98	>99	<1	-	>99	-	-	>99	<1	-	>99	-	-	>99	<1
Gabon	2000	-	41	-	-	78	5	-	8	-	-	23	18	-	50	-	-	93	1
	2017	-	70	-	-	87	7	-	23	-	-	24	44	-	76	-	-	94	2
Gambie	2000	-	22	-	-	55	30	-	4	-	-	27	52	41	41	-	80	85	6
	2017	-	44	-	-	72	15	-	8	-	-	53	27	68	68	-	80	84	7
Géorgie	2000	75	83	-	75	69	25	-	69	-	-	47	41	-	96	-	-	88	10
	2017	80	98	-	84	80	18	-	96	-	-	59	37	-	>99	-	-	96	4
Ghana	2000	13	13	64	44	43	31	<1	<1	56	34	14	48	30	30	76	57	80	9
	2017	36	36	78	55	33	57	11	11	72	45	24	57	57	57	83	63	40	58
Gibraltar	2000	>99	>99	-	>99	>99	<1	-	-	-	-	-	-	>99	>99	-	>99	>99	<1
	2017	>99	>99	-	>99	>99	<1	-	-	-	-	-	-	>99	>99	-	>99	>99	<1

PAYS, ZONE OU TERRITOIRE	Année	Population (en milliers)	% en milieu urbain	NIVEAU NATIONAL					MILIEU RURAL					MILIEU URBAIN				
				Au moins de base	Limité (> 30 min)	Non amélioré	Eaux de surface	Taux annuel de changement (services de base)	Au moins de base	Limité (> 30 min)	Non amélioré	Eaux de surface	Taux annuel de changement (services de base)	Au moins de base	Limité (> 30 min)	Non amélioré	Eaux de surface	Taux annuel de changement (services de base)
Grèce	2000	11 142	73	>99	<1	<1	<1	0.02	99	<1	1	<1	0.08	>99	<1	<1	<1	0.00
	2017	11 160	79	>99	<1	<1	<1		>99	<1	<1	<1		>99	<1	<1	<1	
Grenade	2000	102	36	93	1	6	<1	0.14	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	108	36	96	1	<1	3		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Groenland	2000	56	82	>99	<1	<1	<1	0.00	>99	<1	<1	<1	0.00	>99	<1	<1	<1	0.00
	2017	56	87	>99	<1	<1	<1		>99	<1	<1	<1		>99	<1	<1	<1	
Guadeloupe	2000	425	98	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	450	98	>99	<1	<1	<1		-	-	-	-		-	-	-	-	
Guam	2000	155	93	>99	<1	<1	<1	0.02	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	164	95	>99	<1	<1	<1		-	-	-	-		-	-	-	-	
Guatemala	2000	11 651	45	86	<1	10	3	0.50	78	<1	15	6	0.70	95	<1	5	<1	0.19
	2017	16 914	51	94	1	3	2		90	2	5	3		98	<1	2	<1	
Guinée	2000	8 809	31	63	1	20	16	-0.05	53	<1	24	23	-0.26	84	2	13	<1	0.07
	2017	12 717	36	62	18	9	11		49	21	13	18		86	12	2	<1	
Guinée équatoriale	2000	614	49	51	2	15	32	0.80	39	2	6	54	-0.47	64	3	24	9	0.83
	2017	1 268	72	65	3	26	6		31	1	46	22		78	4	18	<1	
Guinée-Bissau	2000	1 243	36	53	4	40	3	0.78	41	4	51	4	0.71	74	4	21	<1	0.57
	2017	1 861	43	67	7	26	<1		53	7	39	<1		84	7	9	<1	
Guyana	2000	753	29	88	2	5	5	0.45	86	2	6	6	0.47	93	2	4	<1	0.42
	2017	778	27	96	1	1	2		94	2	2	3		>99	<1	<1	<1	
Guyane française	2000	163	79	92	<1	8	<1	0.12	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	283	85	94	<1	6	<1		-	-	-	-		-	-	-	-	
Haïti	2000	8 549	36	56	7	21	16	0.54	40	9	28	22	0.13	85	4	7	4	-0.01
	2017	10 981	54	65	10	25	<1		43	13	45	<1		85	7	8	<1	
Honduras	2000	6 524	45	85	<1	11	4	0.59	76	<1	17	7	0.76	95	<1	4	<1	0.24
	2017	9 265	56	95	<1	5	<1		89	<1	10	<1		>99	<1	<1	<1	
Hongrie	2000	10 221	65	>99	<1	<1	<1	0.00	>99	<1	<1	<1	0.01	>99	<1	<1	<1	0.00
	2017	9 722	71	>99	<1	<1	<1		>99	<1	<1	<1		>99	<1	<1	<1	
Île de Man	2000	73	52	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	84	52	>99	<1	<1	<1		-	-	-	-		-	-	-	-	
Îles anglo-normandes	2000	149	30	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	165	31	94	<1	6	<1		-	-	-	-		-	-	-	-	
Îles Caïmanes	2000	42	100	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	62	100	-	-	-	-		-	-	-	-		-	-	-	-	
Îles Cook	2000	18	65	>99	<1	<1	<1	0.00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	17	75	>99	<1	<1	<1		-	-	-	-		-	-	-	-	
Îles Falkland (Malvinas)	2000	3	68	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	>99	<1	<1	<1	0.00
	2017	3	77	95	<1	5	<1		78	<1	22	<1		>99	<1	<1	<1	
Îles Féroé	2000	47	36	>99	<1	<1	<1	0.00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	49	42	>99	<1	<1	<1		-	-	-	-		-	-	-	-	
Îles Mariannes du Nord	2000	69	90	97	<1	3	<1	0.19	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	55	92	>99	<1	<1	<1		-	-	-	-		-	-	-	-	
Îles Marshall	2000	52	69	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	53	77	88	11	<1	<1		94	5	<1	<1		87	13	<1	<1	
Îles Salomon	2000	413	16	79	5	11	5	-0.64	76	5	12	6	-0.93	90	3	5	1	0.06
	2017	611	23	68	6	15	12		61	6	18	15		91	4	4	1	
Îles Turques-et-Caïques	2000	19	85	86	<1	14	<1	0.46	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	35	93	94	<1	6	<1		-	-	-	-		-	-	-	-	
Îles Vierges américaines	2000	109	93	99	<1	1	<1	0.00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	105	96	99	<1	1	<1		-	-	-	-		-	-	-	-	
Îles Vierges britanniques	2000	21	42	95	<1	5	<1	0.27	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	31	47	>99	<1	<1	<1		-	-	-	-		-	-	-	-	

PAYS, ZONE OU TERRITOIRE	Année	NIVEAU NATIONAL					MILIEU RURAL					MILIEU URBAIN							
		Proportion de la population utilisant un point d'eau amélioré					Proportion de la population utilisant un point d'eau amélioré					Proportion de la population utilisant un point d'eau amélioré							
		Gérés en toute sécurité	Accessible à domicile	Disponible au besoin	Exempt de contamination	Avec canalisation	Sans canalisation	Gérés en toute sécurité	Accessible à domicile	Disponible au besoin	Exempt de contamination	Avec canalisation	Sans canalisation	Gérés en toute sécurité	Accessible à domicile	Disponible au besoin	Exempt de contamination	Avec canalisation	Sans canalisation
Grèce	2000	99	99	-	>99	>99	<1	-	97	-	-	97	1	-	>99	-	-	>99	<1
	2017	>99	>99	-	>99	>99	<1	-	>99	-	-	>99	<1	-	>99	-	-	>99	<1
Grenade	2000	79	79	90	85	92	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2017	87	90	92	87	92	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Groenland	2000	94	97	-	94	>99	<1	-	98	-	-	>99	<1	-	97	-	-	>99	<1
	2017	97	97	-	98	>99	<1	-	98	-	-	>99	<1	-	97	-	-	>99	<1
Guadeloupe	2000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2017	97	>99	-	97	>99	<1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Guam	2000	>99	>99	-	>99	>99	<1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2017	>99	>99	-	>99	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Guatemala	2000	47	72	50	51	76	10	39	58	46	39	64	15	55	88	55	65	91	4
	2017	56	87	62	57	80	15	46	79	58	46	68	24	66	95	66	67	92	6
Guinée	2000	-	7	-	-	21	42	-	<1	-	-	<1	54	-	24	-	-	69	17
	2017	-	39	-	-	28	52	-	20	-	-	7	62	-	73	-	-	65	33
Guinée équatoriale	2000	-	10	-	-	11	42	-	3	-	-	3	37	-	18	-	-	19	47
	2017	-	17	-	-	41	27	-	2	-	-	22	10	-	23	-	-	48	34
Guinée-Bissau	2000	-	15	-	-	20	37	-	4	-	-	6	39	-	35	-	-	46	32
	2017	-	30	-	-	-	-	-	12	-	-	-	-	-	54	-	-	-	-
Guyana	2000	-	75	-	-	68	22	-	74	-	-	64	24	-	78	95	-	79	16
	2017	-	94	-	-	65	31	-	92	-	-	58	38	-	>99	>99	-	87	13
Guyane française	2000	89	89	-	92	85	7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	91	91	-	94	88	6	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Haïti	2000	-	19	52	-	43	20	-	10	39	-	30	19	-	35	75	-	67	22
	2017	-	10	63	-	23	52	-	8	44	-	25	31	-	11	78	-	21	71
Honduras	2000	-	82	56	-	78	7	16	72	59	16	65	11	-	93	52	-	93	3
	2017	-	88	60	-	90	5	19	78	68	19	82	7	-	96	54	-	96	3
Hongrie	2000	51	94	>99	51	94	6	-	91	>99	-	91	9	-	96	>99	-	96	4
	2017	90	>99	>99	90	>99	<1	-	>99	>99	-	>99	<1	-	>99	>99	-	>99	<1
Île de Man	2000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	97	97	-	>99	98	<1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Îles anglo-normandes	2000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	92	92	-	94	90	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Îles Caïmanes	2000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Îles Cook	2000	-	85	-	-	69	31	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	-	87	-	-	75	25	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Îles Falkland (Malvinas)	2000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	>99	-	-	>99	<1
	2017	-	93	-	-	90	5	-	67	-	-	56	22	-	>99	-	-	>99	<1
Îles Féroé	2000	-	>99	-	-	>99	<1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	-	>99	-	-	>99	<1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Îles Mariannes du Nord	2000	82	97	82	93	97	<1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	90	94	90	>99	90	10	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Îles Marshall	2000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	<1	-	-	-	-	-	-	-
	2017	-	83	-	-	12	87	-	89	-	-	10	89	-	81	-	-	13	87
Îles Salomon	2000	-	61	42	-	59	24	-	57	66	-	56	25	-	83	-	-	75	19
	2017	-	52	37	-	46	27	-	42	54	-	39	28	-	83	-	-	70	24
Îles Turques-et-Caïques	2000	-	85	-	-	42	45	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	-	90	-	-	68	26	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Îles Vierges américaines	2000	-	98	-	-	47	51	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	-	98	-	-	47	52	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Îles Vierges britanniques	2000	-	93	-	-	91	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	-	98	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

PAYS, ZONE OU TERRITOIRE	Année	Population (en milliers)	% en milieu urbain	NIVEAU NATIONAL					MILIEU RURAL					MILIEU URBAIN				
				Au moins de base	Limité (> 30 min)	Non amélioré	Eaux de surface	Taux annuel de changement (services de base)	Au moins de base	Limité (> 30 min)	Non amélioré	Eaux de surface	Taux annuel de changement (services de base)	Au moins de base	Limité (> 30 min)	Non amélioré	Eaux de surface	Taux annuel de changement (services de base)
Îles Wallis-et-Futuna	2000	15	0	>99	<1	<1	<1	-0.01	>99	<1	<1	<1	-0.01	-	-	-	-	-
	2017	12	0	>99	<1	<1	<1	-0.01	>99	<1	<1	<1	-0.01	-	-	-	-	-
Inde	2000	1 053 051	28	79	5	14	1	0.80	74	6	18	2	0.98	91	3	5	<1	0.27
	2017	1 339 180	34	93	<1	6	<1		91	<1	7	<1		96	<1	3	<1	
Indonésie	2000	211 540	42	76	<1	20	4	0.81	66	<1	28	6	0.96	90	<1	9	<1	0.35
	2017	263 991	55	89	1	8	2		82	2	13	3		95	1	3	<1	
Iran (République islamique d')	2000	66 132	64	95	2	3	<1	0.02	90	4	6	<1	-0.04	98	1	<1	<1	-0.03
	2017	81 163	74	95	2	3	<1		89	4	7	<1		97	1	1	<1	
Iraq	2000	23 565	68	81	<1	7	12	0.92	53	3	13	32	2.25	94	<1	4	2	0.30
	2017	38 275	70	97	1	<1	1		91	4	<1	4		99	<1	<1	<1	
Irlande	2000	3 849	59	97	<1	3	<1	0.01	97	<1	3	<1	0.04	97	<1	3	<1	0.00
	2017	4 762	63	97	<1	3	<1		98	<1	2	<1		97	<1	3	<1	
Islande	2000	280	92	>99	<1	<1	<1	0.00	>99	<1	<1	<1	0.00	>99	<1	<1	<1	0.00
	2017	335	94	>99	<1	<1	<1		>99	<1	<1	<1		>99	<1	<1	<1	
Israël	2000	6 014	91	>99	<1	<1	<1	0.00	>99	<1	<1	<1	0.00	>99	<1	<1	<1	0.00
	2017	8 322	92	>99	<1	<1	<1		>99	<1	<1	<1		>99	<1	<1	<1	
Italie	2000	57 294	67	>99	<1	<1	<1	-0.03	>99	<1	<1	<1	-0.04	>99	<1	<1	<1	-0.03
	2017	59 360	70	>99	<1	<1	<1		>99	<1	<1	<1		>99	<1	<1	<1	
Jamaïque	2000	2 657	52	93	<1	3	3	-0.15	88	1	5	6	-0.21	98	<1	2	<1	-0.13
	2017	2 890	55	91	5	2	2		85	8	3	4		96	3	1	<1	
Japon	2000	127 534	79	98	<1	2	<1	0.03	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	127 484	92	>99	<1	<1	<1		-	-	-	-		-	-	-	-	
Jordanie	2000	5 103	78	>99	<1	<1	<1	-0.03	98	<1	2	<1	-0.04	>99	<1	<1	<1	-0.04
	2017	9 702	91	99	<1	<1	<1		98	<1	2	<1		>99	<1	<1	<1	
Kazakhstan	2000	15 057	56	85	6	7	2	0.65	72	11	13	4	1.17	94	3	3	<1	0.23
	2017	18 204	57	96	2	3	<1		92	1	6	<1		98	2	<1	<1	
Kenya	2000	31 450	20	47	6	16	30	0.68	37	7	19	37	0.73	88	4	6	2	-0.20
	2017	49 700	27	59	9	12	20		50	11	15	25		85	4	5	6	
Kirghizistan	2000	4 921	35	81	1	5	14	0.40	73	1	5	21	0.53	95	<1	5	<1	0.14
	2017	6 045	36	87	2	2	9		82	2	3	13		97	<1	<1	2	
Kiribati	2000	84	43	50	<1	49	<1	1.27	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	116	53	72	<1	27	<1		-	-	-	-		-	-	-	-	
Koweït	2000	2 051	99	>99	<1	<1	<1	0.00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	4 137	100	>99	<1	<1	<1		-	-	-	-		-	-	-	-	
Lesotho	2000	1 869	20	67	12	21	<1	0.07	64	12	24	<1	-0.30	80	13	7	<1	0.76
	2017	2 233	28	69	10	14	7		59	13	18	10		93	<1	6	<1	
Lettonie	2000	2 384	68	98	<1	2	<1	0.05	96	<1	4	<1	0.14	99	<1	<1	<1	0.00
	2017	1 950	68	99	<1	<1	<1		98	<1	2	<1		99	<1	<1	<1	
Liban	2000	3 235	86	85	7	8	<1	0.42	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	6 082	88	93	7	<1	<1		-	-	-	-		-	-	-	-	
Libéria	2000	2 885	44	62	4	18	16	0.63	50	1	23	26	0.73	78	6	12	4	0.33
	2017	4 732	51	73	8	6	13		62	6	6	26		84	10	6	<1	
Libye	2000	5 356	76	84	<1	16	<1	0.84	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	6 375	80	99	<1	1	<1		-	-	-	-		-	-	-	-	
Liechtenstein	2000	33	15	>99	<1	<1	<1	0.00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	38	14	>99	<1	<1	<1		-	-	-	-		-	-	-	-	
Lituanie	2000	3 502	67	90	<1	10	<1	0.46	75	<1	25	<1	1.02	97	<1	3	<1	0.18
	2017	2 890	68	98	<1	2	<1		93	<1	7	<1		>99	<1	<1	<1	
Luxembourg	2000	436	84	>99	<1	<1	<1	-0.01	>99	<1	<1	<1	-0.07	>99	<1	<1	<1	0.00
	2017	583	91	>99	<1	<1	<1		99	<1	1	<1		>99	<1	<1	<1	
Macédoine du Nord	2000	2 035	59	>99	<1	<1	<1	-0.36	99	<1	1	<1	-0.11	>99	<1	<1	<1	-0.55
	2017	2 083	58	93	6	<1	<1		97	2	1	<1		91	9	<1	<1	

PAYS, ZONE OU TERRITOIRE	Année	NIVEAU NATIONAL					MILIEU RURAL					MILIEU URBAIN							
		Proportion de la population utilisant un point d'eau amélioré					Proportion de la population utilisant un point d'eau amélioré					Proportion de la population utilisant un point d'eau amélioré							
		Gérés en toute sécurité	Accessible à domicile	Disponible au besoin	Exempt de contamination	Avec canalisation	Sans canalisation	Gérés en toute sécurité	Accessible à domicile	Disponible au besoin	Exempt de contamination	Avec canalisation	Sans canalisation	Gérés en toute sécurité	Accessible à domicile	Disponible au besoin	Exempt de contamination	Avec canalisation	Sans canalisation
Îles Wallis-et-Futuna	2000	-	>99	-	-	>99	<1	-	>99	-	-	>99	<1	-	-	-	-	-	-
	2017	-	>99	-	-	>99	<1	-	>99	-	-	>99	<1	-	-	-	-	-	-
Inde	2000	-	33	70	-	44	40	20	20	63	48	33	47	-	68	88	-	74	21
	2017	-	63	82	-	44	50	56	56	79	67	32	60	-	77	87	-	68	28
Indonésie	2000	-	61	72	-	20	56	-	47	61	-	6	60	-	80	88	-	40	50
	2017	-	54	87	-	18	72	-	54	78	-	13	71	-	54	95	-	23	74
Iran (République islamique d')	2000	91	91	-	92	92	5	83	83	-	85	86	8	95	95	-	96	96	4
	2017	92	92	-	92	92	5	83	83	-	84	82	11	95	95	-	95	96	3
Iraq	2000	50	75	50	50	77	4	27	34	27	27	41	14	61	94	61	61	94	<1
	2017	59	82	74	59	80	18	46	75	66	46	68	27	64	86	78	64	84	15
Irlande	2000	93	97	-	93	97	<1	-	97	-	-	97	<1	-	97	-	-	97	<1
	2017	97	97	-	97	97	<1	-	98	-	-	98	<1	-	97	-	-	97	<1
Islande	2000	90	>99	-	90	>99	<1	-	>99	-	-	>99	<1	-	>99	-	-	>99	<1
	2017	>99	>99	-	>99	>99	<1	-	>99	-	-	>99	<1	-	>99	-	-	>99	<1
Israël	2000	>99	>99	-	>99	>99	<1	>99	>99	-	>99	>99	<1	>99	>99	-	>99	>99	<1
	2017	>99	>99	-	>99	>99	<1	>99	>99	-	>99	>99	<1	>99	>99	-	>99	>99	<1
Italie	2000	86	98	86	97	-	-	-	98	-	-	-	-	-	98	-	-	-	-
	2017	95	97	95	95	-	-	-	97	-	-	-	-	-	98	-	-	-	-
Jamaïque	2000	-	84	65	-	78	16	-	73	-	-	59	30	-	93	74	-	95	3
	2017	-	84	46	-	84	12	-	72	-	-	72	21	-	93	52	-	93	5
Japon	2000	98	98	-	98	97	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	98	98	-	>99	98	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Jordanie	2000	94	95	94	98	96	4	-	89	91	-	85	13	-	97	95	-	98	1
	2017	94	95	94	98	88	11	-	89	90	-	79	19	-	96	94	-	89	10
Kazakhstan	2000	58	58	-	88	63	28	-	23	-	-	29	55	-	84	-	-	90	6
	2017	90	90	-	97	81	17	-	84	-	-	63	31	-	94	-	-	94	6
Kenya	2000	-	25	37	-	31	22	-	15	31	-	18	26	62	65	62	78	84	8
	2017	-	24	57	-	32	36	-	15	51	-	21	39	50	50	72	75	62	27
Kirghizistan	2000	46	46	-	72	39	43	28	28	-	64	21	53	80	80	-	88	72	24
	2017	68	68	-	83	89	<1	54	54	-	76	84	<1	94	94	-	96	98	<1
Kiribati	2000	-	43	-	-	29	22	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	-	61	-	-	24	49	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Koweït	2000	>99	>99	>99	>99	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	>99	>99	>99	>99	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Lesotho	2000	-	9	-	-	63	17	-	1	-	-	58	18	-	39	-	-	84	9
	2017	-	25	-	-	63	15	-	6	-	-	54	19	-	74	-	-	89	5
Lettonie	2000	93	93	-	97	83	16	-	82	-	-	59	37	-	98	-	-	94	6
	2017	95	95	-	>99	92	7	-	89	-	-	81	17	-	98	-	-	97	3
Liban	2000	44	83	65	44	83	9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	48	90	91	48	87	13	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Libéria	2000	-	7	-	-	13	53	-	6	-	-	3	47	-	9	-	-	25	60
	2017	-	14	-	-	5	76	-	5	-	-	<1	68	-	22	-	-	9	85
Libye	2000	-	74	-	-	51	33	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	-	87	-	-	40	59	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Liechtenstein	2000	>99	>99	-	>99	>99	<1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	>99	>99	-	>99	>99	<1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Lituanie	2000	69	79	-	69	80	10	-	51	-	-	52	23	-	92	-	-	94	3
	2017	92	94	-	92	95	3	-	85	-	-	85	8	-	>99	-	-	>99	<1
Luxembourg	2000	>99	>99	-	>99	>99	<1	>99	>99	-	>99	>99	<1	>99	>99	-	>99	>99	<1
	2017	>99	>99	-	>99	>99	<1	97	97	-	99	98	1	>99	>99	-	>99	>99	<1
Macédoine du Nord	2000	97	97	-	>99	93	7	95	95	-	99	85	14	99	99	>99	>99	98	2
	2017	81	92	-	86	93	7	69	94	-	69	85	14	90	90	98	99	98	1

PAYS, ZONE OU TERRITOIRE	Année	Population (en milliers)	% en milieu urbain	NIVEAU NATIONAL					MILIEU RURAL					MILIEU URBAIN				
				Au moins de base	Limité (> 30 min)	Non amélioré	Eaux de surface	Taux annuel de changement (services de base)	Au moins de base	Limité (> 30 min)	Non amélioré	Eaux de surface	Taux annuel de changement (services de base)	Au moins de base	Limité (> 30 min)	Non amélioré	Eaux de surface	Taux annuel de changement (services de base)
Madagascar	2000	15 767	27	36	3	21	41	1.10	24	2	24	50	0.74	68	5	12	15	1.05
	2017	25 571	37	54	1	32	13		36	<1	43	20		86	2	12	<1	
Malaisie	2000	23 186	62	97	<1	1	<1	-0.04	94	<1	3	2	-0.28	>99	<1	<1	<1	-0.02
	2017	31 624	75	97	<1	3	-		89	<1	10	-		>99	<1	<1	<1	
Malawi	2000	11 376	15	53	14	25	8	0.93	47	15	28	9	1.07	86	7	6	<1	-0.01
	2017	18 622	17	69	20	9	2		65	22	10	3		86	10	4	<1	
Maldives	2000	280	28	92	<1	7	<1	0.40	90	<1	9	<1	0.56	98	<1	2	<1	0.02
	2017	436	39	>99	<1	<1	<1		>99	<1	<1	<1		98	<1	2	<1	
Mali	2000	10 968	28	49	4	43	4	1.74	38	5	52	6	1.79	76	2	20	1	0.94
	2017	18 542	42	78	5	15	2		68	4	24	3		92	5	3	<1	
Malte	2000	397	92	>99	<1	<1	<1	0.00	>99	<1	<1	<1	0.00	>99	<1	<1	<1	0.00
	2017	431	95	>99	<1	<1	<1		>99	<1	<1	<1		>99	<1	<1	<1	
Maroc	2000	28 850	53	62	6	29	2	1.44	28	9	57	5	2.49	92	3	5	<1	0.27
	2017	35 740	62	87	4	6	3		71	8	13	8		97	2	2	<1	
Martinique	2000	387	90	>99	<1	<1	<1	0.05	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	385	89	>99	<1	<1	<1		-	-	-	-		-	-	-	-	
Maurice	2000	1 185	43	>99	<1	<1	<1	0.03	99	<1	<1	<1	0.05	>99	<1	<1	<1	0.01
	2017	1 265	41	>99	<1	<1	<1		>99	<1	<1	<1		>99	<1	<1	<1	
Mauritanie	2000	2 709	38	41	18	34	7	1.75	25	14	52	10	1.46	67	26	6	1	1.31
	2017	4 420	53	71	14	16	<1		50	18	32	<1		89	9	1	<1	
Mayotte	2000	150	48	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	253	46	97	<1	<1	3		-	-	-	-		-	-	-	-	
Mexique	2000	101 720	75	89	1	7	3	0.60	73	3	14	9	1.38	94	<1	5	<1	0.33
	2017	129 163	80	>99	<1	<1	<1		97	<1	3	<1		>99	<1	<1	<1	
Micronésie (États fédérés de)	2000	107	22	88	<1	12	-	-0.54	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	106	23	79	<1	21	-		-	-	-	-		-	-	-	-	
Monaco	2000	32	100	>99	<1	<1	<1	0.00	-	-	-	-	-	>99	<1	<1	<1	0.00
	2017	39	100	>99	<1	<1	<1		-	-	-	-		>99	<1	<1	<1	
Mongolie	2000	2 397	57	62	9	11	19	1.26	29	9	21	41	1.59	87	8	3	2	0.56
	2017	3 076	68	83	2	8	7		56	3	19	21		96	2	2	<1	
Monténégro	2000	614	59	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	629	66	97	3	<1	<1		>99	<1	<1	<1		96	4	<1	<1	
Montserrat	2000	5	2	99	<1	1	<1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	5	9	-	-	-	-		-	-	-	-		-	-	-	-	
Mozambique	2000	18 068	29	20	4	60	17	2.11	4	2	73	21	2.11	58	7	29	5	1.52
	2017	29 669	35	56	15	16	13		40	18	23	19		84	9	5	2	
Myanmar	2000	46 095	27	46	20	17	17	2.09	38	21	20	21	2.29	68	15	9	7	1.44
	2017	53 371	30	82	<1	9	9		77	<1	12	11		93	<1	4	3	
Namibie	2000	1 899	32	77	7	7	9	0.35	66	11	10	13	0.16	98	<1	1	<1	-0.09
	2017	2 534	49	83	7	4	6		69	12	7	12		96	2	<1	<1	
Nauru	2000	10	100	96	<1	4	<1	0.22	-	-	-	-	-	96	<1	4	<1	0.22
	2017	11	100	>99	<1	<1	<1		-	-	-	-		>99	<1	<1	<1	
Népal	2000	23 741	13	80	1	15	3	0.52	78	1	17	3	0.63	93	<1	5	1	-0.23
	2017	29 305	19	89	3	7	2		89	3	6	2		89	3	7	1	
Nicaragua	2000	5 027	55	81	<1	14	4	0.02	63	1	26	9	-0.25	96	<1	4	<1	0.11
	2017	6 218	58	82	2	14	3		59	4	30	8		98	<1	2	<1	
Niger	2000	11 353	16	36	5	57	2	0.86	24	5	68	2	1.13	94	2	4	<1	-0.57
	2017	21 477	16	50	15	31	4		44	16	37	4		84	11	2	2	
Nigéria	2000	122 352	35	48	9	18	24	1.37	35	6	26	34	1.22	73	15	5	7	0.85
	2017	190 886	50	71	7	15	7		56	8	23	13		87	5	6	2	
Nioué	2000	2	33	>99	<1	<1	<1	-0.06	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	2	44	98	<1	2	<1		-	-	-	-		-	-	-	-	

PAYS, ZONE OU TERRITOIRE	Année	NIVEAU NATIONAL					MILIEU RURAL					MILIEU URBAIN							
		Proportion de la population utilisant un point d'eau amélioré					Proportion de la population utilisant un point d'eau amélioré					Proportion de la population utilisant un point d'eau amélioré							
		Gérés en toute sécurité	Accessible à domicile	Disponible au besoin	Exempt de contamination	Avec canalisation	Sans canalisation	Gérés en toute sécurité	Accessible à domicile	Disponible au besoin	Exempt de contamination	Avec canalisation	Sans canalisation	Gérés en toute sécurité	Accessible à domicile	Disponible au besoin	Exempt de contamination	Avec canalisation	Sans canalisation
Madagascar	2000	-	6	30	-	24	14	-	1	20	-	11	15	-	17	54	-	59	14
	2017	-	27	42	-	36	20	-	16	29	-	16	21	-	47	66	-	70	18
Malaisie	2000	93	93	-	97	93	4	-	86	-	-	85	10	-	97	-	-	98	1
	2017	93	93	-	97	95	3	-	81	-	-	81	9	-	97	-	-	99	<1
Malawi	2000	-	7	50	-	22	45	-	2	51	-	13	50	-	35	42	-	78	15
	2017	-	15	67	-	22	67	-	8	71	-	10	78	-	51	43	-	81	14
Maldives	2000	-	89	68	-	23	70	-	86	61	-	3	87	-	97	86	-	75	24
	2017	-	97	75	-	48	52	-	96	67	-	15	85	-	98	86	-	98	<1
Mali	2000	-	20	45	-	21	31	-	10	39	-	7	36	-	44	59	-	58	21
	2017	-	33	67	-	45	37	-	17	62	-	20	53	-	55	74	-	82	16
Malte	2000	>99	>99	-	>99	>99	<1	-	>99	-	-	>99	<1	-	>99	>99	-	>99	<1
	2017	>99	>99	-	>99	>99	<1	-	>99	-	-	>99	<1	-	>99	>99	-	>99	<1
Maroc	2000	55	55	67	61	59	9	19	19	34	31	19	19	86	86	95	87	95	<1
	2017	70	70	88	81	78	13	40	40	71	65	52	27	89	89	98	90	94	4
Martinique	2000	99	>99	-	99	92	7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	99	>99	-	99	>99	<1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Maurice	2000	-	>99	72	-	>99	<1	-	99	-	-	99	<1	-	>99	-	-	>99	<1
	2017	-	>99	73	-	>99	<1	-	>99	-	-	>99	<1	-	>99	-	-	>99	<1
Mauritanie	2000	-	29	-	-	26	33	-	15	-	-	15	24	-	51	-	-	44	48
	2017	-	42	-	-	52	32	-	29	-	-	37	31	-	54	-	-	66	33
Mayotte	2000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	84	84	-	93	95	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mexique	2000	39	80	70	39	84	6	-	58	59	-	63	14	-	88	74	-	91	4
	2017	43	95	69	43	96	3	-	84	60	-	88	9	-	98	72	-	98	2
Micronésie (États fédérés de)	2000	-	57	72	-	37	50	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	-	56	65	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Monaco	2000	>99	>99	-	>99	>99	<1	-	-	-	-	-	-	>99	>99	-	>99	>99	<1
	2017	>99	>99	-	>99	>99	<1	-	-	-	-	-	-	>99	>99	-	>99	>99	<1
Mongolie	2000	22	22	-	67	29	41	-	1	-	-	3	35	-	38	-	-	49	46
	2017	24	24	-	81	25	60	-	8	-	-	5	54	-	31	-	-	34	63
Monténégro	2000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	94	96	-	94	85	15	-	>99	-	-	67	33	94	94	-	>99	94	6
Montserrat	2000	-	99	-	-	99	<1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mozambique	2000	-	9	-	-	19	4	-	<1	-	-	5	1	-	29	-	-	55	10
	2017	-	21	-	-	36	35	-	7	-	-	14	44	-	48	-	-	75	19
Myanmar	2000	-	28	-	-	12	54	-	19	-	-	7	52	-	51	-	-	26	58
	2017	-	55	-	-	25	57	-	44	-	-	10	66	-	80	-	-	57	36
Namibie	2000	-	43	-	-	70	14	-	24	-	-	57	20	-	82	-	-	98	<1
	2017	-	60	-	-	79	10	-	46	-	-	62	19	-	75	-	-	98	1
Nauru	2000	-	95	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	95	-	-	-	-
	2017	-	99	-	-	53	47	-	-	-	-	-	-	-	99	-	-	53	47
Népal	2000	24	43	74	24	45	36	22	38	73	22	43	37	35	75	79	35	63	31
	2017	27	65	82	27	47	44	26	63	82	26	46	46	34	72	79	34	55	36
Nicaragua	2000	48	60	54	64	67	15	26	26	40	30	38	26	66	87	66	92	91	5
	2017	52	79	55	67	69	14	29	54	39	29	33	30	67	97	67	94	96	2
Niger	2000	-	8	28	-	21	19	-	2	22	-	9	21	-	40	60	-	86	11
	2017	-	17	49	-	33	33	-	9	45	-	23	37	-	62	67	-	83	13
Nigéria	2000	15	17	50	17	17	40	11	11	35	14	6	34	23	27	79	23	37	51
	2017	20	24	69	23	11	67	16	16	55	21	8	56	25	33	83	25	15	78
Nioué	2000	98	>99	>99	98	>99	<1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	97	98	98	97	87	11	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

PAYS, ZONE OU TERRITOIRE	Année	Population (en milliers)	% en milieu urbain	NIVEAU NATIONAL					MILIEU RURAL					MILIEU URBAIN				
				Au moins de base	Limité (> 30 min)	Non amélioré	Eaux de surface	Taux annuel de changement (services de base)	Au moins de base	Limité (> 30 min)	Non amélioré	Eaux de surface	Taux annuel de changement (services de base)	Au moins de base	Limité (> 30 min)	Non amélioré	Eaux de surface	Taux annuel de changement (services de base)
Norvège	2000	4 499	76	>99	<1	<1	<1	0.00	>99	<1	<1	<1	0.00	>99	<1	<1	<1	0.00
	2017	5 305	82	>99	<1	<1	<1		>99	<1	<1	<1		>99	<1	<1	<1	
Nouvelle-Calédonie	2000	213	62	95	<1	5	<1	0.28	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	276	70	>99	<1	<1	<1		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Nouvelle-Zélande	2000	3 859	86	>99	<1	<1	<1	0.00	>99	<1	<1	<1	0.00	>99	<1	<1	<1	0.00
	2017	4 706	86	>99	<1	<1	<1		>99	<1	<1	<1		>99	<1	<1	<1	
Oman	2000	2 268	72	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	4 636	84	92	8	<1	<1		78	22	<1	<1		95	5	<1	<1	
Ouganda	2000	24 039	15	27	34	26	14	1.31	19	36	29	16	1.30	70	21	8	2	0.28
	2017	42 863	23	49	32	12	7		41	36	14	8		75	18	6	1	
Ouzbékistan	2000	24 849	46	85	8	3	5	0.77	76	12	5	7	1.19	95	2	<1	2	0.25
	2017	31 911	51	98	<1	<1	2		96	<1	<1	4		>99	<1	<1	<1	
Pakistan	2000	138 523	33	86	5	4	5	0.32	81	6	5	7	0.49	95	3	1	<1	-0.05
	2017	197 016	36	91	<1	6	2		90	<1	6	3		94	<1	5	<1	
Palaos	2000	19	70	91	<1	9	<1	0.55	78	<1	22	<1	1.29	96	<1	4	<1	0.23
	2017	22	79	>99	<1	<1	<1		>99	<1	<1	<1		>99	<1	<1	<1	
Panama	2000	3 030	62	88	<1	7	5	0.48	75	<1	14	12	1.08	97	<1	3	<1	0.09
	2017	4 099	67	96	2	1	<1		93	2	3	2		98	2	<1	<1	
Papouasie-Nouvelle-Guinée	2000	5 572	13	34	1	26	38	0.43	27	1	29	44	0.48	83	4	11	2	0.16
	2017	8 251	13	41	2	6	51		35	1	6	58		86	4	3	7	
Paraguay	2000	5 303	55	75	<1	22	3	1.43	53	<1	41	7	2.73	94	<1	6	<1	0.37
	2017	6 811	61	>99	<1	<1	<1		>99	<1	<1	<1		>99	<1	<1	<1	
Pays-Bas	2000	15 926	77	>99	<1	<1	<1	0.00	>99	<1	<1	<1	0.00	>99	<1	<1	<1	0.00
	2017	17 036	91	>99	<1	<1	<1		>99	<1	<1	<1		>99	<1	<1	<1	
Pérou	2000	25 915	73	81	1	11	7	0.61	51	1	23	25	1.43	92	1	7	<1	0.24
	2017	32 165	78	91	1	5	3		76	2	12	11		96	<1	3	<1	
Philippines	2000	77 992	46	86	4	8	3	0.47	79	4	11	5	0.63	93	3	3	<1	0.28
	2017	104 918	47	94	2	5	<1		90	3	7	<1		98	<1	1	<1	
Pologne	2000	38 550	62	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	38 171	60	>99	<1	<1	<1		>99	<1	<1	<1		>99	<1	<1	<1	
Polynésie française	2000	237	56	>99	<1	<1	<1	0.00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	283	62	>99	<1	<1	<1		-	-	-	-		-	-	-	-	
Porto Rico	2000	3 797	94	97	<1	3	<1	0.00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	3 663	94	97	<1	3	<1		-	-	-	-		-	-	-	-	
Portugal	2000	10 355	54	99	<1	1	<1	0.08	98	<1	2	<1	0.07	99	<1	1	<1	0.08
	2017	10 330	65	>99	<1	<1	<1		>99	<1	<1	<1		>99	<1	<1	<1	
Qatar	2000	592	96	>99	<1	<1	<1	-0.03	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	2 639	99	>99	<1	<1	<1		-	-	-	-		-	-	-	-	
République arabe syrienne	2000	16 411	52	95	2	3	<1	0.14	90	4	5	<1	0.30	>99	<1	<1	<1	-0.02
	2017	18 270	54	97	2	<1	-		95	4	<1	-		99	<1	<1	<1	
République centrafricaine	2000	3 755	38	58	7	27	7	-	44	8	37	11	-	82	5	11	1	-
	2017	4 659	41	-	-	-	-		-	-	-	-		-	-	-	-	
République de Corée	2000	47 386	80	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	50 982	82	>99	<1	<1	<1		-	-	-	-		-	-	-	-	
République de Moldova	2000	4 201	45	83	1	15	<1	0.34	74	2	25	<1	0.56	95	1	4	<1	0.11
	2017	4 051	43	89	1	9	<1		83	1	15	<1		97	2	1	<1	
République démocratique du Congo	2000	47 076	35	34	11	37	18	0.55	16	9	49	26	0.43	68	14	15	3	0.09
	2017	81 340	44	43	12	36	9		23	10	53	15		69	15	14	2	
République démocratique populaire lao	2000	5 329	22	47	<1	27	26	2.09	38	1	29	32	2.21	77	<1	18	5	1.04
	2017	6 858	34	82	<1	14	3		76	1	19	4		94	<1	5	<1	
République dominicaine	2000	8 563	62	90	4	4	2	0.40	79	8	7	5	0.64	96	2	1	<1	0.12
	2017	10 767	80	97	<1	2	1		90	2	2	6		98	<1	1	<1	

PAYS, ZONE OU TERRITOIRE	Année	NIVEAU NATIONAL					MILIEU RURAL					MILIEU URBAIN							
		Proportion de la population utilisant un point d'eau amélioré					Proportion de la population utilisant un point d'eau amélioré					Proportion de la population utilisant un point d'eau amélioré							
		Gérés en toute sécurité	Accessible à domicile	Disponible au besoin	Exempt de contamination	Avec canalisation	Sans canalisation	Gérés en toute sécurité	Accessible à domicile	Disponible au besoin	Exempt de contamination	Avec canalisation	Sans canalisation	Gérés en toute sécurité	Accessible à domicile	Disponible au besoin	Exempt de contamination	Avec canalisation	Sans canalisation
Norvège	2000	>99	>99	-	>99	>99	<1	-	>99	-	-	>99	<1	-	>99	-	-	>99	<1
	2017	98	>99	-	98	>99	<1	-	>99	-	-	>99	<1	-	>99	-	-	>99	<1
Nouvelle-Calédonie	2000	86	86	-	92	89	5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	97	98	-	97	99	<1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Nouvelle-Zélande	2000	78	>99	-	78	>99	<1	-	>99	-	-	>99	<1	-	>99	>99	-	>99	<1
	2017	>99	>99	-	>99	>99	<1	-	>99	-	-	>99	<1	-	>99	>99	-	>99	<1
Oman	2000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	90	90	-	98	90	10	-	75	-	-	74	26	-	93	>99	-	93	7
Ouganda	2000	5	5	53	37	11	49	1	1	49	28	3	52	26	26	76	89	61	30
	2017	7	7	71	50	21	60	4	4	68	39	12	66	16	16	78	87	53	40
Ouzbékistan	2000	56	56	-	87	75	18	32	32	-	82	57	31	84	84	97	92	95	3
	2017	59	59	-	90	70	28	31	31	-	88	52	44	86	86	>99	92	88	11
Pakistan	2000	38	83	-	38	37	54	32	77	-	32	22	66	51	94	-	51	67	32
	2017	35	77	-	35	28	64	33	75	-	33	15	75	40	81	-	40	51	43
Palaos	2000	-	60	91	-	-	-	-	55	-	-	-	-	-	62	96	-	96	<1
	2017	-	>99	>99	-	>99	<1	-	>99	-	-	97	3	-	>99	>99	-	>99	<1
Panama	2000	-	84	77	-	88	<1	-	70	65	-	75	<1	-	93	84	-	96	<1
	2017	-	96	84	-	93	5	-	91	80	-	82	13	-	98	86	-	98	2
Papouasie-Nouvelle-Guinée	2000	-	18	-	-	20	15	-	14	-	-	12	16	-	43	87	-	76	10
	2017	-	22	-	-	18	25	-	19	-	-	13	23	-	44	89	-	55	34
Paraguay	2000	49	73	65	49	50	25	27	49	43	27	19	34	68	92	83	68	76	18
	2017	64	96	86	64	94	6	51	93	84	51	88	12	72	98	88	72	97	3
Pays-Bas	2000	>99	>99	-	>99	>99	<1	-	>99	-	-	>99	<1	-	>99	-	-	>99	<1
	2017	>99	>99	-	>99	>99	<1	-	>99	-	-	>99	<1	-	>99	-	-	>99	<1
Pérou	2000	45	73	67	45	70	12	14	37	42	14	31	21	57	87	76	57	84	8
	2017	50	84	73	50	87	5	21	69	58	21	68	9	59	89	77	59	93	4
Philippines	2000	36	36	79	44	49	40	21	21	74	30	32	51	53	53	85	60	69	27
	2017	47	73	85	47	40	55	34	61	81	34	34	58	61	86	90	61	47	52
Pologne	2000	-	-	-	-	96	-	-	-	-	-	91	-	-	-	-	-	99	-
	2017	>99	>99	-	>99	99	1	-	98	-	-	97	2	-	>99	-	-	>99	<1
Polynésie française	2000	-	95	-	-	90	10	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	-	99	-	-	>99	<1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Porto Rico	2000	75	94	75	97	94	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	94	94	97	97	94	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Portugal	2000	93	98	93	97	98	<1	-	97	90	-	98	<1	-	98	96	-	99	<1
	2017	95	>99	95	99	>99	<1	-	99	91	-	>99	<1	-	>99	98	-	>99	<1
Qatar	2000	97	97	>99	98	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	96	96	>99	98	>99	<1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
République arabe syrienne	2000	-	79	91	-	85	12	-	64	88	-	70	24	-	93	93	-	>99	<1
	2017	-	81	93	-	73	27	-	68	93	-	71	28	-	92	93	-	75	25
République centrafricaine	2000	-	8	38	-	21	44	-	3	22	-	4	48	-	16	66	-	49	38
	2017	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
République de Corée	2000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	98	>99	>99	98	99	<1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
République de Moldova	2000	40	40	81	76	36	48	-	14	73	-	<1	75	-	74	91	-	81	15
	2017	73	73	87	75	66	24	-	62	82	-	48	37	-	88	93	-	91	8
République démocratique du Congo	2000	-	14	-	-	23	21	-	<1	-	-	3	21	-	38	-	-	60	21
	2017	-	8	-	-	32	23	-	<1	-	-	8	24	-	18	-	-	63	21
République démocratique populaire lao	2000	5	8	46	9	12	36	<1	<1	37	5	5	34	21	33	76	21	38	40
	2017	16	73	80	16	49	33	11	61	73	11	32	45	26	94	93	26	82	12
République dominicaine	2000	-	74	-	-	76	18	-	61	-	-	58	30	-	83	-	-	87	12
	2017	-	95	-	-	81	17	-	79	-	-	66	26	-	98	-	-	84	14

PAYS, ZONE OU TERRITOIRE	Année	Population (en milliers)	% en milieu urbain	NIVEAU NATIONAL					MILIEU RURAL					MILIEU URBAIN				
				Au moins de base	Limité (> 30 min)	Non amélioré	Eaux de surface	Taux annuel de changement (services de base)	Au moins de base	Limité (> 30 min)	Non amélioré	Eaux de surface	Taux annuel de changement (services de base)	Au moins de base	Limité (> 30 min)	Non amélioré	Eaux de surface	Taux annuel de changement (services de base)
République populaire démocratique de Corée	2000	22 929	59	>99	<1	<1	-	-0.28	>99	<1	<1	-	-0.55	>99	<1	<1	<1	-0.11
	2017	25 491	62	95	<1	5	<1		90	<1	9	<1		97	<1	2	<1	
République-Unie de Tanzanie	2000	34 178	22	27	8	49	16	1.73	16	7	56	20	1.53	65	9	24	3	1.21
	2017	57 310	33	57	11	18	14		43	14	24	20		86	7	5	3	
Réunion	2000	737	91	>99	<1	<1	<1	0.02	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	877	100	>99	<1	<1	<1		-	-	-	-		-	-	-	-	
Roumanie	2000	22 128	53	>99	<1	<1	<1	0.00	>99	<1	<1	<1	0.00	>99	<1	<1	<1	0.00
	2017	19 679	54	>99	<1	<1	<1		>99	<1	<1	<1		>99	<1	<1	<1	
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	2000	58 951	79	>99	<1	<1	<1	0.00	>99	<1	<1	<1	0.00	>99	<1	<1	<1	0.00
	2017	66 182	83	>99	<1	<1	<1		>99	<1	<1	<1		>99	<1	<1	<1	
Rwanda	2000	8 026	15	45	21	14	19	0.72	41	22	16	21	0.69	71	13	8	8	0.68
	2017	12 208	17	58	22	14	6		53	24	16	7		82	10	7	1	
Sahara occidental	2000	314	86	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	553	87	-	-	-	-		-	-	-	-		-	-	-	-	
Sainte-Hélène	2000	5	40	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	4	40	>99	<1	<1	<1		-	-	-	-		-	-	-	-	
Sainte-Lucie	2000	157	28	88	2	10	<1	0.57	87	2	12	<1	0.67	93	2	5	<1	0.29
	2017	179	19	98	2	<1	<1		98	2	<1	<1		98	2	<1	<1	
Saint-Kitts-et-Nevis	2000	45	33	98	<1	2	<1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	55	31	-	-	-	-		-	-	-	-		-	-	-	-	
Saint-Marin	2000	27	93	>99	<1	<1	<1	0.00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	33	97	>99	<1	<1	<1		-	-	-	-		-	-	-	-	
Saint-Martin (partie néerlandaise)	2000	32	100	98	<1	2	<1	-0.16	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	40	100	95	<1	5	<1		-	-	-	-		-	-	-	-	
Saint-Pierre-et-Miquelon	2000	6	89	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	6	90	91	<1	9	<1		-	-	-	-		-	-	-	-	
Saint-Siège	2000	1	100	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	1	100	-	-	-	-		-	-	-	-		-	-	-	-	
Saint-Vincent-et-les Grenadines	2000	108	45	93	<1	7	-	0.12	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	110	52	95	<1	5	-		-	-	-	-		-	-	-	-	
Samoa	2000	175	22	92	3	5	<1	0.32	92	4	4	<1	0.25	90	1	8	<1	0.59
	2017	196	18	97	<1	2	<1		97	<1	2	<1		>99	<1	<1	<1	
Samoa américaines	2000	58	89	98	<1	2	<1	0.08	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	56	87	>99	<1	<1	<1		-	-	-	-		-	-	-	-	
Sao Tomé-et-Principe	2000	139	53	65	15	10	10	1.14	58	14	12	16	1.10	71	16	7	6	0.97
	2017	204	72	84	12	<1	3		77	11	2	9		87	13	<1	<1	
Sénégal	2000	9 884	40	60	5	33	2	1.22	40	7	51	2	1.79	89	3	7	<1	0.17
	2017	15 851	47	81	3	16	<1		70	4	25	<1		92	<1	7	<1	
Serbie	2000	9 488	53	95	5	<1	<1	-0.54	97	3	<1	<1	-0.48	93	7	<1	<1	-0.58
	2017	8 791	56	86	14	<1	<1		88	11	<1	<1		83	16	<1	<1	
Seychelles	2000	81	50	93	<1	7	-	0.18	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	95	56	96	<1	<1	4		-	-	-	-		-	-	-	-	
Sierra Leone	2000	4 564	36	40	6	16	39	1.23	24	3	17	55	1.51	68	10	13	9	0.47
	2017	7 557	42	61	9	16	14		50	6	23	21		76	14	7	3	
Singapour	2000	3 914	100	>99	<1	<1	<1	0.00	-	-	-	-	-	>99	<1	<1	<1	0.00
	2017	5 709	100	>99	<1	<1	<1		-	-	-	-		>99	<1	<1	<1	
Slovaquie	2000	5 399	56	98	2	<1	<1	0.11	97	3	<1	<1	0.19	99	1	<1	<1	0.04
	2017	5 448	54	>99	<1	<1	<1		>99	<1	<1	<1		>99	<1	<1	<1	
Slovénie	2000	1 988	51	>99	<1	<1	<1	0.00	>99	<1	<1	<1	0.00	>99	<1	<1	<1	-0.01
	2017	2 080	54	>99	<1	<1	<1		>99	<1	<1	<1		>99	<1	<1	<1	
Somalie	2000	9 011	33	20	6	38	36	1.93	4	4	41	50	1.40	50	11	30	8	1.91
	2017	14 743	44	52	31	14	3		28	44	23	5		83	15	2	<1	

PAYS, ZONE OU TERRITOIRE	Année	NIVEAU NATIONAL						MILIEU RURAL					MILIEU URBAIN						
		Proportion de la population utilisant un point d'eau amélioré						Proportion de la population utilisant un point d'eau amélioré					Proportion de la population utilisant un point d'eau amélioré						
		Gérés en toute sécurité	Accessible à domicile	Disponible au besoin	Exempt de contamination	Avec canalisation	Sans canalisation	Gérés en toute sécurité	Accessible à domicile	Disponible au besoin	Exempt de contamination	Avec canalisation	Sans canalisation	Gérés en toute sécurité	Accessible à domicile	Disponible au besoin	Exempt de contamination	Avec canalisation	Sans canalisation
République populaire démocratique de Corée	2000	69	79	99	76	91	9	55	79	99	55	83	17	79	79	99	90	97	3
	2017	67	75	94	74	68	28	50	71	89	50	54	37	77	77	97	89	76	22
République-Unie de Tanzanie	2000	-	<1	16	-	34	<1	-	<1	13	-	24	<1	4	4	28	63	71	2
	2017	-	29	32	-	36	32	-	16	30	-	24	32	35	57	35	78	59	34
Réunion	2000	96	>99	-	96	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	96	>99	-	96	>99	<1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Roumanie	2000	82	82	-	95	56	44	-	67	-	-	17	83	-	95	-	-	91	9
	2017	82	82	-	>99	65	35	-	67	-	-	35	65	-	95	-	-	90	10
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	2000	>99	>99	-	>99	>99	<1	-	>99	-	-	>99	<1	-	>99	-	-	>99	<1
	2017	>99	>99	-	>99	>99	<1	-	>99	-	-	>99	<1	-	>99	-	-	>99	<1
Rwanda	2000	-	4	-	-	37	30	-	<1	-	-	31	32	24	84	79	68	16	
	2017	-	11	-	-	37	42	-	4	-	-	29	47	43	92	87	75	17	
Sahara occidental	2000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sainte-Hélène	2000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	89	99	-	89	98	<1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sainte-Lucie	2000	-	86	-	-	89	<1	-	85	-	-	87	1	-	89	-	-	95	<1
	2017	-	96	-	-	96	4	-	96	-	-	95	5	-	94	-	-	>99	<1
Saint-Kitts-et-Nevis	2000	-	97	86	-	97	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Saint-Marin	2000	>99	>99	>99	>99	>99	<1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	>99	>99	>99	>99	>99	<1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Saint-Martin (partie néerlandaise)	2000	-	96	-	-	94	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	-	93	-	-	91	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Saint-Pierre-et-Miquelon	2000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	83	83	91	91	91	<1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Saint-Siège	2000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Saint-Vincent-et-les Grenadines	2000	-	92	68	-	86	7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	-	94	70	-	93	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Samoa	2000	57	92	95	57	87	8	-	92	-	-	86	11	-	90	-	-	91	<1
	2017	59	95	98	59	85	13	-	94	-	-	84	14	-	98	-	-	90	10
Samoa américaines	2000	12	78	-	12	97	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	13	99	-	13	>99	<1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sao Tomé-et-Principe	2000	-	27	-	-	74	6	-	18	-	-	64	8	-	34	-	-	83	4
	2017	-	38	-	-	94	3	-	24	-	-	82	7	-	43	-	-	98	2
Sénégal	2000	-	36	33	-	53	12	-	11	27	-	32	15	-	74	42	-	85	8
	2017	-	67	43	-	73	10	-	52	43	-	61	13	-	83	43	-	86	7
Serbie	2000	74	91	-	74	80	19	67	92	-	67	61	38	82	91	-	82	98	2
	2017	75	84	-	75	96	3	66	86	-	66	95	4	81	82	-	81	97	2
Seychelles	2000	-	90	-	-	86	7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	-	95	-	-	95	2	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sierra Leone	2000	5	12	32	7	23	22	2	2	20	4	8	19	11	30	52	11	50	27
	2017	10	16	49	10	25	45	8	8	41	9	15	41	12	27	60	12	38	52
Singapour	2000	>99	>99	-	>99	>99	<1	-	-	-	-	-	-	>99	>99	-	>99	>99	<1
	2017	>99	>99	-	>99	>99	<1	-	-	-	-	-	-	>99	>99	-	>99	>99	<1
Slovaquie	2000	92	92	-	98	95	5	-	>99	-	-	91	9	-	93	-	-	98	2
	2017	>99	>99	-	>99	98	2	-	>99	-	-	>99	<1	-	>99	-	-	97	3
Slovénie	2000	80	>99	-	80	>99	<1	-	>99	-	-	>99	<1	-	>99	-	-	>99	<1
	2017	98	98	-	>99	99	<1	-	98	-	-	99	<1	-	98	-	-	>99	<1
Somalie	2000	-	10	20	-	10	16	-	<1	5	-	3	5	-	29	51	-	23	39
	2017	-	34	59	-	41	42	-	8	42	-	14	58	-	66	81	-	75	23

PAYS, ZONE OU TERRITOIRE	Année	Population (en milliers)	% en milieu urbain	NIVEAU NATIONAL					MILIEU RURAL					MILIEU URBAIN				
				Au moins de base	Limité (> 30 min)	Non amélioré	Eaux de surface	Taux annuel de changement (services de base)	Au moins de base	Limité (> 30 min)	Non amélioré	Eaux de surface	Taux annuel de changement (services de base)	Au moins de base	Limité (> 30 min)	Non amélioré	Eaux de surface	Taux annuel de changement (services de base)
Soudan	2000	27 251	32	43	19	29	8	0.99	35	18	35	11	1.05	60	21	16	3	0.79
	2017	40 533	34	60	27	4	9		53	27	6	14		74	25	<1	1	
Soudan du Sud	2000	6 701	17	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	12 576	19	41	34	17	9		35	37	18	10		65	20	12	3	
Sri Lanka	2000	18 782	18	80	2	13	5	0.58	76	2	16	6	0.69	95	2	2	<1	0.09
	2017	20 877	18	89	3	6	2		88	4	7	2		97	1	1	<1	
Suède	2000	8 882	84	>99	<1	<1	<1	0.00	>99	<1	<1	<1	0.00	>99	<1	<1	<1	0.00
	2017	9 911	87	>99	<1	<1	<1		>99	<1	<1	<1		>99	<1	<1	<1	
Suisse	2000	7 167	73	>99	<1	<1	<1	0.00	>99	<1	<1	<1	0.00	>99	<1	<1	<1	0.00
	2017	8 476	74	>99	<1	<1	<1		>99	<1	<1	<1		>99	<1	<1	<1	
Suriname	2000	472	66	90	<1	3	8	0.34	74	<1	4	22	0.97	98	<1	2	<1	0.03
	2017	563	66	95	1	3	-		90	2	8	-		98	<1	<1	<1	
Tadjikistan	2000	6 216	27	56	4	6	34	1.49	43	4	8	44	1.89	90	3	1	5	0.34
	2017	8 921	27	81	2	2	14		76	3	3	19		96	<1	<1	2	
Tchad	2000	8 343	22	41	9	42	7	-0.16	32	11	48	9	-0.13	76	2	21	<1	-0.39
	2017	14 900	23	39	17	39	6		29	17	47	7		70	17	12	1	
Tchéquie	2000	10 290	74	>99	<1	<1	<1	0.00	>99	<1	<1	<1	0.01	>99	<1	<1	<1	0.00
	2017	10 618	74	>99	<1	<1	<1		>99	<1	<1	<1		>99	<1	<1	<1	
Thaïlande	2000	62 958	31	94	<1	6	<1	0.37	92	<1	7	<1	0.49	98	<1	2	<1	0.11
	2017	69 038	49	>99	<1	<1	<1		>99	<1	<1	<1		>99	<1	<1	<1	
Timor-Leste	2000	872	24	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	1 296	30	78	2	15	4		70	3	21	6		98	2	<1	<1	
Togo	2000	4 970	33	46	4	28	22	1.13	30	4	34	32	1.11	79	3	17	<1	0.59
	2017	7 798	41	65	6	16	13		48	8	22	22		89	3	7	1	
Tokélaou	2000	2	0	99	<1	1	<1	0.06	99	<1	1	<1	0.06	-	-	-	-	-
	2017	1	0	>99	<1	<1	<1		>99	<1	<1	<1		-	-	-	-	
Tonga	2000	98	23	98	<1	2	<1	0.08	99	<1	1	<1	0.07	97	<1	3	<1	0.14
	2017	108	23	>99	<1	<1	<1		>99	<1	<1	<1		>99	<1	<1	<1	
Trinité-et-Tobago	2000	1 268	56	92	1	6	1	0.37	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	1 369	53	98	1	<1	<1		-	-	-	-		-	-	-	-	
Tunisie	2000	9 699	63	88	4	7	<1	0.49	71	11	17	2	1.06	98	<1	2	<1	0.11
	2017	11 532	69	96	2	2	<1		89	6	6	<1		>99	<1	<1	<1	
Turkménistan	2000	4 516	46	87	2	2	10	0.70	79	<1	3	18	1.08	96	3	<1	<1	0.22
	2017	5 758	51	99	1	<1	<1		98	2	<1	<1		>99	<1	<1	<1	
Turquie	2000	63 240	65	95	<1	4	<1	0.20	89	<1	10	<1	0.61	99	<1	1	<1	-0.01
	2017	80 745	75	99	<1	<1	<1		>99	<1	<1	<1		99	<1	1	<1	
Tuvalu	2000	9	46	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	11	62	>99	<1	<1	<1		99	<1	1	<1		>99	<1	<1	<1	
Ukraine	2000	48 840	67	98	<1	2	<1	-0.25	95	<1	5	<1	0.28	>99	<1	<1	<1	-0.49
	2017	44 223	69	94	6	<1	<1		>99	<1	<1	<1		91	8	<1	<1	
Uruguay	2000	3 321	92	97	<1	2	<1	0.14	75	2	21	2	1.22	99	<1	<1	<1	0.04
	2017	3 457	95	>99	<1	<1	<1		95	5	<1	<1		>99	<1	<1	<1	
Vanuatu	2000	185	22	82	<1	11	6	0.55	78	1	13	8	0.62	96	<1	4	<1	0.22
	2017	276	25	91	1	<1	8		88	1	<1	10		>99	<1	<1	<1	
Venezuela (République bolivarienne du)	2000	24 488	88	97	<1	1	2	-0.05	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	31 977	88	96	<1	2	1		-	-	-	-		-	-	-	-	
Viet Nam	2000	80 286	24	80	<1	9	9	0.86	76	<1	12	12	1.01	94	<1	3	2	0.24
	2017	95 541	35	95	<1	5	<1		93	<1	7	<1		99	<1	1	<1	
Yémen	2000	17 875	26	38	16	40	6	1.51	26	15	52	7	1.71	72	19	7	2	0.41
	2017	28 250	36	63	29	4	4		55	33	6	7		79	21	<1	<1	
Zambie	2000	10 531	35	49	4	28	19	0.62	31	4	37	28	0.65	84	3	11	2	-0.03
	2017	17 094	43	60	8	24	9		42	9	35	14		84	6	9	1	
Zimbabwe	2000	12 222	34	72	8	15	6	-0.45	60	10	21	9	-0.59	95	3	2	<1	-0.06
	2017	16 530	32	64	13	16	7		50	18	22	10		94	4	2	<1	

PAYS, ZONE OU TERRITOIRE	Année	NIVEAU NATIONAL					MILIEU RURAL					MILIEU URBAIN							
		Proportion de la population utilisant un point d'eau amélioré					Proportion de la population utilisant un point d'eau amélioré					Proportion de la population utilisant un point d'eau amélioré							
		Gérés en toute sécurité	Accessible à domicile	Disponible au besoin	Exempt de contamination	Avec canalisation	Sans canalisation	Gérés en toute sécurité	Accessible à domicile	Disponible au besoin	Exempt de contamination	Avec canalisation	Sans canalisation	Gérés en toute sécurité	Accessible à domicile	Disponible au besoin	Exempt de contamination	Avec canalisation	Sans canalisation
Soudan	2000	-	28	60	-	29	34	-	17	54	-	18	36	-	52	73	-	51	30
	2017	-	38	84	-	46	41	-	25	81	-	34	47	-	64	89	-	69	30
Soudan du Sud	2000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	-	3	-	-	3	71	-	2	-	-	2	70	-	4	-	-	8	77
Sri Lanka	2000	-	61	75	-	27	55	-	55	70	-	15	63	86	86	95	96	79	19
	2017	-	75	87	-	38	54	-	71	85	-	30	61	91	91	97	96	74	24
Suède	2000	>99	>99	-	>99	>99	<1	-	>99	-	-	>99	<1	-	>99	-	-	>99	<1
	2017	>99	>99	-	>99	>99	<1	-	>99	-	-	>99	<1	-	>99	-	-	>99	<1
Suisse	2000	93	>99	-	93	>99	<1	-	>99	-	-	>99	<1	-	>99	-	-	>99	<1
	2017	95	>99	-	95	>99	<1	-	>99	-	-	>99	<1	-	>99	-	-	>99	<1
Suriname	2000	-	87	50	-	72	18	-	69	44	-	45	29	-	96	53	-	85	13
	2017	-	92	54	-	79	18	-	81	55	-	61	31	-	97	53	-	88	11
Tadjikistan	2000	35	35	39	39	48	12	-	19	33	-	33	15	-	79	57	-	89	5
	2017	48	60	48	73	64	19	-	49	43	-	55	24	-	90	62	-	91	6
Tchad	2000	-	15	-	-	17	33	-	3	-	-	7	36	-	59	-	-	55	23
	2017	-	9	-	-	19	36	-	1	-	-	9	37	-	35	-	-	53	34
Tchéquie	2000	96	96	-	98	96	3	-	94	-	-	91	8	-	97	>99	-	98	2
	2017	98	98	-	>99	>99	<1	-	98	-	-	>99	<1	-	98	>99	-	>99	<1
Thaïlande	2000	-	88	-	-	34	60	-	85	-	-	17	75	-	96	-	-	71	27
	2017	-	>99	-	-	70	30	-	>99	-	-	54	46	-	>99	-	-	87	13
Timor-Leste	2000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	-	66	-	-	65	16	-	55	-	-	57	16	-	93	56	-	83	17
Togo	2000	-	10	-	-	36	14	-	4	-	-	17	17	-	21	-	-	74	8
	2017	-	19	-	-	26	45	-	6	-	-	12	44	-	38	-	-	45	48
Tokélaou	2000	-	74	-	-	-	-	-	74	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	-	96	-	-	95	4	-	96	-	-	95	4	-	-	-	-	-	-
Tonga	2000	-	98	-	-	94	4	-	99	-	-	96	3	-	97	-	-	90	7
	2017	-	71	-	-	>99	<1	-	71	-	-	>99	<1	-	74	-	-	>99	<1
Trinité-et-Tobago	2000	-	82	73	-	83	10	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	-	98	82	-	94	5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tunisie	2000	41	87	-	41	79	13	-	71	-	-	55	26	-	96	-	-	93	5
	2017	93	93	-	98	92	6	-	82	-	-	77	17	-	98	-	-	>99	<1
Turkménistan	2000	66	70	-	70	56	33	50	58	-	50	29	51	84	84	-	94	88	11
	2017	94	99	-	94	57	43	91	97	-	91	35	65	97	>99	-	97	78	22
Turquie	2000	-	94	-	-	91	4	-	86	-	-	80	10	-	98	-	-	98	1
	2017	-	96	-	-	99	<1	-	94	-	-	>99	<1	-	97	-	-	99	<1
Tuvalu	2000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	-	97	-	-	>99	<1	-	-	-	-	99	<1	50	-	>99	50	>99	<1
Ukraine	2000	66	66	-	91	79	19	-	6	-	-	46	49	-	95	-	-	96	4
	2017	92	92	-	93	66	33	-	>99	-	-	31	68	-	89	-	-	82	18
Uruguay	2000	-	96	97	-	96	2	-	73	-	-	60	17	94	98	>99	94	99	<1
	2017	-	99	>99	-	>99	<1	-	95	-	-	98	2	95	99	>99	95	>99	<1
Vanuatu	2000	40	45	-	40	49	34	-	38	-	-	40	39	-	69	-	-	80	16
	2017	44	50	-	44	48	45	-	43	-	-	37	52	-	71	-	-	78	22
Venezuela (République bolivarienne du)	2000	-	88	60	-	86	11	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	-	87	59	-	87	9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Viet Nam	2000	-	65	-	-	13	68	-	57	-	-	2	75	-	88	95	-	49	46
	2017	-	95	-	-	43	52	-	93	-	-	22	70	-	99	99	-	81	18
Yémen	2000	-	30	34	-	41	13	-	16	26	-	32	9	-	69	56	-	65	26
	2017	-	49	58	-	48	44	-	35	56	-	32	55	-	75	62	-	77	23
Zambie	2000	-	20	-	-	33	20	-	4	-	-	6	28	49	49	72	66	82	5
	2017	-	24	-	-	32	36	-	6	-	-	4	46	46	46	89	89	68	21
Zimbabwe	2000	-	41	60	-	40	39	-	16	59	-	12	58	-	90	62	-	94	4
	2017	-	32	58	-	31	46	-	14	57	-	10	57	-	71	62	-	74	24

Annexe 4 : Estimations nationales relatives à l'assainissement

PAYS, ZONE OU TERRITOIRE	Année	Population (en milliers)	% en milieu urbain	NIVEAU NATIONAL						MILIEU RURAL						MILIEU URBAN					
				Au moins de base	Limité (partagé)	Non amélioré	Défecation en plein air	Taux annuel de changement (services de base)	Taux annuel de changement (défecation en plein air)	Au moins de base	Limité (partagé)	Non amélioré	Défecation en plein air	Taux annuel de changement (services de base)	Taux annuel de changement (défecation en plein air)	Au moins de base	Limité (partagé)	Non amélioré	Défecation en plein air	Taux annuel de changement (services de base)	Taux annuel de changement (défecation en plein air)
Afghanistan	2000	20 094	22	24	6	45	26	1.17	-0.78	22	4	43	31	0.90	-0.84	30	14	49	7	1.92	-0.42
	2017	35 530	25	43	10	34	13			37	6	40	17			62	21	16	<1		
Afrique du Sud	2000	45 728	57	59	15	14	12	1.00	-0.64	42	9	23	25	1.89	-1.30	71	19	7	3	0.30	-0.12
	2017	56 717	66	76	15	8	1			75	6	16	3			76	19	4	<1		
Albanie	2000	3 122	42	88	2	9	<1	0.55	-0.05	82	2	14	1	0.87	-0.07	97	2	<1	<1	0.08	-0.03
	2017	2 930	59	98	2	<1	<1			97	3	<1	<1			98	2	<1	<1		
Algérie	2000	31 184	60	84	8	1	6	0.23	-0.33	72	10	3	15	0.58	-0.74	91	7	<1	<1	-0.10	-0.03
	2017	41 318	72	88	8	3	<1			82	11	4	2			90	7	3	<1		
Allemagne	2000	81 488	75	>99	<1	<1	<1	0.00	0.00	99	1	<1	<1	0.00	0.00	>99	<1	<1	<1	0.00	0.00
	2017	82 114	77	>99	<1	<1	<1			99	1	<1	<1			>99	<1	<1	<1		
Andorre	2000	65	92	>99	<1	<1	<1	0.00	0.00	>99	<1	<1	<1	0.00	0.00	>99	<1	<1	<1	0.00	0.00
	2017	77	88	>99	<1	<1	<1			>99	<1	<1	<1			>99	<1	<1	<1		
Angola	2000	16 441	50	28	11	18	43	1.31	-1.35	8	2	24	67	0.92	-0.70	48	21	13	19	0.99	-1.07
	2017	29 784	65	50	20	10	20			23	6	16	55			64	28	7	<1		
Anguilla	2000	11	100	91	2	5	2	0.35	-0.10	-	-	-	-	-	-	91	2	5	2	0.35	-0.10
	2017	15	100	97	2	<1	<1			-	-	-	-			97	2	<1	<1		
Antigua-et-Barbuda	2000	84	32	82	4	12	1	0.30	-0.06	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	102	25	88	4	8	<1			-	-	-	-			-	-	-	-		
Arabie saoudite	2000	20 764	80	98	<1	2	<1	0.09	0.00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	32 938	84	>99	<1	<1	<1			-	-	-	-			-	-	-	-		
Argentine	2000	37 057	89	87	4	9	-	-	-	69	4	27	-	-	-	89	4	7	<1	0.39	0.07
	2017	44 271	92	-	-	-	-			-	-	-	-			96	2	<1	2		
Arménie	2000	3 070	65	87	5	8	<1	0.40	0.00	77	4	19	<1	0.36	0.00	92	5	3	<1	0.44	-0.01
	2017	2 930	63	94	<1	6	<1			83	1	15	<1			>99	<1	<1	<1		
Aruba	2000	91	47	98	<1	<1	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	105	43	-	-	-	-			-	-	-	-			-	-	-	-		
Australie	2000	19 066	84	>99	<1	<1	<1	0.00	0.00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	24 451	86	>99	<1	<1	<1			-	-	-	-			-	-	-	-		
Autriche	2000	8 069	60	>99	<1	<1	<1	0.00	0.00	>99	<1	<1	<1	0.00	0.00	>99	<1	<1	<1	0.00	0.00
	2017	8 735	58	>99	<1	<1	<1			>99	<1	<1	<1			>99	<1	<1	<1		
Azerbaïdjan	2000	8 123	51	63	7	30	<1	1.72	0.00	53	2	45	<1	2.04	0.01	73	11	16	<1	1.38	0.00
	2017	9 828	55	93	3	5	<1			88	1	11	<1			96	4	<1	<1		
Bahamas	2000	298	82	88	5	6	1	0.43	-0.05	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	395	83	95	3	2	<1			-	-	-	-			-	-	-	-		
Bahreïn	2000	665	88	>99	<1	<1	<1	0.01	0.00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	1 493	89	>99	<1	<1	<1			-	-	-	-			-	-	-	-		
Bangladesh	2000	131 581	24	26	12	44	18	1.33	-1.04	20	10	48	22	1.58	-1.27	44	19	32	5	0.41	-0.31
	2017	164 670	36	48	23	29	<1			47	18	36	<1			51	32	18	<1		
Barbade	2000	270	34	89	2	9	<1	0.50	0.01	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	286	31	97	2	<1	<1			-	-	-	-			-	-	-	-		
Bélarus	2000	9 934	70	92	8	<1	<1	0.36	0.00	96	3	1	<1	0.02	0.00	90	10	<1	<1	0.49	0.00
	2017	9 468	78	98	2	<1	<1			96	2	2	<1			98	2	<1	<1		
Belgique	2000	10 282	97	>99	<1	<1	<1	0.00	0.00	>99	<1	<1	<1	0.00	0.00	>99	<1	<1	<1	0.00	0.00
	2017	11 429	98	>99	<1	<1	<1			>99	<1	<1	<1			>99	<1	<1	<1		

"-" = estimation non disponible. Pour les méthodes d'estimation JMP, voir l'annexe 1. Pour des estimations non arrondies, consultez www.washdata.org.

PAYS, ZONE OU TERRITOIRE	Année	NIVEAU NATIONAL						MILIEU RURAL						MILIEU URBAN								
		Proportion de la population utilisant des installations d'assainissement améliorées (à l'exclusion des installations partagées)				Proportion de la population utilisant des installations améliorées (y compris les installations partagées)		Proportion de la population utilisant des installations d'assainissement améliorées (à l'exclusion des installations partagées)				Proportion de la population utilisant des installations améliorées (y compris les installations partagées)		Proportion de la population utilisant des installations d'assainissement améliorées (à l'exclusion des installations partagées)			Proportion de la population utilisant des installations améliorées (y compris les installations partagées)					
		Gérés en toute sécurité	Traités et gérés sur site	Vidangés et traités	Eaux usées traitées	Latrines et autres	Fosses septiques	Raccordement au réseau d'égouts	Gérés en toute sécurité	Traités et gérés sur site	Vidangés et traités	Eaux usées traitées	Latrines et autres	Fosses septiques	Raccordement au réseau d'égouts	Gérés en toute sécurité	Traités et gérés sur site	Vidangés et traités	Eaux usées traitées	Latrines et autres	Fosses septiques	Raccordement au réseau d'égouts
Afghanistan	2000	-	-	-	-	22	5	2	-	-	-	-	23	1	<1	-	-	-	-	18	17	8
	2017	-	-	-	-	41	10	3	-	-	-	-	41	2	<1	-	-	-	-	41	34	8
Afrique du Sud	2000	-	-	-	-	24	3	46	-	-	-	-	44	1	7	-	-	-	-	10	4	76
	2017	-	-	-	-	29	3	58	-	-	-	-	71	5	5	-	-	-	-	8	2	86
Albanie	2000	39	9	4	26	11	14	64	38	15	6	17	19	23	43	40	1	<1	38	1	3	95
	2017	40	<1	<1	39	<1	2	98	39	<1	<1	38	<1	4	96	40	<1	<1	40	<1	<1	>99
Algérie	2000	19	6	1	11	6	17	69	19	11	2	7	9	30	43	18	3	<1	14	3	9	87
	2017	18	4	<1	13	4	8	84	21	10	2	9	11	23	59	16	1	<1	15	1	3	93
Allemagne	2000	95	<1	<1	94	<1	4	96	90	3	3	83	<1	14	86	97	<1	<1	97	<1	<1	>99
	2017	97	<1	<1	96	<1	3	97	92	3	3	85	<1	14	86	99	<1	<1	99	<1	<1	>99
Andorre	2000	15	<1	<1	15	<1	-	>99	15	<1	<1	15	<1	-	>99	15	<1	<1	15	<1	-	>99
	2017	>99	<1	<1	>99	<1	-	>99	>99	<1	<1	>99	<1	-	>99	>99	<1	<1	>99	<1	-	>99
Angola	2000	-	-	-	-	28	<1	11	-	-	-	-	8	<1	1	-	-	-	-	48	<1	21
	2017	-	-	-	-	3	55	13	-	-	-	-	4	24	1	-	-	-	-	2	72	19
Anguilla	2000	-	-	-	-	<1	92	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	<1	92	1
	2017	-	-	-	-	4	94	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4	94	1
Antigua-et-Barbuda	2000	-	-	-	-	10	71	5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	-	-	-	-	11	79	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Arabie saoudite	2000	68	16	16	36	1	61	36	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	78	11	11	56	<1	44	56	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Argentine	2000	-	-	-	-	21	27	42	-	-	-	-	47	24	1	-	-	-	-	18	27	47
	2017	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	13	24	62
Arménie	2000	47	15	7	26	31	<1	61	-	-	-	8	62	<1	19	45	7	3	36	14	<1	83
	2017	48	12	5	32	22	2	70	-	-	-	9	59	6	20	45	<1	<1	45	<1	<1	>99
Aruba	2000	-	-	-	14	1	82	15	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Australie	2000	64	3	2	59	<1	11	89	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	76	3	2	70	<1	11	89	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autriche	2000	97	2	2	93	1	6	93	92	4	4	84	<1	15	84	>99	<1	<1	98	2	<1	98
	2017	97	2	2	92	1	6	92	92	4	4	84	<1	15	84	>99	<1	<1	98	2	<1	98
Azerbaïdjan	2000	-	-	-	33	30	<1	39	-	-	-	<1	54	<1	<1	70	3	3	64	7	1	76
	2017	-	-	-	36	55	<1	39	-	-	-	6	82	1	6	92	16	15	61	33	<1	66
Bahamas	2000	-	-	-	-	3	79	11	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	-	-	-	-	<1	77	21	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bahreïn	2000	96	10	10	75	17	8	75	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	96	2	2	91	<1	8	91	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bangladesh	2000	-	-	-	-	25	11	3	14	14	<1	<1	26	4	<1	-	-	-	-	21	31	10
	2017	-	-	-	-	52	13	5	32	32	<1	<1	55	9	<1	-	-	-	-	46	22	14
Barbade	2000	-	-	-	1	78	11	1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	-	-	-	3	90	6	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bélarus	2000	90	13	12	65	25	2	72	94	30	30	34	60	3	35	88	5	5	78	11	1	88
	2017	81	2	2	76	2	5	92	76	9	7	60	11	14	73	82	<1	<1	81	<1	2	97
Belgique	2000	86	23	23	40	32	28	40	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	97	1	1	95	<1	5	95	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

PAYS, ZONE OU TERRITOIRE	Année	Population (en milliers)	% en milieu urbain	NIVEAU NATIONAL						MILIEU RURAL						MILIEU URBAN					
				Au moins de base	Limité (partagé)	Non amélioré	Défection en plein air	Taux annuel de changement (services de base)	Taux annuel de changement (défection en plein air)	Au moins de base	Limité (partagé)	Non amélioré	Défection en plein air	Taux annuel de changement (services de base)	Taux annuel de changement (défection en plein air)	Au moins de base	Limité (partagé)	Non amélioré	Défection en plein air	Taux annuel de changement (services de base)	Taux annuel de changement (défection en plein air)
Belize	2000	247	45	82	8	5	4	0.32	-0.22	80	9	4	7	0.21	-0.37	85	8	5	1	0.45	-0.03
	2017	375	46	88	9	2	<1			83	12	4	<1			93	6	<1	<1		
Bénin	2000	6 866	38	9	16	8	68	0.46	-0.81	2	7	5	86	0.32	-0.62	19	30	13	38	0.44	-0.51
	2017	11 176	47	16	20	10	54			8	8	9	75			27	32	12	29		
Bermudes	2000	64	100	>99	<1	<1	<1	-0.01	0.00	-	-	-	-	-	-	>99	<1	<1	<1	-0.01	0.00
	2017	61	100	>99	<1	<1	<1			-	-	-	-			>99	<1	<1	<1		
Bhoutan	2000	573	25	50	6	34	10	1.15	-0.60	41	3	43	12	1.50	-0.71	74	15	6	4	-0.09	-0.26
	2017	808	40	69	9	22	<1			67	5	28	<1			73	15	13	<1		
Bolivie (État plurinational de)	2000	8 340	62	35	17	15	33	1.54	-1.16	15	4	19	62	1.24	-1.40	47	25	13	15	1.48	-0.76
	2017	11 052	69	61	17	9	13			36	6	19	38			72	22	4	2		
Bonaire, Saint-Eustache et Saba	2000	14	75	99	<1	1	<1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	25	75	-	-	-	-			-	-	-	-			-	-	-	-		
Bosnie-Herzégovine	2000	3 767	42	95	<1	4	<1	0.02	-0.04	93	<1	6	<1	-0.03	-0.05	98	<1	<1	<1	0.02	-0.02
	2017	3 507	48	95	<1	4	<1			92	<1	7	<1			99	<1	<1	<1		
Botswana	2000	1 728	53	52	8	18	22	1.49	-0.63	33	9	16	42	1.05	-0.56	69	7	21	4	1.21	-0.15
	2017	2 292	69	77	6	6	11			51	10	7	33			89	3	6	1		
Brésil	2000	175 288	81	73	1	17	9	0.91	-0.46	36	<1	29	35	1.42	-1.61	81	1	14	3	0.67	-0.17
	2017	209 288	86	88	<1	10	1			60	<1	32	7			93	<1	7	<1		
Brunéi Darussalam	2000	333	71	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	429	77	-	-	-	-			-	-	-	-			-	-	-	-		
Bulgarie	2000	7 998	69	86	14	<1	<1	0.01	0.00	84	16	<1	<1	0.00	0.00	87	13	<1	<1	0.00	0.00
	2017	7 085	75	86	14	<1	<1			84	16	<1	<1			87	13	<1	<1		
Burkina Faso	2000	11 608	18	11	8	9	71	0.48	-1.45	3	4	9	85	0.50	-1.32	50	31	9	9	-0.64	-0.11
	2017	19 193	29	19	27	6	47			11	19	7	63			39	49	4	7		
Burundi	2000	6 401	8	45	6	46	3	0.04	-0.01	46	4	47	3	0.05	0.01	41	25	32	2	0.07	-0.08
	2017	10 864	13	46	12	40	3			46	7	44	3			42	43	14	<1		
Cabo Verde	2000	435	53	40	3	6	51	1.99	-1.81	22	<1	6	71	2.36	-2.09	56	5	5	34	1.44	-1.28
	2017	546	65	74	6	<1	20			62	3	<1	35			80	8	<1	12		
Cambodge	2000	12 152	19	10	2	4	85	2.90	-3.11	2	<1	4	94	2.74	-3.13	46	8	4	42	2.91	-2.44
	2017	16 005	23	59	6	3	32			48	7	3	41			96	4	<1	<1		
Cameroun	2000	15 274	46	40	18	35	7	-0.06	-0.03	27	9	51	13	-0.55	0.07	56	28	15	<1	0.02	0.02
	2017	24 054	56	39	19	35	7			18	8	60	14			56	27	15	1		
Canada	2000	30 736	79	>99	<1	<1	<1	-0.03	0.00	>99	<1	<1	<1	-0.04	0.00	>99	<1	<1	<1	-0.03	0.00
	2017	36 624	81	>99	<1	<1	<1			99	<1	1	<1			>99	<1	<1	<1		
Chili	2000	15 263	86	92	<1	6	2	0.47	-0.14	68	<1	29	3	1.90	-0.20	96	<1	2	2	0.23	-0.13
	2017	18 055	87	>99	<1	<1	<1			>99	<1	<1	<1			>99	<1	<1	<1		
Chine	2000	1 283 199	36	56	3	38	3	1.67	-0.15	44	2	50	4	1.88	-0.22	77	5	17	<1	0.78	-0.01
	2017	1 409 517	58	85	6	9	<1			76	6	18	<1			91	6	3	<1		
Chine, région administrative spéciale de Hong Kong	2000	6 664	100	97	<1	3	<1	-0.02	0.00	-	-	-	-	-	-	97	<1	3	<1	-0.02	0.00
	2017	7 365	100	96	<1	4	<1			-	-	-	-			96	<1	4	<1		
Chine, région administrative spéciale de Macao	2000	428	100	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	623	100	-	-	-	-			-	-	-	-			-	-	-	-		
Chypre	2000	943	69	>99	<1	<1	<1	-0.04	0.00	>99	<1	<1	<1	-0.09	0.00	>99	<1	<1	<1	-0.01	0.00
	2017	1 180	67	>99	<1	<1	<1			98	<1	2	<1			>99	<1	<1	<1		
Cisjordanie et bande de Gaza	2000	3 223	72	90	8	<1	<1	0.40	-0.03	87	10	2	1	0.56	-0.04	91	7	<1	<1	0.34	-0.02
	2017	4 921	76	97	3	<1	<1			96	3	<1	<1			97	3	<1	<1		

PAYS, ZONE OU TERRITOIRE	Année	NIVEAU NATIONAL						MILIEU RURAL						MILIEU URBAN								
		Proportion de la population utilisant des installations d'assainissement améliorées (à l'exclusion des installations partagées)				Proportion de la population utilisant des installations d'assainissement améliorées (y compris les installations partagées)		Proportion de la population utilisant des installations d'assainissement améliorées (à l'exclusion des installations partagées)				Proportion de la population utilisant des installations d'assainissement améliorées (y compris les installations partagées)		Proportion de la population utilisant des installations d'assainissement améliorées (à l'exclusion des installations partagées)				Proportion de la population utilisant des installations d'assainissement améliorées (y compris les installations partagées)				
		Gérés en toute sécurité	Traités et gérés sur site	Vidangés et traités	Eaux usées traitées	Latrines et autres	Fosses septiques	Raccordement au réseau d'égouts	Gérés en toute sécurité	Traités et gérés sur site	Vidangés et traités	Eaux usées traitées	Latrines et autres	Fosses septiques	Raccordement au réseau d'égouts	Gérés en toute sécurité	Traités et gérés sur site	Vidangés et traités	Eaux usées traitées	Latrines et autres	Fosses septiques	Raccordement au réseau d'égouts
Belize	2000	-	-	-	-	42	34	14	-	-	-	-	64	24	<1	-	-	-	-	16	47	30
	2017	-	-	-	-	26	62	9	-	-	-	-	40	55	<1	-	-	-	-	8	71	19
Bénin	2000	-	-	-	-	21	3	<1	-	-	-	-	8	<1	<1	-	-	-	-	41	8	<1
	2017	-	-	-	-	31	4	1	-	-	-	-	15	<1	<1	-	-	-	-	48	8	3
Bermudes	2000	-	-	-	2	95	-	5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	95	-	5
	2017	-	-	-	2	95	-	5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2	95	-	5
Bhoutan	2000	-	-	-	-	41	11	4	-	-	-	-	34	9	1	-	-	-	-	62	15	12
	2017	-	-	-	-	21	51	6	-	-	-	-	36	35	1	-	-	-	-	<1	75	12
Bolivie (État plurinational de)	2000	13	5	2	6	12	9	32	-	-	-	<1	14	4	2	16	5	2	10	10	12	50
	2017	23	9	3	11	18	12	48	-	-	-	1	30	7	5	25	7	2	15	12	14	67
Bonaire, Saint-Eustache et Saba	2000	-	-	-	-	98	-	<1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bosnie-Herzégovine	2000	19	19	<1	<1	16	28	52	-	-	-	<1	25	36	32	6	6	<1	<1	5	16	78
	2017	22	16	1	5	<1	41	55	-	-	-	2	<1	64	29	11	4	<1	7	<1	16	84
Botswana	2000	-	-	-	-	54	4	1	-	-	-	-	39	3	<1	-	-	-	-	68	6	2
	2017	-	-	-	-	77	5	1	-	-	-	-	58	3	<1	-	-	-	-	85	6	2
Brésil	2000	27	11	3	13	12	20	42	-	-	-	1	21	12	4	29	10	3	15	10	22	51
	2017	49	8	4	38	8	14	66	-	-	-	5	25	27	9	52	6	3	43	5	12	76
Brunéi Darussalam	2000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Bulgarie	2000	48	8	5	36	3	29	67	-	-	-	12	77	-	23	56	5	3	47	13	-	87
	2017	64	5	4	56	<1	23	77	-	-	-	21	70	-	30	73	3	2	68	7	-	93
Burkina Faso	2000	-	-	-	-	18	1	<1	-	-	-	-	6	<1	<1	-	-	-	-	74	5	3
	2017	-	-	-	-	44	2	<1	-	-	-	-	30	<1	<1	-	-	-	-	80	5	3
Burundi	2000	-	-	-	-	48	1	2	-	-	-	-	49	<1	<1	-	-	-	-	36	13	17
	2017	-	-	-	-	53	4	<1	-	-	-	-	53	<1	<1	-	-	-	-	55	26	3
Cabo Verde	2000	-	-	-	-	<1	29	14	-	-	-	-	<1	22	1	-	-	-	-	<1	35	26
	2017	-	-	-	-	<1	56	24	-	-	-	-	<1	64	1	-	-	-	-	<1	51	36
Cambodge	2000	-	-	-	-	<1	4	7	-	-	-	-	<1	<1	2	-	-	-	-	1	22	31
	2017	-	-	-	-	<1	51	14	-	-	-	-	<1	52	3	-	-	-	-	<1	49	51
Cameroun	2000	-	-	-	-	50	7	<1	-	-	-	-	36	<1	<1	-	-	-	-	67	15	2
	2017	-	-	-	-	44	13	<1	-	-	-	-	25	<1	<1	-	-	-	-	60	23	<1
Canada	2000	77	<1	10	66	3	12	85	77	2	24	51	2	31	66	77	<1	7	69	3	6	90
	2017	82	<1	14	68	7	11	81	82	3	31	48	3	38	58	82	<1	10	72	7	5	87
Chili	2000	48	4	2	39	5	7	80	-	-	-	6	27	29	12	47	1	<1	45	1	3	91
	2017	77	3	3	73	2	10	88	-	-	-	17	13	67	21	81	<1	<1	81	<1	2	98
Chine	2000	27	17	<1	10	24	6	29	25	25	<1	<1	37	8	<1	29	3	<1	26	<1	3	79
	2017	72	16	4	53	24	4	62	56	23	<1	33	38	5	38	84	10	6	68	14	3	79
Chine, région administrative spéciale de Hong Kong	2000	92	2	2	89	3	-	94	-	-	-	-	-	-	-	92	2	2	89	3	-	94
2017	92	2	2	88	4	-	93	-	-	-	-	-	-	-	92	2	2	88	4	-	93	
Chine, région administrative spéciale de Macao	2000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2017	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Chypre	2000	76	12	12	53	<1	47	53	-	-	-	9	<1	91	9	86	7	7	73	<1	27	73
	2017	75	12	12	52	<1	47	52	-	-	-	9	<1	89	9	86	7	7	73	<1	27	73
Cisjordanie et bande de Gaza	2000	53	11	8	33	<1	49	49	-	-	-	5	<1	85	12	58	8	6	44	<1	35	64
	2017	61	14	10	37	9	40	51	-	-	-	5	16	75	9	65	10	8	47	6	29	65

PAYS, ZONE OU TERRITOIRE	Année	Population (en milliers)	% en milieu urbain	NIVEAU NATIONAL						MILIEU RURAL						MILIEU URBAN					
				Au moins de base	Limité (partagé)	Non amélioré	Défécation en plein air	Taux annuel de changement (services de base)	Taux annuel de changement (défécation en plein air)	Au moins de base	Limité (partagé)	Non amélioré	Défécation en plein air	Taux annuel de changement (services de base)	Taux annuel de changement (défécation en plein air)	Au moins de base	Limité (partagé)	Non amélioré	Défécation en plein air	Taux annuel de changement (services de base)	Taux annuel de changement (défécation en plein air)
Colombie	2000	40 404	74	72	13	7	9	1.06	-0.35	49	6	16	29	1.58	-0.95	79	15	3	2	0.79	-0.07
	2017	49 066	80	90	5	2	3			76	4	7	13			93	5	<1	<1		
Comores	2000	542	28	29	<1	70	<1	0.39	0.00	23	<1	75	<1	0.51	0.00	44	<1	55	<1	0.08	0.00
	2017	814	29	36	13	50	<1			32	12	56	<1			45	17	37	<1		
Congo	2000	3 226	59	12	24	56	8	0.49	0.03	6	8	70	16	0.03	0.41	16	35	46	3	0.64	-0.07
	2017	5 261	66	20	34	37	9			6	9	62	23			27	46	25	2		
Costa Rica	2000	3 925	59	93	2	4	<1	0.27	-0.04	89	3	7	1	0.42	-0.05	97	1	2	<1	0.11	-0.02
	2017	4 906	79	98	<1	1	<1			96	<1	4	<1			98	<1	<1	<1		
Côte d'Ivoire	2000	16 687	43	21	19	24	36	0.66	-0.61	7	11	22	60	0.63	-0.94	39	30	26	5	0.42	0.17
	2017	24 295	50	32	22	20	26			18	15	24	44			46	30	16	8		
Croatie	2000	4 428	53	96	3	<1	<1	0.02	-	95	4	1	<1	0.02	-	98	2	<1	<1	0.02	0.00
	2017	4 189	57	97	2	<1	-			95	4	2	-			98	2	<1	<1		
Cuba	2000	11 151	75	87	7	4	2	0.34	-0.09	73	12	10	5	1.26	-0.24	92	5	2	<1	0.04	-0.04
	2017	11 485	77	93	3	4	<1			95	<1	5	<1			92	4	4	<1		
Curaçao	2000	132	91	98	<1	<1	<1	0.05	-0.04	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	161	89	99	<1	<1	<1			-	-	-	-			-	-	-	-		
Danemark	2000	5 341	85	>99	<1	<1	<1	0.00	0.00	>99	<1	<1	<1	0.00	0.00	>99	<1	<1	<1	0.00	0.00
	2017	5 734	88	>99	<1	<1	<1			>99	<1	<1	<1			>99	<1	<1	<1		
Djibouti	2000	718	77	47	4	30	19	0.96	-0.10	12	2	20	67	0.44	-0.03	58	4	34	4	1.07	-0.06
	2017	957	78	64	6	13	17			19	2	12	66			76	8	13	3		
Dominique	2000	70	65	64	3	16	17	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	74	70	-	-	-	-			-	-	-	-			-	-	-	-		
Égypte	2000	69 906	43	92	5	1	2	0.12	-0.10	90	6	2	2	0.06	-0.14	95	4	<1	<1	0.19	-0.04
	2017	97 553	43	94	4	1	<1			91	6	2	<1			98	2	<1	<1		
El Salvador	2000	5 868	59	83	5	1	10	0.25	-0.54	74	3	2	20	0.28	-0.99	90	6	<1	3	0.08	-0.18
	2017	6 378	71	87	11	<1	1			79	16	2	4			91	9	<1	<1		
Émirats arabes unis	2000	3 155	80	99	<1	<1	<1	0.00	0.00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	9 400	86	99	<1	<1	<1			-	-	-	-			-	-	-	-		
Équateur	2000	12 629	60	70	9	7	14	1.08	-0.72	54	5	12	29	1.71	-1.36	80	12	3	5	0.63	-0.27
	2017	16 625	64	88	9	<1	2			83	9	2	6			91	9	<1	<1		
Érythrée	2000	3 393	27	8	8	1	83	-	-	1	<1	<1	98	-	-	27	27	5	41	-	-
	2017	5 069	39	-	-	-	-			-	-	-	-			-	-	-	-		
Espagne	2000	40 904	76	>99	<1	<1	<1	0.00	0.00	>99	<1	<1	<1	0.00	0.00	>99	<1	<1	<1	0.00	0.00
	2017	46 354	80	>99	<1	<1	<1			>99	<1	<1	<1			>99	<1	<1	<1		
Estonie	2000	1 399	69	>99	<1	<1	<1	-0.03	0.00	>99	<1	<1	<1	0.00	0.00	>99	<1	<1	<1	-0.05	0.00
	2017	1 310	69	>99	<1	<1	<1			>99	<1	<1	<1			>99	<1	<1	<1		
Eswatini	2000	1 061	23	50	19	7	23	0.48	-0.97	45	18	7	30	0.93	-1.21	68	24	6	2	-1.01	-0.10
	2017	1 367	24	58	27	8	7			61	22	9	9			51	43	6	<1		
États-Unis d'Amérique	2000	281 983	79	>99	<1	<1	<1	0.00	0.00	>99	<1	<1	<1	0.00	0.00	>99	<1	<1	<1	0.00	0.00
	2017	324 459	82	>99	<1	<1	<1			>99	<1	<1	<1			>99	<1	<1	<1		
Éthiopie	2000	66 537	15	3	4	14	79	0.23	-3.34	1	<1	10	89	0.17	-3.65	16	24	37	23	0.21	-1.04
	2017	104 957	20	7	7	63	22			4	2	68	27			20	30	45	5		
Fédération de Russie	2000	146 397	73	83	<1	17	<1	0.42	0.00	55	<1	45	<1	1.36	0.00	94	<1	6	<1	0.06	0.00
	2017	143 990	74	90	<1	10	<1			78	<1	22	<1			95	<1	5	<1		
Fidji	2000	811	48	80	4	16	<1	0.91	-0.04	70	4	25	1	1.47	-0.07	90	4	5	<1	0.31	0.00
	2017	906	56	95	5	<1	<1			95	5	<1	<1			95	5	<1	<1		
Finlande	2000	5 188	82	>99	<1	<1	<1	0.00	0.00	>99	<1	<1	<1	0.00	0.00	>99	<1	<1	<1	0.00	0.00
	2017	5 523	85	>99	<1	<1	<1			>99	<1	<1	<1			>99	<1	<1	<1		

PAYS, ZONE OU TERRITOIRE	Année	NIVEAU NATIONAL						MILIEU RURAL						MILIEU URBAN								
		Proportion de la population utilisant des installations d'assainissement améliorées (à l'exclusion des installations partagées)				Proportion de la population utilisant des installations d'assainissement améliorées (y compris les installations partagées)		Proportion de la population utilisant des installations d'assainissement améliorées (à l'exclusion des installations partagées)				Proportion de la population utilisant des installations d'assainissement améliorées (y compris les installations partagées)		Proportion de la population utilisant des installations d'assainissement améliorées (à l'exclusion des installations partagées)				Proportion de la population utilisant des installations d'assainissement améliorées (y compris les installations partagées)				
		Gérés en toute sécurité	Traités et gérés sur site	Vidangés et traités	Eaux usées traitées	Latrines et autres	Fosses septiques	Raccordement au réseau d'égouts	Gérés en toute sécurité	Traités et gérés sur site	Vidangés et traités	Eaux usées traitées	Latrines et autres	Fosses septiques	Raccordement au réseau d'égouts	Gérés en toute sécurité	Traités et gérés sur site	Vidangés et traités	Eaux usées traitées	Latrines et autres	Fosses septiques	Raccordement au réseau d'égouts
Colombie	2000	13	3	<1	10	1	13	70	-	-	-	2	4	35	16	14	1	<1	12	<1	5	89
	2017	17	4	<1	12	1	16	77	-	-	-	2	5	61	14	16	1	<1	14	<1	5	93
Comores	2000	-	-	-	-	30	<1	<1	-	-	-	-	24	<1	<1	-	-	-	-	45	<1	<1
	2017	-	-	-	-	38	5	5	-	-	-	-	36	4	4	-	-	-	-	44	10	8
Congo	2000	-	-	-	-	29	1	6	-	-	-	-	14	<1	<1	-	-	-	-	39	2	10
	2017	-	-	-	-	38	15	1	-	-	-	-	14	<1	<1	-	-	-	-	50	22	2
Costa Rica	2000	-	-	-	17	3	64	29	-	-	-	4	7	78	6	-	-	-	27	<1	54	44
	2017	-	-	-	10	-	75	23	-	-	-	3	<1	90	6	-	-	-	13	<1	71	28
Côte d'Ivoire	2000	-	-	-	-	25	9	7	-	-	-	-	16	2	<1	-	-	-	-	36	18	15
	2017	-	-	-	-	30	18	6	-	-	-	-	24	8	<1	-	-	-	-	37	27	12
Croatie	2000	58	12	8	38	5	38	56	-	-	-	20	7	61	29	64	6	4	54	3	17	79
	2017	58	11	8	39	5	36	58	-	-	-	20	8	61	29	64	6	4	54	3	17	79
Cuba	2000	34	18	5	11	25	27	42	-	-	-	3	53	20	13	32	14	4	14	16	30	51
	2017	44	16	7	21	21	25	50	-	-	-	7	49	31	15	42	12	5	25	12	23	60
Curaçao	2000	-	-	-	-	<1	74	24	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	-	-	-	-	<1	81	18	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Danemark	2000	92	3	3	87	<1	10	90	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	95	2	2	91	<1	8	92	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Djibouti	2000	26	24	<1	2	35	11	5	12	12	<1	<1	13	<1	<1	30	27	<1	3	41	15	7
	2017	36	34	<1	2	54	11	5	19	19	<1	<1	21	<1	<1	41	38	<1	3	63	15	7
Dominique	2000	-	-	-	-	14	39	13	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Égypte	2000	54	19	14	23	13	52	32	-	-	-	6	14	74	8	64	11	8	45	12	23	64
	2017	61	8	6	48	2	29	67	-	-	-	33	4	48	45	71	<1	<1	69	<1	4	96
El Salvador	2000	-	-	-	-	45	7	36	-	-	-	-	69	6	3	-	-	-	-	29	8	59
	2017	-	-	-	-	40	17	41	-	-	-	-	75	19	<1	-	-	-	-	26	17	57
Émirats arabes unis	2000	90	5	5	80	<1	18	81	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	96	3	3	90	4	5	91	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Équateur	2000	41	31	<1	10	22	18	40	43	40	<1	3	34	15	11	40	25	<1	15	14	20	59
	2017	42	25	<1	17	6	28	64	57	50	<1	7	16	49	27	33	11	<1	22	<1	15	85
Érythrée	2000	-	-	-	-	6	4	6	-	-	-	-	<1	1	<1	-	-	-	-	22	12	21
	2017	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	2000	94	<1	<1	93	<1	3	97	93	2	2	90	<1	5	94	95	<1	<1	93	<1	2	98
	2017	97	<1	<1	97	<1	<1	>99	97	<1	<1	97	<1	<1	>99	97	<1	<1	97	<1	<1	>99
Estonie	2000	96	10	10	76	18	4	78	93	22	21	50	39	10	51	97	5	5	88	8	2	90
	2017	97	5	5	88	8	3	89	94	15	15	65	25	10	65	99	<1	<1	99	<1	<1	>99
Eswatini	2000	-	-	-	3	55	6	9	-	-	-	1	57	3	3	-	-	-	12	49	14	30
	2017	-	-	-	3	69	6	10	-	-	-	1	77	3	3	-	-	-	10	45	14	35
États-Unis d'Amérique	2000	88	5	5	79	<1	20	80	-	-	-	30	<1	69	31	95	2	2	91	<1	7	93
	2017	90	4	4	81	<1	18	82	-	-	-	31	<1	69	31	95	2	2	92	<1	7	93
Éthiopie	2000	-	-	-	-	6	<1	<1	1	<1	<1	<1	<1	<1	<1	-	-	-	-	35	2	3
	2017	-	-	-	-	11	2	1	4	4	<1	<1	5	<1	<1	-	-	-	-	37	10	3
Fédération de Russie	2000	55	7	4	44	12	3	69	39	15	10	14	27	5	22	61	3	2	55	6	2	86
	2017	61	5	4	52	9	3	78	55	14	10	32	26	5	47	63	2	1	60	3	2	89
Fidji	2000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Finlande	2000	>99	20	<1	78	21	<1	79	-	-	-	4	96	<1	4	99	2	2	94	4	1	95
	2017	>99	14	<1	85	14	<1	85	-	-	-	20	79	1	20	>99	2	2	96	3	<1	96

PAYS, ZONE OU TERRITOIRE	Année	Population (en milliers)	% en milieu urbain	NIVEAU NATIONAL						MILIEU RURAL						MILIEU URBAN					
				Au moins de base	Limité (partagé)	Non amélioré	Défectation en plein air	Taux annuel de changement (services de base)	Taux annuel de changement (défectation en plein air)	Au moins de base	Limité (partagé)	Non amélioré	Défectation en plein air	Taux annuel de changement (services de base)	Taux annuel de changement (défectation en plein air)	Au moins de base	Limité (partagé)	Non amélioré	Défectation en plein air	Taux annuel de changement (services de base)	Taux annuel de changement (défectation en plein air)
France	2000	59 608	76	99	1	<1	<1	0.00	0.00	99	1	<1	<1	0.00	0.00	99	1	<1	<1	0.00	0.00
	2017	64 980	80	99	1	<1	<1			99	1	<1	<1			99	1	<1	<1		
Gabon	2000	1 231	79	34	36	28	2	0.76	0.07	31	25	42	3	0.41	0.22	36	38	25	1	0.77	0.06
	2017	2 025	89	47	27	22	3			37	14	42	7			49	29	20	3		
Gambie	2000	1 232	48	58	30	6	6	-1.08	-0.27	64	18	8	10	-2.03	-0.41	51	43	5	1	-0.30	-0.08
	2017	2 101	61	39	27	33	1			30	15	53	3			45	35	20	<1		
Géorgie	2000	4 722	53	95	3	<1	1	-0.30	-0.08	96	1	<1	3	-0.78	-0.17	94	5	<1	<1	0.06	0.00
	2017	3 912	58	90	1	9	<1			83	<1	17	<1			95	2	3	<1		
Ghana	2000	18 939	44	9	50	20	22	0.58	-0.22	4	37	27	32	0.45	-0.05	14	66	11	9	0.57	-0.08
	2017	28 834	55	18	50	13	18			12	38	19	31			24	60	8	7		
Gibraltar	2000	31	100	>99	<1	<1	<1	0.00	0.00	-	-	-	-	-	-	>99	<1	<1	<1	0.00	0.00
	2017	35	100	>99	<1	<1	<1			-	-	-	-	-	-	>99	<1	<1	<1		
Grèce	2000	11 142	73	97	1	<1	1	0.10	-0.07	94	2	<1	3	0.22	-	98	<1	<1	<1	0.04	-0.02
	2017	11 160	79	99	1	<1	<1			98	2	<1	-			>99	<1	<1	<1		
Grenade	2000	102	36	90	8	<1	2	0.10	0.10	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	108	36	91	2	3	4			-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Groenland	2000	56	82	>99	<1	<1	<1	0.00	0.00	>99	<1	<1	<1	0.00	0.00	>99	<1	<1	<1	0.00	0.00
	2017	56	87	>99	<1	<1	<1			>99	<1	<1	<1			>99	<1	<1	<1		
Guadeloupe	2000	425	98	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	450	98	>99	<1	<1	<1			-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Guam	2000	155	93	89	9	3	<1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	164	95	-	-	-	-			-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Guatemala	2000	11 651	45	63	4	19	14	0.10	-0.55	48	<1	29	22	0.14	-0.82	82	7	7	4	-0.14	-0.17
	2017	16 914	51	65	12	19	5			51	11	30	8			79	12	8	1		
Guinée	2000	8 809	31	9	12	51	28	0.78	-0.78	3	4	54	39	0.79	-1.02	24	29	45	2	0.60	-0.03
	2017	12 717	36	23	30	33	14			17	18	44	22			34	52	13	1		
Guinée équatoriale	2000	614	49	55	8	27	11	0.68	-0.46	46	5	36	13	0.69	-0.56	64	10	17	8	0.32	-0.33
	2017	1 268	72	66	10	21	3			57	6	33	4			70	11	16	3		
Guinée-Bissau	2000	1 243	36	12	10	42	36	0.52	-1.14	4	2	39	55	0.23	-1.55	25	24	48	4	0.73	-0.12
	2017	1 861	43	21	16	47	17			8	5	58	28			37	30	32	2		
Guyana	2000	753	29	79	8	12	1	0.41	-0.04	77	7	15	2	0.42	-0.04	84	10	5	<1	0.42	-0.04
	2017	778	27	86	10	3	<1			84	12	4	<1			92	6	2	<1		
Guyane française	2000	163	79	92	<1	8	<1	-0.03	0.00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	283	85	92	<1	8	<1			-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Haïti	2000	8 549	36	17	17	30	37	1.06	-1.01	11	7	30	52	0.78	-1.08	28	34	28	10	0.94	-0.11
	2017	10 981	54	35	27	18	20			24	16	26	34			44	37	11	8		
Honduras	2000	6 524	45	63	6	11	20	1.09	-0.81	52	3	12	33	1.43	-1.29	76	11	10	4	0.56	-0.11
	2017	9 265	56	81	9	4	6			76	7	5	11			85	10	3	2		
Hongrie	2000	10 221	65	98	2	<1	<1	0.00	0.00	99	1	<1	<1	0.00	0.00	98	2	<1	<1	0.00	0.00
	2017	9 722	71	98	2	<1	<1			99	1	<1	<1			98	2	<1	<1		
Île de Man	2000	73	52	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	84	52	-	-	-	-			-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Îles anglo-normandes	2000	149	30	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	165	31	99	<1	2	<1			-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Îles Caïmanes	2000	42	100	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	62	100	-	-	-	-			-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Îles Cook	2000	18	65	92	<1	7	<1	0.33	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	17	75	98	<1	2	-			-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

PAYS, ZONE OU TERRITOIRE	Année	NIVEAU NATIONAL						MILIEU RURAL						MILIEU URBAN								
		Proportion de la population utilisant des installations d'assainissement améliorées (à l'exclusion des installations partagées)				Proportion de la population utilisant des installations d'assainissement améliorées (y compris les installations partagées)		Proportion de la population utilisant des installations d'assainissement améliorées (à l'exclusion des installations partagées)				Proportion de la population utilisant des installations d'assainissement améliorées (y compris les installations partagées)		Proportion de la population utilisant des installations d'assainissement améliorées (à l'exclusion des installations partagées)				Proportion de la population utilisant des installations d'assainissement améliorées (y compris les installations partagées)				
		Gérés en toute sécurité	Traités et gérés sur site	Vidangés et traités	Eaux usées traitées	Latrines et autres	Fosses septiques	Raccordement au réseau d'égouts	Gérés en toute sécurité	Traités et gérés sur site	Vidangés et traités	Eaux usées traitées	Latrines et autres	Fosses septiques	Raccordement au réseau d'égouts	Gérés en toute sécurité	Traités et gérés sur site	Vidangés et traités	Eaux usées traitées	Latrines et autres	Fosses septiques	Raccordement au réseau d'égouts
France	2000	89	11	<1	79	1	18	81	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	88	10	<1	78	<1	18	82	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gabon	2000	-	-	-	-	48	-	22	-	-	-	-	50	-	5	-	-	-	-	48	-	26
	2017	-	-	-	-	41	-	34	-	-	-	-	43	-	9	-	-	-	-	41	-	37
Gambie	2000	-	-	-	-	73	12	3	-	-	-	-	81	2	<1	-	-	-	-	66	23	5
	2017	-	-	-	-	46	18	3	-	-	-	-	43	2	<1	-	-	-	-	48	28	4
Géorgie	2000	22	22	<1	<1	45	2	52	-	-	-	<1	83	3	11	5	5	<1	<1	10	<1	88
	2017	27	19	2	6	38	2	52	-	-	-	<1	75	3	5	16	5	<1	10	11	<1	85
Ghana	2000	-	-	-	-	49	5	5	-	-	-	-	39	<1	1	-	-	-	-	61	10	9
	2017	-	-	-	-	48	17	3	-	-	-	-	47	2	<1	-	-	-	-	50	29	6
Gibraltar	2000	-	-	-	-	<1	-	>99	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	<1	-	>99
	2017	-	-	-	-	<1	-	>99	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	<1	-	>99
Grèce	2000	76	13	13	51	4	43	52	-	-	-	10	14	72	10	83	8	8	67	<1	32	67
	2017	90	4	4	82	<1	17	83	-	-	-	37	<1	62	38	97	1	1	94	<1	5	95
Grenade	2000	-	-	-	-	46	49	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	-	-	-	-	28	59	7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Groenland	2000	92	3	3	87	<1	10	90	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	95	2	2	91	<1	8	92	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Guadeloupe	2000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	-	-	-	-	12	48	40	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Guam	2000	-	-	-	-	<1	26	71	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Guatemala	2000	-	-	-	-	26	5	37	-	-	-	-	33	5	11	-	-	-	-	17	4	68
	2017	-	-	-	-	23	12	42	-	-	-	-	36	15	10	-	-	-	-	10	9	73
Guinée	2000	-	-	-	-	20	<1	1	-	-	-	-	7	<1	<1	-	-	-	-	50	<1	3
	2017	-	-	-	-	40	11	2	-	-	-	-	32	2	<1	-	-	-	-	54	27	5
Guinée équatoriale	2000	-	-	-	-	47	6	9	-	-	-	-	39	5	7	-	-	-	-	56	7	12
	2017	-	-	-	-	59	6	11	-	-	-	-	52	5	7	-	-	-	-	63	7	12
Guinée-Bissau	2000	-	-	-	-	15	2	4	-	-	-	-	5	<1	<1	-	-	-	-	33	6	10
	2017	-	-	-	-	19	14	3	-	-	-	-	11	2	<1	-	-	-	-	30	31	6
Guyana	2000	-	-	-	-	50	33	5	-	-	-	-	57	25	2	-	-	-	-	32	51	11
	2017	-	-	-	-	28	66	2	-	-	-	-	34	61	<1	-	-	-	-	9	81	8
Guyane française	2000	-	-	-	-	13	43	36	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	-	-	-	-	8	39	45	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Haïti	2000	-	-	-	-	30	2	<1	-	-	-	-	17	<1	<1	-	-	-	-	54	5	2
	2017	-	-	-	-	47	14	<1	-	-	-	-	37	3	<1	-	-	-	-	56	24	1
Honduras	2000	-	-	-	9	23	18	27	-	-	-	<1	30	22	2	33	10	4	19	15	14	57
	2017	-	-	-	14	24	26	40	-	-	-	2	44	33	6	35	9	3	23	9	20	66
Hongrie	2000	96	24	24	48	32	18	50	98	41	41	17	83	-	17	95	16	16	64	32	-	68
	2017	96	9	9	78	<1	18	82	98	19	19	60	39	-	61	95	5	5	85	10	-	90
Île de Man	2000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Îles anglo-normandes	2000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	90	7	1	82	<1	17	82	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Îles Caïmanes	2000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Îles Cook	2000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

PAYS, ZONE OU TERRITOIRE	Année	Population (en milliers)	% en milieu urbain	NIVEAU NATIONAL						MILIEU RURAL						MILIEU URBAN					
				Au moins de base	Limité (partagé)	Non amélioré	Défection en plein air	Taux annuel de changement (services de base)	Taux annuel de changement (défection en plein air)	Au moins de base	Limité (partagé)	Non amélioré	Défection en plein air	Taux annuel de changement (services de base)	Taux annuel de changement (défection en plein air)	Au moins de base	Limité (partagé)	Non amélioré	Défection en plein air	Taux annuel de changement (services de base)	Taux annuel de changement (défection en plein air)
Îles Falkland (Malvinas)	2000	3	68	>99	<1	<1	<1	0.00	0.00	>99	<1	<1	<1	0.00	0.00	>99	<1	<1	<1	0.00	0.00
	2017	3	77	>99	<1	<1	<1			>99	<1	<1	<1			>99	<1	<1	<1		
Îles Féroé	2000	47	36	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	49	42	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Îles Mariannes du Nord	2000	69	90	75	18	7	<1	0.21	0.00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	55	92	79	19	2	<1			-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Îles Marshall	2000	52	69	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	53	77	83	6	<1	10			59	7	3	32			91	5	<1	3		
Îles Salomon	2000	413	16	20	3	19	57	0.77	-0.21	13	1	20	66	0.43	0.13	62	14	16	9	0.96	-0.25
	2017	611	23	34	6	7	54			20	2	9	69			78	18	<1	4		
Îles Turques-et-Caïques	2000	19	85	81	<1	16	3	0.42	-0.06	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	35	93	88	<1	10	2			-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Îles Vierges américaines	2000	109	93	99	<1	1	<1	0.03	0.00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	105	96	>99	<1	<1	<1			-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Îles Vierges britanniques	2000	21	42	97	<1	2	<1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	31	47	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Îles Wallis-et-Futuna	2000	15	0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	12	0	>99	<1	<1	<1			>99	<1	<1	<1			-	-	-	-	-	-
Inde	2000	1 053 051	28	16	5	6	73	2.54	-2.76	4	<1	5	90	2.91	-3.17	49	16	8	27	1.34	-1.29
	2017	1 339 180	34	60	13	2	26			53	8	3	36			72	22	2	5		
Indonésie	2000	211 540	42	41	13	14	33	1.88	-1.34	25	10	19	46	2.30	-1.70	63	17	6	14	1.03	-0.62
	2017	263 991	55	73	12	5	10			65	12	7	17			80	12	4	4		
Iran (République islamique d')	2000	66 132	64	87	11	1	<1	0.07	-	79	17	2	2	-0.01	-	92	7	<1	<1	-0.01	0.00
	2017	81 163	74	88	10	2	-			79	17	4	-			92	7	1	<1		
Iraq	2000	23 565	68	71	15	9	5	1.36	-0.28	56	9	20	15	1.90	-0.86	78	17	4	<1	1.10	-0.01
	2017	38 275	70	94	1	5	<1			88	2	10	<1			97	<1	2	<1		
Irlande	2000	3 849	59	90	7	4	<1	0.10	0.00	92	5	4	<1	0.16	0.00	88	8	4	<1	0.08	0.00
	2017	4 762	63	91	7	2	<1			94	5	1	<1			89	8	2	<1		
Islande	2000	280	92	99	1	<1	<1	0.00	0.00	>99	<1	<1	<1	0.00	0.00	99	1	<1	<1	0.00	0.00
	2017	335	94	99	1	<1	<1			>99	<1	<1	<1			99	1	<1	<1		
Israël	2000	6 014	91	>99	<1	<1	<1	0.00	0.00	>99	<1	<1	<1	0.00	0.00	>99	<1	<1	<1	0.00	0.00
	2017	8 322	92	>99	<1	<1	<1			>99	<1	<1	<1			>99	<1	<1	<1		
Italie	2000	57 294	67	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	59 360	70	99	<1	1	<1			99	<1	1	<1			99	<1	1	<1		
Jamaïque	2000	2 657	52	82	15	2	<1	0.31	-0.02	82	13	4	1	0.45	-0.08	82	16	1	<1	0.21	0.03
	2017	2 890	55	87	12	<1	<1			90	10	<1	<1			86	13	<1	<1		
Japon	2000	127 534	79	>99	<1	<1	<1	-0.01	0.00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	127 484	92	>99	<1	<1	<1			-	-	-	-			-	-	-	-		
Jordanie	2000	5 103	78	98	1	<1	<1	-0.07	0.00	98	1	<1	<1	-0.11	0.02	99	1	<1	<1	-0.07	0.01
	2017	9 702	91	97	1	1	<1			96	<1	2	<1			97	1	1	<1		
Kazakhstan	2000	15 057	56	97	2	1	<1	0.06	0.00	97	1	2	<1	0.12	-0.01	97	3	<1	<1	0.02	0.00
	2017	18 204	57	98	2	<1	<1			>99	<1	<1	<1			97	3	<1	<1		
Kenya	2000	31 450	20	34	18	31	17	-0.27	-0.42	33	13	33	21	-0.36	-0.45	36	37	24	3	-0.06	-0.05
	2017	49 700	27	29	22	38	10			27	14	45	13			35	44	19	2		
Kirghizistan	2000	4 921	35	92	3	4	<1	0.24	-0.01	92	2	6	<1	0.44	0.00	94	5	<1	<1	-0.13	-0.01
	2017	6 045	36	97	3	<1	<1			>99	<1	<1	<1			92	8	<1	<1		
Kiribati	2000	84	43	24	5	23	49	1.42	-1.20	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	116	53	48	13	10	28			-	-	-	-			-	-	-	-		

PAYS, ZONE OU TERRITOIRE	Année	NIVEAU NATIONAL						MILIEU RURAL						MILIEU URBAN									
		Proportion de la population utilisant des installations d'assainissement améliorées (à l'exclusion des installations partagées)				Proportion de la population utilisant des installations d'assainissement améliorées (y compris les installations partagées)		Proportion de la population utilisant des installations d'assainissement améliorées (à l'exclusion des installations partagées)				Proportion de la population utilisant des installations d'assainissement améliorées (y compris les installations partagées)		Proportion de la population utilisant des installations d'assainissement améliorées (à l'exclusion des installations partagées)				Proportion de la population utilisant des installations d'assainissement améliorées (y compris les installations partagées)					
		Gérés en toute sécurité	Traités et gérés sur site	Vidangés et traités	Eaux usées traitées	Latrines et autres	Fosses septiques	Raccordement au réseau d'égouts	Gérés en toute sécurité	Traités et gérés sur site	Vidangés et traités	Eaux usées traitées	Latrines et autres	Fosses septiques	Raccordement au réseau d'égouts	Gérés en toute sécurité	Traités et gérés sur site	Vidangés et traités	Eaux usées traitées	Latrines et autres	Fosses septiques	Raccordement au réseau d'égouts	
Îles Falkland (Malvinas)	2000	-	-	-	-	<1	-	>99	-	-	-	-	<1	-	>99	-	-	-	-	<1	-	>99	
	2017	-	-	-	-	<1	-	>99	-	-	-	-	<1	-	>99	-	-	-	-	<1	-	>99	
Îles Féroé	2000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	<1	-	>99	
	2017	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Îles Mariannes du Nord	2000	-	-	-	-	3	48	42	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2017	-	-	-	-	<1	44	54	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Îles Marshall	2000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2017	-	-	-	-	2	47	40	-	-	-	-	8	55	3	-	-	-	-	<1	45	51	
Îles Salomon	2000	-	-	-	-	7	12	5	-	-	-	-	8	4	2	-	-	-	-	<1	53	23	
	2017	-	-	-	-	19	13	7	-	-	-	-	16	4	2	-	-	-	-	33	40	23	
Îles Turques-et-Caïques	2000	-	-	-	-	10	61	9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2017	-	-	-	-	17	61	9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Îles Vierges américaines	2000	-	-	-	-	1	43	54	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2017	-	-	-	-	<1	57	42	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Îles Vierges britanniques	2000	-	-	-	-	<1	63	34	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2017	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Îles Wallis-et-Futuna	2000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2017	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Inde	2000	-	-	-	2	3	12	7	2	1	<1	<1	<1	4	<1	-	-	-	5	10	33	23	
	2017	-	-	-	3	28	33	11	39	39	<1	<1	36	24	<1	-	-	-	9	14	50	30	
Indonésie	2000	-	-	-	-	4	38	12	-	-	-	-	<1	21	14	-	-	-	-	9	61	10	
	2017	-	-	-	-	3	71	11	-	-	-	-	3	60	14	-	-	-	-	3	80	10	
Iran (République islamique d')	2000	-	-	-	22	71	<1	27	-	-	-	-	9	83	<1	13	-	-	-	29	64	<1	35
	2017	-	-	-	22	70	1	27	-	-	-	-	1	93	1	1	-	-	-	30	62	1	36
Iraq	2000	32	21	<1	11	21	41	24	31	31	<1	<1	28	36	1	32	17	<1	15	19	43	34	
	2017	41	26	<1	15	14	56	26	45	42	<1	3	18	65	6	39	20	<1	20	12	52	34	
Irlande	2000	52	22	<1	30	<1	33	63	63	54	<1	9	<1	77	18	45	<1	<1	44	<1	3	93	
	2017	82	20	1	61	6	26	66	72	51	<1	21	11	65	22	88	2	2	84	3	2	92	
Islande	2000	44	3	2	39	2	9	89	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2017	82	2	1	79	<1	6	94	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Israël	2000	79	<1	<1	79	<1	<1	>99	78	1	<1	76	<1	5	95	80	<1	<1	79	<1	<1	>99	
	2017	94	<1	<1	93	<1	<1	>99	92	1	1	89	<1	5	95	94	<1	<1	94	<1	<1	>99	
Italie	2000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2017	96	3	3	91	5	-	94	96	3	3	90	6	-	93	96	2	2	91	5	-	94	
Jamaïque	2000	-	-	-	6	39	41	17	-	-	-	<1	58	34	3	-	-	-	10	20	47	31	
	2017	-	-	-	8	52	25	23	-	-	-	3	73	19	7	-	-	-	12	34	29	35	
Japon	2000	97	<1	39	58	15	27	58	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2017	99	<1	22	76	4	19	76	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Jordanie	2000	76	12	12	53	<1	46	54	-	-	-	<1	<1	>99	<1	83	8	8	67	<1	31	68	
	2017	81	8	8	64	<1	34	64	-	-	-	13	<1	84	13	83	7	7	69	<1	29	70	
Kazakhstan	2000	-	-	-	42	52	2	45	-	-	-	10	82	5	11	93	14	13	66	28	<1	71	
	2017	-	-	-	35	54	9	37	-	-	-	2	90	7	2	91	15	15	60	27	10	63	
Kenya	2000	-	-	-	-	42	2	8	-	-	-	-	44	<1	2	-	-	-	-	32	9	32	
	2017	-	-	-	-	42	4	5	-	-	-	-	40	1	<1	-	-	-	-	47	12	20	
Kirghizistan	2000	-	-	-	17	73	1	21	-	-	-	5	88	<1	6	-	-	-	40	46	3	49	
	2017	-	-	-	12	86	<1	14	-	-	-	<1	>99	<1	<1	-	-	-	33	62	<1	37	
Kiribati	2000	-	-	-	-	<1	16	12	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2017	-	-	-	-	20	29	12	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	

PAYS, ZONE OU TERRITOIRE	Année	Population (en milliers)	% en milieu urbain	NIVEAU NATIONAL						MILIEU RURAL						MILIEU URBAN					
				Au moins de base	Limité (partagé)	Non amélioré	Défection en plein air	Taux annuel de changement (services de base)	Taux annuel de changement (défection en plein air)	Au moins de base	Limité (partagé)	Non amélioré	Défection en plein air	Taux annuel de changement (services de base)	Taux annuel de changement (défection en plein air)	Au moins de base	Limité (partagé)	Non amélioré	Défection en plein air	Taux annuel de changement (services de base)	Taux annuel de changement (défection en plein air)
Koweït	2000	2 051	99	>99	<1	<1	<1	0.00	0.00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2017	4 137	100	>99	<1	<1	<1			-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Lesotho	2000	1 869	20	9	4	41	46	1.99	-1.12	6	<1	38	55	2.17	-1.17	21	18	52	9	1.27	-0.18
	2017	2 233	28	43	20	10	27			43	10	12	35			43	46	5	6		
Lettonie	2000	2 384	68	88	<1	12	<1	0.22	0.00	73	<1	27	<1	0.64	0.00	96	<1	4	<1	0.02	0.00
	2017	1 950	68	92	2	6	<1			83	1	15	<1			96	3	1	<1		
Liban	2000	3 235	86	75	1	24	<1	1.38	-0.01	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	6 082	88	98	1	<1	<1			-	-	-	-			-	-	-	-		
Libéria	2000	2 885	44	14	18	13	55	0.20	-0.90	4	13	6	77	0.10	-0.95	25	25	22	28	0.14	-0.50
	2017	4 732	51	17	27	16	40			6	18	16	60			28	36	17	19		
Libye	2000	5 356	76	97	<1	3	<1	0.15	0.00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	6 375	80	>99	<1	<1	<1			-	-	-	-			-	-	-	-		
Liechtenstein	2000	33	15	>99	<1	<1	<1	0.00	0.00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	38	14	>99	<1	<1	<1			-	-	-	-			-	-	-	-		
Lituanie	2000	3 502	67	84	2	14	<1	0.53	0.00	66	2	32	<1	1.10	0.00	93	2	5	<1	0.25	0.00
	2017	2 890	68	93	2	5	<1			85	2	12	<1			97	2	<1	<1		
Luxembourg	2000	436	84	98	2	<1	<1	-0.01	0.00	99	1	<1	<1	-0.01	0.00	97	3	<1	<1	0.00	0.00
	2017	583	91	98	2	<1	<1			99	1	<1	<1			97	2	<1	<1		
Macédoine du Nord	2000	2 035	59	85	7	8	<1	0.82	0.04	77	8	14	<1	1.23	0.08	91	6	3	<1	0.53	0.00
	2017	2 083	58	>99	<1	<1	<1			98	<1	<1	2			>99	<1	<1	<1		
Madagascar	2000	15 767	27	5	7	51	38	0.35	0.40	3	4	48	45	0.21	0.67	9	16	58	17	0.49	0.37
	2017	25 571	37	11	16	29	45			6	10	27	57			18	25	34	23		
Malaisie	2000	23 186	62	97	<1	2	2	0.16	-	94	<1	2	3	0.25	-	98	<1	1	<1	0.09	-0.03
	2017	31 624	75	>99	<1	<1	-			99	<1	1	-			>99	<1	<1	<1		
Malawi	2000	11 376	15	21	11	53	15	0.32	-0.57	19	8	55	18	0.34	-0.65	32	26	40	2	0.12	-0.05
	2017	18 622	17	26	13	55	6			25	11	58	7			34	24	40	1		
Maldives	2000	280	28	74	2	10	15	1.50	-0.87	67	1	11	21	1.93	-1.21	92	3	5	<1	0.40	0.00
	2017	436	39	>99	<1	<1	<1			>99	<1	<1	<1			>99	<1	<1	<1		
Mali	2000	10 968	28	16	16	47	21	1.36	-0.82	9	8	55	28	1.19	-0.95	34	35	26	4	1.14	-0.19
	2017	18 542	42	39	15	39	7			29	5	54	12			53	29	16	1		
Malte	2000	397	92	>99	<1	<1	<1	0.00	0.00	>99	<1	<1	<1	0.00	0.00	>99	<1	<1	<1	0.00	0.00
	2017	431	95	>99	<1	<1	<1			>99	<1	<1	<1			>99	<1	<1	<1		
Maroc	2000	28 850	53	66	9	<1	24	1.34	-1.00	46	4	<1	50	1.95	-1.82	83	14	1	2	0.66	-0.11
	2017	35 740	62	89	4	<1	7			79	2	<1	19			94	5	<1	<1		
Martinique	2000	387	90	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	385	89	>99	<1	<1	<1			-	-	-	-			-	-	-	-		
Maurice	2000	1 185	43	90	7	2	<1	0.32	0.00	88	8	4	<1	0.40	0.01	92	7	<1	<1	0.22	0.00
	2017	1 265	41	96	4	<1	<1			95	4	<1	<1			96	4	<1	<1		
Mauritanie	2000	2 709	38	17	8	20	55	1.82	-1.36	7	3	14	76	0.70	-1.06	34	16	29	21	2.37	-0.72
	2017	4 420	53	48	8	12	32			19	6	16	58			75	9	8	8		
Mayotte	2000	150	48	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	253	46	-	-	-	-			-	-	-	-			-	-	-	-		
Mexique	2000	101 720	75	75	8	7	10	0.94	-0.55	53	3	16	28	1.75	-1.47	83	9	4	4	0.62	-0.23
	2017	129 163	80	91	7	1	<1			82	9	5	3			93	6	<1	<1		
Micronésie (États fédérés de)	2000	107	22	25	<1	75	-	3.75	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	106	23	88	<1	12	-			-	-	-	-			-	-	-	-		
Monaco	2000	32 100	100	>99	<1	<1	<1	0.00	0.00	-	-	-	-	-	-	>99	<1	<1	<1	0.00	0.00
	2017	39	100	>99	<1	<1	<1			-	-	-	-			>99	<1	<1	<1		

PAYS, ZONE OU TERRITOIRE	Année	NIVEAU NATIONAL						MILIEU RURAL						MILIEU URBAN								
		Proportion de la population utilisant des installations d'assainissement améliorées (à l'exclusion des installations partagées)			Proportion de la population utilisant des installations d'assainissement améliorées (y compris les installations partagées)			Proportion de la population utilisant des installations d'assainissement améliorées (à l'exclusion des installations partagées)			Proportion de la population utilisant des installations d'assainissement améliorées (y compris les installations partagées)			Proportion de la population utilisant des installations d'assainissement améliorées (à l'exclusion des installations partagées)			Proportion de la population utilisant des installations d'assainissement améliorées (y compris les installations partagées)					
		Gérés en toute sécurité	Traités et gérés sur site	Vidangés et traités	Eaux usées traitées	Latrines et autres	Fosses septiques	Raccordement au réseau d'égouts	Gérés en toute sécurité	Traités et gérés sur site	Vidangés et traités	Eaux usées traitées	Latrines et autres	Fosses septiques	Raccordement au réseau d'égouts	Gérés en toute sécurité	Traités et gérés sur site	Vidangés et traités	Eaux usées traitées	Latrines et autres	Fosses septiques	Raccordement au réseau d'égouts
Koweït	2000	>99	<1	<1	>99	<1	-	>99	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	>99	<1	<1	>99	<1	-	>99	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Lesotho	2000	-	-	-	-	11	<1	1	-	-	-	-	6	<1	<1	-	-	-	-	32	2	5
	2017	-	-	-	-	60	1	1	-	-	-	-	52	<1	<1	-	-	-	-	82	4	3
Lettonie	2000	79	5	5	69	8	4	76	64	9	8	48	15	5	53	86	3	3	79	5	4	87
	2017	86	<1	<1	84	<1	2	92	77	2	2	72	2	5	78	90	<1	<1	90	<1	<1	98
Liban	2000	17	7	1	9	15	<1	61	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	22	9	1	12	18	<1	82	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Libéria	2000	-	-	-	-	21	7	4	-	-	-	-	16	<1	<1	-	-	-	-	27	14	9
	2017	-	-	-	-	21	22	<1	-	-	-	-	21	3	<1	-	-	-	-	22	41	<1
Libye	2000	29	18	3	9	31	9	58	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	26	13	2	11	22	8	69	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Liechtenstein	2000	>99	<1	<1	99	<1	1	99	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	>99	<1	<1	99	<1	1	99	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Lituanie	2000	83	5	5	73	10	-	76	65	10	10	46	20	-	48	91	2	2	86	5	-	90
	2017	91	1	1	89	2	-	93	83	3	3	77	7	-	81	95	<1	<1	95	<1	-	>99
Luxembourg	2000	91	<1	<1	90	<1	3	97	85	5	4	76	<1	19	81	92	<1	<1	92	<1	<1	>99
	2017	97	<1	<1	96	<1	2	98	89	5	5	80	<1	19	81	97	<1	<1	97	<1	<1	>99
Macédoine du Nord	2000	14	9	<1	4	2	33	57	-	-	-	2	<1	57	29	12	5	<1	6	3	17	77
	2017	17	10	<1	6	13	12	74	-	-	-	3	32	29	38	8	<1	<1	8	<1	<1	>99
Madagascar	2000	-	-	-	-	9	2	<1	-	-	-	-	6	<1	<1	-	-	-	-	18	6	1
	2017	-	-	-	-	19	6	1	-	-	-	-	15	1	<1	-	-	-	-	26	14	2
Malaisie	2000	78	14	3	61	4	26	67	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	89	10	<1	78	<1	20	79	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Malawi	2000	-	-	-	-	28	2	2	-	-	-	-	25	<1	1	-	-	-	-	45	9	4
	2017	-	-	-	-	34	3	2	-	-	-	-	34	<1	<1	-	-	-	-	35	15	8
Maldives	2000	-	-	-	-	8	39	28	-	-	-	-	11	51	6	-	-	-	-	<1	9	86
	2017	-	-	-	-	4	36	60	-	-	-	-	6	59	34	-	-	-	-	<1	<1	>99
Mali	2000	7	6	<1	1	27	1	4	7	7	<1	<1	15	<1	3	7	5	<1	2	57	4	8
	2017	19	18	<1	<1	49	4	1	26	26	<1	<1	33	<1	<1	9	8	<1	<1	70	9	3
Malte	2000	93	<1	<1	93	<1	2	99	93	<1	<1	93	<1	-	>99	93	<1	<1	93	<1	-	>99
	2017	93	<1	<1	93	<1	1	99	93	<1	<1	93	<1	-	>99	93	<1	<1	93	<1	-	>99
Maroc	2000	32	11	5	16	19	10	46	-	-	-	<1	33	15	2	37	4	2	31	7	6	84
	2017	39	11	5	22	10	27	55	-	-	-	<1	23	55	3	40	3	1	35	2	9	87
Martinique	2000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	-	-	-	-	1	51	47	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Maurice	2000	-	-	-	13	72	7	19	-	-	-	1	86	9	2	-	-	-	29	54	4	42
	2017	-	-	-	17	70	7	23	-	-	-	4	85	9	5	-	-	-	35	47	4	49
Mauritanie	2000	-	-	-	-	13	11	2	-	-	-	-	6	4	<1	-	-	-	-	23	24	3
	2017	-	-	-	-	39	14	3	-	-	-	-	22	4	<1	-	-	-	-	55	24	5
Mayotte	2000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mexique	2000	18	5	1	11	5	13	64	-	-	-	4	12	24	20	18	4	<1	14	3	10	79
	2017	50	5	3	43	3	15	80	-	-	-	18	14	42	35	52	2	1	49	<1	8	91
Micronésie (États fédérés de)	2000	-	-	-	-	<1	14	10	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	-	-	-	-	37	38	13	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Monaco	2000	>99	<1	<1	>99	<1	-	>99	-	-	-	-	-	-	-	>99	<1	<1	>99	<1	-	>99
	2017	>99	<1	<1	>99	<1	-	>99	-	-	-	-	-	-	-	>99	<1	<1	>99	<1	-	>99

PAYS, ZONE OU TERRITOIRE	Année	Population (en milliers)	% en milieu urbain	NIVEAU NATIONAL						MILIEU RURAL						MILIEU URBAN					
				Au moins de base	Limité (partagé)	Non amélioré	Défécation en plein air	Taux annuel de changement (services de base)	Taux annuel de changement (défécation en plein air)	Au moins de base	Limité (partagé)	Non amélioré	Défécation en plein air	Taux annuel de changement (services de base)	Taux annuel de changement (défécation en plein air)	Au moins de base	Limité (partagé)	Non amélioré	Défécation en plein air	Taux annuel de changement (services de base)	Taux annuel de changement (défécation en plein air)
Mongolie	2000	2 397	57	48	27	8	17	0.62	-0.39	26	22	14	38	0.89	-0.46	64	32	3	1	0.13	0.00
	2017	3 076	68	58	28	3	10			42	24	5	30			66	30	3	1		
Monténégro	2000	614	59	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	629	66	98	<1	2	<1			94	<1	6	<1			>99	<1	<1	<1		
Montserrat	2000	5	2	80	9	7	4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	5	9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mozambique	2000	18 068	29	10	2	28	59	1.11	-1.87	2	<1	25	73	0.88	-2.07	32	6	37	25	1.21	-1.00
	2017	29 669	35	29	5	39	27			17	2	43	38			52	9	30	8		
Myanmar	2000	46 095	27	71	10	9	9	-0.39	0.00	67	9	12	12	-0.43	0.04	82	13	4	1	-0.38	0.00
	2017	53 371	30	64	9	17	9			59	8	19	13			76	12	11	1		
Namibie	2000	1 899	32	28	9	7	56	0.38	-0.43	13	3	8	76	0.29	-0.16	59	21	5	14	-0.45	0.51
	2017	2 534	49	35	12	4	49			18	4	5	73			51	21	4	23		
Nauru	2000	10	100	66	31	3	<1	-0.01	0.10	-	-	-	-	-	-	66	31	3	<1	-0.01	0.10
	2017	11	100	66	31	1	3			-	-	-	-			66	31	1	3		
Népal	2000	23 741	13	15	11	7	67	2.76	-2.67	12	6	7	74	2.85	-2.90	33	42	6	19	2.04	-0.71
	2017	29 305	19	62	14	3	21			61	11	3	25			67	24	<1	7		
Nicaragua	2000	5 027	55	58	4	21	16	0.95	-0.55	43	4	23	30	1.07	-0.91	71	5	20	4	0.77	-0.21
	2017	6 218	58	74	6	13	7			62	5	19	14			84	6	9	<1		
Niger	2000	11 353	16	5	3	8	84	0.50	-0.93	1	<1	3	95	0.38	-0.97	25	17	35	23	1.10	-0.71
	2017	21 477	16	14	10	9	68			8	5	8	79			44	33	12	11		
Nigéria	2000	122 352	35	30	24	20	26	0.57	-0.39	29	16	22	33	0.08	-0.15	30	40	17	14	1.05	-0.29
	2017	190 886	50	39	21	21	20			31	9	30	31			48	32	11	9		
Nioué	2000	2	33	>99	<1	<1	<1	-0.19	0.00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	2	44	97	<1	3	<1			-	-	-	-			-	-	-	-		
Norvège	2000	4 499	76	98	2	<1	<1	0.00	0.00	98	2	<1	<1	0.00	0.00	98	2	<1	<1	0.00	0.00
	2017	5 305	82	98	2	<1	<1			98	2	<1	<1			98	2	<1	<1		
Nouvelle-Calédonie	2000	213	62	>99	<1	<1	<1	0.00	0.00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	276	70	>99	<1	<1	<1			-	-	-	-			-	-	-	-		
Nouvelle-Zélande	2000	3 859	86	>99	<1	<1	<1	0.00	0.00	>99	<1	<1	<1	0.00	0.00	>99	<1	<1	<1	0.00	0.00
	2017	4 706	86	>99	<1	<1	<1			>99	<1	<1	<1			>99	<1	<1	<1		
Oman	2000	2 268	72	89	<1	11	-	0.67	-	77	<1	23	-	1.37	-	93	<1	7	-	0.38	-
	2017	4 636	84	>99	<1	<1	<1			>99	<1	<1	<1			>99	<1	<1	<1		
Ouganda	2000	24 039	15	17	11	57	15	0.06	-0.53	15	6	62	17	0.06	-0.60	31	43	25	2	-0.27	0.00
	2017	42 863	23	18	18	58	6			16	10	67	7			26	42	30	2		
Ouzbékistan	2000	24 849	46	93	<1	7	<1	0.43	0.00	88	<1	11	<1	0.68	-0.01	98	<1	2	<1	0.14	0.00
	2017	31 911	51	>99	<1	<1	<1			>99	<1	<1	<1			>99	<1	<1	<1		
Pakistan	2000	138 523	33	31	4	24	40	1.68	-1.75	14	2	27	57	2.11	-2.39	66	9	20	6	0.64	-0.35
	2017	197 016	36	60	10	20	10			50	13	21	16			77	6	18	<1		
Palaos	2000	19	70	>99	<1	<1	<1	0.04	0.00	99	<1	1	<1	0.08	0.00	>99	<1	<1	<1	0.03	0.00
	2017	22	79	>99	<1	<1	<1			>99	<1	<1	<1			>99	<1	<1	<1		
Panama	2000	3 030	62	61	8	23	8	1.31	-0.20	44	3	35	17	1.23	-0.28	71	11	16	2	1.22	-0.09
	2017	4 099	67	83	6	6	4			65	8	15	13			92	5	2	<1		
Papouasie-Nouvelle-Guinée	2000	5 572	13	21	4	62	13	-0.47	0.07	15	3	67	14	-0.44	0.12	58	9	27	5	-0.63	-0.27
	2017	8 251	13	13	2	70	14			8	1	74	17			48	8	44	<1		
Paraguay	2000	5 303	55	70	3	26	<1	1.14	-0.01	52	<1	46	1	1.81	-0.02	85	4	10	<1	0.53	0.00
	2017	6 811	61	90	3	6	<1			83	2	14	<1			94	4	1	<1		
Pays-Bas	2000	15 926	77	98	2	<1	<1	-0.02	0.00	>99	<1	<1	<1	0.00	0.00	98	3	<1	<1	0.00	0.00
	2017	17 036	91	98	2	<1	<1			>99	<1	<1	<1			98	3	<1	<1		

PAYS, ZONE OU TERRITOIRE	Année	NIVEAU NATIONAL						MILIEU RURAL						MILIEU URBAN								
		Proportion de la population utilisant des installations d'assainissement améliorées (à l'exclusion des installations partagées)				Proportion de la population utilisant des installations d'assainissement améliorées (y compris les installations partagées)		Proportion de la population utilisant des installations d'assainissement améliorées (à l'exclusion des installations partagées)				Proportion de la population utilisant des installations d'assainissement améliorées (y compris les installations partagées)		Proportion de la population utilisant des installations d'assainissement améliorées (à l'exclusion des installations partagées)				Proportion de la population utilisant des installations d'assainissement améliorées (y compris les installations partagées)				
		Gérés en toute sécurité	Traités et gérés sur site	Vidangés et traités	Eaux usées traitées	Latrines et autres	Fosses septiques	Raccordement au réseau d'égouts	Gérés en toute sécurité	Traités et gérés sur site	Vidangés et traités	Eaux usées traitées	Latrines et autres	Fosses septiques	Raccordement au réseau d'égouts	Gérés en toute sécurité	Traités et gérés sur site	Vidangés et traités	Eaux usées traitées	Latrines et autres	Fosses septiques	Raccordement au réseau d'égouts
Mongolie	2000	-	-	-	4	52	<1	23	-	-	-	<1	47	<1	<1	-	-	-	6	57	<1	39
	2017	-	-	-	6	65	<1	21	-	-	-	<1	62	<1	3	-	-	-	9	67	<1	29
Monténégro	2000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	-	-	-	13	1	51	46	-	-	-	4	4	75	15	30	10	3	17	<1	39	61
Montserrat	2000	-	-	-	-	2	73	14	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mozambique	2000	-	-	-	-	10	1	1	2	2	<1	<1	2	<1	<1	-	-	-	-	28	5	5
	2017	-	-	-	-	26	7	<1	16	16	<1	<1	18	<1	<1	-	-	-	-	39	20	3
Myanmar	2000	-	-	-	-	70	9	2	-	-	-	-	69	7	<1	-	-	-	-	72	15	8
	2017	-	-	-	-	65	9	<1	-	-	-	-	66	2	<1	-	-	-	-	63	25	<1
Namibie	2000	-	-	-	-	7	2	29	-	-	-	-	6	<1	10	-	-	-	-	8	4	68
	2017	-	-	-	-	10	1	36	-	-	-	-	14	2	6	-	-	-	-	6	<1	66
Nauru	2000	-	-	-	-	44	29	23	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	44	29	23
	2017	-	-	-	-	44	29	23	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	44	29	23
Népal	2000	-	-	-	-	9	12	4	-	-	-	-	9	8	<1	-	-	-	-	9	39	26
	2017	-	-	-	-	22	49	5	-	-	-	-	23	47	2	-	-	-	-	15	57	19
Nicaragua	2000	-	-	-	-	43	4	16	-	-	-	-	46	<1	<1	-	-	-	-	40	7	29
	2017	-	-	-	-	45	10	24	-	-	-	-	62	4	<1	-	-	-	-	33	15	41
Niger	2000	3	3	<1	<1	7	<1	<1	<1	<1	<1	1	<1	<1	15	13	<1	1	34	3	4	
	2017	10	9	<1	<1	19	3	<1	7	7	<1	<1	12	1	<1	23	23	<1	<1	60	13	3
Nigéria	2000	25	24	<1	<1	46	3	4	25	25	<1	<1	43	<1	<1	24	21	<1	2	52	8	10
	2017	27	23	<1	3	31	19	10	24	22	<1	2	30	5	4	30	25	<1	5	32	32	16
Nioué	2000	-	-	-	-	15	78	7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	-	-	-	-	12	78	7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Norvège	2000	73	9	8	57	1	19	80	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	76	6	7	63	2	14	84	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Nouvelle-Calédonie	2000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Nouvelle-Zélande	2000	79	7	5	67	7	13	80	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	89	5	5	79	4	13	84	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Oman	2000	-	-	-	9	<1	79	9	-	-	-	2	<1	75	2	-	-	-	13	<1	81	13
	2017	-	-	-	11	4	85	11	-	-	-	2	10	89	2	-	-	-	13	3	84	13
Ouganda	2000	-	-	-	<1	27	1	<1	-	-	-	<1	21	<1	<1	-	-	-	<1	64	7	3
	2017	-	-	-	<1	34	2	<1	-	-	-	<1	26	<1	<1	-	-	-	<1	59	7	2
Ouzbékistan	2000	-	-	-	-	79	<1	13	-	-	-	-	88	<1	<1	-	-	-	-	68	<1	29
	2017	-	-	-	-	77	<1	23	-	-	-	-	>99	<1	<1	-	-	-	-	55	<1	45
Pakistan	2000	-	-	-	-	<1	15	20	-	-	-	-	<1	12	4	-	-	-	-	<1	22	52
	2017	-	-	-	-	12	33	25	-	-	-	-	16	42	5	-	-	-	-	4	18	60
Palaos	2000	-	-	-	-	<1	48	51	-	-	-	-	<1	87	12	-	-	-	-	<1	32	68
	2017	-	-	-	-	<1	44	56	-	-	-	-	<1	88	12	-	-	-	-	<1	32	68
Panama	2000	-	-	-	-	20	21	28	-	-	-	-	31	13	3	-	-	-	-	13	25	44
	2017	-	-	-	-	15	37	37	-	-	-	-	32	37	4	-	-	-	-	7	37	53
Papouasie-Nouvelle-Guinée	2000	-	-	-	2	16	5	4	-	-	-	<1	16	2	1	-	-	-	11	20	25	23
	2017	-	-	-	2	7	5	4	-	-	-	<1	7	2	1	-	-	-	11	8	25	23
Paraguay	2000	44	37	<1	6	28	32	13	36	34	<1	2	25	23	4	49	40	<1	10	29	40	20
	2017	58	54	<1	4	42	43	9	66	66	<1	<1	58	27	<1	54	47	<1	7	31	53	14
Pays-Bas	2000	97	<1	<1	97	<1	1	99	97	1	1	95	<1	5	95	97	<1	<1	97	<1	<1	>99
	2017	97	<1	<1	97	<1	<1	>99	97	1	1	95	<1	5	95	97	<1	<1	97	<1	<1	>99

PAYS, ZONE OU TERRITOIRE	Année	Population (en milliers)	% en milieu urbain	NIVEAU NATIONAL						MILIEU RURAL					MILIEU URBAN						
				Au moins de base	Limité (partagé)	Non amélioré	Défection en plein air	Taux annuel de changement (services de base)	Taux annuel de changement (défection en plein air)	Au moins de base	Limité (partagé)	Non amélioré	Défection en plein air	Taux annuel de changement (services de base)	Taux annuel de changement (défection en plein air)	Au moins de base	Limité (partagé)	Non amélioré	Défection en plein air	Taux annuel de changement (services de base)	Taux annuel de changement (défection en plein air)
Pérou	2000	25 915	73	64	7	11	18			29	2	19	50			77	9	7	7		
	2017	32 165	78	74	11	8	7	0.60	-0.70	56	5	20	19	1.60	-1.83	80	13	5	3	0.14	-0.22
Philippines	2000	77 992	46	62	20	7	11			53	20	11	16			72	19	3	5		
	2017	104 918	47	77	15	3	5	0.85	-0.35	75	13	5	7	1.26	-0.51	78	17	2	3	0.37	-0.15
Pologne	2000	38 550	62	88	<1	11	<1			77	<1	22	<1			94	1	5	<1		
	2017	38 171	60	99	1	<1	<1	0.66	0.00	>99	<1	<1	<1	1.30	0.00	99	1	<1	<1	0.26	0.00
Polynésie française	2000	237	56	98	<1	<1	2			-	-	-	-			-	-	-	-		
	2017	283	62	97	<1	3	-	-0.09	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Porto Rico	2000	3 797	94	97	<1	3	<1			-	-	-	-			-	-	-	-		
	2017	3 663	94	97	<1	3	<1	0.01	0.00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Portugal	2000	10 355	54	97	<1	2	<1			96	<1	4	<1			98	<1	1	<1		
	2017	10 330	65	>99	<1	<1	<1	0.13	0.00	>99	<1	<1	<1	0.23	0.00	>99	<1	<1	<1	0.06	0.00
Qatar	2000	592	96	>99	<1	<1	<1			-	-	-	-			-	-	-	-		
	2017	2 639	99	>99	<1	<1	<1	0.00	0.00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
République arabe syrienne	2000	16 411	52	93	4	2	2			88	5	3	4			96	3	<1	<1		
	2017	18 270	54	91	8	<1	-	-0.08	-	91	8	1	-	0.15	-	91	8	<1	<1	-0.29	0.00
République centrafricaine	2000	3 755	38	15	9	53	23			8	4	53	35			26	17	54	4		
	2017	4 659	41	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
République de Corée	2000	47 386	80	>99	<1	<1	<1			-	-	-	-			-	-	-	-		
	2017	50 982	82	>99	<1	<1	<1	0.00	0.00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
République de Moldova	2000	4 201	45	74	4	21	<1			62	3	35	<1			89	6	5	<1		
	2017	4 051	43	76	11	13	<1	0.12	0.01	69	10	21	<1	0.38	0.01	86	12	2	<1	-0.17	0.00
République démocratique du Congo	2000	47 076	35	21	23	45	10			20	17	49	14			23	35	39	3		
	2017	81 340	44	20	20	47	12	-0.06	0.11	18	12	52	19	-0.13	0.25	23	31	42	4	0.01	0.06
République démocratique populaire lao	2000	5 329	22	28	1	9	62			17	<1	9	73			67	4	8	21		
	2017	6 858	34	74	3	2	21	2.72	-2.40	64	3	3	31	2.71	-2.48	95	3	<1	1	1.67	-1.17
République dominicaine	2000	8 563	62	78	13	4	5			71	13	6	10			82	13	2	2		
	2017	10 767	80	84	11	2	3	0.36	-0.14	74	16	4	7	0.14	-0.16	86	10	2	2	0.27	-0.03
République populaire démocratique de Corée	2000	22 929	59	-	-	-	-			-	-	-	-			-	-	-	-		
	2017	25 491	62	83	1	16	<1	-	-	72	<1	27	<1	-	-	90	2	8	<1	-	-
République-Unie de Tanzanie	2000	34 178	22	4	2	84	10			3	<1	85	12			11	9	78	3		
	2017	57 310	33	30	17	41	12	1.51	0.12	24	6	54	17	1.24	0.29	43	40	16	2	1.88	-0.05
Réunion	2000	737	91	-	-	-	-			-	-	-	-			-	-	-	-		
	2017	877	100	>99	<1	<1	<1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Roumanie	2000	22 128	53	-	-	-	-			-	-	-	-			-	-	-	-		
	2017	19 679	54	84	<1	15	<1	-	-	71	<1	28	<1	-	-	95	<1	5	<1	-	-
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	2000	58 951	79	>99	<1	<1	<1			>99	<1	<1	<1			>99	<1	<1	<1		
	2017	66 182	83	>99	<1	<1	<1	0.00	0.00	>99	<1	<1	<1	0.00	0.00	>99	<1	<1	<1	0.00	0.00
Rwanda	2000	8 026	15	45	7	43	4			42	5	48	5			63	20	16	2		
	2017	12 208	17	67	14	17	2	1.24	-0.13	70	10	18	2	1.61	-0.15	52	36	10	2	-0.67	0.00
Sahara occidental	2000	314	86	-	-	-	-			-	-	-	-			-	-	-	-		
	2017	553	87	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sainte-Hélène	2000	5 40	-	-	-	-	-			-	-	-	-			-	-	-	-		
	2017	4 40	>99	<1	<1	<1	<1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sainte-Lucie	2000	157	28	82	5	3	11			81	6	2	11			83	<1	7	9		
	2017	179	19	88	11	<1	<1	0.40	-0.59	91	9	<1	<1	0.57	-0.67	78	18	<1	4	-0.29	-0.30
Saint-Kitts-et-Nevis	2000	45	33	85	1	10	3			-	-	-	-			-	-	-	-		
	2017	55	31	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

PAYS, ZONE OU TERRITOIRE	Année	NIVEAU NATIONAL						MILIEU RURAL						MILIEU URBAN								
		Proportion de la population utilisant des installations d'assainissement améliorées (à l'exclusion des installations partagées)				Proportion de la population utilisant des installations d'assainissement améliorées (y compris les installations partagées)		Proportion de la population utilisant des installations d'assainissement améliorées (à l'exclusion des installations partagées)				Proportion de la population utilisant des installations d'assainissement améliorées (y compris les installations partagées)		Proportion de la population utilisant des installations d'assainissement améliorées (à l'exclusion des installations partagées)			Proportion de la population utilisant des installations d'assainissement améliorées (y compris les installations partagées)					
		Gérés en toute sécurité	Traités et gérés sur site	Vidangés et traités	Eaux usées traitées	Latrines et autres	Fosses septiques	Raccordement au réseau d'égouts	Gérés en toute sécurité	Traités et gérés sur site	Vidangés et traités	Eaux usées traitées	Latrines et autres	Fosses septiques	Raccordement au réseau d'égouts	Gérés en toute sécurité	Traités et gérés sur site	Vidangés et traités	Eaux usées traitées	Latrines et autres	Fosses septiques	Raccordement au réseau d'égouts
Pérou	2000	11	4	<1	7	4	12	56	-	-	-	<1	7	21	3	13	3	<1	10	2	8	75
	2017	43	5	3	39	8	6	71	-	-	-	10	20	23	17	51	2	1	47	4	2	86
Philippines	2000	42	40	<1	2	8	70	4	36	35	<1	<1	14	57	2	48	46	<1	3	<1	85	6
	2017	52	50	<1	2	12	75	4	50	48	<1	1	16	69	3	54	52	<1	2	7	83	6
Pologne	2000	79	9	15	56	4	27	58	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	93	7	13	73	4	22	74	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Polynésie française	2000	-	-	-	-	2	77	20	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	-	-	-	-	<1	80	17	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Porto Rico	2000	33	1	<1	31	3	-	94	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	33	1	<1	31	3	-	94	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Portugal	2000	49	11	6	32	4	35	59	-	-	-	17	6	59	31	52	5	3	45	3	14	82
	2017	85	10	10	64	6	30	64	-	-	-	31	9	59	31	93	5	5	82	4	14	82
Qatar	2000	86	7	7	73	<1	27	73	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	96	2	2	92	<1	8	92	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
République arabe syrienne	2000	-	-	-	-	19	6	71	-	-	-	-	37	11	45	-	-	-	-	2	1	96
	2017	-	-	-	-	21	6	72	-	-	-	-	43	11	45	-	-	-	-	2	1	96
République centrafricaine	2000	-	-	-	-	23	<1	<1	-	-	-	-	12	<1	<1	-	-	-	-	41	1	<1
	2017	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
République de Corée	2000	86	12	<1	73	<1	25	75	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	>99	<1	<1	>99	<1	<1	>99	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
République de Moldova	2000	-	-	-	27	35	9	35	-	-	-	2	52	10	3	72	8	6	57	13	8	75
	2017	-	-	-	27	45	9	33	-	-	-	3	65	10	3	78	9	9	60	18	8	73
République démocratique du Congo	2000	-	-	-	-	39	4	2	-	-	-	-	37	<1	<1	-	-	-	-	42	12	4
	2017	-	-	-	-	35	5	<1	-	-	-	-	29	<1	<1	-	-	-	-	43	12	<1
République démocratique populaire lao	2000	22	21	<1	<1	22	7	<1	15	15	<1	<1	14	3	<1	46	44	<1	2	47	20	4
	2017	58	58	<1	<1	57	19	1	56	55	<1	<1	56	10	<1	62	61	<1	<1	60	36	2
République dominicaine	2000	-	-	-	6	39	22	29	-	-	-	2	60	14	10	-	-	-	9	27	27	41
	2017	-	-	-	5	16	57	22	-	-	-	<1	39	46	5	-	-	-	6	10	60	27
République populaire démocratique de Corée	2000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	-	<1	-	-	30	10	45	5	<1	<1	5	49	15	10	-	1	-	-	18	6	67
République-Unie de Tanzanie	2000	4	3	<1	<1	5	<1	2	2	2	<1	<1	2	<1	<1	9	6	<1	3	13	<1	7
	2017	25	25	<1	<1	38	8	<1	22	22	<1	<1	27	3	<1	31	31	<1	<1	61	19	2
Réunion	2000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	-	-	-	-	3	47	50	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Roumanie	2000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	77	16	14	46	32	2	51	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	2000	97	<1	<1	96	<1	3	96	92	4	4	84	<1	15	84	99	<1	<1	99	<1	<1	>99
	2017	98	<1	<1	96	<1	3	97	92	4	4	84	<1	15	84	99	<1	<1	99	<1	<1	>99
Rwanda	2000	-	-	-	-	51	<1	<1	-	-	-	-	47	<1	<1	-	-	-	-	74	6	3
	2017	-	-	-	-	79	<1	1	-	-	-	-	79	<1	<1	-	-	-	-	81	2	6
Sahara occidental	2000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sainte-Hélène	2000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	-	-	-	-	<1	48	52	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sainte-Lucie	2000	-	-	-	-	52	27	6	-	-	-	-	59	24	4	-	-	-	-	35	37	12
	2017	-	-	-	-	13	82	5	-	-	-	-	15	82	4	-	-	-	-	3	82	11
Saint-Kitts-et-Nevis	2000	-	-	-	-	10	77	<1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

PAYS, ZONE OU TERRITOIRE	Année	Population (en milliers)	% en milieu urbain	NIVEAU NATIONAL						MILIEU RURAL						MILIEU URBAN					
				Au moins de base	Limité (partagé)	Non amélioré	Défection en plein air	Taux annuel de changement (services de base)	Taux annuel de changement (défection en plein air)	Au moins de base	Limité (partagé)	Non amélioré	Défection en plein air	Taux annuel de changement (services de base)	Taux annuel de changement (défection en plein air)	Au moins de base	Limité (partagé)	Non amélioré	Défection en plein air	Taux annuel de changement (services de base)	Taux annuel de changement (défection en plein air)
Saint-Marin	2000	27	93	>99	<1	<1	<1	0.00	0.00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2017	33	97	>99	<1	<1	<1			-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Saint-Martin (partie néerlandaise)	2000	32	100	98	<1	1	<1	0.02	-0.02	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2017	40	100	99	<1	1	<1			-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Saint-Pierre-et-Miquelon	2000	6	89	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2017	6	90	-	-	-	-			-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Saint-Siège	2000	1	100	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2017	1	100	-	-	-	-			-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Saint-Vincent-et-les Grenadines	2000	108	45	71	2	24	3	0.96	0.04	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2017	110	52	87	3	6	3			-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Samoa	2000	175	22	98	<1	2	<1	0.04	0.00	97	<1	3	<1	0.06	0.00	>99	<1	<1	<1	-0.04	0.01
	2017	196	18	98	<1	2	<1			98	<1	2	<1			98	<1	1	<1		
Samoa américaines	2000	58	89	65	34	<1	-	-0.61	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2017	56	87	54	45	<1	<1			-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Sao Tomé-et-Principe	2000	139	53	20	4	5	71	1.33	-1.36	14	4	4	78	1.02	-0.91	26	4	6	65	1.26	-1.34
	2017	204	72	43	6	4	47			31	4	2	62			48	7	4	42		
Sénégal	2000	9 884	40	39	10	27	24	0.74	-0.60	23	6	34	38	1.00	-0.80	63	17	17	4	0.11	-0.10
	2017	15 851	47	51	17	18	14			40	9	27	24			65	26	7	2		
Serbie	2000	9 488	53	95	3	2	<1	0.13	0.00	94	3	3	<1	0.04	0.01	96	3	<1	<1	0.20	-0.01
	2017	8 791	56	98	<1	2	<1			95	<1	5	<1			>99	<1	<1	<1		
Seychelles	2000	81	50	94	<1	4	1	0.34	-0.08	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2017	95	56	>99	<1	<1	<1			-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Sierra Leone	2000	4 564	36	10	24	40	26	0.32	-0.51	5	14	44	37	0.23	-0.68	20	41	32	6	0.31	-0.01
	2017	7 557	42	16	34	33	18			9	23	42	26			26	49	20	6		
Singapour	2000	3 914	100	>99	<1	<1	<1	0.00	0.00	-	-	-	-	-	-	>99	<1	<1	<1	0.00	0.00
	2017	5 709	100	>99	<1	<1	<1			-	-	-	-			>99	<1	<1	<1		
Slovaquie	2000	5 399	56	98	2	<1	<1	0.00	0.00	97	3	<1	<1	0.01	0.00	99	1	<1	<1	0.00	0.00
	2017	5 448	54	98	2	<1	<1			97	3	<1	<1			99	1	<1	<1		
Slovénie	2000	1 988	51	>99	<1	<1	<1	0.00	0.00	>99	<1	<1	<1	0.00	0.00	>99	<1	<1	<1	0.00	0.00
	2017	2 080	54	>99	<1	<1	<1			>99	<1	<1	<1			>99	<1	<1	<1		
Somalie	2000	9 011	33	20	14	8	59	1.10	-1.84	7	7	4	82	0.76	-1.96	45	27	16	12	0.96	-0.66
	2017	14 743	44	38	15	19	28			20	7	24	49			61	25	13	1		
Soudan	2000	27 251	32	21	5	23	51	0.94	-1.57	11	3	22	64	0.78	-1.63	40	10	26	24	1.16	-1.31
	2017	40 533	34	37	8	31	24			24	6	33	36			60	12	26	2		
Soudan du Sud	2000	6 701	17	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2017	12 576	19	11	8	18	63			5	6	14	75			37	17	33	12		
Sri Lanka	2000	18 782	18	85	3	12	-	0.66	-	85	2	14	-	0.67	-	85	11	5	-	0.60	-
	2017	20 877	18	96	3	<1	<1			96	3	<1	<1			95	2	3	<1		
Suède	2000	8 882	84	>99	<1	<1	<1	0.00	0.00	>99	<1	<1	<1	0.00	0.00	>99	<1	<1	<1	0.00	0.00
	2017	9 911	87	>99	<1	<1	<1			>99	<1	<1	<1			>99	<1	<1	<1		
Suisse	2000	7 167	73	>99	<1	<1	<1	0.00	0.00	>99	<1	<1	<1	0.00	0.00	>99	<1	<1	<1	0.00	0.00
	2017	8 476	74	>99	<1	<1	<1			>99	<1	<1	<1			>99	<1	<1	<1		
Suriname	2000	472	66	79	10	3	8	0.31	-0.33	59	11	5	25	0.92	-1.03	89	9	2	<1	0.01	0.02
	2017	563	66	84	11	2	3			75	13	4	8			89	9	1	<1		
Tadjikistan	2000	6 216	27	90	3	6	1	0.43	-0.08	89	3	7	2	0.54	-0.09	93	5	2	<1	0.13	-0.05
	2017	8 921	27	97	2	<1	<1			98	2	<1	<1			95	5	<1	<1		
Tchad	2000	8 343	22	12	3	15	71	-0.19	-0.22	8	<1	7	85	-0.34	-0.19	26	13	43	18	0.27	-0.11
	2017	14 900	23	8	7	18	67			2	1	15	82			30	26	27	16		

PAYS, ZONE OU TERRITOIRE	Année	NIVEAU NATIONAL						MILIEU RURAL						MILIEU URBAN								
		Proportion de la population utilisant des installations d'assainissement améliorées (à l'exclusion des installations partagées)				Proportion de la population utilisant des installations d'assainissement améliorées (y compris les installations partagées)		Proportion de la population utilisant des installations d'assainissement améliorées (à l'exclusion des installations partagées)				Proportion de la population utilisant des installations d'assainissement améliorées (y compris les installations partagées)		Proportion de la population utilisant des installations d'assainissement améliorées (à l'exclusion des installations partagées)				Proportion de la population utilisant des installations d'assainissement améliorées (y compris les installations partagées)				
		Gérés en toute sécurité	Traités et gérés sur site	Vidangés et traités	Eaux usées traitées	Latrines et autres	Fosses septiques	Raccordement au réseau d'égouts	Gérés en toute sécurité	Traités et gérés sur site	Vidangés et traités	Eaux usées traitées	Latrines et autres	Fosses septiques	Raccordement au réseau d'égouts	Gérés en toute sécurité	Traités et gérés sur site	Vidangés et traités	Eaux usées traitées	Latrines et autres	Fosses septiques	Raccordement au réseau d'égouts
Saint-Marin	2000	77	4	3	70	<1	15	85	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2017	77	4	3	70	<1	15	85	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Saint-Martin (partie néerlandaise)	2000	-	-	-	-	41	43	15	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2017	-	-	-	-	47	43	9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Saint-Pierre-et-Miquelon	2000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2017	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Saint-Siège	2000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2017	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Saint-Vincent-et-les Grenadines	2000	-	-	-	-	21	49	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2017	-	-	-	-	16	67	7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Samoa	2000	49	49	<1	<1	14	83	<1	52	52	<1	<1	15	82	<1	41	40	<1	<1	10	88	<1
	2017	48	48	<1	<1	10	88	<1	51	51	<1	<1	12	86	<1	38	37	<1	<1	3	95	<1
Samoa américaines	2000	-	-	-	18	25	43	32	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	-	-	-	23	11	39	49	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sao Tomé-et-Principe	2000	-	-	-	-	5	15	4	-	-	-	-	5	9	4	-	-	-	-	5	20	4
	2017	-	-	-	-	31	3	15	-	-	-	-	26	<1	8	-	-	-	-	33	4	17
Sénégal	2000	14	12	<1	2	20	21	9	13	13	<1	<1	19	8	2	16	11	<1	5	21	40	19
	2017	21	19	<1	2	27	33	8	21	21	<1	<1	28	20	<1	22	18	<1	4	27	47	17
Serbie	2000	29	17	3	9	24	22	52	-	-	-	3	51	32	15	19	3	<1	15	<1	14	85
	2017	25	11	2	11	2	40	56	-	-	-	4	<1	75	20	23	5	1	17	4	12	83
Seychelles	2000	-	-	-	-	2	84	8	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	-	-	-	-	<1	82	17	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sierra Leone	2000	9	9	<1	<1	31	3	<1	5	4	<1	<1	18	<1	<1	16	16	<1	<1	53	7	2
	2017	13	13	<1	<1	44	5	<1	8	8	<1	<1	31	<1	<1	20	20	<1	<1	62	11	1
Singapour	2000	>99	<1	<1	>99	<1	-	>99	-	-	-	-	-	-	-	>99	<1	<1	>99	<1	-	>99
	2017	>99	<1	<1	>99	<1	-	>99	-	-	-	-	-	-	-	>99	<1	<1	>99	<1	-	>99
Slovaquie	2000	84	8	8	68	4	26	70	77	12	12	53	5	39	55	90	5	5	79	3	16	82
	2017	83	8	8	66	4	27	69	76	12	12	52	6	39	55	88	5	5	78	3	16	82
Slovénie	2000	74	11	10	53	1	41	58	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	83	15	14	54	13	32	55	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Somalie	2000	-	-	-	-	26	<1	7	-	-	-	-	14	<1	<1	-	-	-	-	51	<1	20
	2017	-	-	-	-	38	4	11	-	-	-	-	24	1	2	-	-	-	-	57	8	22
Soudan	2000	-	-	-	-	24	1	<1	-	-	-	-	14	<1	<1	-	-	-	-	46	4	<1
	2017	-	-	-	-	38	6	1	-	-	-	-	30	<1	<1	-	-	-	-	53	16	3
Soudan du Sud	2000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	-	-	-	-	15	4	<1	-	-	-	-	11	<1	<1	-	-	-	-	33	21	<1
Sri Lanka	2000	-	-	-	-	80	6	2	-	-	-	-	81	5	<1	-	-	-	-	75	12	9
	2017	-	-	-	-	93	2	4	-	-	-	-	96	1	2	-	-	-	-	80	4	13
Suède	2000	92	5	5	83	3	14	84	87	7	7	73	2	25	73	93	4	4	85	3	12	86
	2017	93	4	4	86	2	12	86	88	6	6	75	<1	24	75	94	4	4	87	2	10	88
Suisse	2000	98	1	1	96	<1	4	96	98	<1	<1	96	<1	3	97	98	1	1	96	<1	4	96
	2017	>99	<1	<1	98	1	<1	98	99	3	3	93	4	3	93	>99	<1	<1	>99	<1	<1	>99
Suriname	2000	-	-	-	-	22	66	<1	-	-	-	-	38	31	<1	-	-	-	-	14	84	<1
	2017	-	-	-	-	4	89	1	-	-	-	-	10	77	<1	-	-	-	-	1	96	2
Tadjikistan	2000	-	-	-	-	78	1	14	-	-	-	-	88	<1	3	-	-	-	-	51	2	44
	2017	-	-	-	-	85	<1	15	-	-	-	-	>99	<1	<1	-	-	-	-	46	<1	54
Tchad	2000	-	-	-	-	14	<1	<1	-	-	-	-	8	<1	<1	-	-	-	-	36	<1	3
	2017	-	-	-	-	14	1	<1	-	-	-	-	3	<1	<1	-	-	-	-	50	5	2

PAYS, ZONE OU TERRITOIRE	Année	Population (en milliers)	% en milieu urbain	NIVEAU NATIONAL						MILIEU RURAL						MILIEU URBAN					
				Au moins de base	Limité (partagé)	Non amélioré	Défection en plein air	Taux annuel de changement (services de base)	Taux annuel de changement (défection en plein air)	Au moins de base	Limité (partagé)	Non amélioré	Défection en plein air	Taux annuel de changement (services de base)	Taux annuel de changement (défection en plein air)	Au moins de base	Limité (partagé)	Non amélioré	Défection en plein air	Taux annuel de changement (services de base)	Taux annuel de changement (défection en plein air)
Tchéquie	2000	10 290	74	>99	<1	<1	<1	0.00	0.00	>99	<1	<1	<1	0.00	0.00	>99	<1	<1	<1	0.00	0.00
	2017	10 618	74	>99	<1	<1	<1			>99	<1	<1	<1			>99	<1	<1	<1		
Thaïlande	2000	62 958	31	92	6	<1	1	0.40	-0.08	93	4	<1	2	0.30	-0.11	89	10	<1	<1	0.59	-0.01
	2017	69 038	49	99	1	<1	<1			98	2	<1	<1			>99	<1	<1	<1		
Timor-Leste	2000	872	24	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	1 296	30	54	9	18	20			44	7	22	28			76	15	9	<1		
Togo	2000	4 970	33	10	19	13	59	0.36	-0.64	3	7	14	76	0.26	-0.20	24	41	10	24	0.25	-0.65
	2017	7 798	41	16	26	10	48			7	9	12	72			29	52	7	13		
Tokélaou	2000	2	0	77	4	19	-	1.17	-	77	4	19	-	1.17	-	-	-	-	-	-	-
	2017	1	0	97	3	<1	<1			97	3	<1	<1			-	-	-	-	-	-
Tonga	2000	98	23	89	<1	10	<1	0.28	-0.02	86	<1	13	<1	0.40	-0.02	99	<1	<1	<1	-0.13	0.00
	2017	108	23	93	1	6	<1			92	1	6	<1			97	<1	3	<1		
Trinité-et-Tobago	2000	1 268	56	90	8	2	<1	0.20	-0.02	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	1 369	53	93	6	<1	<1			-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Tunisie	2000	9 699	63	77	7	5	11	0.81	-0.63	48	15	8	28	1.94	-1.67	94	3	3	<1	0.10	-0.03
	2017	11 532	69	91	5	4	<1			81	11	8	<1			95	2	2	<1		
Turkménistan	2000	4 516	46	93	5	1	<1	0.35	-0.03	96	2	2	<1	0.22	-0.05	89	10	<1	<1	0.51	-0.02
	2017	5 758	51	99	1	<1	<1			>99	<1	<1	<1			98	2	<1	<1		
Turquie	2000	63 240	65	82	2	16	<1	0.90	-0.01	69	3	27	1	1.21	0.01	89	2	9	<1	0.64	-0.01
	2017	80 745	75	97	<1	2	<1			90	2	7	1			>99	<1	<1	<1		
Tuvalu	2000	9	46	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	11	62	84	7	1	7			86	5	<1	9			83	9	2	6		
Ukraine	2000	48 840	67	94	3	3	<1	0.11	0.00	89	4	7	<1	0.28	-0.01	97	2	<1	<1	0.02	0.00
	2017	44 223	69	96	2	2	<1			94	3	4	<1			97	2	<1	<1		
Uruguay	2000	3 321	92	94	3	1	2	0.16	-0.07	85	3	8	5	0.73	-0.28	95	3	<1	1	0.11	-0.05
	2017	3 457	95	97	2	<1	<1			97	1	2	<1			97	2	<1	<1		
Vanuatu	2000	185	22	62	10	26	2	-1.63	-0.11	60	5	32	3	-1.82	-0.14	67	27	6	<1	-1.13	0.01
	2017	276	25	34	35	31	<1			29	32	39	<1			48	43	8	<1		
Venezuela (République bolivarienne du)	2000	24 488	88	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	31 977	88	94	<1	3	3			-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Viet Nam	2000	80 286	24	52	3	27	18	1.83	-0.87	43	3	32	22	2.02	-1.05	81	5	9	5	0.80	-0.22
	2017	95 541	35	84	4	10	3			78	4	14	4			94	3	2	1		
Yémen	2000	17 875	26	42	2	26	30	1.00	-0.60	27	2	32	39	0.96	-0.52	86	1	9	5	0.12	-0.21
	2017	28 250	36	59	5	16	20			43	6	22	30			88	5	6	1		
Zambie	2000	10 531	35	24	12	40	25	0.16	-0.31	12	6	46	36	0.42	-0.25	46	24	28	3	-0.57	-0.01
	2017	17 094	43	26	18	37	19			19	6	43	32			36	33	28	3		
Zimbabwe	2000	12 222	34	46	19	5	30	-0.57	-0.31	36	14	6	44	-0.28	-0.41	65	30	2	4	-1.11	-0.21
	2017	16 530	32	36	28	11	25			31	18	14	37			46	50	4	<1		

PAYS, ZONE OU TERRITOIRE	Année	NIVEAU NATIONAL						MILIEU RURAL						MILIEU URBAN								
		Proportion de la population utilisant des installations d'assainissement améliorées (à l'exclusion des installations partagées)				Proportion de la population utilisant des installations d'assainissement améliorées (y compris les installations partagées)		Proportion de la population utilisant des installations d'assainissement améliorées (à l'exclusion des installations partagées)				Proportion de la population utilisant des installations d'assainissement améliorées (y compris les installations partagées)		Proportion de la population utilisant des installations d'assainissement améliorées (à l'exclusion des installations partagées)			Proportion de la population utilisant des installations d'assainissement améliorées (y compris les installations partagées)					
		Gérés en toute sécurité	Traités et gérés sur site	Vidangés et traités	Eaux usées traitées	Latrines et autres	Fosses septiques	Raccordement au réseau d'égouts	Gérés en toute sécurité	Traités et gérés sur site	Vidangés et traités	Eaux usées traitées	Latrines et autres	Fosses septiques	Raccordement au réseau d'égouts	Gérés en toute sécurité	Traités et gérés sur site	Vidangés et traités	Eaux usées traitées	Latrines et autres	Fosses septiques	Raccordement au réseau d'égouts
Tchéquie	2000	84	3	3	78	1	9	89	76	9	8	60	3	29	68	86	1	<1	84	<1	3	97
	2017	94	3	3	88	1	9	89	85	9	9	68	3	29	68	98	1	1	96	<1	3	97
Thaïlande	2000	-	-	-	-	4	92	2	-	-	-	3	93	2	-	-	-	-	5	91	3	
	2017	-	-	-	-	2	89	9	-	-	-	3	91	5	-	-	-	-	<1	87	12	
Timor-Leste	2000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2017	-	-	-	-	35	17	11	-	-	-	32	10	8	-	-	-	-	40	33	18	
Togo	2000	-	-	-	-	23	6	<1	-	-	-	10	<1	<1	-	-	-	-	48	17	<1	
	2017	-	-	-	-	23	19	<1	-	-	-	13	3	<1	-	-	-	-	38	41	<1	
Tokélaou	2000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2017	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Tonga	2000	-	-	-	-	9	81	<1	-	-	-	9	78	<1	-	-	-	-	9	91	<1	
	2017	-	-	-	-	14	81	<1	-	-	-	16	78	<1	-	-	-	-	7	91	<1	
Trinité-et-Tobago	2000	-	-	-	-	26	48	25	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2017	-	-	-	-	6	73	20	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Tunisie	2000	59	10	9	42	9	27	49	-	-	3	23	36	5	74	5	5	64	<1	22	74	
	2017	78	13	12	55	14	25	57	-	-	7	30	54	8	88	6	6	76	6	12	79	
Turkménistan	2000	-	-	-	-	75	1	22	-	-	-	97	<1	<1	-	-	-	-	49	2	48	
	2017	-	-	-	-	70	1	29	-	-	-	97	2	2	-	-	-	-	45	<1	54	
Turquie	2000	53	3	2	47	<1	14	70	-	-	22	<1	39	33	61	<1	<1	61	<1	<1	90	
	2017	65	4	3	59	1	13	83	-	-	30	5	43	44	70	<1	<1	68	<1	3	97	
Tuvalu	2000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2017	6	6	<1	<1	10	8	74	10	10	<1	<1	13	15	63	4	4	<1	<1	7	4	81
Ukraine	2000	42	16	6	21	32	3	62	-	-	6	73	3	17	37	6	2	28	11	4	84	
	2017	68	23	14	31	46	<1	51	-	-	2	91	3	3	66	13	8	44	27	<1	73	
Uruguay	2000	-	-	-	-	<1	41	56	-	-	-	<1	86	1	-	-	-	-	<1	37	60	
	2017	-	-	-	-	4	35	60	-	-	10	86	2	-	-	-	-	-	3	33	63	
Vanuatu	2000	-	-	-	-	44	18	9	-	-	-	54	3	8	-	-	-	-	10	70	14	
	2017	-	-	-	-	36	20	12	-	-	-	46	3	11	-	-	-	-	6	70	15	
Venezuela (République bolivarienne du)	2000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2017	24	<1	<1	23	<1	4	90	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Viet Nam	2000	-	-	-	-	35	19	1	-	-	-	37	8	<1	-	-	-	-	27	55	3	
	2017	-	-	-	-	16	71	<1	-	-	-	24	57	<1	-	-	-	-	<1	95	2	
Yémen	2000	-	-	-	7	28	7	9	-	-	<1	26	3	<1	67	22	18	27	35	19	33	
	2017	-	-	-	20	9	26	29	-	-	<1	11	30	7	67	7	6	54	5	19	69	
Zambie	2000	-	-	-	-	21	1	13	-	-	-	16	<1	1	-	-	-	-	30	3	36	
	2017	-	-	-	-	29	6	9	-	-	-	24	<1	<1	-	-	-	-	36	13	21	
Zimbabwe	2000	-	-	-	7	34	<1	31	-	-	<1	46	<1	4	23	4	1	18	10	1	83	
	2017	-	-	-	4	34	5	26	-	-	<1	45	2	2	16	3	1	12	9	12	76	

Annexe 5 : Estimations nationales relatives à l'hygiène

PAYS, ZONE OU TERRITOIRE	Année	Population (en milliers)	% en milieu urbain	NIVEAU NATIONAL			MILIEU RURAL			MILIEU URBAIN		
				De base	Limité (sans eau ou sans savon)	Aucune installation	De base	Limité (sans eau ou sans savon)	Aucune installation	De base	Limité (sans eau ou sans savon)	Aucune installation
Afghanistan	2017	35 530	25	38	34	28	29	38	33	64	23	13
Afrique du Sud	2017	56 717	66	44	44	12	27	55	18	53	38	10
Algérie	2017	41 318	72	84	8	8	73	13	14	88	6	6
Angola	2017	29 784	65	27	15	58	13	14	73	34	16	50
Arménie	2017	2 930	63	94	1	5	90	<1	10	97	1	2
Azerbaïdjan	2017	9 828	55	83	11	5	-	-	-	-	-	-
Bangladesh	2017	164 670	36	35	54	11	26	61	14	51	42	7
Belize	2017	375	46	90	9	<1	90	9	2	91	9	<1
Bénin	2017	11 176	47	11	16	73	6	17	77	17	15	68
Bolivie (État plurinational de)	2017	11 052	69	25	15	59	19	27	54	28	10	62
Burkina Faso	2017	19 193	29	12	42	46	8	41	51	23	44	33
Burundi	2017	10 864	13	6	93	1	4	95	1	20	79	<1
Cambodge	2017	16 005	23	66	13	21	60	15	26	88	5	7
Cameroun	2017	24 054	56	9	5	85	3	6	91	15	5	81
Colombie	2017	49 066	80	65	4	30	35	6	60	73	4	23
Congo	2017	5 261	66	48	34	18	32	43	25	56	29	14
Côte d'Ivoire	2017	24 295	50	19	34	47	10	37	53	28	30	42
Cuba	2017	11 485	77	85	10	5	76	12	12	88	9	3
Égypte	2017	97 553	43	90	10	<1	88	12	<1	93	6	2
El Salvador	2017	6 378	71	91	7	3	86	10	4	92	5	2
Équateur	2017	16 625	64	81	10	10	75	16	8	84	6	10
Eswatini	2017	1 367	24	24	31	44	17	33	50	48	27	26
Éthiopie	2017	104 957	20	8	51	41	4	50	46	23	57	19
Gambie	2017	2 101	61	8	15	77	1	13	85	12	16	72
Ghana	2017	28 834	55	41	42	17	37	43	20	45	41	14
Guatemala	2017	16 914	51	77	21	3	70	27	3	83	14	2
Guinée	2017	12 717	36	17	31	52	13	33	55	26	27	47
Guinée-Bissau	2017	1 861	43	6	5	89	5	4	92	9	6	85
Guyana	2017	778	27	77	11	12	78	12	10	75	9	16
Haïti	2017	10 981	54	23	61	16	16	63	21	29	60	12
Îles Marshall	2017	53	77	83	15	2	77	19	4	84	14	2
Îles Salomon	2017	611	23	36	36	28	29	40	31	59	24	17
Inde	2017	1 339 180	34	60	38	3	49	47	3	80	19	2
Indonésie	2017	263 991	55	64	6	29	55	6	38	72	6	22
Iraq	2017	38 275	70	95	4	2	90	7	3	96	3	<1
Kazakhstan	2017	18 204	57	99	<1	<1	99	<1	<1	>99	<1	<1
Kenya	2017	49 700	27	25	35	40	22	34	44	32	40	29
Kirghizistan	2017	6 045	36	89	9	2	87	11	2	93	5	1
Lesotho	2017	2 233	28	2	3	95	<1	2	98	6	5	89
Libéria	2017	4 732	51	1	1	97	<1	1	98	2	1	97

"-" = estimation non disponible. Pour les méthodes d'estimation JMP, voir l'annexe 1. Pour des estimations non arrondies, consultez www.washdata.org.

PAYS, ZONE OU TERRITOIRE	Année	Population (en milliers)	% en milieu urbain	NIVEAU NATIONAL			MILIEU RURAL			MILIEU URBAIN		
				De base	Limité (sans eau ou sans savon)	Aucune installation	De base	Limité (sans eau ou sans savon)	Aucune installation	De base	Limité (sans eau ou sans savon)	Aucune installation
Malawi	2017	18 622	17	9	76	16	7	75	17	15	77	7
Maldives	2017	436	39	96	2	2	95	1	4	97	2	<1
Mali	2017	18 542	42	52	25	23	39	31	30	70	16	13
Mauritanie	2017	4 420	53	43	37	20	29	38	33	55	36	8
Mexique	2017	129 163	80	88	9	3	80	15	5	90	8	2
Mongolie	2017	3 076	68	71	7	22	49	10	41	81	6	12
Myanmar	2017	53 371	30	79	15	6	74	19	7	92	5	3
Namibie	2017	2 534	49	45	43	12	27	58	15	62	28	9
Népal	2017	29 305	19	48	51	<1	43	56	1	67	32	<1
Nigéria	2017	190 886	50	42	33	25	31	40	28	53	25	23
Ouganda	2017	42 863	23	21	32	47	17	33	50	34	27	39
Pakistan	2017	197 016	36	60	32	8	46	43	11	83	12	5
Paraguay	2017	6 811	61	80	18	2	72	25	3	84	13	2
Pérou	2017	32 165	78	-	-	-	56	42	3	-	-	-
Philippines	2017	104 918	47	78	12	10	73	14	13	85	9	6
République arabe syrienne	2017	18 270	54	71	21	9	69	20	11	72	21	7
République démocratique du Congo	2017	81 340	44	4	11	84	2	11	87	7	12	81
République démocratique populaire lao	2017	6 858	34	50	40	10	41	48	11	67	25	8
République dominicaine	2017	10 767	80	55	16	29	42	16	42	58	16	26
République-Unie de Tanzanie	2017	57 310	33	48	35	17	40	40	19	63	25	12
Rwanda	2017	12 208	17	5	10	86	3	10	87	13	8	79
Sao Tomé-et-Principe	2017	204	72	41	14	45	47	17	36	39	13	48
Sénégal	2017	15 851	47	24	22	54	9	23	68	42	21	37
Sierra Leone	2017	7 557	42	19	22	58	14	22	64	27	23	50
Somalie	2017	14 743	44	10	34	56	8	35	57	12	34	54
Soudan	2017	40 533	34	23	19	57	19	21	60	32	16	52
Tadjikistan	2017	8 921	27	73	23	5	67	27	6	87	11	2
Tchad	2017	14 900	23	6	18	76	2	18	79	18	19	63
Thaïlande	2017	69 038	49	84	8	8	83	10	7	85	6	9
Timor-Leste	2017	1 296	30	28	65	7	22	69	9	43	54	4
Togo	2017	7 798	41	10	12	78	4	11	85	20	13	66
Tunisie	2017	11 532	69	79	5	16	54	10	36	90	3	7
Turkménistan	2017	5 758	51	>99	<1	<1	>99	<1	<1	>99	<1	<1
Vanuatu	2017	276	25	25	43	32	17	46	36	48	33	19
Viet Nam	2017	95 541	35	86	13	2	82	16	2	93	7	<1
Yémen	2017	28 250	36	50	26	25	38	29	33	71	20	9
Zambie	2017	17 094	43	14	28	58	5	24	71	26	33	41
Zimbabwe	2017	16 530	32	37	61	2	31	67	2	49	49	3

Annexe 6 : Inégalités relatives aux services de base

PAYS, ZONE OU TERRITOIRE	Année	Quintile de richesse	EAU DE BOISSON				ASSAINISSEMENT				HYGIÈNE		
			Au moins de base	Limité (> 30 min)	Non amélioré	Eaux de surface	Au moins de base	Limité (partagé)	Non amélioré	Défecation en plein air	De base	Limité (sans eau ou sans savon)	Aucune installation
Afghanistan	2005	Des plus pauvres	39	4	31	26	12	2	46	40	-	-	-
		Des plus riches	81	2	14	4	43	17	38	2	-	-	-
Albanie	2000	Des plus pauvres	92	2	6	<1	89	2	9	<1	-	-	-
		Des plus riches	99	<1	<1	<1	>99	<1	<1	<1	-	-	-
Angola	2000	Des plus pauvres	27	11	15	47	1	<1	31	67	-	-	-
		Des plus riches	85	5	7	3	71	10	12	8	-	-	-
Arménie	2000	Des plus pauvres	95	<1	4	<1	78	3	18	<1	-	-	-
		Des plus riches	>99	<1	<1	<1	>99	<1	<1	<1	-	-	-
Bangladesh	2000	Des plus pauvres	93	2	<1	4	8	7	56	29	-	-	-
		Des plus riches	98	<1	<1	<1	63	16	21	<1	-	-	-
Biélorus	2000	Des plus pauvres	98	<1	1	<1	95	5	<1	<1	-	-	-
		Des plus riches	>99	<1	<1	<1	96	4	<1	<1	-	-	-
Belize	2000	Des plus pauvres	89	<1	6	4	75	12	2	11	-	-	-
		Des plus riches	>99	<1	<1	<1	97	2	1	<1	-	-	-
Bénin	2000	Des plus pauvres	41	7	27	25	<1	3	3	94	-	-	-
		Des plus riches	91	1	8	<1	47	36	5	11	-	-	-
Bolivie (État plurinational de)	2000	Des plus pauvres	43	<1	24	33	9	4	12	74	-	-	-
		Des plus riches	>99	<1	<1	<1	81	9	9	1	-	-	-
Bosnie-Herzégovine	2000	Des plus pauvres	96	1	3	<1	82	2	16	<1	-	-	-
		Des plus riches	99	<1	1	<1	98	<1	2	<1	-	-	-
Burkina Faso	2000	Des plus pauvres	46	18	25	11	<1	<1	<1	>99	-	-	-
		Des plus riches	87	9	4	<1	44	31	9	17	-	-	-
Burundi	2000	Des plus pauvres	37	17	20	26	42	7	41	9	-	-	-
		Des plus riches	60	13	15	12	48	17	35	<1	-	-	-
Cambodge	2000	Des plus pauvres	55	<1	25	20	<1	<1	<1	>99	-	-	-
		Des plus riches	87	<1	3	10	77	7	3	13	-	-	-
Cameroun	2000	Des plus pauvres	30	7	40	24	27	4	52	17	-	-	-
		Des plus riches	87	5	6	2	71	23	6	<1	-	-	-
Cisjordanie et bande de Gaza	2005	Des plus pauvres	96	<1	3	<1	87	5	4	4	-	-	-
		Des plus riches	>99	<1	<1	<1	96	4	<1	<1	-	-	-
Colombie	2000	Des plus pauvres	70	<1	13	17	39	9	15	37	-	-	-
		Des plus riches	>99	<1	<1	<1	96	3	<1	<1	-	-	-
Comores	2000	Des plus pauvres	77	8	10	5	3	<1	95	<1	-	-	-
		Des plus riches	96	1	2	<1	61	6	33	<1	-	-	-
Congo	2000	Des plus pauvres	19	5	51	25	2	2	76	20	-	-	-
		Des plus riches	83	13	4	<1	38	27	33	1	-	-	-
Côte d'Ivoire	2000	Des plus pauvres	46	8	27	20	5	10	19	66	-	-	-
		Des plus riches	98	1	1	<1	67	20	12	1	-	-	-
Égypte	2000	Des plus pauvres	95	1	4	<1	76	6	9	10	-	-	-
		Des plus riches	>99	<1	<1	<1	>99	<1	<1	<1	-	-	-
Eswatini	2000	Des plus pauvres	23	6	19	51	23	8	11	58	-	-	-
		Des plus riches	85	1	6	7	64	34	1	<1	-	-	-
Éthiopie	2000	Des plus pauvres	8	5	50	37	1	<1	5	93	-	-	-
		Des plus riches	58	7	20	14	12	15	33	40	-	-	-
Gabon	2000	Des plus pauvres	34	12	17	36	18	31	46	5	-	-	-
		Des plus riches	97	2	<1	<1	87	8	4	<1	-	-	-
Gambie	2000	Des plus pauvres	62	12	27	<1	39	20	19	23	-	-	-
		Des plus riches	92	3	5	<1	79	20	<1	<1	-	-	-
Géorgie	2000	Des plus pauvres	92	4	4	<1	98	2	<1	<1	-	-	-
		Des plus riches	>99	<1	<1	<1	99	<1	<1	<1	-	-	-
Ghana	2000	Des plus pauvres	44	10	13	34	7	16	16	60	-	-	-
		Des plus riches	98	2	<1	<1	41	46	10	3	-	-	-
Guatemala	2000	Des plus pauvres	80	2	2	15	36	2	37	24	-	-	-
		Des plus riches	98	<1	2	<1	94	4	2	<1	-	-	-
Guinée	2000	Des plus pauvres	46	7	22	26	4	3	45	48	-	-	-
		Des plus riches	89	4	6	1	39	31	29	<1	-	-	-
Guinée-Bissau	2000	Des plus pauvres	39	3	54	3	7	4	33	55	-	-	-
		Des plus riches	84	4	12	<1	26	22	50	1	-	-	-

PAYS, ZONE OU TERRITOIRE	Année	Quintile de richesse	EAU DE BOISSON				ASSAINISSEMENT				HYGIÈNE		
			Au moins de base	Limité (> 30 min)	Non amélioré	Eaux de surface	Au moins de base	Limité (partagé)	Non amélioré	Défécation en plein air	De base	Limité (sans eau ou sans savon)	Aucune installation
Afghanistan	2017	Des plus pauvres	45	4	34	16	31	6	44	18	21	45	34
		Des plus riches	92	2	5	1	56	22	21	<1	65	20	15
Albanie	2017	Des plus pauvres	92	2	5	<1	91	2	7	<1	-	-	-
		Des plus riches	98	<1	<1	<1	98	<1	1	<1	-	-	-
Angola	2017	Des plus pauvres	17	7	20	56	12	5	8	75	9	14	77
		Des plus riches	94	6	<1	<1	88	12	<1	<1	57	11	33
Arménie	2017	Des plus pauvres	>99	<1	<1	<1	84	3	13	<1	89	9	2
		Des plus riches	>99	<1	<1	<1	97	<1	3	<1	>99	<1	<1
Bangladesh	2017	Des plus pauvres	95	2	1	1	23	19	54	5	5	70	25
		Des plus riches	>99	<1	<1	<1	75	19	7	<1	65	30	5
Bélarus	2017	Des plus pauvres	99	<1	<1	<1	89	5	7	<1	-	-	-
		Des plus riches	>99	<1	<1	<1	96	4	<1	<1	-	-	-
Belize	2017	Des plus pauvres	97	<1	2	<1	69	11	15	4	85	14	1
		Des plus riches	98	<1	2	<1	98	2	<1	<1	96	4	<1
Bénin	2017	Des plus pauvres	56	10	23	12	<1	4	4	92	4	11	84
		Des plus riches	90	1	9	<1	46	36	12	6	26	9	65
Bolivie (État plurinational de)	2017	Des plus pauvres	79	<1	7	13	20	9	21	49	7	43	50
		Des plus riches	>99	<1	<1	<1	87	10	2	<1	41	8	52
Bosnie-Herzégovine	2017	Des plus pauvres	98	1	<1	<1	84	2	14	<1	-	-	-
		Des plus riches	>99	<1	<1	<1	99	<1	1	<1	-	-	<1
Burkina Faso	2017	Des plus pauvres	49	20	23	8	10	13	2	75	-	-	-
		Des plus riches	88	9	3	<1	58	41	1	<1	-	-	-
Burundi	2017	Des plus pauvres	56	25	16	3	32	5	56	7	2	96	2
		Des plus riches	79	17	4	<1	63	22	14	<1	17	82	<1
Cambodge	2017	Des plus pauvres	60	<1	18	21	15	6	1	78	39	25	35
		Des plus riches	96	<1	3	<1	92	8	<1	<1	87	5	8
Cameroun	2017	Des plus pauvres	40	9	36	16	8	1	60	31	2	8	90
		Des plus riches	94	5	<1	<1	74	24	3	<1	27	4	69
Cisjordanie et bande de Gaza	2017	Des plus pauvres	>99	<1	<1	<1	94	6	<1	<1	-	-	-
		Des plus riches	>99	<1	<1	<1	96	4	<1	<1	-	-	-
Colombie	2017	Des plus pauvres	77	<1	9	14	58	14	6	22	-	-	-
		Des plus riches	>99	<1	<1	<1	97	3	<1	<1	-	-	-
Comores	2017	Des plus pauvres	76	8	14	2	29	8	62	<1	-	-	-
		Des plus riches	93	1	6	<1	54	5	41	<1	-	-	-
Congo	2017	Des plus pauvres	34	8	30	28	3	3	61	33	30	46	25
		Des plus riches	85	13	1	<1	53	38	8	<1	66	23	12
Côte d'Ivoire	2017	Des plus pauvres	53	9	26	11	5	10	26	58	7	36	57
		Des plus riches	98	1	<1	<1	71	22	7	<1	46	23	31
Égypte	2017	Des plus pauvres	99	1	<1	<1	89	7	4	<1	87	31	<1
		Des plus riches	>99	<1	<1	<1	98	<1	2	<1	>99	6	<1
Eswatini	2017	Des plus pauvres	45	12	17	26	42	15	11	32	8	33	59
		Des plus riches	98	2	<1	<1	63	33	3	<1	59	26	15
Éthiopie	2017	Des plus pauvres	27	18	39	17	5	1	48	45	2	47	52
		Des plus riches	86	11	3	<1	21	27	50	2	24	72	4
Gabon	2017	Des plus pauvres	58	21	5	16	14	25	55	6	-	-	-
		Des plus riches	96	2	2	<1	86	8	6	<1	-	-	-
Gambie	2017	Des plus pauvres	68	13	19	<1	27	14	55	5	<1	15	84
		Des plus riches	95	3	1	<1	72	18	10	<1	24	14	61
Géorgie	2017	Des plus pauvres	91	4	4	<1	65	1	34	<1	-	-	-
		Des plus riches	>99	<1	<1	<1	>99	<1	<1	<1	-	-	-
Ghana	2017	Des plus pauvres	54	12	9	25	9	20	19	53	12	18	70
		Des plus riches	94	2	4	<1	45	51	3	1	52	18	30
Guatemala	2017	Des plus pauvres	77	2	8	12	45	3	32	20	25	22	3
		Des plus riches	>99	<1	<1	<1	93	4	4	<1	46	3	1
Guinée	2017	Des plus pauvres	57	9	19	16	8	7	56	28	6	30	64
		Des plus riches	95	5	<1	<1	55	43	2	<1	30	22	48
Guinée-Bissau	2017	Des plus pauvres	48	4	47	<1	8	5	33	53	6	9	>99
		Des plus riches	89	4	6	<1	44	37	20	<1	19	12	83

PAYS, ZONE OU TERRITOIRE	Année	Quintile de richesse	EAU DE BOISSON				ASSAINISSEMENT				HYGIÈNE		
			Au moins de base	Limité (> 30 min)	Non amélioré	Eaux de surface	Au moins de base	Limité (partagé)	Non amélioré	Défécation en plein air	De base	Limité (sans eau ou sans savon)	Aucune installation
Guyana	2000	Des plus pauvres	67	<1	10	22	56	11	27	6	-	-	-
		Des plus riches	>99	<1	<1	<1	94	4	3	<1	-	-	-
Haïti	2000	Des plus pauvres	22	10	60	8	3	2	23	72	-	-	-
		Des plus riches	93	4	3	<1	43	18	37	2	-	-	-
Honduras	2000	Des plus pauvres	81	<1	16	2	43	5	12	41	-	-	-
		Des plus riches	99	<1	1	<1	90	4	3	3	-	-	-
Inde	2000	Des plus pauvres	73	4	19	3	3	1	2	94	-	-	-
		Des plus riches	95	<1	3	<1	81	8	4	7	-	-	-
Indonésie	2000	Des plus pauvres	47	2	39	12	16	8	23	53	-	-	-
		Des plus riches	88	<1	12	<1	87	2	7	4	-	-	-
Iraq	2000	Des plus pauvres	80	2	9	9	78	8	8	5	-	-	-
		Des plus riches	95	<1	5	<1	93	6	<1	<1	-	-	-
Jamaïque	2000	Des plus pauvres	87	3	6	3	74	21	1	4	-	-	-
		Des plus riches	95	<1	1	3	>99	<1	<1	<1	-	-	-
Jordanie	2000	Des plus pauvres	>99	<1	<1	<1	95	2	2	<1	-	-	-
		Des plus riches	>99	<1	<1	<1	98	2	<1	<1	-	-	-
Kazakhstan	2000	Des plus pauvres	87	2	6	5	96	3	1	<1	-	-	-
		Des plus riches	>99	<1	<1	<1	99	<1	<1	<1	-	-	-
Kenya	2000	Des plus pauvres	27	9	21	44	5	5	43	47	-	-	-
		Des plus riches	89	3	3	4	49	36	15	<1	-	-	-
Kirghizistan	2000	Des plus pauvres	75	1	8	16	93	1	6	<1	-	-	-
		Des plus riches	>99	<1	<1	<1	97	3	<1	<1	-	-	-
Lesotho	2000	Des plus pauvres	56	9	35	<1	4	<1	11	84	-	-	-
		Des plus riches	84	6	10	<1	42	19	35	5	-	-	-
Libéria	2005	Des plus pauvres	37	2	30	31	1	8	6	84	-	-	-
		Des plus riches	85	6	9	<1	38	21	26	15	-	-	-
Macédoine du Nord	2000	Des plus pauvres	97	1	<1	<1	77	7	15	<1	-	-	-
		Des plus riches	>99	<1	<1	<1	98	<1	2	<1	-	-	-
Madagascar	2000	Des plus pauvres	9	<1	30	60	<1	<1	18	82	-	-	-
		Des plus riches	88	2	10	<1	7	8	83	3	-	-	-
Malawi	2000	Des plus pauvres	41	14	33	12	12	9	47	32	-	-	-
		Des plus riches	76	12	10	3	42	19	38	2	-	-	-
Mali	2000	Des plus pauvres	36	2	56	5	19	4	54	23	-	-	-
		Des plus riches	76	3	20	<1	57	31	11	<1	-	-	-
Mauritanie	2000	Des plus pauvres	21	16	59	4	3	1	19	76	-	-	-
		Des plus riches	80	13	3	4	76	14	7	2	-	-	-
Mexique	2000	Des plus pauvres	84	1	4	11	67	9	6	18	-	-	-
		Des plus riches	>99	<1	<1	<1	>99	<1	<1	<1	-	-	-
Mongolie	2000	Des plus pauvres	18	5	31	47	4	4	17	75	-	-	-
		Des plus riches	>99	<1	<1	<1	95	5	<1	<1	-	-	-
Monténégro	2000	Des plus pauvres	92	<1	5	2	93	2	3	1	-	-	-
		Des plus riches	>99	<1	<1	<1	>99	<1	<1	<1	-	-	-
Mozambique	2000	Des plus pauvres	14	6	62	19	11	2	21	66	-	-	-
		Des plus riches	80	4	15	2	42	8	45	5	-	-	-
Namibie	2000	Des plus pauvres	53	11	18	18	1	<1	3	95	-	-	-
		Des plus riches	>99	<1	<1	<1	88	10	<1	<1	-	-	-
Népal	2000	Des plus pauvres	66	4	22	7	<1	<1	5	95	-	-	-
		Des plus riches	91	1	7	1	57	22	6	16	-	-	-
Nicaragua	2000	Des plus pauvres	53	<1	32	15	26	2	19	53	-	-	-
		Des plus riches	98	<1	2	<1	85	4	11	<1	-	-	-
Niger	2000	Des plus pauvres	28	14	57	1	1	1	3	95	-	-	-
		Des plus riches	69	12	18	<1	38	30	8	24	-	-	-
Nigéria	2000	Des plus pauvres	19	3	49	29	15	3	34	48	-	-	-
		Des plus riches	81	4	11	4	49	37	8	7	-	-	-
Ouganda	2000	Des plus pauvres	24	30	28	17	8	7	52	33	-	-	-
		Des plus riches	64	14	17	5	32	30	37	1	-	-	-
Pakistan	2000	Des plus pauvres	81	8	6	6	13	4	7	76	-	-	-
		Des plus riches	96	2	<1	2	89	4	5	2	-	-	-
Paraguay	2000	Des plus pauvres	36	<1	56	8	30	2	66	2	-	-	-
		Des plus riches	98	<1	2	<1	99	<1	<1	<1	-	-	-
Pérou	2000	Des plus pauvres	60	1	23	16	22	1	20	57	-	-	-
		Des plus riches	>99	<1	<1	<1	95	3	2	<1	-	-	-

PAYS, ZONE OU TERRITOIRE	Année	Quintile de richesse	EAU DE BOISSON				ASSAINISSEMENT				HYGIÈNE		
			Au moins de base	Limité (> 30 min)	Non amélioré	Eaux de surface	Au moins de base	Limité (partagé)	Non amélioré	Défécation en plein air	De base	Limité (sans eau ou sans savon)	Aucune installation
Guyana	2017	Des plus pauvres	82	<1	8	9	68	13	15	3	62	19	19
		Des plus riches	>99	<1	<1	<1	96	4	<1	<1	92	2	6
Haïti	2017	Des plus pauvres	28	12	57	2	12	7	27	54	13	64	23
		Des plus riches	94	4	2	<1	68	29	2	<1	40	51	8
Honduras	2017	Des plus pauvres	94	1	2	3	54	6	9	31	-	-	-
		Des plus riches	>99	<1	<1	<1	94	4	2	<1	-	-	-
Inde	2017	Des plus pauvres	86	5	8	<1	10	4	3	82	25	69	6
		Des plus riches	98	<1	<1	<1	88	9	2	1	92	7	1
Indonésie	2017	Des plus pauvres	71	3	20	7	42	22	8	28	-	-	-
		Des plus riches	98	<1	1	<1	96	2	<1	<1	-	-	-
Iraq	2017	Des plus pauvres	89	2	2	7	78	8	11	3	-	-	-
		Des plus riches	99	<1	1	<1	91	6	3	<1	-	-	<1
Jamaïque	2017	Des plus pauvres	86	3	7	4	74	21	2	3	-	-	-
		Des plus riches	98	<1	1	<1	99	<1	<1	<1	-	-	-
Jordanie	2017	Des plus pauvres	>99	<1	<1	<1	98	2	<1	<1	-	-	-
		Des plus riches	>99	<1	<1	<1	98	2	<1	<1	-	-	-
Kazakhstan	2017	Des plus pauvres	97	3	<1	<1	97	3	<1	<1	98	2	<1
		Des plus riches	>99	<1	<1	<1	>99	<1	<1	<1	>99	<1	<1
Kenya	2017	Des plus pauvres	37	13	14	37	11	11	36	43	3	15	82
		Des plus riches	92	3	3	2	51	37	12	<1	37	17	46
Kirghizistan	2017	Des plus pauvres	71	1	3	25	99	1	<1	<1	77	20	3
		Des plus riches	98	<1	<1	1	96	3	<1	<1	96	3	<1
Lesotho	2017	Des plus pauvres	56	9	34	2	28	3	<1	69	<1	<1	99
		Des plus riches	91	6	3	<1	64	29	6	<1	8	6	86
Libéria	2017	Des plus pauvres	56	3	5	36	2	13	16	69	<1	2	98
		Des plus riches	91	6	2	<1	58	33	7	2	5	3	93
Macédoine du Nord	2017	Des plus pauvres	98	1	1	<1	73	7	17	3	-	-	-
		Des plus riches	>99	<1	<1	<1	>99	<1	<1	<1	-	-	-
Madagascar	2017	Des plus pauvres	20	2	52	26	2	4	25	70	-	-	-
		Des plus riches	82	2	14	3	17	21	46	16	-	-	-
Malawi	2017	Des plus pauvres	61	22	14	3	15	12	59	14	<1	42	49
		Des plus riches	84	13	3	<1	41	19	40	<1	12	46	38
Mali	2017	Des plus pauvres	53	4	40	3	13	3	53	30	2	25	73
		Des plus riches	96	4	<1	<1	60	33	7	<1	23	30	47
Mauritanie	2017	Des plus pauvres	34	25	39	2	4	2	4	90	11	31	58
		Des plus riches	86	14	<1	<1	78	14	7	<1	40	50	11
Mexique	2017	Des plus pauvres	97	2	2	<1	80	11	4	4	80	15	5
		Des plus riches	>99	<1	<1	<1	>99	<1	<1	<1	97	3	<1
Mongolie	2017	Des plus pauvres	66	18	2	15	37	32	17	14	42	9	49
		Des plus riches	>99	<1	<1	<1	95	5	<1	<1	97	<1	2
Monténégro	2017	Des plus pauvres	98	1	<1	<1	85	2	13	<1	-	-	-
		Des plus riches	>99	<1	<1	<1	>99	<1	<1	<1	-	-	-
Mozambique	2017	Des plus pauvres	34	15	30	21	8	1	40	50	-	-	-
		Des plus riches	94	5	1	<1	75	14	10	<1	-	-	-
Namibie	2017	Des plus pauvres	57	12	16	15	4	2	2	92	17	60	23
		Des plus riches	>99	<1	<1	<1	87	10	2	<1	79	16	5
Népal	2017	Des plus pauvres	81	5	5	8	69	10	4	17	32	66	2
		Des plus riches	99	1	<1	<1	72	28	<1	<1	86	13	<1
Nicaragua	2017	Des plus pauvres	51	<1	32	17	46	3	22	29	-	-	-
		Des plus riches	98	<1	2	<1	92	4	4	<1	-	-	-
Niger	2017	Des plus pauvres	45	23	31	<1	3	3	8	86	-	-	-
		Des plus riches	73	13	13	1	36	28	7	29	-	-	-
Nigéria	2017	Des plus pauvres	38	7	40	15	17	3	32	48	4	80	16
		Des plus riches	95	4	<1	<1	52	39	5	4	29	66	6
Ouganda	2017	Des plus pauvres	34	42	14	10	5	5	69	21	2	36	62
		Des plus riches	77	17	4	3	43	40	17	<1	19	48	33
Pakistan	2017	Des plus pauvres	80	8	8	4	25	9	15	52	15	70	15
		Des plus riches	97	2	<1	<1	93	4	3	<1	92	3	4
Paraguay	2017	Des plus pauvres	98	<1	1	<1	60	4	36	<1	56	40	4
		Des plus riches	98	<1	2	<1	99	<1	<1	<1	94	3	3
Pérou	2017	Des plus pauvres	77	2	11	10	54	3	25	18	-	-	-
		Des plus riches	>99	<1	<1	<1	97	3	<1	<1	-	-	-

PAYS, ZONE OU TERRITOIRE	Année	Quintile de richesse	EAU DE BOISSON				ASSAINISSEMENT				HYGIÈNE		
			Au moins de base	Limité (> 30 min)	Non amélioré	Eaux de surface	Au moins de base	Limité (partagé)	Non amélioré	Défécation en plein air	De base	Limité (sans eau ou sans savon)	Aucune installation
Philippines	2000	Des plus pauvres	65	3	30	2	31	15	17	37	-	-	-
		Des plus riches	99	<1	<1	<1	95	5	<1	<1	-	-	-
République centrafricaine	2000	Des plus pauvres	45	12	34	9	2	1	66	30	-	-	-
		Des plus riches	76	13	9	1	39	19	39	3	-	-	-
République de Moldova	2000	Des plus pauvres	86	2	12	<1	54	6	40	<1	-	-	-
		Des plus riches	98	<1	1	<1	87	5	8	<1	-	-	-
République démocratique du Congo	2000	Des plus pauvres	13	7	52	28	16	14	49	22	-	-	-
		Des plus riches	81	10	8	1	26	41	32	1	-	-	-
République démocratique populaire lao	2000	Des plus pauvres	22	<1	30	48	5	<1	7	87	-	-	-
		Des plus riches	56	<1	34	9	41	<1	9	49	-	-	-
République dominicaine	2000	Des plus pauvres	80	3	8	10	52	23	10	15	-	-	-
		Des plus riches	97	<1	2	<1	99	1	<1	<1	-	-	-
République-Unie de Tanzanie	2000	Des plus pauvres	17	10	45	29	<1	<1	68	32	-	-	-
		Des plus riches	79	6	11	4	21	13	65	<1	-	-	-
Rwanda	2000	Des plus pauvres	44	24	17	15	27	8	60	5	-	-	-
		Des plus riches	68	13	10	9	62	26	11	<1	-	-	-
Sainte-Lucie	2000	Des plus pauvres	84	<1	16	<1	51	14	2	33	-	-	-
		Des plus riches	>99	<1	<1	<1	99	1	<1	<1	-	-	-
Sao Tomé-et-Principe	2000	Des plus pauvres	71	11	3	14	9	4	<1	87	-	-	-
		Des plus riches	81	9	5	5	58	5	2	35	-	-	-
Sénégal	2000	Des plus pauvres	36	7	56	<1	15	5	23	57	-	-	-
		Des plus riches	96	<1	3	<1	77	14	8	<1	-	-	-
Serbie	2000	Des plus pauvres	97	<1	2	<1	98	2	<1	<1	-	-	-
		Des plus riches	>99	<1	<1	<1	>99	<1	<1	<1	-	-	-
Sierra Leone	2000	Des plus pauvres	25	2	18	55	2	9	51	39	-	-	-
		Des plus riches	68	12	14	6	28	41	28	3	-	-	-
Somalie	2000	Des plus pauvres	2	2	58	37	6	5	2	87	-	-	-
		Des plus riches	86	6	7	<1	44	40	15	<1	-	-	-
Soudan	2005	Des plus pauvres	47	27	26	<1	5	1	38	55	-	-	-
		Des plus riches	98	<1	1	<1	63	12	23	1	-	-	-
Suriname	2000	Des plus pauvres	61	<1	4	34	40	16	11	33	-	-	-
		Des plus riches	>99	<1	<1	<1	97	3	<1	<1	-	-	-
Tadjikistan	2000	Des plus pauvres	40	4	12	44	84	1	12	2	-	-	-
		Des plus riches	88	2	1	9	94	3	2	2	-	-	-
Tchad	2000	Des plus pauvres	25	11	63	<1	1	1	3	95	-	-	-
		Des plus riches	62	7	28	4	21	17	38	24	-	-	-
Thaïlande	2000	Des plus pauvres	91	<1	8	1	92	5	<1	3	-	-	-
		Des plus riches	>99	<1	<1	<1	>99	<1	<1	<1	-	-	-
Togo	2000	Des plus pauvres	21	4	34	41	<1	2	11	86	-	-	-
		Des plus riches	82	2	15	1	41	43	3	13	-	-	-
Trinité-et-Tobago	2000	Des plus pauvres	89	2	7	2	81	12	6	<1	-	-	-
		Des plus riches	99	<1	<1	<1	99	1	<1	<1	-	-	-
Tunisie	2000	Des plus pauvres	79	9	10	2	46	5	14	35	-	-	-
		Des plus riches	99	<1	<1	<1	96	<1	3	<1	-	-	-
Turkménistan	2000	Des plus pauvres	92	<1	1	6	96	2	2	<1	-	-	-
		Des plus riches	>99	<1	<1	<1	96	4	<1	<1	-	-	-
Turquie	2000	Des plus pauvres	96	1	3	<1	55	3	39	3	-	-	-
		Des plus riches	98	<1	<1	<1	99	<1	1	<1	-	-	-
Ukraine	2000	Des plus pauvres	93	<1	6	<1	87	3	10	<1	-	-	-
		Des plus riches	96	<1	3	<1	98	<1	1	<1	-	-	-
Uruguay	2000	Des plus pauvres	98	1	<1	<1	96	4	<1	<1	-	-	-
		Des plus riches	>99	<1	<1	<1	98	2	<1	<1	-	-	-
Viet Nam	2000	Des plus pauvres	62	<1	19	19	12	2	43	43	-	-	-
		Des plus riches	97	<1	2	1	91	2	5	2	-	-	-
Yémen	2000	Des plus pauvres	19	14	57	10	7	<1	26	66	-	-	-
		Des plus riches	96	3	1	<1	88	1	10	<1	-	-	-
Zambie	2000	Des plus pauvres	25	4	44	27	3	1	34	62	-	-	-
		Des plus riches	93	2	5	<1	67	28	5	<1	-	-	-
Zimbabwe	2000	Des plus pauvres	45	17	26	12	13	10	6	71	-	-	-
		Des plus riches	96	3	1	<1	66	33	<1	<1	-	-	-

PAYS, ZONE OU TERRITOIRE	Année	Quintile de richesse	EAU DE BOISSON				ASSAINISSEMENT				HYGIÈNE		
			Au moins de base	Limité (> 30 min)	Non amélioré	Eaux de surface	Au moins de base	Limité (partagé)	Non amélioré	Défécation en plein air	De base	Limité (sans eau ou sans savon)	Aucune installation
Philippines	2017	Des plus pauvres	83	4	13	<1	50	24	8	18	52	39	9
		Des plus riches	>99	<1	<1	<1	95	5	<1	<1	93	4	3
République centrafricaine	2017	Des plus pauvres	42	11	39	8	<1	<1	31	67	-	-	-
		Des plus riches	75	13	11	<1	67	32	<1	<1	-	-	-
République de Moldova	2017	Des plus pauvres	71	2	27	<1	59	7	33	<1	-	-	-
		Des plus riches	97	<1	2	<1	95	5	<1	<1	-	-	-
République démocratique du Congo	2017	Des plus pauvres	15	8	62	15	16	14	44	27	<1	7	93
		Des plus riches	85	10	5	<1	26	40	33	2	11	13	76
République démocratique populaire lao	2017	Des plus pauvres	68	<1	23	9	29	1	4	65	-	-	-
		Des plus riches	>99	<1	<1	<1	98	2	<1	<1	-	-	-
République dominicaine	2017	Des plus pauvres	94	3	1	2	60	27	4	9	24	20	56
		Des plus riches	98	<1	1	<1	98	1	<1	<1	83	9	8
République-Unie de Tanzanie	2017	Des plus pauvres	24	13	42	20	16	4	52	27	<1	77	22
		Des plus riches	87	7	4	2	57	35	7	<1	17	74	9
Rwanda	2017	Des plus pauvres	43	23	24	10	48	14	33	6	<1	10	89
		Des plus riches	77	14	6	3	67	28	5	<1	14	9	77
Sainte-Lucie	2017	Des plus pauvres	>99	<1	<1	<1	77	21	<1	1	-	-	-
		Des plus riches	>99	<1	<1	<1	99	1	<1	<1	-	-	-
Sao Tomé-et-Principe	2017	Des plus pauvres	80	13	1	6	13	5	2	80	25	19	55
		Des plus riches	90	10	<1	<1	85	7	<1	8	65	9	26
Sénégal	2017	Des plus pauvres	48	9	42	<1	10	4	43	44	2	5	93
		Des plus riches	98	<1	1	<1	84	16	<1	<1	37	24	39
Serbie	2017	Des plus pauvres	98	<1	2	<1	88	2	10	<1	-	-	-
		Des plus riches	>99	<1	<1	<1	>99	<1	<1	<1	-	<1	-
Sierra Leone	2017	Des plus pauvres	38	2	26	34	3	19	37	40	<1	23	77
		Des plus riches	82	14	3	<1	36	53	10	1	13	39	48
Somalie	2017	Des plus pauvres	32	40	25	3	3	2	23	72	-	-	-
		Des plus riches	93	7	<1	<1	50	46	3	<1	-	-	-
Soudan	2017	Des plus pauvres	35	20	45	<1	7	1	37	54	16	13	71
		Des plus riches	96	<1	3	<1	81	16	3	<1	49	19	32
Suriname	2017	Des plus pauvres	89	<1	2	8	50	20	10	20	-	-	-
		Des plus riches	>99	<1	<1	<1	97	3	<1	<1	-	-	-
Tadjikistan	2017	Des plus pauvres	72	7	3	18	97	1	1	<1	46	43	11
		Des plus riches	96	2	1	2	96	3	1	<1	87	11	2
Tchad	2017	Des plus pauvres	25	11	47	18	<1	<1	10	88	<1	10	94
		Des plus riches	83	9	7	<1	36	28	25	11	10	19	72
Thaïlande	2017	Des plus pauvres	98	<1	<1	2	94	5	<1	<1	72	20	8
		Des plus riches	>99	<1	<1	<1	>99	<1	<1	<1	89	3	8
Togo	2017	Des plus pauvres	34	6	28	33	3	5	9	84	-	-	-
		Des plus riches	95	2	2	<1	44	47	6	3	-	-	-
Trinité-et-Tobago	2017	Des plus pauvres	98	2	<1	<1	84	13	3	<1	-	-	-
		Des plus riches	>99	<1	<1	<1	99	1	<1	<1	-	-	-
Tunisie	2017	Des plus pauvres	83	9	8	<1	80	9	4	7	-	-	-
		Des plus riches	>99	<1	<1	<1	>99	<1	<1	<1	-	<1	-
Turkménistan	2017	Des plus pauvres	99	<1	<1	<1	98	2	<1	<1	98	1	1
		Des plus riches	>99	<1	<1	<1	96	4	<1	<1	>99	<1	<1
Turquie	2017	Des plus pauvres	96	1	2	<1	92	5	3	<1	-	-	-
		Des plus riches	99	<1	<1	<1	>99	<1	<1	<1	-	-	-
Ukraine	2017	Des plus pauvres	>99	<1	<1	<1	96	3	1	<1	-	-	-
		Des plus riches	99	1	<1	<1	>99	<1	<1	<1	-	-	-
Uruguay	2017	Des plus pauvres	98	1	1	<1	88	4	5	3	-	-	-
		Des plus riches	>99	<1	<1	<1	98	1	<1	<1	-	-	-
Viet Nam	2017	Des plus pauvres	84	<1	15	<1	41	5	35	19	64	31	5
		Des plus riches	>99	<1	<1	<1	98	2	<1	<1	97	2	<1
Yémen	2017	Des plus pauvres	35	25	37	3	13	2	26	59	20	43	37
		Des plus riches	96	3	<1	<1	96	1	<1	2	76	15	9
Zambie	2017	Des plus pauvres	34	6	41	19	15	5	48	32	2	22	76
		Des plus riches	93	2	4	<1	64	26	10	<1	41	32	27
Zimbabwe	2017	Des plus pauvres	39	14	30	17	10	8	17	65	6	59	35
		Des plus riches	96	3	<1	<1	65	33	2	<1	52	39	9

Annexe 7 : Estimations régionales et mondiales relatives à l'approvisionnement en eau de boisson

RÉGION	Année	Population (en milliers)	% en milieu urbain	NIVEAU NATIONAL					MILIEU RURAL					MILIEU URBAIN				
				Au moins de base	Limité (> 30 min)	Non amélioré	Eaux de surface	Taux annuel de changement (services de base)	Au moins de base	Limité (> 30 min)	Non amélioré	Eaux de surface	Taux annuel de changement (services de base)	Au moins de base	Limité (> 30 min)	Non amélioré	Eaux de surface	Taux annuel de changement (services de base)
RÉGIONS ODD																		
Australie et Nouvelle-Zélande	2000	22 925	85	>99	<1	<1	<1	0.01	>99	<1	<1	<1	0.05	>99	<1	<1	<1	0.01
	2017	29 156	86	>99	<1	<1	<1		>99	<1	<1	<1		>99	<1	<1	<1	
Asie centrale et Asie du Sud	2000	1 508 317	30	81	5	12	2	0.67	76	6	15	3	0.83	93	3	4	<1	0.20
	2017	1 939 824	36	93	<1	5	1		91	1	7	2		96	<1	3	<1	
Asie de l'Est et Asie du Sud-Est	2000	2 037 035	41	81	1	14	3	0.68	71	1	22	6	0.91	97	<1	2	<1	0.07
	2017	2 296 945	58	93	<1	5	<1		86	1	11	1		98	<1	2	<1	
Europe et Amérique du Nord	2000	1 040 046	73	99	<1	1	<1	0.01	96	<1	3	<1	0.10	>99	<1	<1	<1	-0.02
	2017	1 103 282	77	99	<1	<1	<1		98	<1	2	<1		>99	<1	<1	<1	
Amérique latine et Caraïbes	2000	525 795	76	90	<1	6	3	0.38	71	2	17	10	0.98	97	<1	3	<1	0.14
	2017	645 593	80	97	<1	2	1		88	2	6	5		99	<1	<1	<1	
Afrique du Nord et Asie de l'Ouest	2000	357 578	56	84	4	10	2	0.46	71	6	18	5	0.79	94	2	3	<1	0.13
	2017	501 263	62	92	5	2	1		84	9	3	4		97	3	<1	<1	
Océanie	2000	8 305	23	52	1	20	26	0.16	40	1	24	34	0.20	91	1	7	<1	0.08
	2017	11 534	23	55	2	6	38		44	2	6	48		92	2	3	3	
Afrique subsaharienne	2000	645 007	31	46	9	26	19	0.89	31	9	34	26	0.86	78	9	9	4	0.36
	2017	1 022 664	40	61	13	18	8		45	17	25	13		84	8	6	1	
AUTRES REGROUPEMENTS RÉGIONAUX																		
Pays les moins avancés	2000	664 805	25	51	9	26	15	0.82	42	8	31	19	0.75	76	9	11	4	0.47
	2017	1 002 486	33	65	13	15	7		55	15	20	10		84	9	6	1	
Pays en développement sans littoral	2000	335 283	27	51	8	25	15	0.77	38	10	32	20	0.88	86	5	7	2	0.21
	2017	503 550	30	64	15	15	6		53	19	20	8		90	7	3	<1	
Petits États insulaires en développement	2000	56 534	57	80	3	10	7	0.16	61	4	18	16	0.14	95	1	3	<1	0.01
	2017	69 024	62	83	3	7	7		64	5	14	17		95	2	3	<1	
MONDE	2000	6 145 007	47	81	3	12	4	0.48	69	4	19	7	0.70	95	2	3	<1	0.07
	2017	7 550 262	55	90	3	6	2		81	4	11	4		97	1	2	<1	

RÉGION	Année	NIVEAU NATIONAL					MILIEU RURAL					MILIEU URBAIN							
		Proportion de la population utilisant un point d'eau amélioré					Proportion de la population utilisant un point d'eau amélioré					Proportion de la population utilisant un point d'eau amélioré							
		Gérés en toute sécurité	Accessible à domicile	Disponible au besoin	Exempt de contamination	Avec canalisation	Sans canalisation	Gérés en toute sécurité	Accessible à domicile	Disponible au besoin	Exempt de contamination	Avec canalisation	Sans canalisation	Gérés en toute sécurité	Accessible à domicile	Disponible au besoin	Exempt de contamination	Avec canalisation	Sans canalisation
RÉGIONS ODD																			
Australie et Nouvelle-Zélande	2000	-	97	92	-	86	13	-	89	90	-	65	34	92	98	92	96	90	10
	2017	-	98	96	-	93	7	-	90	96	-	86	14	97	99	97	>99	94	6
Asie centrale et Asie du Sud	2000	41	44	72	53	43	43	31	31	65	48	30	52	66	75	89	66	72	23
	2017	60	67	82	62	42	51	60	60	79	62	29	63	62	80	88	62	67	30
Asie de l'Est et Asie du Sud-Est	2000	-	66	78	-	49	33	-	48	67	-	28	45	91	92	95	91	80	17
	2017	-	86	90	-	67	27	-	79	81	-	44	44	91	91	96	92	83	15
Europe et Amérique du Nord	2000	90	92	-	96	93	6	-	78	-	-	80	16	97	97	-	>99	98	2
	2017	95	95	-	98	96	3	-	90	-	-	90	9	97	97	-	>99	98	1
Amérique latine et Caraïbes	2000	56	82	76	56	83	9	-	54	57	-	54	20	82	91	82	90	92	5
	2017	74	93	79	82	92	6	42	80	65	42	75	15	82	97	82	92	96	3
Afrique du Nord et Asie de l'Ouest	2000	-	75	67	-	75	13	-	57	56	-	57	20	-	89	75	-	89	7
	2017	-	84	80	-	83	14	-	71	72	-	72	21	-	92	85	-	89	10
Océanie	2000	-	37	46	-	37	16	-	26	-	-	23	19	-	72	91	-	83	9
	2017	-	37	-	-	34	23	-	26	-	-	22	23	-	73	94	-	72	22
Afrique subsaharienne	2000	18	18	43	27	29	25	6	6	32	14	13	27	42	42	67	54	65	22
	2017	27	27	57	33	33	41	12	12	50	19	18	44	50	50	69	54	56	36
AUTRES REGROUPEMENTS RÉGIONAUX																			
Pays les moins avancés	2000	25	25	45	31	20	39	18	18	41	27	10	41	45	46	56	45	52	33
	2017	35	37	58	37	31	47	26	26	57	30	17	53	52	58	61	52	60	33
Pays en développement sans littoral	2000	26	26	49	35	33	27	12	12	41	24	16	32	64	64	70	67	78	13
	2017	35	35	66	40	41	38	20	20	62	27	25	46	69	70	74	69	77	19
Petits États insulaires en développement	2000	-	65	65	-	66	17	-	41	-	-	41	25	-	82	78	-	85	11
	2017	-	68	69	-	64	22	-	46	-	-	42	26	-	82	83	-	78	19
MONDE	2000	61	61	74	62	57	27	39	39	62	42	33	40	86	87	88	86	85	12
	2017	71	75	82	71	64	29	53	60	74	53	40	46	85	87	88	85	83	15

Annexe 8 : Estimations régionales et mondiales relatives à l'assainissement

RÉGION	Année	Population (en milliers)	% en milieu urbain	NIVEAU NATIONAL						MILIEU RURAL					MILIEU URBAIN						
				Au moins de base	Limité (partagé)	Non amélioré	Défecation en plein air	Taux annuel de changement (services de base)	Taux annuel de changement (défecation en plein air)	Au moins de base	Limité (partagé)	Non amélioré	Défecation en plein air	Taux annuel de changement (services de base)	Taux annuel de changement (défecation en plein air)	Au moins de base	Limité (partagé)	Non amélioré	Défecation en plein air	Taux annuel de changement (services de base)	Taux annuel de changement (défecation en plein air)
RÉGIONS ODD																					
Australie et Nouvelle-Zélande	2000	22 925	85	>99	<1	<1	<1	0.00	0.00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
	2017	29 156	86	>99	<1	<1	<1			-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Asie centrale et Asie du Sud	2000	1 508 317	30	25	6	10	58	2.11	-2.26	12	2	11	75	2.50	-2.70	57	14	10	19	0.97	-0.92
	2017	1 939 824	36	61	12	6	20			55	9	7	29			74	19	5	3		
Asie de l'Est et Asie du Sud-Est	2000	2 037 035	41	61	5	28	7	1.39	-0.30	47	3	39	11	1.67	-0.38	80	6	11	2	0.60	-0.09
	2017	2 296 945	58	84	6	7	2			75	7	14	4			91	6	3	<1		
Europe et Amérique du Nord	2000	1 040 046	73	96	<1	4	<1	0.12	0.00	89	1	10	<1	0.32	-0.01	98	<1	1	<1	0.03	0.00
	2017	1 103 282	77	98	<1	2	<1			94	<1	5	<1			99	<1	<1	<1		
Amérique latine et Caraïbes	2000	525 795	76	73	5	11	10	0.81	-0.43	47	3	20	30	1.34	-1.23	82	6	9	3	0.55	-0.14
	2017	645 593	80	87	5	6	2			70	6	16	9			91	4	4	<1		
Afrique du Nord et Asie de l'Ouest	2000	357 578	56	78	5	8	9	0.60	-0.31	64	5	13	19	0.69	-0.51	88	5	5	2	0.40	-0.08
	2017	501 263	62	88	4	5	4			76	5	9	10			95	3	2	<1		
Océanie	2000	8 305	23	38	4	45	13	-0.42	0.06	26	3	55	16	-0.45	0.11	75	8	13	4	-0.29	-0.09
	2017	11 534	23	30	4	52	14			18	3	62	17			70	9	19	2		
Afrique subsaharienne	2000	645 007	31	23	15	29	32	0.45	-0.74	17	9	32	43	0.29	-0.80	37	29	24	10	0.45	-0.23
	2017	1 022 664	40	31	18	31	20			22	9	40	29			44	32	18	6		
AUTRES REGROUPEMENTS RÉGIONAUX																					
Pays les moins avancés	2000	664 805	25	22	10	33	35	0.72	-1.00	16	6	34	43	0.68	-1.08	39	21	30	11	0.47	-0.39
	2017	1 002 486	33	34	15	32	18			28	9	38	25			47	28	21	4		
Pays en développement sans littoral	2000	335 283	27	34	7	22	37	0.41	-1.07	24	4	24	48	0.47	-1.32	60	17	17	7	0.05	-0.23
	2017	503 550	30	41	11	30	19			32	6	36	26			61	22	15	3		
Petits États insulaires en développement	2000	56 534	57	66	8	15	11	0.17	-0.20	44	7	27	22	0.12	-0.35	82	9	6	2	0.03	-0.02
	2017	69 024	62	69	9	15	7			46	7	31	16			83	10	5	2		
MONDE	2000	6 145 007	47	56	5	17	21	1.02	-0.74	36	4	24	36	1.37	-1.06	79	8	8	5	0.35	-0.20
	2017	7 550 262	55	74	8	9	9			59	7	16	18			85	9	4	1		

RÉGION	Année	NIVEAU NATIONAL						MILIEU RURAL						MILIEU URBAIN								
		Proportion de la population utilisant des installations d'assainissement améliorées (à l'exclusion des installations partagées)				Proportion de la population utilisant des installations d'assainissement améliorées (y compris les installations partagées)		Proportion de la population utilisant des installations d'assainissement améliorées (à l'exclusion des installations partagées)				Proportion de la population utilisant des installations d'assainissement améliorées (y compris les installations partagées)		Proportion de la population utilisant des installations d'assainissement améliorées (à l'exclusion des installations partagées)				Proportion de la population utilisant des installations d'assainissement améliorées (y compris les installations partagées)				
		Gérés en toute sécurité	Traités et gérés sur site	Vidangés et traités	Eaux usées traitées	Latrines et autres	Fosses septiques	Raccordement au réseau d'égouts	Gérés en toute sécurité	Traités et gérés sur site	Vidangés et traités	Eaux usées traitées	Latrines et autres	Fosses septiques	Raccordement au réseau d'égouts	Gérés en toute sécurité	Traités et gérés sur site	Vidangés et traités	Eaux usées traitées	Latrines et autres	Fosses septiques	Raccordement au réseau d'égouts
RÉGIONS ODD																						
Australie et Nouvelle-Zélande	2000	61	-	-	61	1	12	87	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	2017	72	-	-	72	<1	12	88	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Asie centrale et Asie du Sud	2000	-	-	-	3	11	11	9	7	6	-	<1	8	4	1	-	-	-	10	17	26	28
	2017	-	-	-	5	33	28	13	40	39	-	<1	39	23	1	-	-	-	13	22	38	33
Asie de l'Est et Asie du Sud-Est	2000	32	18	-	13	21	18	27	27	24	-	3	31	15	4	28	-	-	28	5	22	60
	2017	64	21	-	42	19	23	48	52	28	-	24	30	24	28	72	17	-	55	11	22	63
Europe et Amérique du Nord	2000	69	-	-	68	7	10	79	-	-	-	39	18	27	44	79	-	-	79	3	4	92
	2017	76	-	-	76	6	9	84	48	-	-	48	16	26	53	85	-	-	85	3	3	93
Amérique latine et Caraïbes	2000	12	-	-	12	12	18	49	-	-	-	2	22	19	9	15	-	-	15	9	17	62
	2017	31	-	-	31	9	17	66	-	-	-	8	25	33	18	37	-	-	37	6	13	77
Afrique du Nord et Asie de l'Ouest	2000	26	-	-	26	13	25	45	-	-	-	8	18	35	15	40	-	-	40	8	17	68
	2017	38	-	-	38	10	23	59	-	-	-	18	16	36	29	49	-	-	49	6	15	77
Océanie	2000	-	-	-	5	19	14	9	-	-	-	1	19	7	2	-	-	-	16	16	38	30
	2017	-	-	-	4	12	14	8	-	-	-	1	12	7	2	-	-	-	14	11	40	28
Afrique subsaharienne	2000	15	15	-	-	28	3	7	14	14	-	-	24	<1	1	17	17	-	-	39	8	20
	2017	18	18	-	-	31	10	8	18	18	-	-	27	3	1	20	20	-	-	38	22	17
AUTRES REGROUPEMENTS RÉGIONAUX																						
Pays les moins avancés	2000	-	-	-	-	24	5	3	11	11	-	-	20	2	<1	-	-	-	-	37	14	9
	2017	-	-	-	-	34	12	4	21	21	-	<1	30	6	<1	-	-	-	-	43	22	9
Pays en développement sans littoral	2000	-	-	-	5	28	3	10	-	-	-	<1	25	2	1	-	-	-	18	37	7	33
	2017	-	-	-	5	36	7	9	-	-	-	<1	33	4	<1	-	-	-	14	42	13	27
Petits États insulaires en développement	2000	-	-	-	14	25	18	30	-	-	-	2	33	13	6	23	-	-	23	19	23	49
	2017	-	-	-	16	22	25	30	-	-	-	2	30	18	6	-	-	-	25	17	30	45
MONDE	2000	28	9	-	19	15	14	32	22	17	-	5	21	12	7	36	-	-	36	10	16	62
	2017	45	14	-	31	21	20	41	43	30	-	12	31	21	15	47	-	-	47	13	19	63

Annexe 9 : Estimations régionales et mondiales relatives à l'hygiène

RÉGION	Année	Population (en milliers)	% en milieu urbain	NIVEAU NATIONAL			MILIEU RURAL			MILIEU URBAIN		
				De base	Limité (sans eau ou sans savon)	Aucune installation	De base	Limité (sans eau ou sans savon)	Aucune installation	De base	Limité (sans eau ou sans savon)	Aucune installation
RÉGIONS ODD												
Australie et Nouvelle-Zélande	2017	29 156	86	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Asie centrale et Asie du Sud	2017	1 939 824	36	58	37	4	47	47	6	78	19	3
Asie de l'Est et Asie du Sud-Est	2017	2 296 945	58	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Europe et Amérique du Nord	2017	1 103 282	77	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Amérique latine et Caraïbes	2017	645 593	80	-	-	-	59	22	19	-	-	-
Afrique du Nord et Asie de l'Ouest	2017	501 263	62	77	12	11	64	17	19	-	-	-
Océanie	2017	11 534	23	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Afrique subsaharienne	2017	1 022 664	40	25	34	41	17	38	45	38	28	34
AUTRES REGROUPEMENTS RÉGIONAUX												
Pays les moins avancés	2017	1 002 486	33	28	36	36	22	39	39	40	29	31
Pays en développement sans littoral	2017	503 550	30	34	36	30	25	40	35	55	25	19
Petits États insulaires en développement	2017	69 024	62	51	28	20	33	38	29	63	22	15
MONDE	2017	7 550 262	55	60	22	18	45	31	23	-	-	-

ONU-Eau coordonne les efforts des entités des Nations Unies et des organisations internationales qui œuvrent à la résolution des problèmes d'eau et d'assainissement. Ce faisant, ONU-Eau souhaite améliorer le soutien apporté aux États membres dans leurs efforts d'application des accords internationaux sur l'eau et l'assainissement. Les publications d'ONU-Eau se basent sur l'expérience et l'expertise des membres et partenaires d'ONU-Eau.

Rapports d'ONU-Eau

Rapport de synthèse 2018 sur l'objectif de développement durable 6 relatif à l'eau et à l'assainissement

Le rapport de synthèse 2018 sur l'ODD 6 relatif à l'eau et à l'assainissement a été publié en juin 2018, en vue du Forum politique de haut niveau pour le développement durable, au cours duquel les États membres ont effectué un examen approfondi de l'ODD 6. En présentant la position commune du système des Nations Unies, le rapport donne des orientations pour comprendre les progrès mondiaux accomplis vers la réalisation de l'ODD 6 et ses interdépendances avec d'autres objectifs et cibles.

Rapports sur les indicateurs de l'objectif de développement durable 6

Cette série de rapports présente les avancées enregistrées vers la réalisation des cibles fixées par l'ODD 6, en s'appuyant sur les indicateurs mondiaux des ODD. Les rapports sont fondés sur des données nationales, compilées et vérifiées par les organismes des Nations Unies, garants de la fiabilité de chaque indicateur.

Analyse et évaluation mondiales d'ONU-Eau sur l'assainissement et l'eau potable (GLAAS)

L'initiative GLAAS est mise en œuvre par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) au nom d'ONU-Eau. Elle fait le point sur les cadres politiques, les dispositifs institutionnels, les ressources humaines et les flux financiers nationaux et internationaux qui soutiennent l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement à travers le monde. L'initiative GLAAS apporte une contribution essentielle aux activités du partenariat Assainissement et eau pour tous (SWA).

Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau

Publié par l'UNESCO au nom d'ONU-Eau, ce rapport annuel se présente comme la réponse cohérente et intégrée du système des Nations Unies aux problématiques et aux nouveaux défis liés à l'eau douce. Le thème du rapport est aligné sur celui de la Journée mondiale de l'eau (22 mars) et change chaque année.

Notes d'orientation et documents d'analyse

Les notes d'orientation d'ONU-Eau fournissent des orientations stratégiques brèves et informatives sur les problèmes les plus urgents liés à l'eau douce en s'appuyant sur l'expertise de chaque organisme du système des Nations Unies. Les documents d'analyse examinent les problèmes émergents et peuvent servir de base à un approfondissement des recherches et à de futures discussions et orientations stratégiques.

Rapport de situation du Programme commun OMS/UNICEF de suivi de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de l'hygiène (JMP)

Ce rapport rattaché à ONU-Eau présente les résultats du suivi mondial des progrès accomplis visant l'accès à des services d'approvisionnement en eau potable sûrs et abordables et à des services d'assainissement et d'hygiène adéquats et équitables. Ce suivi s'appuie sur les résultats d'enquêtes auprès des ménages et de recensements généralement fournis par les bureaux nationaux de statistique selon des critères internationaux et repose de plus en plus sur des ensembles nationaux de données administratives et réglementaires.

PUBLICATIONS D'ONU-EAU PRÉVUES EN 2019

- Update of UN-Water Policy Brief on Water and Climate Change (Mise à jour de la politique générale d'ONU-Eau concernant l'eau et le changement climatique)
- UN-Water Policy Brief on the Water Conventions (Note de politique générale d'ONU-Eau sur les conventions relatives à l'eau)
- UN-Water Analytical Brief on Water Efficiency (Dossier d'analyse d'ONU-Eau sur l'économie d'eau)



EAU DE BOISSON

2017:

- 5,3 milliards de personnes avaient recours à des services gérés en toute sécurité. 1,4 milliard de personnes supplémentaires utilisaient au moins des services de base.
- 206 millions avaient recours à des services limités, 435 millions à des points d'eau non améliorés et 144 millions à des sources d'eaux de surface.
- Huit personnes sur dix ne disposant même pas d'un accès à des services de base vivaient en zone rurale. Près de la moitié d'entre elles vivait dans les pays les moins avancés.
- Sur les 90 pays qui possédaient des données ventilées, 24 présentaient une couverture des services de base d'approvisionnement en eau au moins deux fois supérieure pour le quintile des plus riches que pour celui des plus pauvres.
- 80 pays présentant une couverture des services de base d'approvisionnement en eau supérieure à 99 % et un pays sur trois affichant une couverture inférieure à 99 % étaient en bonne voie pour atteindre une couverture « quasi universelle » d'ici à 2030.

ASSAINISSEMENT

2017:

- 3,4 milliards de personnes avaient recours à des services gérés en toute sécurité. 2,2 milliards de personnes supplémentaires utilisaient au moins des services de base.
- 627 millions de personnes avaient recours à des services limités, 701 millions utilisaient des installations non améliorées et 673 millions pratiquaient encore la défécation en plein air.
- Sept personnes sur dix n'ayant même pas accès à des services de base vivaient en zone rurale. Un tiers d'entre elles vivait dans les pays les moins avancés.
- Sur les 90 pays qui disposaient de données ventilées, 48 présentaient une couverture des services de base au moins deux fois plus étendue pour le quintile des plus riches que pour celui des plus pauvres.
- 51 pays affichaient une couverture des services de base d'assainissement supérieure à 99 %. Un pays sur quatre présentant une couverture inférieure à 99 % était en bonne voie pour atteindre une couverture « quasi universelle » à l'horizon 2030.
- Moins d'un pays sur trois lourdement touchés par la défécation en plein air et présentant un taux supérieur à 5 % était en bonne voie pour l'éliminer presque totalement (< 1 %) d'ici à 2030.

HYGIÈNE

2017:

- 60 % de la population mondiale disposait d'installations de base à domicile destinées au lavage des mains avec de l'eau et du savon.
- 78 pays (et trois des huit régions ODD), représentant 52 % de la population mondiale, disposaient d'estimations sur les installations de base destinées au lavage des mains. Un grand nombre de pays à revenu élevé ne disposaient que de peu de données sur l'hygiène.
- 3 milliards de personnes étaient encore privées d'installations de base à domicile destinées au lavage des mains : 1,6 milliard d'individus disposaient d'installations limitées non équipées d'eau ou de savon et 1,4 milliard ne disposaient d'aucune installation.
- Près des trois quarts de la population des pays les moins avancés ne disposaient d'aucune installation destinée au lavage des mains avec de l'eau et du savon.
- Sur les 82 pays qui disposaient de données ventilées, 51 présentaient une couverture des installations de base destinées au lavage des mains au moins deux fois plus étendue pour le quintile des plus riches que pour celui des plus pauvres.